

**2024-2025**

Master 1

# **DES OUVRIERS DANS UN MILIEU RURAL : PORT-BRILLET (XIX-XX<sup>E</sup> SIECLES)**

*Entre modérantisme politique et identité  
de classe*

**ALEXIS BODAN**

Sous la direction de Éric Pierre

Enseignant-chercheur en histoire contemporaine à l'Université  
d'Angers

## **Jury**

Eric Pierre : directeur

Cristiana Pavie : membre

Soutenu[e] publiquement le 17/09/2025

**Document confidentiel**

## **AVERTISSEMENT**

L'université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les travaux des étudiant·es : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

## ENGAGEMENT DE NON-PLAGIAT

Je, soussigné Monsieur BODAN Alexis, déclare être pleinement conscient que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publié sur toutes formes de support, numérique ou papier, constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées pour écrire ce mémoire.

Signé par l'étudiant le 04/06/2025

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bodan', with a horizontal line underneath.

## REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont en premier lieu à Monsieur Eric Pierre, mon directeur de mémoire, qui m'a guidé tout au long de l'année universitaire. Je le remercie particulièrement de m'avoir laissé une grande liberté dans mes choix de recherches et dans ma façon de travailler.

Merci à l'ensemble de mes relecteurs qui ont pris le soin de lire avec attention mes raisonnements.

Merci à Marie, qui a eu la joie de relire l'ensemble du mémoire et qui démontre qu'elle est une orthophoniste émérite.

Merci à Chloé, ma compagne, qui m'a soutenu, a partagé mes discussions à des heures tardives et pendant une période de ma vie où mon sujet de mémoire était mon unique centre d'intérêt. Merci pour son aide sur la mise en forme des annexes et pour ses relectures de dernières minutes.

Merci à Clara qui a accepté de me relire en dépit d'un plan qu'elle jugeait ambitieux.

Merci à ma mère qui a relu une partie de ce travail sur un délai très court, et de façon plus générale, qui m'a permis d'accéder indirectement à ce cadre universitaire. Mes remerciements vont également à ma famille qui a eu la bienveillance de m'écouter lorsque j'échangeais avec vivacité autour de mon sujet de mémoire, et ce, même si mes propos étaient parfois désordonnés et animés.

Mes remerciements à l'ensemble des acteurs : monde syndical, associatif et particulièrement remerciement à l'association « *Oribus* ». Ces acteurs m'ont aidé et accompagné directement ou indirectement par la richesse des travaux qu'ils avaient déjà réalisés, mais également par la mise à disposition de leurs ressources.

Merci à l'ensemble des camarades de promotion qui m'ont subi jusqu'à la dernière semaine de Bibliothèque Universitaire. Ce fut un moment agréable, car de grande transformation intellectuelle, avec une forte cohésion, mais ardue, car avec une pression quotidienne.

Remerciements à l'ensemble des personnes qui, de près ou de loin, ont aidé à la l'élaboration de ce mémoire. De la relecture complète à la simple remarque, tous ces échanges ont constitué une année enrichissante dans une démarche universitaire qui se veut avant tout être un raisonnement de tous les jours, mais surtout un travail intellectuel qui se base sur l'aide d'autrui et non uniquement en repli sur soi.

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

S.G.F : Société Générale de Fonderie

C.G.T : Confédération générale du travail

C.G.T-U : Confédération générale du travail Unitaire

C.E : Conseil d'entreprise

C.F.T.C : Confédération française des travailleurs chrétiens

C.N.R.T.L. : Centre national de ressources textuelles et lexicales

G.S.R.L : Groupe Sociétés, Religions, Laïcités

E.P.H.E : École Pratique des Hautes Études

I.C.E.S : Institut Catholique d'Études Supérieures

P.T.T : Postes, télégraphes et téléphones

# SOMMAIRE

Avertissement .....	2
Engagement de NON-PLAGIAT.....	3
Remerciements .....	4
Liste des abréviations.....	5
Sommaire .....	6
Introduction .....	7
Historiographie :.....	30
Presentation des sources Étudiées .....	61
I.LA FONDATION D'UNE COMMUNE : LES PREMIÈRES REVENDICATIONS (1874-1882).....	71
II. « UN PEUPLE ASSAGI » : LA CONSTRUCTION DU FIEF CHAPPÉE (1882-1922) .....	112
III. L'EXTENSION SYNDICALE ET LES TENTATIVES D'AFFIRMATIONS POLITIQUES (1922-1936) .....	158
Conclusion .....	203
Bibliographie .....	207
Sources exploitées.....	212
Annexes .....	218
Table des matières.....	228

## INTRODUCTION

Le 1<sup>er</sup> novembre 1937, un accord est signé entre les dirigeants de la S.G.F et la direction du syndicat des métallurgistes de Port-Brillet affilié à la C.G.T<sup>1</sup>. Cet accord entreprend la revalorisation de l'ensemble des salaires du personnel ouvrier de Port-Brillet. Cela aboutit à une lettre du préfet le 18 novembre qui met fin à la tâche de la commission mixte, composée d'arbitres, qui devait trouver une entente entre les deux parties. Cette commission ayant été formée le 22 septembre à la demande du préfet de la Mayenne<sup>2</sup>. Cette situation est fortement surveillée par le ministre de l'Intérieur, dont dépendent le préfet et lui-même ayant autorité sur le commissaire de Laval, M. Cailleau qui surveillait déjà les précédents mouvements de grève de Port-Brillet. Cette situation est d'autant plus observée qu'elle suit d'à peine quelques mois les mouvements de la seconde grève des fonderies du Lotin<sup>3</sup>. En effet, plusieurs mouvements syndicaux métallurgistes se mettent en marche au début de l'année 1938, entraînant des préavis de grève en avril de cette année-là. L'Union départementale de la C.G.T, avec ses différentes grèves, cherche à obtenir l'harmonisation salariale de l'ensemble des ouvriers métallurgistes de Mayenne. Les mouvements sont d'autant plus suivis à Port-Brillet, car le mouvement syndical se montre de plus en plus intransigeant. Celui-ci avait réussi, à coup de pamphlets, à

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une lettre de la direction de Port-Brillet avertissant le préfet de la résolution du conflit le 1<sup>er</sup> novembre. En effet, depuis le 2 mai, il existe une série d'échanges entre le préfet et la direction locale de l'industrie de la SGF avec une hausse de production autour du mois de septembre.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58 : Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>2</sup> En septembre 1937 le préfet envoie de nombreuses lettres aux différents protagonistes afin de résoudre le conflit. La lettre concernant la formation de la commission est envoyée dans la foulée avec une réponse de la S.G.F Chappée le 30 septembre 1937.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58 : Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>3</sup> Le capitaine de Brigade Heinter écrit au sous-préfet pour les avis de grève du Lottin et de l'usine Pellier en avril et novembre 1938. Il relève, sous l'impulsion de l'UD C.G.T Métallurgiste, une augmentation des mouvements de grève durant la période 1937-1938.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 59 : Divers rapports non triés de grèves assez diverses et variées.

faire démissionner le maire de Port-Brillet, M. Benoît Chappée<sup>4</sup>. En effet, durant l'année 1937, l'escalade des tensions avait abouti à un ultimatum de la part du maire : il avait exigé l'arrêt des menaces et le retour au calme. Dans le cas contraire, il déposerait sa démission. Les syndicats, démontrant leur désaccord, avaient décidé de manifester avec fermeté le 1er mai 1938 en opposition à sa volonté. Le lendemain, dans une lettre, Benoît Chappée annonçait officiellement sa démission en tant que maire de Port-Brillet<sup>5</sup>.

Pour cette petite commune, c'est un coup de tonnerre qui vient frapper son centre historique : les ouvriers ont fait tomber l'héritier Chappée qui, depuis 1929, s'était retiré de la vie active de l'industrie au profit d'une carrière de politique locale. Pour comprendre comment et pourquoi cette population ouvrière bouleverse son histoire politique, il faut se pencher sur l'environnement de ces travailleurs ainsi que sur les enjeux qui découlent de cette décision syndicale et politique.

Pour cela, il faut définir les contours du groupe social que sont les ouvriers. En effet, le terme "ouvrier" représente tant l'activité professionnelle que l'individu, mais aussi la catégorie sociale à laquelle il appartient. Pour étayer cette définition, il faut également s'intéresser à l'environnement de cet ouvrier puisque le département de la Mayenne est un territoire résolument tourné vers la ruralité. Il convient de s'intéresser aux syndicats, qui, dans ce contexte, constituent un élément complémentaire permettant de comprendre le sens que donnent ces ouvriers à la normalisation de leur structure sociale<sup>6</sup>. *A contrario*, l'absence de syndicat donne des éléments de compréhension des normes de leur milieu. Enfin, il faut détailler ce

---

<sup>4</sup> La situation est retranscrite dans *Les Nouvelles Mayennaises* du 23 mai 1937. L'ensemble de la situation de Port-Brillet est de nouveau détaillé dans le journal *Les Nouvelles Mayennaises* du 4 décembre et du 11 décembre 1938. Grâce à une lettre du commandant de la Brigade de Bourgneuf, on apprend le réemploi d'une propagande comme en 1928 avec la publication d'articles calomnieux notamment au début du mois d'avril 1938.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58 : Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>5</sup>Pour une description plus détaillée des éléments : Jacques OMNÈS. "Le syndicat des métallos de Port-Brillet de 1936 à 1942". "1882-1982 : Fondateurs à Port-Brillet". *L'Oribus Histoire et Société en Mayenne*. N°7. Septembre 1982.

<sup>6</sup> Le syndicat prend progressivement une place qui normalise son existence auprès du milieu ouvrier, son existence devient une norme dans le paysage socio-professionnel.

Yon, Karel. « Syndicats ». *Histoire globale des socialismes XIXe-XXIe siècle*. Presses Universitaires de France. 2021. p.598-609.



qu'est l'entité politique de Port-Brillet et en quoi l'origine de la commune est fortement liée à celle des "métallos". Ils y ont manifesté, en effet, à plusieurs reprises, leur envie d'indépendance face au reste de leur environnement rural.

## « LES OUVRIERS »

Le groupe associé à « l'ouvrier », primordial ici, car au cœur du sujet, apparaît comme difficilement définissable sans tomber dans la caricature telle que le font les dictionnaires généraux. Les premières définitions, issues des dictionnaires généraux, dits de grand-public, sont davantage orientées sur l'action professionnelle de l'ouvrier. L'ouvrier y est décrit comme : "Personne qui exécute un travail manuel, exerce un métier manuel ou mécanique moyennant un salaire"<sup>7</sup>. Cette définition n'est en réalité pas incorrecte, mais bien trop limitante dans son action pour ce sujet. Pour trouver de réelles ébauches intéressantes à cette notion, il faut se pencher sur les dictionnaires historiques. Pour définir la notion d'ouvrier, même d'ouvriers, ma base de réflexion a été les écrits de Marion Fontaine<sup>8</sup> qui l'évoque autour du mot "prolétariat" de l'ouvrier. En rapport avec les questionnements autour des notions du socialisme, elle interroge le spectre ouvrier dans le domaine de la classe, de la représentation politique et surtout au travers de son attache à la pensée marxiste traditionnelle<sup>9</sup>. L'autrice précise assez bien le fait qu'en histoire, les individus qui cherchent à définir l'ouvrier et la classe ouvrière comme un élément politique et social complexe sont en réalité assez rarement issus de cette même classe ouvrière. En effet, la majorité des penseurs sont issus d'un modèle politique distant du monde ouvrier. Néanmoins, les « unions », syndicats anglais, se réapproprièrent assez rapidement ces mêmes théories pour qu'elles rejoignent une forme de réalité qu'est leur propre notion de « classe ». Pour comprendre ce qu'est un ouvrier dans le langage du XIX<sup>e</sup> siècle, il faut se pencher sur ce que l'on désigne comme les penseurs

---

<sup>7</sup> Définition issue du *Petit Robert*, édition 2024.

<sup>8</sup> Fontaine Marion. « Ouvriers ». *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe*. Presses Universitaires de France, 2021. p.392-403.

<sup>9</sup> Définir l'ouvrier comme classe et comme élément de pensée politique est rattacher à la pensée des historiens marxistes des années 1970.

utopiques du socialisme<sup>10</sup>. Aussi, la reprise par l'historienne Marion Fontaine de la pensée de Marx, notamment celle du *Manifeste communiste* est un point presque obligatoire<sup>11</sup>. Les termes de socialisme, de communisme et des divers partis ouvriers deviennent des notions proches d'un même idéal politique à atteindre pour l'ouvrier<sup>12</sup>.

Si l'on s'éloigne alors de cette doctrine socialiste, il est possible d'affirmer que l'ouvrier, dans son individualité, se voit confier une tâche à accomplir dans un système dit "industriel". Au-delà de cette conception, l'ouvrier représente également une identité à travers sa classe sociale, identité qui, en cette fin du XIXe, devient fortement politisée, que ce soit au sein de partis politiques qui revendiquent cette base ouvrière, ou au sein de mouvements davantage orientés dans le syndicalisme. L'ouvrier n'est donc pas seulement un acteur économique, il est aussi la base de mouvements de gauche et de gauche radicale à la fin du siècle. Il représente un nouvel électorat à conquérir, mais également la masse du changement. Les divers mouvements politiques, qu'ils soient marxistes, socialistes, communistes ou non, réemploient cet axe ouvrier. En effet, le groupe social qu'ils représentent s'installe progressivement dans un récit de contestation du dominant politique qu'est la bourgeoisie ou au minima le capitalisme<sup>13</sup>, c'est-à-dire n'ont pas forcément une contestation de classe, mais une contestation du modèle conservateur. La politisation

---

<sup>10</sup> Au début du XIXe siècle, alors que la classe ouvrière se développe en Grande-Bretagne, ce qu'on désigne comme les penseurs utopiques du socialisme sont des petits bourgeois ou patrons qui émettent de premières hypothèses socialistes et qui tentent parfois des projets de forme corporatiste avec un succès assez variable. Les travaux du Britannique Robert Owen sont assez bien documentés à ce sujet dans l'ouvrage : Gallois Nicolas. « Robert Owen (1771-1858) : L'industriel philanthrope ». *100 penseurs de l'économie*. Éditions Sciences Humaines. 2020.

<sup>11</sup> En réalité, l'importance de la conception marxiste dans la classe ouvrière a été relativement contestée par la réinterprétation politique du mouvement social à partir des années 1980. Les propos du philosophe André Gorz dans son ouvrage *Adieux au prolétariat* sont souvent considérés comme un tournant de la pensée de classe ouvrière à ce sujet.

<sup>12</sup> Dans les écrits de Karl Marx, la masse ouvrière représente la classe, le socialisme représente les partis de transition politique et le communisme est l'idéal défini à atteindre. D'ailleurs, même les non marxistes, comme les anarchistes, recherchent cet idéal communiste.

<sup>13</sup> Cette affirmation est à nuancer avec la présence de mouvements dits de « gauche républicaine » pour le début de ma période qui ne revendiquent pas cette légitimité ouvrière et en restent même parfois assez distants. C'est le cas du Parti Radical qui revendique une origine égalitariste, mais rejette partiellement le discours dit ouvrier.

et la radicalisation de ceux qu'on nomme "ouvriers" ne sont pas inconditionnelles. On voit le développement de structures politiques qui emploient de façon systématique des doctrines idéologiques et politiques radicales à destination de la population ouvrière.

Une question peut légitimement se poser : qu'est-ce qui compose vraiment l'identité de l'ouvrier ? Que ce soit en termes de classe, au sens social ou politique, mais même comme élément unificateur en tant que groupe. En effet, les partis de la gauche, voire de l'extrême gauche, reprennent par exemple un discours d'origine ouvrière. C'est une forme d'ouvriérisme pour démontrer leurs origines prolétariennes, alors même que les cadres à la tête de ces partis sont bien souvent plus proches de la bourgeoisie sur le plan économique et culturel. La Mayenne se voit par exemple dotée de représentants politiques de gauche, notamment socialistes, qui reprennent un électorat populaire à la fois ouvrier, mais également paysan, mais dont les origines correspondent davantage à des catégories professionnelles de la petite et moyenne bourgeoisie<sup>14</sup>.

L'ouvrier de Port-Brillet semble alors bien loin de ces revendications à la fois d'identité et de politique. Cependant, l'absence effective dans les sources d'affirmation d'une pensée politique ouvrière explicite ne permet pas d'effacer ce prisme socio-politique des ouvriers mayennais<sup>15</sup>.

Les ouvriers doivent alors être associés au secteur qu'est l'industrie et à la notion de travail puisqu'ils tirent leurs origines de cette base qu'est la condition de travail. Cependant, les ouvriers sont également un groupe social qui se reconnaît en tant que tel et qui, très tôt dans la conception de son environnement, se reconnaît une identité particulière au sein du mouvement industriel.

---

<sup>14</sup> En Mayenne, comme sur le reste du territoire national, seul le parti communiste présente des candidats venant de milieu ouvrier. Cependant, il a tendance de ce fait à exclure toute autre classe ou catégorie sociale, comme le milieu paysan dans un premier temps.

<sup>15</sup> La Révolution française est un élément déclencheur de la forte politisation de ces populations. Avec une participation active, les ouvriers de Port-Brillet ou de Chailland entrent dans le domaine politique à travers la situation de quasi-guerre civile qui sévit en Mayenne lors de la première insurrection des chouans.

Blottière Gérard, *Aspects de la première chouannerie mayennaise*, Siloë, Laval, 2010, 189 p

Enfin, l'ouvrier, même s'il n'a pas systématiquement d'attache politique personnelle, se fait influencer par des développements d'ordre proto-politique<sup>16</sup> du fait de son appartenance à l'identité ouvrière entraînant ainsi une certaine politisation. Cette politisation, parfois modérée, est réelle. Elle influe sur l'ouvrier par la conception de son identité, de sa classe sociale et participe plus largement à la recherche d'amélioration de sa condition personnelle.

Au-delà de la conception du travail de l'ouvrier, c'est surtout la reconnaissance par lui-même et par ses camarades de son identité ouvrière qui consolide cette acceptation de classe.

Ainsi, il n'y a pas d'homogénéité de la conception du monde politique par les ouvriers, mais l'acceptation d'une similitude sociale et politique au sein de cette population conformément au milieu.

## « LE MILIEU RURAL »

Le milieu rural est sûrement le terme le plus aisé à définir pour ce sujet : il permet de cibler la géographie du territoire étudié.

Le sujet se concentre sur la commune de Port-Brillet, qui se situe dans le canton de Loiron à l'Est de l'agglomération lavalloise. Celle-ci est à mi-distance entre les communes de Laval et de Vitré<sup>17</sup> et elle se trouve surtout sur l'axe ferroviaire Paris-Rennes construit à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le bourg de la commune, avec sa mairie et son église, est situé d'un côté de la voie ferrée, tandis que l'industrie Chappée était située de l'autre côté. Les communes limitrophes sont Bourgneuf-la-Forêt au Nord, La Brûlatte au Sud, Olivet à l'Est et Saint-Pierre-la-Cour à l'Ouest. On constate que ce sont des communes de taille très modeste si on omet Saint-Pierre-la-Cour également sur le tracé ferroviaire<sup>18</sup>.

---

<sup>16</sup> Sens rentré dans un déterminisme social fort concernant la politisation du groupe ouvrier, la structure sociale de l'industrie à une influence sur l'individu qui pousse à s'orienter vers l'idée auquel il se reconnaît et reconnaît son groupe social.

<sup>17</sup> La commune de Port-Brillet étant située à 21 km de Laval et à 20 km de Vitré.

<sup>18</sup> Saint-Pierre-La-Cour est une zone d'exploitation du charbon dans le bassin minier de Laval. La production de charbon alimente en partie la production de Port-Brillet. Armand Chappée deviendra actionnaire majoritaire de l'exploitation en 1907. Le tracé ferroviaire permettant le transport du charbon.

De manière générale, pour définir un milieu rural, on doit prendre en compte la population d'un lieu ou d'une zone géographique donnée, et l'étudier en termes de données démographiques et de coutumes culturelles qui signent une certaine forme de ruralité. En l'occurrence, l'ensemble du département mayennais est associé à la ruralité indépendamment de la période étudiée. En effet, que c'est pour les contemporains de l'époque où les historiens, la Mayenne est associée de façon directe à la ruralité. En comparaison, le département voisin, celui de la Sarthe, lui aussi d'origine rurale, se centralise et s'urbanise autour de son pôle qu'est la ville du Mans, mais la Mayenne, elle, reste un territoire largement décentralisé autour de pôles urbains de taille restreinte. Les petits pôles industriels et agricoles, surtout au XIX<sup>e</sup> siècle, restent globalement dispersés sur le territoire avec quelques villes qui font la connexion dans la région sans pour autant atteindre une centralité comparable à des villes en évolution démographique comme Rennes ou Nantes pour l'Ouest français.

D'un point de vue démographique, là où certaines régions de l'Ouest comme la Sarthe ou le Maine-et-Loire sont en constance fluctuation, la Mayenne semble stagner, voire baisser. La différenciation entre milieu urbain et rural, se faisant avant tout sur ce critère numérique, c'est-à-dire une forte concentration de population à un endroit donnée en opposition à des amas de populations plus dispersées, mais relevant également de codes sociaux ou culturels distincts<sup>19</sup>. Surtout, la différenciation vient du consensus, à la fois des populations sur le territoire, mais également des scientifiques qui analysent ce lieu. Cette différenciation peut parfois être floue et peu évoluer en fonction de l'échelle géographique prit.

Les recensements structurés du territoire national démontrent que même si la Mayenne est touchée par l'exode rural, le taux de natalité permet de compenser les départs, du moins pour le début de la période étudiée. Ainsi, les pertes démographiques réelles sont assez maigres avant 1900 tandis que la période de

---

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>19</sup> L'usage d'un « patois » ou d'un dialecte local, la pratique de fêtes propres ou la désignation de coutumes, son tant d'éléments qui peuvent être considérés comme contribuant à cette distinction qui structure les deux entités.

l'entre-deux-guerres connaît une chute démographique<sup>20</sup>. De même, la Mayenne reste un territoire ancré dans ses origines rurales, avec des coutumes religieuses et locales affirmées. En effet, les rites religieux et traditionnels rythment largement le quotidien des Mayennais<sup>21</sup>. De ce fait, définir le territoire de la Mayenne de rural semble évident. Cette désignation a d'autant plus de sens, que les populations qui vivent sur le territoire perçoivent cette forme de ruralité presque comme une forme d'identité.

Pour cibler Port-Brillet, il faut se référer aux écrits du curé de la commune de l'époque, écrits réalisés lors d'une promenade et qui confortent mes dires<sup>22</sup>.

*“Il n'existe pas de curiosités naturelles, mais ceux qui aiment la solitude peuvent faire de belles et agréables promenades dans les bois de Misédon. On y goûte d'autant mieux le grand calme et le silence majestueux des forêts qu'en partant il a fallu entendre le bruit de tous les instruments industriels de travail de la grande ruche ouvrière qui occupe le fond de la vallée.”*

Ce petit recueil, plutôt personnel, met en perspective deux environnements qui s'opposent et se complètent en même temps : il évoque les forges et la forêt de Mosédon<sup>23</sup>. Ces propos nous démontrent que malgré la concentration de la population au niveau du bourg de la commune, les contemporains ressentent cet ancrage dans un territoire rural qui entoure, voire qui englobe le village. Les propos du curé sont corroborés pour l'ensemble de la période par diverses sources et écrits qui étiquettent

---

<sup>20</sup> De 1872 à 1901, sur une population d'environ 350 000 individus, on estime la baisse d'individus à près de 30 000. De 1901 à 1946, la baisse démographique passe à près de 80 000 individus, selon l'historien de la Mayenne Jacques Salbert.

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>21</sup> Michel Denis se penche davantage sur les relations entre le monde catholique et les institutions politiques. Il n'empêche que ces travaux mettent en lumière la relation forte qu'il existe entre les pouvoirs politiques locaux et les clercs et de fait, mais également en lumière la quantité conséquente d'ordre et processions religieuses qui se développe dans le département au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Denis Michel. *L'église et la République en Mayenne : 1896-1906*. Paris. C. Klincksieck. 1967.

<sup>22</sup> Archives départementales de la Mayenne MS 80/6-12 - Port-Brillet - 1899 p3-4.

<sup>23</sup> La forêt de Misédon aussi nommée dans les sources « Mosédon » se situe au nord de la commune de Port-Brillet. Une part significative de la forêt est également située dans la commune d'Olivet.

la commune comme un centre urbain et rural à la fois. Dans les écrits, on ne ressent pas d'opposition entre monde rural et développement industriel, au contraire, au sein du département, on observe même une forme de coexistence.

Ainsi, le groupe social que sont les ouvriers de Port-Brillet se définit à la fois par la reconnaissance et l'appartenance de chaque individu au groupe, mais également par les particularités de l'environnement de la commune dans laquelle le groupe évolue. Cet élément constitue un contexte distinct de la majorité des autres populations ouvrières. Ce groupe d'individus créant un mouvement social peut alors s'inscrire dans une dynamique en relation avec des particularités de son milieu et c'est alors là que la perspective du syndicat prend toute son importance. En effet, un syndicat se développe en fonction des influences externes, mais également en fonction de son utilité au sein du milieu dans lequel il est associé.

## « LE SYNDICALISME »

Dans une première version, la notion de syndicalisme devait figurer dans le titre de ce mémoire. Elle a finalement été retirée puisque la notion n'était pas centrale dans le développement. La définition d'un syndicat ainsi que la manière d'aborder la notion ont été laissées pour apporter des précisions sur la troisième partie du développement. Pour autant, il s'agit ici d'un terme secondaire du sujet.

Cette notion est institutionnalisée et normalisée dans les milieux démocratiques et est en revanche clandestine dans les milieux autoritaires. Le syndicalisme n'est donc clairement pas une norme, mais bien une construction sociale profonde<sup>24</sup>.

Tout d'abord, le syndicat est bien souvent réduit à une définition très concrète de sa construction historicisée. On se réfère alors au moyen de compagnonnage et de regroupement corporatiste, puis à une évolution progressive, pour atteindre un apogée aux XIX-XX<sup>e</sup> siècles.

Pour construire une définition, se référer à la conception étymologique du mot permet d'établir des critères de corrélation et de fondement logique. En ce qui nous concerne, le terme vient du mot « syndic » lui-même tiré du latin « syndicus » qui décrivait un individu chargé de représenter au tribunal une masse de créanciers, que l'on appellerait aujourd'hui un avocat. Le terme « syndic » vient également du terme grec « sundikos »<sup>25</sup> qui renvoie à celui qui interagit avec la justice. Ainsi, le terme est, à la base, issu du milieu du droit. Pour autant, cette notion, pour notre période, se déporte d'abord au domaine professionnel, puis au milieu politique.

Les « unions » est un terme anglo-saxon qui apparaît au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Leur mention est attestée à partir de 1820<sup>26</sup>. Ce terme représente généralement des

---

<sup>24</sup> La formation des syndicats est une réponse de la part de la population ouvrière à l'évolution de leur classe. Le syndicat n'est en soi pas une construction pure du XIX<sup>e</sup>, mais un aboutissement de sa réflexion et de son fonctionnement. Il n'y a pas d'office des syndicats où se trouvent les ouvriers, mais ce sont les ouvriers qui introduisent les syndicats dans le monde de l'entreprise.

Sagnes Jean (dir) et al. *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*. Éditions Privat. 1994. 575 p.

<sup>25</sup> Les deux termes étant issus de la définition du syndicat donnée par le C.N.R.T.L.

<sup>26</sup> Les travaux de John Belchem, historien britannique spécialisé sur la ville de Liverpool et des milieux populaires, sont une piste pour les lectures sur le syndicalisme britannique.



regroupements d'ouvriers (souvent qualifiés) qui souhaitent parlementer avec leurs supérieurs hiérarchiques et de manière plus générale, avec le patronat.

Ainsi, ce que l'on nomme alors syndicats pour la période contemporaine sont des regroupements d'individus variés dans différents secteurs professionnels, qui s'unissent dans un intérêt commun (défense et acquisition de nouveaux droits, valorisation de leurs intérêts).

En France, le déploiement de la notion de syndicat est plus tardif que dans le monde anglo-saxon et suit une forme de corrélation avec les mutations de l'industrialisation. Plusieurs réflexions sont alors à préciser. D'abord, avant d'être théorisées et surtout d'être officialisées par les pouvoirs publics, les différences entre la notion de « syndicat » et celle de « parti politique » sont très floues. Il n'est pas simple de savoir précisément ce que l'on nomme comme un mouvement, un parti ou un syndicat, y compris pour les contemporains de l'époque qui voient dans les trois termes une définition similaire. L'avènement de la III<sup>e</sup> République et la mise en place d'un pouvoir législatif vont progressivement faire reconnaître des distinctions entre ces constructions politiques et permettre de les différencier, législativement, grâce à la loi Waldeck Rousseau du 21 mars 1884 qui autorise la fondation de syndicats purement professionnels. Depuis, le syndicat est systématiquement attaché à une représentation professionnelle.

De plus, il nous est nécessaire d'évoquer au sujet des syndicats, leur structuration et leur propagation en fédérations syndicales, ainsi que leur autonomisation relative et rarement effective. À partir des années 1890, les syndicats se structurent en entités

---

Belchem John. *Industrialization and the Working Class: The English Experience, 1750–1900*. Brookfield, VT: Gower Publishing. 1991. 287 p.

parfois à l'échelle nationale<sup>27</sup>, avec la fondation des fédérations syndicales nationales. On peut évoquer Confédération Générale du Travail, créée en 1895<sup>28</sup>.

En parallèle, il y a une multiplication des syndicats locaux. La Mayenne, plus lente que le reste du territoire national à se développer sur ce sujet, voit l'apparition de son premier syndicat régional en 1890 avec l'avènement du syndicat des ardoisiers de Renazé. À la veille de la Première Guerre mondiale, les syndicats, notamment par le biais de la C.G.T, s'implantent doucement dans certains secteurs professionnels du département (notamment via les artisans et les mineurs autour de Laval). Il faut attendre l'entre-deux-guerres pour l'installation des mouvements cégétistes dans les milieux ruraux mayennais, notamment à Port-Brillet.

Désormais, il nous faut aborder un point important, la particularité du lien entre syndicats et partis politiques. En théorie, les syndicats sont autonomes de leurs choix politiques. Cela est implicite par la loi de 1884, et est confirmé par la Charte d'Amiens en 1906 qui acte la séparation entre le monde politique et le monde syndical. Dans les faits, cette séparation n'est que de façade, puisque de nombreux syndicalistes sont ou seront des personnages importants de partis politiques. De même, le conflit entre la C.G.T. et la C.G.T.-U démontre bien l'emprise politique extérieure issue de la dominance exercée par les partis politiques de gauche. De ce fait, le syndicat possède une relation à la fois de rejet et de soumission avec le politique. C'est une relation complexe qui se reflètera de façon parcellaire dans le cas de Port-Brillet.

---

<sup>27</sup> Au niveau européen le syndicalisme a suivi l'extension industrielle. L'affirmation des syndicats s'explique par plusieurs éléments conjoncturels comme la forte augmentation de la population ouvrière, l'apparition d'entreprise de plus en plus grande en termes de taille et d'effectif et une évolution de la pensée de la population ouvrière. De nombreux paramètres sont à prendre en compte dans cette présence du syndicat dans l'espace ouvrier. Même si 1890 est une décennie tournante dans l'affirmation de son pouvoir, il existe des précédents dans sa construction à l'échelle nationale ou internationale notamment dans le monde anglophone.

Sagnes Jean (dir) *et al. Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*. Éditions Privat. 1994. 575 p.

<sup>28</sup> Dreyfus, Michel. *Histoire de la C.G.T: cent ans de syndicalisme en France*. Éditions Complexe, 1995.

Cette relation entre ouvrier et syndicat est à réaffirmer avec l'évolution professionnelle du syndicalisme. Le terme de syndicalisme a majoritairement commencé à apparaître dans les milieux industriels, notamment ouvriers et il évolue dans la période que nous étudions. Ces changements sont initiés par l'arrivée de syndicats en relation avec le patronat à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sont des syndicats dits « jaunes » qui sont favorables au patronat sans être composés pour autant de patrons. Mais il y a surtout, à cette période, la syndicalisation de certains secteurs davantage corporatistes dans leurs origines. Dans le cas de la Mayenne, il y a par exemple lors de l'entre-deux-guerres la massification des syndicats agricoles. Ce sont des syndicats composés majoritairement de citoyens ruraux non industrialisés et dont le positionnement politique se place davantage à droite voire à l'extrême droite. Aussi, les syndicats qui se développent à Port-Brillet, sans être des cas uniques dans le département, sont des cas marginaux dont l'affirmation de leur existence passe par la manifestation politique de sa population ouvrière.

## « PORT-BRILLET »

Malgré une fondation tardive de Port-Brillet, en 1874, la commune possède tout de même un mythe originel. Ce mythe est parfaitement retranscrit par la monographie communale de Port-Brillet effectuée en 1899<sup>29</sup>.

*« Un jour Guy IV de Laval, chassant dans la forêt de Frageul avec la noblesse du pays, faillit perdre la vie dans une lutte avec un sanglier blessé et rendu furieux. Dans ce moment critique, il se recommanda à St Marie Madeleine et fit vœu d'ériger une chapelle en son honneur et se faire desservir cette chapelle à ses frais par un prieur. Le danger passé, il s'empressa d'accomplir son vœu et, en 1.100, il fit bâtir au lieu même où il avait échappé au danger une chapelle qui prit le nom de chapelle de la Madeleine du Plessis [...] »<sup>30</sup>.*

Comme de nombreuses légendes, elle est à la fois composée de vérités historiques et de fantasmes. Il est en effet attesté qu'une chapelle est fondée, vers le XI-XII<sup>e</sup>, dans les environs de l'actuelle voie ferrée de Port-Brillet. De même, on constate l'installation à la même époque d'un moulin dit « Le moulin de la Poulardièrre ». Pour autant, certains éléments sont probablement fictifs, notamment au sein des chroniques de Guy IV<sup>31</sup>. Au-delà du mythe, cette histoire permet d'attester des premières traces du lieu-dit nommé « Les forges Brielles »<sup>32</sup> à partir du XV<sup>e</sup>. La première mention des forges est faite en 1457 par un certain Jean Roussard<sup>33</sup>. Ces

---

<sup>29</sup> Archives départementales de la Mayenne : MS 80/6-12 - Port-Brillet – 1899

<sup>30</sup> Le mythe est également cité par Julien Chappée dans « *Notes Historiques sur le Prieuré de la Magdeleine du Plessis-Milcent (1100), la Forge du Port-Brillet et ses Dépendances (1452), la Chapelle des Forgerons (1558), la Paroisse (1828) et la Commune (1874). Avec Plans, Vues, Blasons* ».

<sup>31</sup> La région de l'actuelle Mayenne se développe notamment vers l'an 1100 avec l'installation du premier Château de Laval. Pour autant, de nombreuses chroniques ont tendance à confondre les différents seigneurs de Laval. On attribue souvent des faits à Guy IV de Laval, alors que ces derniers peuvent être des faits de Guy IV jusqu'à Guy VII. De ce fait, plusieurs chroniqueurs notamment religieux mettent la date tournante de 1100 comme fondation de la majorité des éléments de la région.

<sup>32</sup> D'abord dit « Forges de Brielles » le nom est changeant jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à ce que le terme de « Portes Brillet » s'impose. L'emploi du terme « Forges du Port Brillet » a transformé le nom définitivement de la commune en « Port-Brillet ».

<sup>33</sup> L'archive a été consultée par l'Abbé Angot *Les Forges de Brielles* (Aveu de Laval) donnant la date de 1452. Pour autant, la date de 1457 fait consensus dû à une mention explicite de l'exploitation des forges, ainsi que d'un maître associé. La date étant reprise par Julien

écrits attestent qu'à cette époque, l'endroit servait à l'extraction de minerais de fer, ainsi qu'à l'installation de forges éphémères. C'est au début du XVII<sup>e</sup> siècle que l'on retrouve à nouveau des traces écrites au sujet des forges. En effet, sous l'appui du comte de Mayenne qui possède la seigneurie d'Olivet et la baronnie de Vitré, plusieurs constructions et aménagements sont lancés dans le but de moderniser les forges et de les implanter définitivement. Parmi ces aménagements, il est notamment attesté en 1621 l'installation d'un lac artificiel de 45 hectares qui devait permettre le refroidissement nécessaire dans l'aménagement de ces nouvelles forges.

En parallèle, on possède, à partir de ces dates, les premiers registres structurés des exploitants de ladite forge<sup>34</sup>. Le premier d'entre eux, celui de Nicolas de Mazcon, dit « sieur de la Poulardière », <sup>35</sup> il préfigure la tendance qu'auront les forges pour ces dynasties de « maitre des forges ». Ce dernier fonde une véritable petite dynastie, qui se trouve située entre bonne bourgeoisie et petite noblesse de titre. Ici, ne se sera pas retranscrit l'ensemble des dynasties des maitres, les travaux de Guy Verron ayant déjà effectué ce travail<sup>36</sup>. On peut néanmoins noter que pour la période du XVII-XVIII<sup>e</sup> siècle, on voit ce schéma dynastique se reproduire à plusieurs reprises que ce soit pour les maitres, ou les actionnaires de la forge, en raison de la rentabilité grandissante de cette dernière.

La Révolution française ne bouscule pas cette prospérité économique. En effet, le lieu-dit des « Forges de Brillet » reste sous le contrôle de la famille de la Trémouille<sup>37</sup>, malgré les évènements très agités en Mayenne. La région connaît des mouvements contre-révolutionnaires, notamment de la chouannerie qui provoque des conflits locaux presque permanents. Les différents actionnaires, entre autres la famille Paillard-Ducléré tutrice du plus jeune des fils de la Trémouille, seule encore en vie

---

Chappée et de nouveau reprise dans la Revue « *géographique et industrielle de France* » en 1966. La date de 1427 est également mentionnée sans pour autant avoir été justifiée de façon claire par un article du journal « *La Mayenne* ».

<sup>34</sup> Les comtes de Mayenne possédant ladite forge, mais louant cette dernière à des « maitres des forges ».

<sup>35</sup> Le Moulin de la « Poulardière » est situé géographiquement au niveau du bourg d'Olivet.

<sup>36</sup> Verron Guy. *Maitres de forges et ouvriers au Port-Brillet (Mayenne) avant et après 1789*, mémoire de maitrise. 1965.

<sup>37</sup> Les comtes de Mayenne, puis ducs sont une sous branche de la famille de la Trémouille à la veille de la Révolution française.

après l'épisode révolutionnaire, arrivent à acheter les forges mises en vente par l'État. Les forges restent de ce fait aux mains des aristocrates locaux<sup>38</sup>.

Comme de nombreuses familles, la famille Paillard-Ducléré, deviennent une véritable dynastie d'industrielle et de politique<sup>39</sup>. Elle préfigure parfaitement de ce que tentera de refaire la famille Chappée. Alors que cette famille conserve les forges pendant la Révolution, elle n'arrivera cependant à les exploiter qu'à partir de 1815<sup>40</sup>. Elle devient actionnaire majoritaire des forges à la sortie de la révolution, en possédant 3/5<sup>ème</sup> des actions<sup>41</sup>. Commence alors une période de refonte des forges de 1815 à 1830 puis une période de relative prospérité de 1830 à 1860. Cette prospérité de la famille Paillard-Ducléré est largement retranscrite notamment avec la création d'une école et la refondation de l'église en 1849<sup>42</sup>. Leur influence s'exprime également dans la région, grâce à l'installation des voies de chemin de fer sous leur règne. La période

---

<sup>38</sup> La famille la Trémouille récupérant les forges sous la restauration et, ce faisant, continue de faire payer un loyer avant le rachat définitif des forges par la famille Paillard-Ducléré à partir de 1818. Des bois et divers biens alentour étant vendus en 1820.

Archives départementales de la Mayenne. 1 Mi 321 7 Volume 18. Archives de la Société des forges de Port-Brillet.

<sup>39</sup> Plusieurs lettres et échanges nous font part de leur domination politique dans la région et ont été conservés par Julien Chappée.

Archives départementales de la Sarthe. 6 J 62. Correspondance adressée aux maîtres des forges de Port-Brillet, Paillard Dubignon et Constant Paillard-Ducléré, celui-ci également député, à leurs associés, commis, agents et hommes d'affaires. Lettre d'affaires et lettres personnelles, en majorité des lettres de Paillard-Dubignon à son frère.

<sup>40</sup> Le maître des forges, ainsi que le chef religieux du prieuré associé à l'Église de Sainte Madeleine ayant été arrêtés pendant la période de la terreur provinciale, ce qui est associé aux escarmouches entre chouans et républicains empêche une réelle activité en continu des forges.

<sup>41</sup> La documentation de leur activité industrielle commence à l'an IX de la République soit vers 1801 ou les deux frères Paillard obtiennent le titre d'associés.

Archives départementales de la Mayenne. 1 Mi 321 1. Volume 1, Archives de la Société des forges de Port-Brillet.

Leurs statuts évoluent en 1814 puisqu'ils deviennent co-propriétaires des forges.

Archives départementales de la Mayenne. 1 Mi 321 5 Volume 14. Archives de la Société des forges de Port-Brillet.

<sup>42</sup> L'église originale n'ayant pas laissé de traces, seule celle de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle reste utilisée. Cette dernière est finalement détruite pour faire venir les chemins de fer et seul a été érigé un petit monument en mémoire du bâti d'origine et de la légende de la commune. Voir Annexe 3 : Croquis du monument en hommage au vœu de Guy VI.

la plus prospère des forges a lieu au cours de la vie de Constant Paillard-Ducléré (1776-1839), maître des forges, maire d'Olivet et député influant sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Son influence est due à ses origines de la petite noblesse, ainsi qu'aux liens qu'il entretient avec les propriétaires terriens mayennais. Son fils, Constant-Louis Paillard-Ducléré, apprécie aussi la politique et est maire d'Olivet puis député de Mayenne, cependant il sera battu par une alliance légitimiste. Il s'écarte alors progressivement de la Mayenne pour continuer ses activités politiques en Sarthe.

La famille poursuit ses activités, mais uniquement en politique lorsque le petit fils, Constant-Jules Paillard-Ducléré, se lance également dans ce domaine, mais ce dernier ne sera jamais installé à Olivet et fera l'ensemble de sa carrière à Paris. Même si la famille garde des parts de marché dans les forges, dès 1857, elle abandonne la direction de ces dernières. Leurs influences politiques de 1815 à 1860 sont alors très importantes dans la région. Les membres de la famille représentent le centre droit et ils font la jonction entre les mouvements royalistes du département et d'autres mouvements davantage libéraux. Ils finissent par rentrer en conflit avec le camp légitimiste alors qu'ils étaient à la base plutôt des défenseurs de ce dernier. Libéraux d'un point de vue économique avec la connexion du département à une forme de commerce mondial, mais conservateur dans les mœurs avec la remise au centre de l'importance de l'Église et des pouvoirs locaux traditionnels, ils incarnent alors parfaitement des doctrines paternalistes et protectionnistes déjà largement présentes dans le département<sup>43</sup>.

Alors que le XVIIIe et le début du XIXe siècle étaient des périodes de relative prospérité à la fois pour la Mayenne, mais également pour Port-Brillet, la seconde moitié du XIXe siècle devient plus trouble pour la commune.

L'exploitation du fer du XVIIIe n'est plus : le gisement a été complètement épuisé. Par ailleurs, la découverte d'un bassin de charbon dans le Maine ne compense pas la difficulté économique, puisque ce charbon est de très mauvaise qualité par rapport à celui qu'on peut trouver dans le Nord ou l'Est de la France. De fait, la concurrence de

---

<sup>43</sup> La Mayenne, comme une large partie du territoire de l'Ouest se repose sur des figures locales, généralement désignées sous l'appellation d'élite conservatrice, plusieurs chercheurs ont démontré une continuité dans l'approche protectionniste de ces élites au niveau de leur localité qui répondent à des logiques propres.

Pitou Frédérique (dir), et al. *Élites et notables de l'Ouest : XVIe-XXe siècle : entre conservatisme et modernité*. Presses Universitaires de Rennes. 2003. 301 p.

plus en plus forte des industries de ces régions met largement en difficulté les forges, malgré les modernisations qui avaient été effectuées sous la Restauration. Sans rentrer pour autant dans une récession économique, la production de fonte stagne et la population ouvrière délaisse les régions de l'Ouest.

C'est dans cette période peu prospère que la commune de Port-Brillet voit le jour. Or, il semble paradoxal de créer une nouvelle commune lorsque l'environnement financier et politique est instable. Rien de prime abord ne semble pouvoir justifier la volonté des "métallos" de commencer à manifester leur existence politique en 1874.

En prenant cet évènement étonnant comme point de départ, l'objectif de ce mémoire est d'essayer de comprendre les raisons qui ont poussé cette population ouvrière à affirmer son droit d'existence à Port-Brillet. Comment cette population à travers son identité ouvrière et ses formes de syndicalismes a-t-elle témoigné d'une identité propre qui n'a que trop peu été questionnée ?

## **"MODERANTISME POLITIQUE ET IDENTITE DE CLASSE"**

Les propos d'un sous-titre cherchent avant tout à préciser des éléments de compréhension du sujet, de ce fait, la portée de ces mots aura davantage de compréhension dans le corps du mémoire. Mais il est important de rentrer dès à présent dans le détail de cette double notion.

D'abord le « modérantisme » politique. Cette notion est tirée à la fois des conclusions de chercheurs en ce qui concerne la vie politique en Mayenne, mais également des comptes-rendus de mes lectures où il est souvent décrit une « mollesse » politique du territoire, voire une « passivité ».

Le chercheur Vincent Deseuche exprime que le territoire de la Mayenne entre dans une forme de renouveau économique au XVIIIe siècle. En effet, le territoire, qui était jusque-là pauvre économiquement, entre dans une période de « prospérité »<sup>44</sup>. De fait, le département connaît, par l'agriculture, une forme de poussée économique. Cela explique en partie que la population mayennaise au XIXe siècle, à la fois au niveau des élites, mais également au niveau des couches sociales les plus basses, soit attachée à ce conservatisme politique qui promeut la recherche de prospérité.

---

<sup>44</sup> Une « prospérité » à nuancer puisqu'elle est vue ainsi dans le département, mais la Mayenne reste un territoire globalement assez peu riche.



De surcroît, des éléments d'ordre historique et surtout la forte influence religieuse ancrent le territoire dans une forme de conservatisme modéré.

Cependant, la notion de « conservatisme » est mal employée en Mayenne par rapport à d'autres territoires de l'Ouest, tout d'abord, parce que la Mayenne est une terre légitimiste, mais qui voit des forces orléanistes et libérales s'installer progressivement dans le département. De même, on observe qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> la transition du royalisme vers le républicanisme s'installer sans réelle difficulté. En effet, une partie des autorités conservatrices, de droite modérée, embrasse les idées du républicanisme dans une forme de continuité sans que la base électorale soit bouleversée, car c'est davantage le modérantisme politique des députés qui est recherché que la volonté de défense de la royauté. Dès lors que le pape Léon XIII accorde aux catholiques français de se joindre à la république<sup>45</sup>, cela entame en Mayenne, la fin des derniers mouvements royalistes encore présents sur le territoire. À ce même moment, le parti « Action libérale populaire », l'un des partis catholiques ralliés à la république devient majoritaire en Mayenne à partir de 1906.

Cette affirmation de modérantisme s'applique encore largement après la Première Guerre mondiale, comme le montre l'élection de 1919 dans le département où deux députés se disputent la circonscription au sud du territoire dans le canton de Château-Gontier<sup>46</sup>. Ces deux personnages s'affirment de droite : l'un est le député sortant Jacques Duboys-Fresney, et possède une grande aura dans la région<sup>47</sup>. Il est aussi l'un des futurs cadres du parti l'Union républicaine et démocratique (Libéral

---

<sup>45</sup> Le « ralliement » papal qui entraîne la reconnaissance de la République française en 1892 développe une partie des mouvements démocrate-chrétien qui deviendront largement majoritaire dans le département de la Mayenne au début du XX<sup>e</sup> siècle. Une présence minoritaire en Mayenne avait déjà été attestée lors des élections de 1849 avec des alliances entre républicanistes et catholiques dans de très rares cas locaux relevés par l'historien Michel Denis.

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. « Une contre-société ». *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>46</sup> Le territoire du sud Mayenne étant majoritairement plus conservateur notamment au niveau de Craon et de Château-Gontier par rapport au nord, au niveau de Pré-en-Pail plus modéré. Jusqu'en 1910, les députés de la circonscription de Château-Gontier se revendiquent royalistes alors que dans le reste des circonscriptions aucun député royaliste n'est plus présent depuis 1893.

<sup>47</sup> Élu quatre fois de suite à partir de 1914, il est donné majoritairement vainqueur dû à l'importance qu'il a dans la région.

conservateur). L'autre, est également un candidat de droite. Mais alors que le département voit les premiers radicaux<sup>48</sup> s'installer dans le nord du territoire, l'adversaire de Jacques Duboys-Fresney est plus conservateur avec une étiquette indépendante qui est un ancien membre de « l'union nationale »<sup>49</sup>. Ce dernier, pour défendre sa candidature, assume ouvertement avoir une ligne politique assez peu éloignée de son adversaire et considère que l'élection se joue davantage autour d'une question de personnalité que de positionnement politique<sup>50</sup>. Duboys-Fresney bat largement tous ses concurrents. Cet exemple démontre bien que la pensée politique du territoire est relativement homogène dans le temps<sup>51</sup>.

Pour ce qui est de l'identité de classe, l'affirmation est plus surprenante, voire osée que le terme de « modérantisme ». En effet, on peut questionner le fait qu'il existe une véritable « identité de la classe » comme définie par les penseurs politiques de l'époque. Plusieurs remarques sont donc nécessaires pour préciser ce propos.

En 1792, là où presque l'ensemble du département de la Mayenne est soit neutre, soit suivent les aspirations de la chouannerie, les « forgerons de Port-Brillet » sont l'une des seules populations qui embrassent majoritairement les idées républicaines<sup>52</sup>. On voit même une partie des ouvriers de Port-Brillet s'engager dans la garde nationale. Cette particularité atteste donc que les "métallos" ont une identité politique unique.

Pour ce qui est de la « classe », les Brillet-Pontins ne revendiquent pas dans un premier temps ouvertement leur appartenance à une classe ouvrière. En revanche, il est attesté que ces derniers se distinguent des populations rurales des alentours et

---

<sup>48</sup> Le parti radical obtient officiellement son premier député en Mayenne en 1910, mais à partir de 1919 les députés radicaux s'installent durablement dans le territoire.

<sup>49</sup> Précédent de « l'action libérale populaire », le parti de l'union nationale est classé dans une droite plus conservatrice et surtout plus nationaliste.

<sup>50</sup> En plus des résultats électoraux, on possède les discours et allocutions des deux protagonistes durant la période électorale. Archives départementales de la Mayenne : 3 M 485 Élections législatives, 1919.

<sup>51</sup> Même si l'étiquette politique évolue, ce sont souvent les mêmes députés qui sont élus, les réelles confrontations politiques arrivant doucement à partir des années 1924 quand les députés radicaux laissent place à des députés dits de « gauche indépendante » voire à l'arrivée de la S.F.I.O.

<sup>52</sup> L'exploitation de Chailland est la seule autre population à base ouvrière qui également se réclame davantage des idées républicaines.

estiment avoir une identité politique particulière. C'est cela même qui est surprenant, l'affirmation d'une identité politique particulière sans association à la notion de classe ouvrière. En cette fin de XIXe, les ouvriers de la commune marquent ouvertement leur distinction, mais, par rapport à d'autres populations ouvrières, ils ne revendiquent pas autre chose qu'une appartenance à un corps qui est le leur, celui de l'ouvrier. Cette identité de classe ouvrière leur permet donc de se démarquer des travailleurs de la terre, mais non du patronat auquel ils restent soumis.

L'influence d'Armand Chappée dans cette négation de classe sera développée dans le cœur du sujet. Il n'empêche qu'à la fin de la période d'étude, les ouvriers Brillet-Pontins se réclament d'une identité particulière, à travers leurs origines ouvrières, mais aussi du fait de leur mode de vie et de leur adhésion presque unanime à leur classe sociale. Parler de « conflit de classe » est inapproprié compte tenu de la situation politique de la commune jusqu'en 1936, mais évoquer le principe de classe est nécessaire pour comprendre les enjeux politiques qui se jouent sur le territoire. L'influence syndicale joue donc un rôle prépondérant face à cette normalisation de notion de classe pour la toute fin de notre période.

La période de l'étude se clôture justement lorsque l'identité ouvrière est la plus revendiquée. 1928 semble être une date clef pour notre période du fait de la succession de deux événements d'enjeu capital. D'abord, par la mise en place de la première grève au cours de l'année 1928, suivie par l'arrivée de la S.G.F à la direction de l'industrie, qui succède à la famille Chappée et qui a une gestion plus déshumanisée, entraînant *de facto* un renforcement de l'hostilité des ouvriers face à l'industrie de Port-Brillet. Pour ce sujet, quelques esquisses seront entamées pour la période 1937-1938 qui marque cette fois la fin définitive de l'ère Chappée sur la commune et clôture notre étude.

Ce cadrage temporel permet d'avoir les prérequis pour la bonne compréhension de ce sujet. En effet, ce mémoire cherche à comprendre en quoi l'ouvrier rural de Port-Brillet démontre une particularité politique et sociale. Cette population ouvrière, élément central, par son action politique et syndicale fait de la commune un îlot particulier dans un territoire conservateur. Mais surtout, il faut comprendre comment au sein de cette commune, les ouvriers vivent entre un ancrage rural d'un point de vue politique et social et une identité ouvrière manifestée à travers le rôle du syndicat en opposition avec les volontés patronales.

La compréhension de ce particularisme mayennais se découpe en plusieurs axes qui structurent ce mémoire : le cas particulier de la fondation de la commune qui est revendiquée et recherchée par les ouvriers, ainsi que la difficulté à catégoriser et qualifier cette identité ouvrière brillet-pontine.

Une fois la construction de la commune actée s'en suit une période d'errance politique et de marginalisation de la population ouvrière dont la situation économique est relativement instable au sein du territoire. Ce qui semble sauver cet héritage industriel et par extension ces ouvriers, c'est un élément bien connu du territoire : le paternaliste. L'influence d'Armand Chappée y est alors difficilement imaginable tant elle est puissante. Patron, intellectuel voire historien amateur, il fait en sorte d'avoir le contrôle total sur l'ensemble de son « fief », et ce, de toutes les manières possibles. La passivité qu'il estime voir chez ces ouvriers ruraux est alors un excellent moyen pour lui d'asseoir sa domination sur l'ensemble de ces populations. Entre conservatisme des mœurs et progressisme pondéré des mesures du quotidien, il connaît les populations qu'il exploite et sait très bien jongler entre les mesures et les directives afin de satisfaire ses besoins économiques. Ainsi, comprendre les aspirations politiques et sociales de la population ouvrière passe par la compréhension du rôle du patron sur la foule travaillante.

Aussi, la mort du fondateur Chappée ouvre une faille dans l'évolution de l'identité ouvrière. Ces enfants, puis petits-enfants connaissent par la suite des périodes plus complexes, même si la domination Chappée se maintient au moins de manière parcellaire jusqu'en 1929 avant de chuter définitivement en 1937. Cependant, outre la chute de la dynastie, il convient de s'intéresser à ceux qui l'ont provoquée : il faut alors parler d'une forme de syndicalisation des travailleurs mayennais, mais également de la propagation en arrière-plan politique des divers mouvements socialistes et communistes. Dans un cadre toujours très modéré, la population des ouvriers de la Fonderie Chappée montre des formes nouvelles de revendications dans un territoire jusque-là "assagi"<sup>53</sup>, situation partiellement incomprise par les autorités de l'époque.

---

<sup>53</sup> Armand Chappée dans une des lettres adressées au préfet de Mayenne met en parallèle les populations de Port-Brillet et de Saint-Jammes-sur-Sarthe où il dirige les deux industries et conclut par le fait que la population mayennaise est plus « assagie ». Le terme est employé par Chappée lors d'une mise en grève des cheminots de Port-Brillet en 1910. Archives départementales de la Mayenne. 10 M57 : Grèves des cheminots (1898-1938) et des postiers (1906-1909)

## HISTORIOGRAPHIE :

Pour ce mémoire, l'historiographie se découpe presque naturellement en trois parties complémentaires. Une structuration des prérequis historiographiques et des connaissances déjà acquises avant la prise en charge du sujet est nécessaire. Sans être la prétention d'une démarche d'ego-Histoire<sup>54</sup>, elle permet de restructurer le chemin des analyses de mon historiographie personnelle. Cette connaissance est alors complétée par une historiographie dite d'Histoire sociale qui est à la fois le centre du sujet, puisqu'elle traite des divers éléments qui structurent les questionnements et elle est surtout l'historiographie dont l'influence par mes pairs est la plus directe. S'ajoute à cela, l'historiographie dite « locale », celle du département de la Mayenne qui fait la jonction avec plusieurs tendances historiographiques et diverses structurations de pensée diverses. Cette fois-ci, l'Histoire sociale est largement mise de côté au profit d'une Histoire davantage orientée sur les secteurs économiques, même si les travaux dans cette catégorisation sont parfois trop variés pour être classés dans une seule catégorie. Le seul véritable point commun est le choix géographique de cette entité politique qu'est la Mayenne.

### I. LES PREMICES ET PREREQUIS HISTORIOGRAPHIQUES CONNUS

Mon propos introductif a probablement donné lieu à l'impression que le contenu de cette partie allait se contenter de résumer des acquis et des connaissances obtenus au cours de mon parcours scolaire et universitaire. L'objectif de cet axe est de comprendre à la fois d'où viennent mes connaissances, quel est mon héritage implicite et quels sont les choix qui ont corroboré des logiques de pensées intériorisées permettant de mieux comprendre les volontés dans ce mémoire. Cette façon de procéder peut-être critiquable puisqu'elle n'est pas d'usage, mais elle permet d'avoir une vue globale de ma démarche intellectuelle.

---

<sup>54</sup> Courant historiographique développé durant les années 1980, ce courant de pensée prône une autobiographie critique de l'historien de ses propres influences. Prôné entre autres par Pierre Nora, à partir de 1987 dans l'ouvrage dont il a la direction *Essais d'ego-histoire*, l'ouvrage est considéré comme une évolution logique d'une tendance globale déjà émise par Michel Winock et Michelle Perrot sur une forme d'auto-narration sur leur vie d'historien.

De manière concrète, la première mention de l'Historiographie, au sens où l'on développe un problème historique qui fait débat quant à son interprétation, est appliquée de manière informelle dès ma première année de licence, lors d'un cas d'école sur l'utilisation d'une date concernant le sacre de Clovis. Au-delà de la question, cet exemple servait surtout à illustrer la démonstration de choix qui sont faits en Histoire et des courants historiographiques qui en découlent, soit en s'y opposant, soit en les complétant par une multitude de débats intellectuels assez divers. Ce genre de procédé est très basique dans sa conception, mais il donne une description de la façon dont va être reçue l'historiographie qui, au-delà d'un découpage de dates, est une véritable confrontation intellectuelle. Ma production, même limitée dans ses actions et dans son objectif, n'en reste pas moins teintée de choix historiographiques.

## **I.1 L'université et la pensée de l'Historiographie démarche épistémologique**

Cette mention de débats historiographiques est alors souvent évoquée de manière introductive dans les divers séminaires des enseignements communs de l'Histoire. C'est d'ailleurs en soi la démarche de ce mémoire. En l'occurrence, en dehors de l'Histoire antique et au cours de mon parcours en licence, l'ensemble des enseignants signalait au minimum des éléments de l'Historiographie à travers des auteurs et des réflexions. Ces éléments étaient ensuite complétés par un cours associé à l'Historicité de l'Historiographie<sup>55</sup>.

Cette manière de faire de l'historiographie porte à débat. Régulièrement au sein des sphères universitaires, les étudiants, comme les historiens, se plaignent de l'apprentissage de la conscience d'une historiographie trop tardive dans le parcours universitaire qui empêche une réelle critique préalable de la pensée que l'on enseigne en Histoire.

Pour autant, la majorité des enseignants sont assez explicites pour ce qui est de leurs positionnements historiographiques. Par exemple, lors de mon parcours en licence et plus particulièrement au cours de ma troisième année, mon enseignante d'Histoire moderne avait explicitement signifié être une ancienne étudiante de Jean-

---

<sup>55</sup> L'Historicité de l'Historiographie étant un module sur deux semestres en troisième année de licence pour faire un point sur l'ensemble du cursus historique de l'apprentissage de l'Histoire.

Clément Martin, historien de la Révolution et Contre-Révolution française. Aussi, elle ne se cachait pas de partager avec lui ses positions autour de la question du « génocide vendéen »<sup>56</sup>.

Pour ce qui est de l'Histoire contemporaine, *de facto* dans mon domaine d'étude, il est encore plus que nécessaire pour ces historiens d'être rigoureux quant aux risques d'absence totale d'objectivité et d'un parti pris a minima historiographique. Lors de ma licence, l'historien Stéphane François<sup>57</sup> qui a été mon enseignant pendant près de deux ans avait régulièrement affirmé ses liens avec des instituts de recherche comme la Fondation Jean Jaurès ou, en raison de son sujet d'étude, à des groupes des travaux du GRSL<sup>58</sup>.

De l'ensemble de ce parcours structuré, on peut déjà mettre en avant des rattachements à la fois personnels et professionnels à certains genres historiographiques et à la lecture de certains historiens au profit de d'autres. Cette méthodologie scientifique peut alors être informelle comme pensée de manière structurée.

Au cours de ma licence, l'occasion m'a été donnée de me rendre régulièrement aux Rendez-Vous de l'Histoire organisés à Blois<sup>59</sup>. Mes choix, tant au niveau de mes achats d'ouvrages que de mes conférences, témoignent d'une connaissance éloignée de ce qui pourrait s'approcher d'une historiographie du politique et du social. En effet, d'une conférence sur le *Populisme et souveraineté populaire*<sup>60</sup> à *l'Histoire des*

---

<sup>56</sup> Jean Clément Martin a, dans de nombreuses publications, désavoué le terme de « Génocide » pour la période de la Guerre de Vendée. Terme dont l'emploi découlait des travaux de Reynald Sécher et la publication de sa thèse en 1985.

<sup>57</sup> Stéphane François est un historien et politologue. Ses études s'intéressent aux domaines de la culture des groupes politiques extrémistes. Ces travaux se penchent notamment sur les groupes de sous-culture de l'extrême droite. Son sujet de thèse portait sur l'utilisation du paganisme dans le mouvement de « La Nouvelle Droite ».

<sup>58</sup> Groupe Sociétés, Religions, Laïcités unité mixte de recherche associée au CNRS et rattaché à l'EPHE

<sup>59</sup> Ensemble de diverses journées d'étude principalement autour de l'Histoire avec une thématique donnée. Son organisation est regroupée autour de la ville de Blois pour une durée de 3 à 5 jours lors du premier week-end d'octobre.

<sup>60</sup> Pascal Ory. *Populisme et souveraineté populaire*. 07/10/2022. Les Rendez-Vous de l'Histoire Édition 2022 : La Mer.



*quartiers populaires du XIX au XXI<sup>e</sup> siècle*<sup>61</sup>, ces thématiques préfigurent les genres historiques qui me questionnent.

Sans alors avoir défini scientifiquement, du moins à cette époque, mes choix de recherche, cette période d'exploration de la recherche annonce mes thématiques d'études, à la fois pour la période chronologique visée, comme pour les secteurs historiographiques recherchés, et ce, dès le début de ma formation supérieure.

Dans cette période, ces diverses acquisitions entreprises donnent une forme de triptyque intellectuel rempli de sciences autres que l'histoire vers lesquelles des recherches s'orientent et me questionnent.

## **I.2 La pluridisciplinarité en sciences sociales : les éléments non historiques.**

Lors de mon parcours universitaire, une formation pré-professionnalisante a été effectuée dans le domaine éducatif. L'objectif était de former les étudiants à être de futurs enseignants. Ce format, liant à la fois le monde universitaire et le monde professionnel, m'a facilité l'acquisition de compétences dans d'autres sciences sociales que l'Histoire et qui m'ont ensuite permis de prendre du recul et de présenter ce sujet de manière pluridisciplinaire.

Les sciences de l'éducation ont été la première orientation intellectuelle. Elles ont été un élément de questionnement éducatif, avec l'acquisition d'ouvrages orientés vers les milieux éducatifs alternatifs et ceux de l'éducation dite « populaire »<sup>62</sup>. Cette vision a donné du crédit intellectuel à des milieux scientifiques autres que l'Histoire. C'est notamment avec la lecture, certes parcellaire, des travaux de J. Piaget et de Serge Moscovici que j'ai pu à la fois me questionner sur mon propre apprentissage, mais également sur celui que je pourrais donner demain. Ces outils, une fois

---

<sup>61</sup> Emmanuel Fureix, Emmanuel BELLANGER, Muriel COHEN, Marie-Hélène BACQUE. Fabrice Langrognnet. *Histoire des quartiers populaires : la parole aux habitants (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*. 12/10/2024. Les Rendez-Vous de l'Histoire Édition 2024 : La Ville.

<sup>62</sup> Le terme d'éducation populaire est associé à des modèles éducatifs alternatifs qui prônent une promotion et évolution du socle social des apprenants.

assimilés, peuvent être réutilisés indépendamment du sujet dès lors que l'on sait que l'on peut les mobiliser.

La question éducative à Port-Brillet est tout à fait intéressante. En effet, Armand Chappée a su mettre en place une éducation libre et ouverte à tous. Cette ouverture supposée à l'éducation est au centre du rapport paternaliste que Chappée entretient avec l'enseignement. Chappée permet également la mise en place d'une école de dessin qui répond à ses besoins professionnels. L'ouverture de cette école doit être étudiée dans un spectre de réflexion des pensées de l'éducation au XIX<sup>e</sup> siècle où l'enfant de l'ouvrier est conceptualisé comme une future main-d'œuvre, nécessitant d'être formée pour mieux servir les besoins professionnels. Le lien entre éducation et ouvrier est assez important au sein des ouvrages sur les mouvements sociaux. L'analyse des reproductions sociales, à la fois pro-patronales ou pro-syndicales en rapport avec le rôle éducatif est sollicitée dans le cadre de ce mémoire.

S'ajoutent à cela des compétences intellectuelles dans les milieux de la psychologie et de la sociologie avec néanmoins un regard d'historien n'ayant que peu de légitimité. C'est le même usage que font les sociologues de l'Histoire, c'est-à-dire un emploi régulier de la discipline, mais de manière annexe dans la compréhension de leurs études. Compte tenu des thématiques étudiées, que ce soit la pensée ouvrière, ou la vie d'un groupe, d'une communauté, d'une identité particulière à Port-Brillet, cela me force à approfondir davantage mon héritage intellectuel en sociologie et en psychologie par rapport aux éléments des sciences de l'éducation.

Un temps et de manière un peu naïve, le sujet a été pensé pour effectuer une analyse employant la psychologisation des ouvriers, c'est-à-dire tenter de prendre des cas d'individus classés comme ouvriers et d'essayer de dresser un archétype de l'ouvrier à Port-Brillet. Le sujet se trouvait alors à un croisement, entre la psychologisation et la micro-histoire. La possibilité de traiter ainsi le sujet a finalement été avortée pour deux raisons.

La première cause de cet abandon est la faille conceptuelle que sont les sources sur les ouvriers de Port-Brillet qui ont laissé peu de traces sur eux-mêmes de façon conséquente. Pour le peu qui l'ont fait, ce n'est pas représentatif de l'ouvrier moyen, car ils possèdent des positions importants au sein de l'entreprise ou auprès du secteur patronal, ils ne peuvent donc pas représenter une individualité qui pourrait être

reprise de façon généralisable. De ce fait, même si des ouvriers sont cités, c'est en tant qu'acteurs actifs de la vie politique de leur usine.

Deuxièmement, le projet n'a pas abouti en raison du non-intérêt d'un tel procédé pour ce genre d'objet d'étude. En effet, lorsqu'est effectuée une méthodologie de micro-histoire, les sources ainsi que les éléments de l'individu sont déjà connues ou du moins il existe des pistes. Or, la faisabilité d'un tel procédé était complexe et demandait de solliciter une base intellectuelle plus conséquente. Enfin, il paraissait d'autant plus pertinent de traiter la population ouvrière dans son ensemble dans le cadre de ce sujet. C'est là qu'intervient la sociologie.

En histoire contemporaine, et davantage encore pour les périodes dites de l'Histoire du temps présent, l'utilisation de la sociologie est devenue presque une forme de norme. En effet, l'étude des groupes sociaux apporte une forme de réflexion qui contraint les historiens à des conceptions intellectuelles plus poussées. Certaines notions sont utiles pour l'Histoire afin de confirmer des acquis intellectuels. Par exemple, lorsque Pierre Bourdieu réaffirme l'existence des classes sociales par un procédé sociologique, c'est autant la symbolique que le fond de son étude qui est pertinent. De fait, pour l'historien, cela permet de mettre en avant l'utilisation de cette notion de lutte des classes qui est justifiée et décryptée par d'autres sciences sociales. La symbolique étant davantage dans le fait de reconnaître la scientificité d'un procédé à travers un nom qui donne un gage de qualité et de poussée dans la réflexion intellectuelle.

Pour mon sujet de recherche, deux axes des sociologies peuvent être sollicités de manière annexe afin de compléter ma pensée. Tout d'abord, la pensée sociologique autour de la « classe ouvrière », puis la pensée de « l'ordre » dans la hiérarchie de la classe.

Pour ce qui est de la pensée de la classe ouvrière, mes références sont issues assez largement d'un héritage bourdieusien. Les travaux de Bourdieu parlent évidemment de classes, même s'il s'intéresse davantage à la classe sociale dite populaire que la classe dite ouvrière<sup>63</sup>. Pour évoquer une ébauche de son travail, on peut évoquer un

---

<sup>63</sup> D'un point de vue chronologique, la sociologie s'est dans un premier temps intéressée à la classe ouvrière lors du renouveau de la méthode de la pensée sociologique, puis dans un second temps à l'ensemble du cadre dit « populaire ». Comprenez donc par-là que la classe ouvrière s'intègre à la classe dite populaire.

article construit autour de l'intitulé *Entretien avec deux jeunes gens du nord de la France*<sup>64</sup>. Dans une veine similaire, on peut évoquer le travail collectif *Sociologie des classes populaires contemporaines*<sup>65</sup>. Ces travaux sont alors complémentaires pour améliorer mon historiographie, car ils permettent une meilleure conceptualisation de termes complexes omniprésents dans les représentations de mon sujet. Ainsi, l'emploi du terme de « classe ouvrière » prend une portée différente.

La seconde notion, « l'ordre » n'est là aussi qu'un élément annexe de mon sujet dans la mesure où, de manière très maladroite, on pourrait souligner l'absence de « force de l'ordre ». Pour autant, comme le soulignait avec justesse Michel Foucault il y a cinquante ans de cela lors de la sortie de son ouvrage, *surveiller et punir*<sup>66</sup>, la notion « d'ordre » n'est pas une conception uniquement visible par le prisme policier. Cela représente des hiérarchisés sociétaux qui se structurent en différentes entités. La Mayenne est la représentation type de la volonté d'un « maintien de l'ordre du passé ». Or, la volonté de maintenir un ordre, un statu quo à tout prix, doit être comprise dans un ensemble de mécanismes du maintien de ce système structurant. Dans mes lectures sociologiques, l'important est de comprendre auprès de ce groupe, mais également de ces individus, que le maintien de l'ordre politique va devenir un élément structurant de leur vie.

L'objectif n'est pas tant de comprendre l'ensemble de l'œuvre de Bourdieu ou de Foucault, ni même d'essayer de pouvoir comprendre la complexité de certaines notions, mais bien de comprendre comment leurs analyses sociologiques, sans pour autant être applicables systématiquement, permettent de faire des parallèles intellectuels avec mes champs de recherche.

### **I.3 Une connaissance de l'historiographie politique**

L'évocation de l'ordre fait naturellement pencher la réflexion autour des notions de politique. Cela permet alors de se pencher davantage sur cette Histoire du politique sans pour autant empiéter sur l'Histoire sociale.

---

<sup>64</sup> Bourdieu Pierre. « Entretien avec deux jeunes gens du nord de la France ». *L'ordre des choses*. Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 90. Décembre 1991.

<sup>65</sup> Siblot, Yasmine, Cartier Marie et al. *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Paris. Armand Colin. « Collection U ». 2015.

<sup>66</sup> Foucault, Michel. *Surveiller et punir : Naissance de la prison*. Paris, Gallimard. 1975.

Si l'on reprend mon parcours, une initiation à la science politique m'a été donnée dans le cadre de mon cursus universitaire<sup>67</sup> et elle a permis de compléter des connaissances au sujet de l'étatisme politique. Là est la séparation entre Histoire sociale et Histoire politique. Les deux sont certes intrinsèquement liées, mais l'historiographie politique s'intéresse davantage à une orientation de l'Histoire du « haut » là où, l'histoire sociale, elle s'intéresse au « bas ». La nuance est importante et ne se limite pas qu'à cette conception de la vision de l'Histoire, d'autant qu'elle structure le découpage intellectuel effectué pour des ouvrages référencés au sein de ce mémoire.

Certains de ces références et ouvrages auxquels je me réfère redécoupent à la fois Histoire sociale et Histoire politique. *L'Histoire globale des socialismes*<sup>68</sup> par son sujet traite et englobe alors ces deux conceptions dans un ensemble attribué au « socialisme », une doctrine politique large dont la diversité reprend avant tout pour base originelle le terme original de « social ». On pourrait alors légitimement questionner ce découpage entre les deux conceptions historiques et de ce fait, accuser d'une forme de scission arbitraire. À cette remarque pertinente, il faut alors mentionner la séparation typologique et philosophique.

Un découpage mental s'est effectué dans ce schéma de réflexion entre ouvrages scientifiques et ouvrages d'inspiration philosophique avec un corpus scientifique. Les penseurs du XIX<sup>e</sup> de Karl Marx à Georges Clémenceau utilisaient une méthodologie qu'on pourrait approcher à une forme de scientificité. Pour autant, si ces derniers écrivaient à la fois sur leur passé et leur présent de manière structurée, la scientificité est justifiée par leurs choix politiques et non par l'utilisation des sciences pour elles-mêmes. Attention, il ne faut pas résumer l'ensemble de l'Histoire politique à un simple biais politique, mais plutôt garder en mémoire que de nombreux ouvrages associés à l'Histoire politique sont généralement eux-mêmes une forme de politisation interne dans leur existence même.

Ce découpage est justifié par la séparation des auteurs entre eux. C'est à la fois vrai et faux que cette distinction s'est faite de manière affirmée durant la période du XX<sup>e</sup> siècle, et ce malgré l'évolution qu'ont apportée les Annales. Cependant, cette

---

<sup>67</sup> Cette initiation au modèle de la pensée de la science politique pourrait révéler d'une forme de classicisme de la pensée politique avec la notion d'État-nation au centre et une pensée prônant une historiographie du XIX<sup>e</sup>.

<sup>68</sup> (dir) Ducange Jean-Numa, Keucheyan Razmig, Roza Stéphanie. *Histoire Globale des Socialismes XIXe-XXIe siècle*. Presses Universitaires de France. 2021. p-1156.

séparation nette est désormais plus floue. En effet, plusieurs historiens font désormais des ouvrages communs avec des politologues, et de plus en plus d'historiens se réclament également des politologues. Cette identité a évolué, mais n'est en rien nouvelle puisque déjà lors de la vague des penseurs marxistes dans les années 1970-1980, les relations entre politique et Histoire étaient évidentes. Cependant, le principal changement réside désormais dans l'assomption de ces relations.

Les historiens sont généralement assez mal à l'aise avec cette notion de politique lorsqu'ils ne se revendiquent pas historiens spécialistes du politique, pour deux raisons presque simples. D'abord à cause de la complexité du genre qu'est la politique, mais également et surtout parce que le monde politique est relié à la notion de pouvoir. Or, il remet en exergue la transparence de la relation entre Histoire et Pouvoir. Sans revenir à une histoire nationale du temps de Lavisser, il est évident que le stress d'une non-objectivité de son sujet fait que les historiens revendiquent de façon assez modérée des lectures associées au monde politique. De ce fait, lire les penseurs socialistes de la période du XIX<sup>e</sup> siècle est presque une évidence qu'on ne mentionne pas ou assez peu. Or, même si la pensée proudhonienne semble bien loin de Port-Brillet<sup>69</sup>, la Mayenne est clairement influencée par les pensées politiques des départements voisins, notamment l'Ille-et-Vilaine et le pôle communiste que va devenir Rennes. De ce fait, pour mon sujet, il est important de se référer aux travaux de Michel Dreyfus autour du communisme français qui permettent de comprendre l'ensemble des liens et des structurations politiques.

Ce genre d'auteurs emploient justement une parade intellectuelle pour justifier à la fois une étude de l'Histoire sociale et une étude de l'Histoire politique, un terme générique qui permet une complémentarité de cette double pensée historique qu'est « l'Histoire du monde ouvrier ». Ce terme permet d'embrasser alors un double héritage. D'abord l'héritage labrousseien, issue de l'Histoire sociale et économique en raison de la pensée historique du syndicalisme et en parallèle de récupérer un legs

---

<sup>69</sup> À vrai dire, la mention d'un supposé « anarchiste » en 1897 par le préfet de Mayenne pourrait presque contester cette affirmation. On a une série d'échanges entre le préfet de la Mayenne et le ministère de l'Intérieur durant l'été 1897 sans cependant aucun anarchiste ne soit trouvé en Mayenne. Ces échanges devant être remis dans le contexte de la peur de l'anarchisme d'action qui se manifeste à la toute fin du siècle.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 59. Divers rapports non triés de grèves assez diverses et variées.

de l'historiographie politique (en l'occurrence communiste ici) cette fois davantage instituée par les mouvements politiques eux-mêmes.

Cette réflexion venant d'être émise, il devient alors possible d'évoquer l'Histoire sociale, élément central dans la conception de ce sujet.

## **II. UN HERITAGE HISTORIOGRAPHIQUE ET BIBLIOGRAPHIQUE : L'HISTOIRE SOCIALE**

La conceptualisation de l'Histoire sociale est large, à tel point que des subdivisions de l'historiographie sont nécessaires pour permettre alors de traiter de façon logique l'ensemble de ces éléments. De plus, un traçage chronologique de la pensée sociale est nécessaire pour permettre *in fine* de relier ce pan de l'Histoire au groupe des ouvriers de Port-Brillet.

### **II.1 Une historicité de l'Histoire sociale**

Se référer à une histoire sociale revient à étudier l'héritage de l'école des Annales. Les méthodistes ne conceptualisent même pas la possibilité de donner du crédit non seulement à des faits contemporains et encore moins à l'une des nouveautés de leur époque qu'est la classe ouvrière.

L'émergence de la première génération des Annales permet alors de relier l'Histoire sociale et l'Histoire économique dans un bloc presque uni. Pour la première fois, l'Histoire sociale est mise en avant. Son utilisation reste cependant modérée, en effet, elle ne va pas jusqu'à la création d'une histoire ouvrière, du syndicat ou de la politique par le « bas »<sup>70</sup>. Il faut attendre la seconde génération des *Annales* pour voir une

---

<sup>70</sup> Les méthodistes ont certes fait l'étude du politique, mais cela reste majoritairement dans une étude du haut politique, même si les médiévistes ont légèrement perçu un intérêt à étudier des pouvoirs politiques plus limités, ces derniers restent attachés au politique qu'on peut qualifier du pouvoir « haut ».

réelle ouverture, bien qu'encore légère. Le véritable tournant est pris à la fois par des évolutions sociétales brutales, mais aussi par un homme, Ernest Labrousse<sup>71</sup>.

Labrousse est à la fois la représentation de l'évolution de la recherche et de la politisation de celle-ci. Devenu directeur EPHE en 1938, c'est réellement lors de l'après-guerre qu'il transforme l'étude historiographique. En parallèle, comme Labrousse, une partie des historiens rattachés aux *Annales* embrassent des idéaux de gauche, notamment en adoubant les pensées marxistes et par extension celles communistes qui se massifient à l'entrée de cette deuxième moitié du XXe siècle. Il y a alors à la fois une tendance politico-historique et un homme influent qui font évoluer l'historiographie sociale.

Cette influence labroussienne va impacter concrètement l'historiographie française à partir des années 1960. En effet, Ernest Labrousse prend en charge de nombreux thésards, ce qui entraîne *de facto*, dès les années 1970, l'arrivée progressive d'une vague d'historiens aux idées labroussiennes. Labrousse, étudie alors le monde ouvrier, notamment à travers les syndicats, les mouvements ouvriers et les grèves. Là où les *Annales* avaient ouvert l'étude du passé « récent » c'est-à-dire de l'historiographie du XIXe, Labrousse ouvre l'étude du passé ouvrier, jusque-là limitée surtout à des réflexions avant tout économiques et qui ne tenait pas compte de ce qu'étaient les ouvriers en tant que tels.

La mention d'un évènement historique fort est nécessaire : mai 68. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, une partie des universitaires, notamment ceux en sciences sociales, ont commencé à embrasser des idéaux politiques qualifiés de gauche. Aussi, les évènements de mai 1968 sont associés au tournant définitif de l'ensemble des milieux universitaires à gauche, parfois avec des pensées radicales. Au-delà des idéaux universitaires que l'on pourrait associer au socialisme, aux idées marxistes, ainsi que communistes (y compris alternatives), ces pensées percent, y compris dans les milieux d'historiens. Cet évènement va alors avoir un impact sur le long terme. De fait, l'Histoire sociale, jusque-là presque systématiquement associée à l'Histoire économique, va s'éloigner progressivement de cette dernière au profit d'une approche davantage tournée vers l'Histoire politique. Des années 1970 aux

---

<sup>71</sup> Sans aller dans une représentation « d'Homme providentiel », l'influence de cet homme est évidente sur l'Histoire Sociale et Economique.



années 1980/90, on parle même d'une tendance d'historiographie marxiste<sup>72</sup>. Enfin, Labrousse, malgré cette évolution, garde la notion d'Histoire sociale et économique au cœur de ses propos, mais les héritiers de sa pensée quant à eux s'éloignent un peu plus encore des tendances économiques, sans pour autant désavouer complètement cet héritage.

En outre, les théories labroussiennes vont provoquer une évolution de l'Histoire, avec l'avènement d'une histoire dont « on ne fait pas l'Histoire », et avec l'apparition de l'Histoire du minoritaire au sein de l'Histoire sociale. De nouveau, presque de manière un peu caricaturale, il est possible de mentionner un homme et une tendance qui le suit.

Les années 1970 voient l'ouverture de la conception de l'Histoire sociale par l'influence de Michel Foucault<sup>73</sup>. La mention de ce personnage est nécessaire, car son point de vue historiographique est encore perceptible au sein de la faculté d'Angers, un héritage d'une vision foucaldienne.

Au-delà de la personne de Foucault, attardons-nous sur la raison qui va permettre à l'Histoire d'évoluer grandement dans son auto critique et sa conceptualisation. L'influence de l'histoire marxiste ainsi que l'évolution des *Annales* lancent un courant qui prône l'utilisation de l'interdisciplinarité en sciences sociales. Alors que les milieux de la linguistique, de la sociologie et de l'Histoire étaient divisés au début du XX<sup>e</sup>, on observe une actualisation de leurs visions. Une raison de ce tournant est la conscientisation de l'utilisation de la même matière de fond au sein de leurs travaux propres. Ainsi, l'historien va, à partir de ce tournant et de manière progressive, mobiliser de plus en plus de conceptualisations sociologiques<sup>74</sup>.

Michel Foucault se présente alors comme la synthèse de cette conception. Rappelons avec justesse que Foucault n'est évidemment pas historien, d'autant que, dans le plus célèbre de ces ouvrages *surveiller et punir*, il commet des erreurs qui, déjà à son époque, étaient relevées et considérées par certains historiens comme

---

<sup>72</sup> L'historiographie de l'Histoire sociale n'est pas uniquement marxiste, mais son influence est notable.

<sup>73</sup> De nouveau, la thèse de « L'Homme providentiel » est à prendre avec un certain recul, tout ne se résume pas à l'Homme, mais davantage au mouvement qu'il initie.

<sup>74</sup> Comme mentionné précédemment dans la partie sur les sciences sociales.

grossières<sup>75</sup>. Néanmoins, ces travaux apportent un outil de synthèse particulièrement pertinent. Foucault se penche sur des conceptualisations complexes, autour de la notion de norme, de l'autorité, du dominé et du dominant. Il questionne et requestionne les pouvoirs dits légitimes, les forces de l'ordre qui bénéficient du droit à la violence physique légitime et remet en cause ces fondements qu'il qualifie non pas de naturels, mais de conceptions socioculturelles définies.

Ces questionnements impactent l'historiographie de façon durable avec l'ouverture de champs de réflexions jusque-là mis de côté. La pensée foucauldienne va légitimer une nouvelle vague d'historiens sociaux qui s'intéressent à des conceptions perçues comme politiques. Le travail de Michelle Perrot autour de l'historicité du féminisme n'est pas alors vu uniquement comme le travail d'une militante, mais surtout comme celui d'une historienne autour de la réflexion d'un ensemble social défini et jusque-là mis de côté en raison d'un manque de gage intellectuel de la part des historiens.

## II.2 L'héritage historiographique

Le contenu de l'héritage actuel de ces grands noms peut être désormais questionné. Est-ce un héritage historique, économique ou social ? Est-il issu des pensées labroussiennes, perrosiennes, ou même foucaaldiennes ? La meilleure réponse est probablement à l'image de cet héritage : celle d'un enchevêtrement complexe retranscrit dans l'historiographie.

Pour cette étude, il était nécessaire de se référer aux pairs. Toutefois, il paraît tout aussi important de se référer aux productions récentes des historiens. Même si l'apogée de l'Histoire sociale est probablement derrière nous avec la majorité des productions réalisées au cours des années 1970, il n'empêche que dans ces domaines d'études de nombreux écrits prolifèrent encore actuellement.

En effet, quelques milieux universitaires et quelques centres de recherches sont encore fortement orientés vers la recherche en Histoire sociale. Il faut également mentionner l'existence de ce qui pourrait être désigné comme des *thinks tanks* de milieux de pensée. Concrètement, il y a donc des ensembles de chercheurs qui sont à l'origine de mes recherches. En effet, avec l'ouvrage *L'Histoire globale des*

---

<sup>75</sup> Ces erreurs sont notamment relevées dans l'ouvrage de Philippe Artières, Frédéric Gros et al. *Michel Foucault*, Édition des Cahiers de l'Herne. 2011.

*socialismes*, on dispose d'un éventail de chercheurs ainsi que d'une majorité d'universitaires qui se penchent autour de la question que sollicite ce mémoire.

D'ailleurs, le grand nombre d'universitaires et d'universités qui travaillent autour de cette notion démontre la quantité ubuesque de travaux encore en cours dans ce secteur de recherche. Dans cet ouvrage, il est mentionné, entre autres, les universités de Caen, de Rouen, de Dijon et de Lyon, auxquelles on peut s'ajouter l'Université de Rennes, d'Angers et quelques universités parisiennes comme Paris VIII, ce qui prouve l'implication des milieux universitaires dans ce domaine d'étude. Chaque université et chaque universitaire possèdent son héritage propre, mais certains chercheurs, que l'on pourrait qualifier de piliers dans cette recherche, reviennent de façon régulière dans les éléments cités.

Ainsi, même si les travaux de Prost<sup>76</sup> restent à nommer en raison de leur importance universitaire, des générations plus récentes sont elles aussi importantes à citer. Des chercheurs, comme Stéphane Sirot, issu de la génération post-perrosienne<sup>77</sup>, émettent encore de nombreuses productions. Ils y repensent notamment les productions autour du syndicalisme avec des travaux sur le conservatisme dans les milieux syndicaux<sup>78</sup>. Ils y développent les relations entre Histoire sociale, engagement politique et syndicalisme. Ce découpage historiographique, qui désolidarise l'historiographie récente de l'historiographie des années 1970-1980, n'est cependant qu'un procédé de pensée. En réalité, de nombreux chercheurs sont directement d'anciens étudiants des premières têtes pensantes du mouvement. Il n'est d'ailleurs pas rare de trouver des ouvrages rédigés collectivement par des chercheurs issus de différentes générations. Ainsi des ouvrages généralistes comme *L'Invention des syndicalismes : Le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du XIXe siècle*<sup>79</sup> voient plusieurs générations d'historiens travailler conjointement. De ce

---

<sup>76</sup> Antoine Prost a notamment effectué des travaux au sujet du syndicalisme du début XXe siècle et sur les notions de pédagogie et d'éducation alternative. Il a notamment effectué des travaux sur des mouvements syndicaux parisiens et réformistes.

<sup>77</sup> Comme pour Labrousse où l'on peut donner une période d'influence, Michelle Perrot a exercé une influence considérable dans l'Histoire sociale des années 1980 à la fin des années 1990. Période pendant laquelle elle supervisa de nombreux jeunes chercheurs qui constituèrent par la suite une génération post-perrosienne à partir de la fin des années 1990.

<sup>78</sup> Sirot Stéphane. *Les syndicats sont-ils conservateurs ?*. Éditions Larousse coll. « À dire vrai ». 2008. 126 p.

<sup>79</sup> Boll Friedhelm, Prost Antoine, Robert Jean-Louis. *L'invention des syndicalismes*. Éditions de la Sorbonne, 1997.

fait, les thématiques de recherche en Histoire sociale sont régulièrement réactualisées<sup>80</sup>.

S'ajoutent à tout cela de nombreux ouvrages complémentaires qui donnent des précisions autour des éléments de mon sujet en s'orientant davantage vers des ouvrages qui sortent d'une histoire nationale, pour se pencher sur les particularités géographiques et typologiques. À ce titre, il est nécessaire de citer Michel Pigenet qui permet de faire une transition de l'histoire sociale à l'histoire locale. Sa thèse *Les ouvriers du Cher : fin XVIIIe siècle-1914 : travail, espace et conscience sociale*<sup>81</sup> est une étape importante dans l'évolution de l'intérêt du monde ouvrier. Ce dernier se détache des secteurs traditionnels du milieu ouvrier urbain pour s'intéresser à une population ouvrière installée dans un cadre rural. Le Cher, département rural avec une production artisanale et une petite industrie, voit en son sein des changements majeurs qui en feront devenir un des plus importants relais communistes rural après la Première Guerre mondiale. La méthode employée par ce chercheur est en partie reprise ici. L'utilisation d'une période longue au niveau d'un secteur géographique précis décrit comme rural est le point de similitude le plus évident. L'historien cherche à s'intéresser à de nombreux aspects de la vie ouvrière, tant sociale que politique, mais également culturelle. On questionne une forme d'autonomie, non pas de l'ouvrier par rapport à son territoire, mais bien du département en comparaison de la situation nationale. La nuance, car il en existe, se situe justement sur ce point. Le Cher est un territoire qui se tourne résolument vers le communisme où la vague ouvrière se ressent. En comparaison, la Mayenne ne bouscule pas sa situation politique, les ouvriers de Port-Brillet ne transgresseront que très peu leur propre petite localité. Cette utilisation du spectre de l'Histoire sociale pour une entité locale est donc envisageable comme l'avait employé Michel Pigenet auprès d'une population précise. Elle caractérise même une forme d'évolution de l'analyse historiographique de l'élément qui fait l'ouvrier, avec une recrudescence des recherches sur des pôles ouvriers marginalisés ou délaissés.

---

<sup>80</sup> S'ajoute à cela la réactualisation régulière des biographies qui restent un type de production prolifique dans ce domaine de recherche.

<sup>81</sup> Pigenet Michel. *Les ouvriers du Cher : fin XVIIIe siècle-1914 : travail, espace et conscience sociale*. Institut C.G.T. d'histoire sociale. 1990. 449 p

## II.3 L'Histoire sociale : élément de compréhension de Port-Brillet

L'Histoire sociale a, jusque-là, été évoquée de manière globalisante dans un ensemble homogène au territoire national. Mais, il est également possible d'appliquer ce carcan intellectuel à des travaux plus localisés autour des éléments géographiques du sujet, précisant ainsi le bagage intellectuel offert par les lectures.

Plus précisément, mon intérêt s'est porté sur des ouvrages détaillant l'Histoire syndicale, ainsi que le développement du républicanisme et du socialisme dans l'Ouest de la France. Cette recherche s'est prolongée sur le développement des idéaux politiques et syndicalistes dans les territoires ruraux et conservateurs. L'objectif étant alors de cerner des particularités qui peuvent se répéter dans certains paradigmes.

Aussi, mes lectures s'étoffaient en fonction des données issues des archives. Par exemple, lorsque des éléments de mutualisation sont apparus à la fois pour la période Chappée, mais également, par les ouvriers eux-mêmes, mon travail s'est penché sur la construction des mutualisations.<sup>82</sup>

Les travaux d'Histoire sociale portant sur l'Ouest français sont légèrement moins nombreux que ceux qui portent sur la région parisienne ou sur les régions de l'Est et du Nord. De plus, les écrits traduisent de façon plus prononcée une historiographie davantage centrée autour des notions de droit<sup>83</sup>. Même si ces travaux issus du droit ne peuvent être la base de mon travail, en raison de leur orientation juridique, il paraît tout de même nécessaire de les citer puisqu'ils ont en partie traité le sujet<sup>84</sup>.

---

<sup>82</sup> Ces recherches se sont concentrées autour des travaux de Michel Dreyfus notamment par des extraits de son ouvrage *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme (1852-1967)*. Paris. Éditions de l'Atelier. 2001.

<sup>83</sup> Guillaume Bernard historien du droit à l'ICES par exemple détaille de façon assez large le syndicalisme dans l'Ouest de la France dans « *Les Forces syndicales françaises* ».

<sup>84</sup> Ce courant historiographique du droit qui traite des mouvements syndicaux de l'Ouest français est lui-même héritier des tendances historiographie de l'Ouest français. La présence de l'ICES, parfois contestée dans les milieux académiques pour des positionnements jugés comme « réformistes », atteste de l'ambiguïté relationnelle entre politique et historiographie. Pour autant, ces travaux existent et doivent être observés pour être critiqués.

Dans les travaux, il y a une surreprésentation des recherches autour du syndicalisme agricole et des milieux davantage conservateurs<sup>85</sup>.

Pour autant, l'ensemble des ouvrages ne s'accorde pas uniformément sur les idéaux conservateurs des territoires et de la période. Des découpages spatiaux et temporels permettent alors de détailler davantage. Par exemple, il existe de nombreuses recherches autour de la syndicalisation et du passage à gauche de la Bretagne<sup>86</sup>.

Pour ce qui est de la région de la Mayenne, force est de constater que les travaux en histoire sociale se penchent sur l'ensemble du Maine. La Mayenne est rarement étudiée en elle-même. Elle est souvent associée de manière annexe aux travaux portant sur la Sarthe, comme en témoignent les mentions de la ville du Mans dans des ouvrages généraux de penseurs de l'Histoire sociale. Dans l'ouvrage *Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles*<sup>87</sup>, Le Mans est l'une des rares villes de l'Ouest mentionnées. De ce fait, l'analyse d'une bonne quantité d'ouvrages permet une vision relativement exhaustive de la population ouvrière sarthoise. Cette population est bien plus conséquente et se retrouve dans des secteurs industriels diversifiés. Or, plusieurs dépouillements de sources mettent en évidence le lien très étroit entre le secteur syndical du Mans et celui de Laval. Cela explique en partie, au-delà du lien historique entre les deux départements, par le fait que des comparaisons soient effectuées entre ces deux départements par les chercheurs, permettant ainsi une production plus importante d'ouvrages qui traitent le sujet<sup>88</sup>.

Sans s'attarder à traiter l'historiographie des syndicalismes de la Sarthe, des ressemblances sont assez évidentes entre les deux départements. L'un des points

---

<sup>85</sup> L'Ouest français est plus conservateur que la majorité du territoire français et possède en conséquence une proportion de syndicats conservateurs plus conséquente. De ce fait, il est logique de trouver de plus nombreux travaux sur ces thématiques, en témoigne la conséquente présence des sous-séries du travail adressé au monde agricole dans les centres d'Archives du Grand Ouest.

<sup>86</sup> Geslin Claude. "Le Syndicalisme Ouvrier en Bretagne Avant 1914." *Le Mouvement Social*. N°127. 1984. pp. 45-64.

<sup>87</sup> Pigenet Michel. *Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles*. Cahier / Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. 2011.

<sup>88</sup> Paradoxalement, les ouvriers de Port-Brillet sont davantage reliés géographiquement et politiquement à l'Ille-et-Vilaine et Rennes, mais nous sommes confrontés à un manque d'ouvrage au sujet de ce lien.

communs est par exemple la présence de religieux dans le monde politique et syndical des deux départements<sup>89</sup>. Ces similitudes sont d'autant plus importantes lorsque l'on tient compte du fait que le paysage industriel de la Mayenne a été traité de manière sporadique alors que de nombreux travaux traitent du secteur industriel de la Sarthe, notamment de la fonderie et de la métallurgie. Ce sujet a notamment été étudié par Jonathan Truillet<sup>90</sup> avec ses travaux au sujet du secteur industriel du pays sarthois<sup>91</sup>. Les productions départementales sont assez importantes quant à la richesse historique et patrimoniale du territoire. Cette production plus étatique s'est également accompagnée d'une production scientifique soutenue depuis les années 1980, notamment une production historiographique conséquente, où elle traite l'industrie de façon large ou qu'elle s'attarde plus précisément sur un seul secteur industriel. Cette mention de l'histoire sociale et économique mancelle m'oblige à parler d'un ouvrage important pour mon historiographie qui s'éloigne quelque peu de l'Histoire sociale, au profit d'une histoire plus biographique avec l'article *Armand Chappée (1835-1922), grand patron sarthois*<sup>92</sup> qui paradoxalement est une production normande<sup>93</sup>. Ces productions sarthoises permettent d'en apprendre davantage sur la manière dont les « patrons » traitent leurs ouvriers et quel regard ils portent sur eux-mêmes. Les productions d'Histoire sociale s'amenuisent doucement au profit de ceux portant sur l'histoire locale et des relations patronage-ouvrier<sup>94</sup>.

---

<sup>89</sup> Foucault Pierre. « Ruptures et continuités du militantisme catholique dans la Sarthe de part et d'autre de la Séparation ». *Militants catholiques de l'Ouest*. Édité par Brigitte Waché. Presses universitaires de Rennes, 2004.

<sup>90</sup> Disposant d'une spécialisation en Histoire de l'art, ce dernier a été rattaché de 2005 à 2007 à la conservation départementale de Sarthe avant de devenir conservateur général des monuments historiques du Grand Est.

<sup>91</sup> Truillet Jonathan. Paysages de l'industrie en Sarthe. *303 : arts, recherches et créations*. 2006. N°91. pp.49-55.

<sup>92</sup> Grégoire, Patrice. "Armand Chappée (1835-1922), grand patron sarthois." *Annales de Normandie*. Vol. 38, no. 2-3. 1988. p-125-130.

<sup>93</sup> Les annales de Normandie qui traitent de l'industrialisation rurale du département de l'Orne évoquent régulièrement la Mayenne et la Sarthe et établissent des parallèles en raison de l'influence mutuelle des départements.

<sup>94</sup> Relation traitée par l'Historiographie locale, on s'éloigne de la vision sociale en raison du fait que c'est surtout la vision du patron sur ses ouvriers qui est traitée et non le point de vue des ouvriers.

Une précision doit être faite : une partie de la production d'ouvrages manœuvres a été traitée de manière annexe pour des questions de temps, elle fera probablement l'objet d'un approfondissement dans le futur. Ainsi, au-delà du travail de Patrice Grégoire, mes recherches se sont limitées au travail de Dominique Barjot autour du secteur industriel de l'Ouest<sup>95</sup> qui détaille également le personnage d'Armand Chappée. Une réactualisation du paternalisme industriel manœuvre était nécessaire, car c'est ce dernier qui se développe et se consolide en Mayenne. De ce fait, et au-delà des parallèles entre les deux entités départementales qui sont intéressants, ces comparaisons seront limitées pour les besoins de ce sujet. La seconde année de master sera l'occasion d'étayer davantage l'état de l'art pour les départements voisins, en cherchant à définir l'influence qu'ils ont sur la Mayenne, mais également de quelle manière cette influence est relevée par les historiens<sup>96</sup>.

### **III. LA PARTICULARITE DE L'HISTORIOGRAPHIQUE**

#### **LOCALE**

Le terme d'historiographie locale désigne un ensemble historiographique qui traite à la fois du département de la Mayenne, mais aussi, dans une moindre mesure, de la commune de Port-Brillet. D'un point de vue chronologique, les premières traces d'une retranscription historique de la Mayenne nous viennent de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec un volume de travaux qui lui sont consacrés plus importants. La mention de l'abbé Angot<sup>97</sup> dû à son travail important doit être faite. En effet, jusqu'à la fin du

---

<sup>95</sup> Dominique Barjot (dir). *Les Patrons du Second Empire : Anjou, Normandie, Maine*. Éditions Picard. 1991. 266 p.

<sup>96</sup> Mentionnons quand même le partenariat régulier entre les services de la conservation départementale de la Mayenne et de la Sarthe qui produisent des ouvrages généralistes sur l'ensemble de l'entité du Maine. Même si ces ouvrages collectifs concernent davantage le Moyen-Âge, ce sont les seules entités de la fonction publique à mettre autant en avant ce partenariat interdépartemental.

<sup>97</sup> Alphonse-Victor Angot (sur) nommé l'Abbé Angot est le premier historien qui travaille sur le département de la Mayenne. Il entreprend notamment la production de monographies et de bibliographies structurées. Il s'est lié de façon amicale avec Ernest Laurain, archiviste,



XIX<sup>e</sup>, le lien reste encore fort entre les milieux cléricaux et l'intellectualisation des territoires de l'Ouest<sup>98</sup>. L'historicité du département atteint un premier palier en 1899 par la commande de Léopold Le Balle<sup>99</sup>, inspecteur académique, d'un ensemble de monographies sur les communes de Mayenne pour l'exposition universelle de 1900.

À ce moment-là, les travaux sur la Mayenne restent globalement des travaux très normés et généralement assez peu universitaires. En effet, ils répondent aux besoins des autorités locales ou de l'administration. La majorité des travaux sont globalement émis par des professionnels qui vivent dans le département et qui contribuent à la fabrication de son récit et de son histoire. Il faudra attendre la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour qu'il y ait de réels travaux universitaires sur le département de la Mayenne.

### **III.1 La Mayenne prise d'assaut par l'Historiographie économique**

Les premiers travaux universitaires sur la Mayenne ne sont pas orientés directement sur le département en lui-même. Ils s'intéressent avant tout les milieux médiévistes depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et donc à l'ancienne province du Maine. Ce sont des travaux historiques orientés essentiellement sur le système économique de la province et en partie sur les enchevêtrements politiques.

À partir des années 1960, les premiers travaux uniquement portés sur des éléments mayennais apparaissent. Deux secteurs universitaires s'intéressent alors au département. D'abord l'Université Catholique de l'Ouest par des productions de maîtrise dans le courant des années 1970 et l'Université de Rennes à partir du début des années 1960. La première université s'intéressant au département pour des

---

historien et directeur des Archives départementales de Mayenne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. De 1900 à 1910, l'Abbé publie une série d'ouvrages intitulée *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne*. Port-Brillet y figure aux Tomes III et IV.

<sup>98</sup> Pour davantage de détails tant sur la vie de l'Abbé Angot que sur l'importance du milieu clérical dans l'archivisme mayennais :

Laurain Ernest. *Notice biographique sur l'abbé A. Angot*. Laval. Librairie Goupil. 1919. 157 p.

<sup>99</sup> Les 27 volumes cantonaux sont disponibles aux Archives départementales de la Mayenne et ont également été numérisés pour les 268 communes répertoriées.

questions de provenance d'une partie de ces étudiants, l'autre avant tout par proximité géographique.

Au niveau des périodes, il y a alors une chronologie en trois temps qui se découpe. Les premières productions, dans le milieu des années 1960, restent en faibles quantités. Une deuxième vague, à partir des années 1980, permet un réel essor de travaux universitaires qui tentent d'explorer le passé du département. Puis, un dernier temps à partir du début des années 2000, période dans laquelle le département emploie un investissement économique avec le développement de travaux sur l'ensemble de la Mayenne<sup>100</sup>.

De ce fait, la majorité des productions historiques autour du département se concentre au niveau de la période des années 1980, voire des années 2000<sup>101</sup>. Cette historiographie a alors une orientation assez marquée. Au travers de ces travaux, on a majoritairement des sujets que l'on pourrait qualifier d'histoires économiques et parfois de l'histoire politique<sup>102</sup>. Certaines recherches font d'ailleurs la synthèse de cette conception à la fois politique et économique, comme la maîtrise de Martine Pautrel sur *Le syndicalisme agricole et la politique en Mayenne de 1919 à 1939*<sup>103</sup>. Cette maîtrise met alors en évidence le genre typique de travaux effectués durant les années 1980, avec des notions économiques et politiques croisées dans un spectre travailliste, mais avec une absence de traitement social. Ces productions reprennent pour base les travaux effectués à la fin du siècle précédent<sup>104</sup>. Pour ce qui est du syndicalisme agricole, sa pertinence pour notre étude vient du fait que ce genre de travaux permet de travailler sur le syndicalisme conservateur du département avec un autre spectre professionnel. Aussi, il permet de mettre un pied dans le domaine du politique.

---

<sup>100</sup> Le département de la Mayenne finançant les travaux historiques sur le département indépendamment du sujet, dès lors qu'ils remplissent quelques critères assez peu contraignants.

<sup>101</sup> Cette affirmation n'est vraie que pour les travaux historiques, le département ayant entre autres une production archéologique locale active bien avant.

<sup>102</sup> Excepté les travaux archéologiques repris dans des travaux historiques qui sont davantage orientés sur une approche géo-historique.

<sup>103</sup> Pautrel Martine. *Le syndicalisme agricole et la politique en Mayenne de 1919 à 1939*. 1987. UCO, Institut lettres-Histoire. Mémoire de maîtrise d'Histoire.

<sup>104</sup> L'absence d'historiographie sur la Mayenne se fait sentir, puisque de nombreuses maîtrises des années 1960-1980 mentionnent des éléments d'historiographies qui remontent parfois aux années 1920.

### III.2 L'utilisation de l'Histoire politique : De la Mayenne à Port-Brillet

Comme évoqué précédemment, l'Histoire politique est liée à l'Histoire sociale. Pour l'Histoire de la Mayenne, mentionnons quand même la présence d'un historien connu et reconnu, Michel Denis. Grande figure de la faculté de Rennes<sup>105</sup>, il est spécialisé dans le domaine de l'héritage royaliste et des mouvements bretons après la Révolution française. Son passage dans le secondaire au sein de la commune de Laval lui offre l'occasion de s'intéresser à la situation politique de la Mayenne. Ces recherches aboutissent à la parution de deux ouvrages tirés de sa thèse : *L'Église et la République en Mayenne, 1896-1906*<sup>106</sup> puis *Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIXe-XXe siècle)*<sup>107</sup>. Vu comme une référence dans l'histoire politique de l'Ouest de la France, Michel Denis permet avec son étude d'analyser le cas mayennais, de structurer la pensée politique dans ces territoires au XIXe siècle. Spécialiste du conservatisme, et des oppositions entre monde laïque et religieux, il est le premier à affirmer que pour les territoires de l'Ouest de la France, le XIXe siècle n'est pas uniquement une période de creux, avec une absence d'évènements, mais qu'au contraire, cette période délaissée par l'historiographie qui doit regagner de l'intérêt, car ces territoires sont en pleine mutation. Il rentre alors en opposition avec ce qu'avait conclu l'historiographie de la première moitié du XXe siècle, qui attestait que le département n'avait qu'assez peu d'intérêt, puisqu'il n'était uniquement qu'un héritage contre-révolutionnaire. Dans une forme de contradiction, on peut citer la thèse de Vincent Deseuche<sup>108</sup> qui permet de réactualiser l'état des lieux de la politique mayennaise face à son conservatisme particulier. Les deux chercheurs partent de la même base archivistique, tirent des faits similaires, mais leurs conclusions sont différentes. En effet, la particularité du département repose sur une forme de non-bouleversement, de continuité historique presque déconcertante permettant à V. Deseuche de conclure à un presque constant non-événement. À noter qu'il a mené

---

<sup>105</sup> Michel Denis a été le président de la faculté de Rennes II de 1976 à 1980

<sup>106</sup> Denis Michel. *L'Église et la République en Mayenne : 1896-1906*. Paris. C. Klincksieck. 1967.

<sup>107</sup> Denis Michel. *Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIXe-XXe siècle)*. Paris. C. Klincksieck. 1977

<sup>108</sup> Deseuche Vincent. *Tableau politique de la Mayenne au XIXe siècle*. Thèse de Doctorat. Université de Poitiers, UFR de droit et sciences sociales. 2009.

l'un des seuls travaux portant sur la Mayenne écrits au sein d'une université plus éloignée, puisqu'il a été soutenu à l'Université de Poitiers.

La politique est alors souvent décrite en annexe ou de manière indirecte dans diverses maîtrises et thèses, exception faite des travaux mentionnés précédemment. Lorsque la Mayenne est étudiée politiquement, elle est souvent décrite par son modérantisme politique. Il y a de ce fait une forme de consensus scientifique quant à l'héritage contre-révolutionnaire mayennais continuum d'un conservatisme structuré. Aussi, dans de nombreux travaux, la Mayenne est comparée au reste des départements conservateurs de l'Ouest français. Il en ressort que même dans son conservatisme, la Mayenne semble plus modérée que les régions voisines comme l'Anjou et la Vendée. En effet, comme mentionné à plusieurs reprises par V. Deseuche ou M. Denis, lorsque la III<sup>e</sup> République se consolide dans les années 1880-1890, et malgré les événements et les instabilités que connaît la capitale, les idées républicaines s'installent progressivement en Mayenne. En témoigne l'arrivée de certains journaux, qualifiés de centre ou de centre gauche en raison de leurs rattachements à la république ou plus généralement à la venue du parti radical qui fera alors une percée durant l'entre-deux-guerres.

Même si la population mayennaise reste majoritairement dans un catholicisme conservateur, au début de la III<sup>e</sup> République, les chercheurs s'accordent à dire que l'installation des républicains en Mayenne se fait de manière progressive et sans blocage politique. Mentionnons tout de même l'existence de nombreux ouvrages qui traitent des notions de paysannerie et de contre-révolution au début du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à l'analyse poussée de la part des historiens de la période d'héritage de la chouannerie originaire de Mayenne.

La part d'interprétation se trouve dans la manière de qualifier la politique du département, puisqu'en réalité, le consensus autour de la notion de conservatisme ambiant du département mayennais cache certaines nuances. Certains historiens refusent de qualifier la Mayenne de territoire politiquement « mou », notamment Michel Denis qui voit au contraire dans la relation du politique et du religieux une certaine agitation dans le département. *A contrario*, certains historiens s'attachent à dire que la continuité historique et l'absence réelle d'événements qui bouleversent cette continuité viennent renforcer une forme de passivité du département. De ce fait, c'est davantage sur les conclusions d'interprétation personnelle au sujet de la vivacité politique du département que l'on voit les nuances historiographiques les plus fortes.

Concernant Port-Brillet, son historiographie commence par une production scientifique qui s'intéresse surtout à la chouannerie. Cependant, ces études portent sur le groupe des chouans plutôt que sur leur environnement. Bien que mentionnées, les informations sur la commune d'Olivet sont très anecdotiques concernant la population ouvrière. Pour ce qui est des forges en elles-mêmes, il existe une maigre production scientifique. L'historiographie, assez dispersée, se redécoupe en fonction des éléments déjà évoqués c'est-à-dire surtout une historiographie politique et économique.

### III.3 Port-Brillet et les productions historiques universitaires

Les travaux universitaires uniquement sur Port-Brillet ne sont pas légion, surtout s'ils doivent être « universitaires ». À ce jour, seuls deux chercheurs du milieu universitaire ont effectué des travaux poussés sur la commune. Une particularité les relie à ces travaux : ils ont tous les deux été effectués vers la même période, de 1965 à 1967. On peut alors supposer que ce soit un travail de recherche commun, ou des dates clefs dans l'intérêt que va porter l'industrie à Port-Brillet.

Pour autant, il existe, en dehors du cadre de la recherche, d'autres organismes qui effectuent des études. Il y a des travaux notamment municipaux<sup>109</sup> et départementaux portant sur des secteurs de la culture et de l'économie. Mais, ils ne relèvent généralement pas uniquement du cadre de l'Histoire, c'est par exemple le cas de l'ouvrage *Métallurgie du Maine de l'âge du fer au milieu du XXe siècle*<sup>110</sup> qui dans l'un de ces chapitres traite explicitement des forges de Mayenne, notamment sur les façons de créer de la fonte et le fonctionnement de la machinerie au XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle.

Si nous revenons aux travaux des deux chercheurs cités précédemment. Il y a deux schémas de pensée qui se complètent. D'abord, les travaux de Guy Verron, historien et économiste de l'Université de Rennes, qui a dédié ses deux maîtrises à Port-Brillet. De 1965 à 1968, il publie une série d'articles concernant l'économie des forges. Par

---

<sup>109</sup> En 2024, pour fêter les 150 ans de la commune, la municipalité a effectué un travail conséquent de réactualisation des données monographiques.

<sup>110</sup> Belhoste Jean-François. *La métallurgie du Maine de l'Âge du Fer au milieu du XXe siècle*. Paris : Éditions du Patrimoine. 2003. p-408.

exemple, dans le numéro 58 de la revue *Mouvement Social* publiée en mars 1967<sup>111</sup>. Ce dernier traite de la période du début XVII<sup>e</sup> jusqu'à la révolution des Trois Glorieuses. Ensuite, le travail de maîtrise de Geneviève Dehu intitulée *Évolution économique au 19<sup>e</sup> siècle des forges de Port-Brillet*<sup>112</sup>. L'ensemble de ces travaux sont très riches et tous se complètent à la fois dans leurs limites intellectuelles, mais également à travers les données qui y sont présentées

Guy Verron est sûrement l'historien le plus productif à propos des forges. Près de quatre articles dédiés uniquement à Port-Brillet sont recensés sur l'ensemble de ses travaux. De plus, il s'agit, sans surprise, d'articles largement sourcés. L'un d'eux fait un bilan du travail du chercheur : *Les structures sociales d'un établissement sidérurgique avant la révolution industrielle : La forge du Port-Brillet (Mayenne)*<sup>113</sup> qui se décompose en plusieurs parties. La première présente un éventail des différentes dynasties qui se sont succédé aux Forges de Port-Brillet. Cette partie contient des informations très détaillées sur les typologies de « maitres des forges » quant à leurs origines sociales, leurs possessions et entre autres, de nombreux repères temporels. La deuxième partie porte sur les origines des ouvriers, tant celles de ceux dits de basses conditions que celles des quelques ouvriers qualifiés présents lors de la mise en place des forges modernes depuis la toute fin du XVII<sup>e</sup> siècle et jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La dernière partie porte sur l'affrontement politique entre les paysans des alentours et les ouvriers qui embrassent l'idéal révolutionnaire en opposition aux origines de la chouannerie.<sup>114</sup>

L'article, comme l'ensemble du travail de G. Verron, est un travail riche. En effet, chacune des informations données est systématiquement sourcée. La période étudiée est large et fournie puisqu'elle couvre toutes les informations connues sur les Forges

---

<sup>111</sup> Verron Guy. « Les structures sociales d'un établissement sidérurgique avant la révolution industrielle. La forge du Port-Brillet (Mayenne) », *Le Mouvement social*, n°58, pp 63-95. 1967.

<sup>112</sup> Dehu Geneviève. *Évolution économique au 19<sup>e</sup> siècle des forges de Port-Brillet*. 1967. D.E.S Histoire.

<sup>113</sup> Verron Guy. « Les structures sociales d'un établissement sidérurgique avant la révolution industrielle. La forge du Port-Brillet (Mayenne) », *Le Mouvement social*, n°58, p. 63-95. 1967.

<sup>114</sup> La forêt de Misedon, en partie dans la commune d'Olivet, est l'une des zones d'origine de la Chouannerie où les chouans installent régulièrement des campements de fortune de 1792 à 1794.

de Mayenne du début XVII<sup>e</sup> jusqu'au début de la seconde République. L'auteur émet de lui-même les limites de ce travail, notamment un manque d'informations autour de la date de 1847, ainsi que des difficultés à tirer des généralités et à obtenir des conclusions uniques notamment sur les tâches des ouvriers ou leurs salaires.

Les sources, largement détaillées, émanent majoritairement du milieu clérical ou patronal. De même, l'auteur notifie parfois des remarques sur certaines incohérences en ce qui concerne la généalogie des « maitres des Forges », certaines erreurs ayant été commises par l'Abbé Angot<sup>115</sup>. Les travaux sur Port-Brillet s'arrêtent pour Guy Verron à la fin des années 1960, car ce dernier se penche ensuite davantage sur des travaux archéologiques qui n'ont que peu de rapport avec le précédent sujet sur Port-Brillet.

L'étude de Geneviève Dehu est produite dans un cadre différent : il s'agit d'un travail de maitrise. Son contenu est plus porté sur l'économie et la productivité de l'industrie et moins de données sociales. De plus il s'agit d'une recherche unique, puisqu'en dehors de cette maitrise, aucune donnée n'a été reportée à ce jour sur ce sujet. Sa période s'étend de 1801 à 1882. Elle commence donc durant la période postrévolutionnaire des forges jusqu'au rachat par la famille Chappée. La maitrise de Geneviève Dehu est donc une forme de continuité des activités de Guy Verron. Il y est d'abord détaillé sur la période complexe de la reprise des forges, suivie de celle du maintien de la production sous la révolution, puis, de nouveau, une période de reprise d'activité et enfin les successions de dynasties des maitres des forges et d'actionnaires, notamment la famille Paillard-Ducléré. De même, Geneviève Dehu donne des chiffrages très détaillés quant aux exports, aux imports des forges, également des salaires et d'autres données économiques très détaillées. Surtout, elle explique avec minutie le contrat proposé par Armand Chappée pour la reprise des forges de Port-Brillet. Plusieurs pistes de travail sont en conséquence émises au sujet des implantations de Chappée et les suites à donner aux futures fonderies Chappée.

Cette étude a été l'une de mes premières lectures pour ce mémoire et il a, de ce fait, un certain retentissement sur ma production. Il est nécessaire de préciser que malgré la qualité de ce travail, des problématiques sont à évoquer comme le manque de

---

<sup>115</sup> L'Abbé Angot dans son *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne Tome IV* effectue une chronologie des maitres des Forges depuis 1606. Il effectue, selon l'auteur Guy Verron, deux erreurs de datation de maitre. Ces erreurs sont dues à une confusion entre un maitre et son fils qui a repris le rôle de maitre.

précision sur les sources et les mentions des travaux historiques préexistants peu développées<sup>116</sup>, également quelques erreurs de datation ou d'éléments parfois contestables<sup>117</sup>. Pour autant, l'analyse de la fondation de la commune de Port-Brillet, ainsi que des détails de la « vie ouvrière » sont exposés de manière annexe, permet de compléter certaines informations. De même, cette maîtrise permet une grande précision sur la manière dont Port-Brillet va timidement s'inscrire dans des bouleversements économiques de l'époque avec, notamment, son inscription dans une mondialisation commerciale.

À titre de comparaison, G. Verron effectue quatre articles assez distincts sur l'ensemble qu'est l'entité de Port-Brillet. Ces travaux universitaires, même s'ils sont anciens, restent d'une grande richesse bien que l'on doive déplorer, qu'en dehors des articles et des maîtrises, l'absence de parution d'ouvrage relatant l'ensemble des études effectuées. Ces travaux sont alors complétés grâce à une quantité conséquente de productions non universitaires.

### **III.4 Port-Brillet et les productions historiques non universitaires.**

Ce travail se voulant universitaire, il est évident que les références le soient également. En revanche, le cœur du sujet étant le milieu ouvrier, il paraît autant pertinent d'étudier les productions des ouvriers eux-mêmes.

Pour la période étudiée, les ouvriers n'ont pas été très prolifiques en dehors de leurs propres productions syndicales hebdomadaires, celles-ci sont référencées dans les sources de cette présente étude. Aussi, il n'est pas possible d'avoir une réelle prise de recul sur une forme de philosophie politique propre ou une historicité du milieu ouvrier. Cet élément évolue au cours de la seconde moitié du XXe siècle. En effet, à

---

<sup>116</sup> L'Historiographie est maigre et très portée sur les éléments de productions de la fin du XIXe début XXe. L'absence d'élément d'Historiographie plus récent est à déplorer même si cela n'est probablement pas dû à un manque de travail de Geneviève Dehu, mais dû à un vide historiographique. Cependant, par rapport au travail de Guy Verron, les mentions des sources sont moins conséquentes.

<sup>117</sup> La datation d'une dynastie de maîtres des Forges est faussée. De plus, certaines affirmations, sans être réellement fausses, démontrent un encrage historiographique en lien avec la période de production qui pourrait aujourd'hui être contestable.



la suite de la Seconde Guerre mondiale et jusque dans les années 1970, la production va grandement se développer, en rapport avec l'arrivée de plusieurs événements concomitants.

En premier lieu, le renouvellement de la chambre syndicale de Port-Brillet place une vague de jeunes ouvriers à la tête du syndicat. La composition de la chambre syndicale va alors rester la même pendant près de 30 ans. Ces syndicalistes sont majoritairement attachés à leur particularisme qu'ils essaient de faire vivre, indépendamment du peu d'intérêt que leur donne la S.G.F. Ce sont également les premières médiatisations du syndicat. Au point névralgique de l'historicité du syndicat de Port-Brillet, deux protagonistes peuvent être cités. Tout d'abord, il faut citer Marcel Bouin, secrétaire de la C.G.T de Port-Brillet (1945-1968) puis Bernard Houel, également secrétaire, mais du C.E. cette fois-ci. Ces derniers sont instigateurs d'une production ouvrière pour l'historicité de l'usine Chappée, alors même que les Chappée ne sont plus leaders de l'entreprise depuis l'avant-guerre. D'ailleurs, certains termes passés et attachés au Chappée se retrouvent encore dans les paroles et expressions des habitants à titre postérieur. Ces secrétaires syndiqués, avec leurs camarades, transmettent cet héritage ouvrier par la parole, mais également par l'écrit<sup>118</sup>.

Dans un second temps, la mise en récession économique, puis la possible fermeture de l'usine durant la période 1981-1983 entraînent une nouvelle vague de production par les syndicalistes. Ces travaux apparaissent dans un moment fort, car elles espèrent le maintien de l'ouverture de l'usine. Il y a alors une double opération qui s'opère à ce moment-là. D'abord dans la presse, car les syndicalistes souhaitent sauver leur usine, *de facto*, leurs emplois. Par exemple, un triple reportage de FR3 est produit en 1982 autour du modèle Chappée et des usines de Port-Brillet et de Sainte-Jamme-sur-Sarthe. Le reportage met en avant ces figures syndicalistes qui y expliquent leurs origines ouvrières et leur modèle économique, créant ainsi une première forme d'historicité.

En parallèle, les autorités publiques font une « sauvegarde » d'urgence des éléments associés à la culture ouvrière. La conservation régionale des monuments historiques récolte en décembre 1983, des photos, des archives et d'autres documents autour des particularités de l'industrie.

---

<sup>118</sup> Armand Houtin, secrétaire du syndicat des Métallurgistes de Mayenne à partir de 1936 a par exemple donné de nombreux témoignages oraux auprès des syndicalistes intéressés dans le courant des années 1980.

De plus, au début des années 1980, est fondée une société d'amateurs d'Histoire Sociale en Mayenne, qui permettra par la suite la formation de l'association *Oribus*. Cette association prône une recherche scientifique (et parfois militante) autour de l'Histoire sociale du département et fonde dans le même temps une revue éponyme. Sa direction est composée d'individus hétéroclites qui cherchent à constituer un récit sur l'histoire sociale du département. À sa création, l'association est composée de deux enseignantes d'histoire et géographie ainsi que de plusieurs syndicalistes. Ce groupe est soutenu de manière irrégulière par l'intervention de divers chercheurs<sup>119</sup>. « L'Oribus, histoire et société en Mayenne » est donc composée de bénévoles qui n'ont pas systématiquement de formation en histoire. En 1982, alors que la vie de l'usine est en jeu et que le système Chappée fête ses 100 ans, l'association publie le numéro 7 de sa revue sous l'intitulé « 1882-1982 : Fondateurs à Port-Brillet »<sup>120</sup>. Ce numéro est complété en 2009 par un hors-série qui dresse un état des lieux global à la suite de l'arrêt définitif de l'industrie<sup>121</sup>.

*L'Oribus* a, par ses numéros, donné la parole à deux syndicalistes. D'abord à Jacques Omnès, syndicaliste de Port-Brillet, qui rédige un article sur la jonction entre l'entre-deux-guerres et l'après-Seconde Guerre mondiale. Puis, Bernard Houel compose, quant à lui, un écrit qui s'approche d'une tribune de défense du syndicat et de l'industrie de Port-Brillet. De plus, ce sont ces syndicalistes qui à partir des années 1980, produisent une très grande quantité d'informations à la fois autour de l'industrie elle-même, mais également sur les anciens membres syndicalistes.

Outre la revue, il est possible d'utiliser également le « Maitron » comme source d'informations. Ce que l'on désigne de manière familière comme le « Maitron » est en réalité le *dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social*. Il a été mis en place par Jean Maitron dans la continuité des recherches sociales menées dans les années 1970. Il permet d'auto-structurer le savoir sur divers militantismes ouvriers, ainsi que sur les actions des mouvements dits

---

<sup>119</sup> Michel Denis est, par exemple, un contributeur régulier de la revue.

<sup>120</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

<sup>121</sup> La fonderie de Port-Brillet ne ferme pas définitivement en 1982, mais est fortement réduite en effectif et dans sa production. L'industrie fermera définitivement seulement en 2011 même si en réalité l'industrie était déjà en déperdition à la fin des années 1970.

« ouvriers »<sup>122</sup>. Le site internet publié en 2009 facilite la recherche sur une large base de données abreuvée par des productions des internautes. Néanmoins, pour ce qui est du sujet des syndicalistes de l'ouest du département, et notamment ceux de Port-Brillet, c'est Jacques Omnès qui va fortement contribuer à développer les notices autour des divers syndicalistes au début du XXe siècle.

Certaines précisions au sujet du « Maitron » sont nécessaires, concernant la mise en place des fiches biographiques des militants. En effet, le Maitron est presque un passage obligé pour étudier des militants ouvriers dans un sujet de recherche. Comme l'*Oribus* au niveau local, le *Maitron* est composé à la fois de chercheurs reconnus et dont la scientificité est actée, mais également de militants, syndicalistes ou passionnés, dont la reconnaissance est moins formelle, mais qui agrémentent largement l'ouvrage d'informations complémentaires<sup>123</sup>. Même si le dictionnaire est censé respecter une méthodologie qui peut être qualifiée d'universitaire, certaines fiches, anciennes, ne respectent pas la codification et paraissent désordonnées. De plus, parfois les fiches, se résument à une notice de quelques phrases, très simples, qui ne donnent que peu d'informations.

Pour ce qui est du syndicalisme à Port-Brillet pendant la période d'étude, une dizaine de syndicalistes sont identifiés dans le Maitron, mais malheureusement, les informations y sont variables. Ces écarts quantitatifs sont particulièrement importants si les personnes se sont limitées au syndicalisme uniquement à Port-Brillet ou si elles ont côtoyé d'autres communes et industries. S'ajoutent à ces syndicalistes, les intervenants communistes qui sont mentionnés dans les sources, certains d'entre eux possèdent également une fiche. Ces fiches communistes permettent de structurer les vagues d'influence du communiste dans la région<sup>124</sup>. On peut préciser que certaines fiches se basent sur une unique source, ou sur des informations tirées de « témoignage oral » dont la méthodologie n'est souvent pas connue.

---

<sup>122</sup> Il est composé de 43 volumes publiés de 1963 à 1993 avec des rééditions et hors-séries par la suite.

<sup>123</sup> Le format du dictionnaire est contributif et est rempli par des membres voulant participer au collectif.

<sup>124</sup> Le Maitron précise parfois leurs déplacements dans certains secteurs géographiques. Ces biographies regroupées donnent des indications concernant les directives du parti communiste.

Au-delà du Maitron, les bases de données des anciens syndicalistes, même si elles se sont réduites avec le temps, restent actives. Monsieur J. Omnès, par exemple, a encore sous sa gestion plusieurs archives privées attribuées à la C.G.T. Il a d'ailleurs autorisé leur dépouillement dans le cadre de cette production. Il a également demandé qu'elles lui soient ensuite envoyées afin de compléter la base de données cégétiste, mais également transmises à l'Oribus qui continue aujourd'hui à produire de façon semestrielle des parutions autour de l'Histoire sociale de la Mayenne. La base militante s'offre ainsi aux divers travaux des chercheurs qui tentent de réaliser une démarche scientifique au sujet du monde social mayennais.

## PRÉSENTATION DES SOURCES ÉTUDIÉES

La structuration des sources a été organisée en fonction de l'intérêt de ces dernières, et de la manière dont elles ont été consultées. Il en découle un séquençage en plusieurs catégories.

De prime abord, le dépouillage des sources a été surtout réalisé au sein des archives départementales de la Mayenne, où la majorité des sources sont répertoriées. De ce fait, sauf précision contraire, les sources citées ci-dessous sont issues de ce service. Seules les données Chappée ont été à la fois puisées dans les archives de la Mayenne et dans celles de la Sarthe, différence inscrite dans la base de données des sources.

### I. ÉTAT ARCHIVISTIQUE

Au sein des archives de la Mayenne, la majorité des côtes pour ce sujet se trouve dans deux catégories distinctes : les archives institutionnelles, c'est-à-dire la production des administrateurs et autorités locales, et la production des archives des administrés et des groupes d'individus d'origine militante ou syndicale.

Cette distinction s'est faite lors du traitement des sources. Il convient de faire un point sur les types d'archives sollicités et les quelques cas spécifiques sur la situation archivistique. On peut déjà soulever la question des manquements en termes d'archives.

Deux secteurs ont manqué pour cette étude : la production des archives municipales et la production Chappée. Pour ce qui est de la production municipale, c'est un vrai problème vis-à-vis d'un vide conséquent. Malgré une prise de contact avec la mairie de Port-Brillet et une demande effectuée auprès des archives départementales de la Mayenne, aucun des deux organismes n'a pu me donner l'explication de cette absence. En effet, en dehors des recensements démographiques et professionnels (E-dépôt 245 1F1), les données de l'ensemble des comptes-rendus municipaux manquent à l'appel. Ce manque a été compensé partiellement par les Archives d'Olivet (E dépôt 126) et, dans une moindre mesure, les archives de Saint-Pierre-la-Cour (E dépôt 247) et de la Brûlatte (E dépôt 33).

Concernant la famille Chappée, il existe les Archives de Cognier fondée par Julien Chappée lorsqu'il effectuait un travail archivistique. Ces archives sont issues directement de la masse archivistique accumulée au sein de sa résidence où ce dernier a entreposé une partie des archives familiales et des archives liées à ses

sujets d'étude. Durant l'entre-deux-guerres, une partie de ces documents sont cédés par Julien au profit d'institutions publiques telles que la Bibliothèque nationale de France. Recensés par cet organisme, les documents concernant Saint-Jamme sont majoritairement redistribués aux Archives de la Sarthe, les éléments concernant Port-Brillet ayant été transférés aux Archives de la Mayenne. Aux archives de Mayenne, seule une cote est attribuée à Julien Chappée (40 J 1), en comparaison, les archives de la Sarthe ont près de deux sous-sections entières attribuées aux Archives de Cognier (1 F à 17 F et 1J à 117 J). Cependant, cette quantité d'archives est liée avant tout aux activités individuelles de Julien. Ainsi, ces travaux en tant que peintre, mais surtout archéologue et, dans une moindre mesure, historien, font que la large majorité des côtes est attribuée à des sujets qu'il a étudiés durant ces activités en dehors de l'industrie. Le 40 J 1 issue de la Mayenne concerne surtout des travaux sur le milieu du XI-XII<sup>e</sup> siècles au niveau d'Evron, d'Ernée et des communes du canton de Loiron. Ainsi, peu d'éléments concernent directement la vie ouvrière ou même Port-Brillet à la période d'étude. Pour les Archives Cognier issue de la Sarthe, seules deux côtes ont été jugées utiles (6 J 63 / 6 J 64) qui sont des données concernant la famille Paillard-Ducléré, ancien propriétaire des forges.

Toujours concernant Julien Chappée, une précision doit être faite. Dans cette étude, des clichés photographiques appuient par moment le texte. Ces clichés sont de deux natures. D'abord, des clichés issus de cartes postales produit par le canton de Loiron. Ce sont des clichés essentiellement reprenant des éléments naturels de la région et également des bâtiments de la commune comme le manoir Chappée. Les autres clichés ont été essentiellement pris par Julien Chappée lui-même lors de ses séjours à Port-Brillet. Il effectue plusieurs clichés là aussi de l'architecture ou de moment de vie. L'intégralité de ces clichés est numérisée au centre d'archives départementales de la Mayenne disponible dans la section « Photographies sur cartes postales dites "anciennes" » (5 Fi 164), quelques clichés de Julien y étant associés.

Concernant les archives Chappée, il existe un cas spécifique qui est Guy Verron. L'historien affirme avoir pu consulter les archives privées à la fois de la famille et de l'entreprise par le biais de M. Pavin Chappée (1905-1980). Ce dernier est un petit-fils d'Armand Chappée<sup>125</sup>. Bien qu'il n'ait effectué aucune production, il semble avoir mis à disposition des données familiales de son vivant. De ce fait, certaines archives originales issues de la famille Chappée ne sont pas consultables aujourd'hui, car toujours dans le domaine privé, mais elles ont été consultées dans le passé et on

---

<sup>125</sup> Voir Annexes n°1 : Arbre généalogique partiel de la famille Chappée.

peut en tirer des informations seulement de manière indirecte par la voie de G. Verron.

Concernant les archives de la famille Paillard-DuclÉré, l'ensemble de ces dernières a été mis à disposition des archives départementales de la Mayenne. Ces documents très riches ont été catégorisés dans « Les Archives de la Société des forges de Port-Brillet ». Cet ensemble de documents nous donne le statut de l'entreprise et de ces actionnaires, des données urbanistiques et cadastrales, mais également les changements de propriétaire et une quantité conséquente de lettres issue majoritairement de rachats de bois alentour. Ces archives concernent notamment le XVIII<sup>e</sup> et début XIX<sup>e</sup> siècle, remontant parfois les données jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle. Cet ensemble de riches documents a été sujet de l'utilisation de « microfilms » en 1990 qui permettent aujourd'hui d'y accéder de manière numérique. Cet ensemble riche (1 Mi 321) est composé de huit bobines (1 Mi 321 1 à 8). Malgré la mention du XX<sup>e</sup> siècle sur l'étalement des documents archivistiques, le dernier document concerne le statut de l'entreprise lors de sa vente datant de 1882.

Pour ce qui concerne l'entreprise S.G.F, cette dernière a cessé son activité. Cependant, le nom de domaine, ainsi que l'organisme qui est relié sont toujours déclarés comme entreprise privée, de ce fait, aucune donnée à son sujet n'a été transférée dans le domaine public.

## **II. ARCHIVES INSTITUTIONNELLES**

Les autorités locales sont la masse archivistique la plus productive en ce qui concerne Port-Brillet. En plus des archives municipales déjà évoquées, on dispose des archives du préfet et des conseils généraux de la Mayenne ainsi que des lettres issues du ministère du Travail ou de l'Intérieur.

Ces sources imprimées sont assez diverses et larges : du manifeste de la déclaration de la commune de Port-Brillet, avec les plébiscites et les affichages (E-dépôt 126 3 D 1) jusqu'à des données précises sur des situations comme l'électrification de la commune en 1927 (256 W 142).

De ce fait, on a trois sections d'archives distinctes majoritairement sollicitées : les Archives municipales (E dépôt), les archives de l'administration générale du département, surtout pour ce qui est du préfet (section M), notamment de la section concernant l'administration du travail (10 M), et une conséquente proportion de divers éléments d'archives dans la section contemporaine (W).

Pour la série 10 M issue uniquement des Archives départementales de la Mayenne, on a une profusion de côtes pertinentes. Ainsi, les rapports de l'inspection du travail (10 M 36) sont une source d'informations pertinentes, mais c'est surtout là sous série des situations de grèves qui est la plus utilisée dans le cadre de ce sujet (10 M 51 à 10 M 59), notamment en ce qui concerne la mise en grève des secteurs métallurgique (10 M 58). Dans ces côtes, on trouve divers rapports de grèves, parfois très divers, et on retrouve régulièrement des documents communs, comme des lettres de préfet très diverses qui donnent des ordres aux autorités policières, qui font appel à des arbitres, des commissions, des rapporteurs, et tout un tas d'acteurs divers et varié. Le préfet est vraiment un personnage central puisqu'il est souvent celui qui coordonne la situation, à la fois en période de troubles ou en période de négociations professionnelles. Il permet également de comprendre l'action des autorités (une lettre du ministère de l'Intérieur ou de l'Industrie et du Commerce, indique souvent la portée de la grève et son intensité, ou sa répercussion à l'échelle nationale). De même, la sollicitation de la part du préfet, d'agents, parfois dissimulés, donne la tonalité de la situation de la grève. De ce fait, dans les documents, il est très régulier de trouver des rapports d'agents du maintien de l'ordre mandatés par le préfet. On y apprend également l'existence de rares moments de mobilisation de brigades militaires ou de situations musclées entre autorités et grévistes, situations qui restent cependant rares. On observe aussi une évolution dans le rapport au syndicat en fonction des périodes et des situations au niveau national. La mise en place de préavis de grève, ainsi que la normalisation du rôle du syndicat dans la grève, fait que les syndicats eux-mêmes avertissent généralement directement le préfet via une lettre de leur mise en grève. Certaines situations politiques, comme la menace de la mouvance anarchiste à la toute fin du XIX<sup>e</sup> ou la vague communiste au milieu des années 1920, se retranscrivent au sein de ces autorités locales avec une surveillance souvent secrète et renforcée des groupes vus comme « agitateurs ». De ce fait, l'écrasante majorité de ces sources sont des lettres issues de cette action administrative.

Pour ce qui est la série W, la proportion de côtes utilisées est moindre, mais très pertinente en ce qui concerne certains éléments précis. Certaines côtes sont alors des regroupements diversifiés de données issues d'action publique. La côte 2084 W 25 en est un bon exemple. Cette côte comprend de nombreuses données très diverses accumulées autour du patrimoine et des recherches sur Port-Brillet. Elle a sûrement été composée lors du plan de sauvegarde du patrimoine immatériel de l'usine entre 1981 à 1983. On y retrouve plusieurs travaux de recherches, notamment des articles de journaux divers, le numéro spécial de l'*Oribus* n°7, une



copie du travail universitaire de Geneviève Dehu, une copie de l'ouvrage de Julien Chappée *Notes Historiques sur Port-Brillet* et quelques documents associés au recenseur de la Conservation régionale des monuments historiques des Pays de la Loire. Cette sauvegarde est associée à quelques clichés photographiques sur les ouvriers et divers documents considérés, sûrement au moment des faits, comme utiles à la préservation. Certains documents non classifiés sont donc à observer dans cette série, mais il n'est pas rare que ces côtes en W évoluent en fonction du reclassement des archives.

Pour clôturer sur les archives institutionnelles, quelques documents numérisés peuvent également être exploités. Pour ce qui est des recensements de population (effectués par l'administration départementale), on a le recensement des populations de Port-Brillet de 1876 à 1936 (6 M 337), les archives départementales qui ont été numérisées et les travaux effectués concernant les monographies communales qui ont été effectuées en 1899 pour l'exposition universelle de 1900. Un petit récit d'une dizaine de pages sur Port-Brillet a été écrit par un administrateur local (MS80 6/12).

### **III. LES SOURCES MILITANTES ET SYNDICALES**

Au sein des sources privées, on a une multitude d'acteurs et d'actions qui nous permettent de compléter ce mémoire. La majorité de ces sources privées ont été produites par des acteurs militants, notamment des acteurs soit cégétistes soit communistes, voire les deux. On a deux types de sources majoritaires : les sources des journaux militants et les sources qui concernent directement l'activité syndicale ou militante des acteurs.

Pour ce qui est des archives militantes, les données avant 1936 concernant Port-Brillet sont maigres. Cela nous force à nous rabattre sur les activités syndicales de Laval ou l'influence supposée de la préfecture se fait ressentir. Pour ce qui est des archives devenues publiques, on a notamment les Archives de la Maison du Peuple à Laval (240 J). On y retrouve dans les registres d'inscriptions (240 J 1) les figures marquantes de l'activité militante du département, mais également, des noms, rares, mais qui existent, de brillet-pontins. Les données de la Maison du Peuple sont nombreuses, dues à une activité forte durant l'entre-deux-guerres. De ce fait, il est régulier de voir figurer des militants, pour autant, rares est la présence d'ouvriers de Port-Brillet. On les retrouve parfois dans des chroniques du journal militant attaché à la Maison du Peuple, *L'Émancipatrice* ou dans des procès-verbaux (240 J 37). Par manque de temps, les données autour de l'Université Populaire de Laval ont peu été

traitées dans le cadre de ce travail, néanmoins il serait sûrement intéressant d'aller vérifier s'il existe là aussi la présence de militants métallurgistes dans les registres.

Pour ce qui est des Archives privées, notamment de la C.G.T. et du Parti communiste Français, elles sont toutes les deux sous la responsabilité de Jacques Omnès, ancien syndicaliste et producteur de données autour de ces archives. Il m'a accordé la possibilité de les consulter, même si ce dernier a appuyé sur le fait de vouloir rendre publiques ces données afin de rendre accessible l'histoire syndicale du département.

Les archives de la C.G.T sont découpées en secteurs d'activité. L'ensemble est au sein des côtes 303 J. Pendant la période d'avant la Première Guerre mondiale, on a surtout des comptes-rendus de réunions hebdomadaires des travailleurs déjà syndiqués à Laval, c'est-à-dire notamment les imprimeurs-publieurs de la commune (303 J 1 et 303 J 2). On a également des données à propos des échanges entre militants que ce soient les liens entre les groupes cégétistes et la maison du peuple (304 J 17) ou que ce soient des événements comme l'exposition universelle de 1900 (303 J 14). Ces documents, même s'ils ne concernent pas directement Port-Brillet, sont précieux puisqu'ils mettent en avant l'activité militante au sein du département et dressent aussi des parallèles avec d'autres milieux militants, la correspondance entre l'unité départementale C.G.T de la Mayenne et de la Sarthe étant assez conséquente. Certaines autres professions sont syndiquées via la C.G.T, unique syndicat d'envergure nationale en Mayenne. On a, de ce fait, des informations sur les postiers ou cheminots. Pour ce qui est des métallurgistes, il y a peu d'informations directes, vu que le syndicat affilié à la C.G.T est fondé en 1936. Pour avoir davantage d'informations, il faut se pencher sur la question des journaux.

## **IV. LES JOURNAUX**

D'office, il est important de distinguer deux types de journaux : les journaux locaux qui ont une production plutôt « neutre » qui sont des journaux d'actualité et les journaux militants. Même si ces derniers jouent eux aussi sur les principes d'actualité, ils ne cachent pas un certain parti pris politique souvent considéré comme radical. Ces journaux militants sont souvent associés à un organisme politique ou syndical, si ce n'est les deux.

S'agissant des journaux de presse « mayennais », le service patrimoine de la ville de Laval dénombre 18 journaux répertoriés de 1812 à 1944. Pour notre période, seulement 15 d'entre eux peuvent être exploités. Ces journaux sont en plusieurs exemplaires. L'intégralité des journaux a été conservée à la bibliothèque municipale de Laval « Albert Legendre ». Ces derniers sont disponibles numériquement sur le site patrimonial de Laval avec quelques rares manquements. On observe une augmentation du nombre de ces journaux mayennais, notamment vers la période 1880-1890, même si le maintien sur le long terme de ces journaux est très différent. Ce sont des journaux, lavallois, pour un public majoritairement lavallois là aussi.

Si cette presse revendique, ou s'associe à une forme de neutralité, on est généralement dans des quotidiens de presse orientés. En effet, ce sont des journaux peu contestataires et qui suivent une ligne éditoriale où relater l'actualité est le plus pertinent. Au début de notre période, le journal le plus dominant est *L'indépendant de l'Ouest*. En 1892, il change de nom et devient *La Mayenne* en restant un journal important. Il existe d'autres titres comme *L'Avenir de la Mayenne* ou *l'Écho de la Mayenne*. La majorité de ces journaux sont intéressants puisqu'ils relatent l'exploit Chappée dans de nombreuses chroniques ou paragraphe dans lequel ils sont généralement assez élogieux envers le patron. Dans le rare cas où il n'y a point d'éloge, on reste sur des quotidiens de presse qui relatent le discours Chappée à une échelle locale. On a alors souvent des articles d'à peine une dizaine de lignes qui reviennent de manière irrégulière autour de Chappée dans les colonnes de ces journaux.

Il existe cependant des quotidiens de presse orientés politiquement. *La Croix de la Mayenne*, journal catholique conservateur, est l'un des seuls quotidiens dits réactionnaires. Au contraire, le *Laval-Républicain* se rattache d'un point de vue éditorial au Parti radical, ce qui le fait être considéré comme un journal plus progressiste. Pour autant, les deux journaux se font également le relais du patronat local, y compris de Chappée. Pour observer une contestation dans les journaux, il faut consulter les journaux militants communistes.

À la différence des journaux mayennais, qui sont conservés à la fois localement, mais également à la Bibliothèque nationale de France, la majorité de ces journaux militants ne sont pas directement disponibles sur place. Dans quelques côtes (10 M 58), on retrouve des extraits de ces journaux collectés par les autorités, mais jamais d'exemplaires complets. Sur le territoire de Port-Brillet, on retrouve quatre journaux communistes distincts :

- *La Voix communiste*, un bimensuel créé à Rennes à la fois communiste et syndicaliste. Publiant du 4 mars 1922 au 14 janvier 1923<sup>126</sup>.
- *Le Syndicaliste de l'Ouest*, organe de propagande de la C.G.T de Rennes publié entre 1922 et 1923<sup>127</sup>.
- *La Bretagne communiste* fusion du journal *La Voix communiste* et *Germinal*<sup>128</sup>. Journal du parti communiste de l'interfédération de l'Ouest. Publiant du 10 février 1923 jusqu'au 4 décembre 1926<sup>129</sup>.
- *La République ouvrière et paysanne*, issue du *Prolétaire de l'Ouest* parut de 1927 à 1930<sup>130</sup>.

Ces journaux sont assez disparates quant à la quantité d'informations données sur les ouvriers de Port-Brillet. Par exemple, en 1924 lors de la première vague communiste, *La Bretagne communiste* est le journal le plus influent et le plus distribué dû à la présence d'une chronique sur la Mayenne, qui vise en réalité explicitement l'industrie de Port-Brillet, avec une quantité de conséquente de pamphlets. *La République ouvrière et paysanne* reprendra là aussi un rôle influent en 1928 lors de la deuxième vague. Les deux autres journaux étant plus anecdotiques dans les paysages militants. Ces journaux, directement reliés au parti communiste, viennent par vague de distribution par les militants de Rennes. Ces articles à destination des ouvriers métallurgistes donnent des éléments de contestation pertinente du discours officiel Chappée pour contre balancer le discours patronal.

---

<sup>126</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-93335

<sup>127</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-25435

<sup>128</sup> Journal de propagande communiste issue des Côtes-du-Nord (Côtes-d'Armor).

<sup>129</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-93464

<sup>130</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-94292

## Sources identifiées pour le Master 2

Durant cette première année de master, certaines sources ont volontairement été mises de côté, car moins pertinentes pour le sujet de master 1.

Pour la consultation des lieux d'archives, il sera nécessaire d'approfondir le fonds d'Archives de la Sarthe, lequel a été seulement consulté de manière parcellaire. De même, il sera nécessaire d'approfondir les recherches des Archives d'Ile et Vilaine pour dépouiller des éléments sur certains profils syndicaux et certaines influences, du moins, pour approfondir ce sujet.

Pour ce qui est du contenu, les archives de la presse militante, notamment communiste rennais, seront à retravailler. Les fonds de Bretagne permettront sûrement d'éclairer certains éléments sur la présence communiste mayennaise. Plusieurs journaux militants sont mentionnés vers les années 1924 tels que « *La Bretagne Communiste* » et « *Le syndicaliste de l'Ouest* ». Une partie de ces journaux a été consultée aux Archives de Mayenne ou en ligne. Cependant, l'absence d'informations pour les événements de l'année 1924 laisse supposer qu'il y a peut-être davantage d'éléments.

Certains des fonds des archives privées, et de particuliers, sont encore à consulter sans pour autant pouvoir déterminer ce qui serait pertinent pour mon sujet. Il est également envisageable de prendre contact avec des descendants de la famille Chappée, pour savoir si ces derniers n'ont pas conservé d'autres documents, bien qu'actuellement aucun contact direct n'ait été trouvé. Enfin, consulter les archives de la S.G.F sera également nécessaire pour savoir si la société a produit des éléments sur Port-Brillet.<sup>131</sup>

Une dernière question se pose quant à la possibilité de l'utilisation de témoignages. En effet, il semble qu'au sein d'une partie de la population de la commune, les traces de la famille Chappée ont marqué des termes et l'identité culturelle de la commune. Le problème est que la majorité des ouvriers qui ont travaillé dans la fonderie de Port-Brillet l'ont été entre les années 1960 à 1980, soit en dehors des dates du sujet. Après avoir interrogé de manière informelle les anciens travailleurs de Port-Brillet, il en est ressorti qu'ils seraient favorables à témoigner du passé industriel du village.

---

<sup>131</sup> Même si la Société Générale de Fonderie a cessé son activité, l'entreprise reste légalement existante et de ce fait ces archives ne sont pas rentrées dans le domaine public.

Il restera alors à déterminer assez rapidement si l'usage de ces témoignages sur l'identité culturelle de la commune est pertinent ou non.

Ces divers sources et éléments complémentaires permettront à un mémoire de deuxième année de traiter plus en profondeur le sujet en travaillant davantage la période allant jusqu'à la chute syndicale du début du régime de Vichy. De même, il existe des liens entre Port-Brillet et d'autres industries mayennaises comme St-Pierre-la-Cour ou Chailland. Il serait alors possible d'envisager un élargissement du sujet sur cette relation ouvrière entretenue au sein du département. On peut ainsi penser le sujet du master 2 de manière à globaliser d'autres secteurs industriels pour essayer de traiter, au moins en partie, des mouvements ouvriers du département.

On peut aussi envisager de s'éloigner de la masse industrielle qu'est Port-Brillet et se pencher sur d'autres types de militantisme dans le département, que ce soit dans une réflexion purement politique ou dans des considérations plus larges. Il est certain qu'il reste encore de la matière à traiter concernant la vie ouvrière au sein du département.

## I.LA FONDATION D'UNE COMMUNE : LES PREMIÈRES REVENDICATIONS (1874-1882)

### I.1 LA DIFFICILE SCISSION AVEC LA COMMUNE D'OLIVET : LES REVENDICATIONS DES METALLOS (1874)

Guy Verron le démontre dans plusieurs de ses articles<sup>132</sup> : la Révolution française ne change pas fondamentalement l'aspect du fonctionnement économique de Port-Brillet. Tout au plus, il relève le fait que les actionnaires des « Forges de Brillet » possèdent davantage d'emprise qu'avant sur le secteur industriel mayennais. La vraie révolution se fait dans les mentalités politiques, comme il est relevé par de nombreux ecclésiastiques de l'époque<sup>133</sup> et dont les auteurs du XIX<sup>e</sup> siècle font également l'étalage<sup>134</sup>. L'entrée dans le républicanisme des "métallos" de Port-Brillet a surpris les contemporains de l'époque. À partir de 1792, les ouvriers n'ont plus de leaders spirituels ou professionnels et ils s'engagent massivement dans les rangs des "bleus". L'absence patronale et cléricale couplée à des pillages réguliers de la part des

---

<sup>132</sup> Verron Guy. *Fontes et fers au bois : production et commerce du fer aux établissements de Port-Brillet avant la Révolution industrielle (1727-1840)*. MemHOuest. 1965. D.E.S Histoire.

<sup>133</sup> Plusieurs travaux sur les chouans évoquent indirectement la situation de Port-Brillet, notamment les travaux de Gérard Blottière. Le diocèse de Laval est créé par les révolutionnaires, mais ne survivra pas à la pression mancelle avec une fin en 1821. Pour autant, plusieurs ecclésiastiques sont nommés, on possède une lettre du clerc nommé à Olivet qui marque son inquiétude par rapport à sa nomination dans cette commune.

Archives départementales de la Mayenne. 1 V 14 : Etats Nominatif 1819-1821.

Blottière Gérard, *Aspects de la première chouannerie mayennaise*, Siloë, Laval, 2010, 189 p.

<sup>134</sup> Partiellement évoqué à la fin de son ouvrage, Julien ne s'attarde que peu sur cet élément. Chappée Jules. *Port-Brillet. - Notes Historiques sur le Prieuré de la Magdeleine du Plessis-Milcent (1100), la Forge du Port-Brillet et ses Dépendances (1452), la Chapelle des Forgerons (1558), la Paroisse (1828) et la Commune (1874). Avec Plans, Vues, Blasons*. Laval. Éditions Goupil. 1895.

chouans divise alors la commune d'Olivet. Plusieurs ouvriers rejoignant eux-mêmes les bleus pour piller des biens auprès des blancs en raison d'une certaine pauvreté de la population ouvrière.

Le bourg-est, c'est-à-dire l'agglomération de diverses maisonnettes au niveau des forges, se radicalise politiquement par rapport au bourg-ouest, où les agriculteurs de ce secteur semblent bien plus passifs dans leurs actions politiques. Dès cette époque, on peut déjà constater une fracture et un décalage entre les habitants qui vivent aux alentours de la forge et les habitants qui vivent au niveau des zones agricoles.

Le XIXe siècle est avant tout un siècle d'héritage, à la fois révolutionnaire et contre-révolutionnaire. La commune d'Olivet est alors un exemple très local de cet héritage complexe. Même si l'activité des forges reprend sous la restauration et que la mue politique se fait plus discrète, on peut supposer que les premières dissensions politiques soient en marche. Les origines du territoire mayennais font que c'est d'abord le catholicisme qui va démontrer cette mutation par un évènement qui, sans être surprenant, n'a, dans un premier temps, qu'un rapport assez distant avec le monde ouvrier.

### **I.1.I La scission religieuse de l'Église de la Madeleine du Plessis**

Si l'on reprend le mythe originel, Olivet est composé de deux entités que sont le Moulin de la Poulardièrre et l'Église de la Madeleine du Plessis. Ces deux entités évoluent en deux entités démographiques distinctes, celle d'Olivet avec la formation du Bourg Est et celle du Bourg Ouest<sup>135</sup>. Ces hameaux d'habitations sont regroupés de manière informelle et évoluent. La démographie du bourg Est se massifie en fonction de l'importance des forges de Mayenne. Pour autant, l'entité unique reste Olivet. Des problématiques concrètes d'ordre quotidien se manifestent entre les deux bourgs et sont retranscrites auprès des sieurs de la Poulardièrre.

Certaines de ces questions du quotidien sont d'ordre clérical. Pour le XVIIIe siècle, la problématique était par exemple l'emplacement du cimetière de la commune qui

---

<sup>135</sup> Les deux bourgs étant séparés d'environ 3 km en partie par un morceau de la forêt de Misédon.



faisait débat dans le village<sup>136</sup>. Un compromis est trouvé en plaçant ce dernier de manière centrale entre les deux bourgs. Ainsi, les deux bourgs tentent d'être connectés.

Concernant la situation cléricale, l'église de la Madeleine est sous la tutelle de la paroisse d'Olivet. L'église et ceux qui officient en son sein possèdent une large autonomie. En effet, la possession d'un prieuré ainsi que des moyens conséquents permettent d'officier la majorité des éléments du culte. À la sortie de la période révolutionnaire, le seul manquement mentionné est le baptistère : les baptêmes étant effectués à l'Église d'Olivet. Cette église possède également une large autonomie, elle est même en voie de fonder une paroisse indépendante. Cette scission d'Olivet est à la fois spirituelle et politique.

De prime abord, cette situation cléricale n'a en réalité que peu de lien avec la population ouvrière. Plusieurs éléments corroborent, au contraire, le fait que l'autorité ecclésiastique ne s'entende pas forcément avec les ouvriers des Forges. Plusieurs ouvriers, minoritaires néanmoins, sont condamnés à payer une amende pour "blasphème". De plus, de nombreux religieux de cette autonomie paroissiale sont en opposition avec le monde ouvrier qu'ils ressentent comme décadent. Cette hostilité est marginale, car les sources n'en témoignent que dans de rares cas. On peut supposer que les ouvriers ne soient pas ceux qui vont réellement motiver l'action de séparation. La première motivation des clercs n'est pas forcément politique, mais pratique. Dans les faits, plusieurs éléments sont détaillés dans les productions paroissiales<sup>137</sup>. En 1828, plusieurs habitants rattachés à l'Église de la Madeleine auraient manifesté l'envie d'une séparation cléricale alors que ces derniers étaient rattachés à la paroisse d'Olivet. Cette envie a été manifestée par un écrit adressé à l'évêché du Mans, le seigneur de la Myre, afin qu'une séparation soit actée. Ledit seigneur aurait envoyé des délégués concluant que la demande de séparation était

---

<sup>136</sup> Cette étude ne se penche pas sur les questions cléricales précédant le XIXe siècle. Cependant, pour davantage d'éléments concernant la paroisse d'Olivet sous l'ancien régime : Archives départementales de la Mayenne : H 162 : 1624-1768. — Titres du prieuré de la Magdelaine du Plessis-Milcent, paroisse d'Olivet (n. i.).

<sup>137</sup> Une reproduction de ces extraits paroissiaux est disponible aux archives départementales de la Mayenne, 2084 W 25 : Port-Brillet [...]. Au sein de cette archive, on y trouve plusieurs amendes attribuées à des individus issus d'Olivet ainsi que des échanges entre les autorités paroissiales et l'évêque du Mans.

justifiée. Ainsi, la reconnaissance officielle de cette scission spirituelle a lieu en 1840 avec l'intervention de seigneur Bouvier, nouvel évêque du Mans. L'acte de cette scission avait été précédé en 1835 par la venue de l'évêque du Mans dans la commune, suivie d'une grande fête en l'honneur d'un haut dignitaire du clergé<sup>138</sup>.

Cette scission paroissiale n'en reste pas moins très teintée politiquement, l'influence des conservateurs, notamment de la famille Paillard-Ducléré, ayant sûrement justifié ces événements. Il est difficile de déterminer à quel point l'influence de cette famille a facilité la scission paroissiale en accord avec ses objectifs politiques et religieux. En effet, la famille Paillard-Ducléré donne une importance certaine à la foi. Or, en ce début de période de la Restauration, les ouvriers sont partisans d'un anticléricalisme marqué pour la région. Cette conviction a probablement gêné les maîtres d'Olivet. On peut supposer qu'ériger une paroisse au plus près des ouvriers pourrait être une idée dans le but de rattacher la population à la foi et rapprocher les ouvriers de l'entité religieuse. Il est difficile de savoir si la construction de la paroisse a été faite à la demande uniquement des religieux, de leurs paroissiens ou des politiciens mayennais. Les populations locales n'ayant pas manifesté outre mesure leur foi comme le reste de la population de la région.

Ce qui est plus certain, c'est que la période des années 1830 coïncide avec une période d'extension des pouvoirs de la famille des maîtres. Alors que Constant Paillard-Ducléré est député de Mayenne, son fils Constant-Louis ambitionne d'être député en Sarthe<sup>139</sup>. Leur volonté de s'installer en Sarthe les pousse à se rapprocher des autorités catholiques et donc de l'évêque du Mans, très influent dans la région. Sa venue pour officialiser cette paroisse est un prétexte pour faire en sorte que les deux hommes se rapprochent et se soutiennent mutuellement.

Ce rapprochement est plus que probablement réfléchi dans l'intérêt de la famille afin de s'implanter en Sarthe. Ces derniers manifestent de nouveau leurs attaches au culte notamment par les travaux de 1846 où une nouvelle église est fondée. La création de cette église a une double importance. En effet, elle permet la refonte du village par une réflexion urbanistique et par sa proximité avec l'installation du train, de plus, parce que cette église est l'un des rares éléments religieux mentionnés par la famille Chappée.

---

<sup>138</sup> Évêque du Mans puisque l'évêché de Laval n'est ordonné qu'en 1855.

<sup>139</sup> À partir de 1836, il siège au conseil général de la Mayenne et deviendra effectivement député de la Sarthe en 1839.

L'acte de construction est signé en 1845 par le maire d'Olivet. Des fonds exceptionnels sont levés. Les offices commencent dès l'année suivante, en février 1846<sup>140</sup>. La raison de cette construction rapide est de répondre à l'intérêt de la famille Paillard-Ducléré. En effet, l'ancienne Église est détruite en 1849 et remplacée par la voie de chemin de fer qui sera effectif à partir de 1856. En souvenir de l'ancienne Église et de la légende de Guy IV est érigé un petit monument<sup>141</sup>.



*Photographie 1 : Port-Brillet, Église. 5 Fi 164/77*

---

<sup>140</sup> Selon Jules Chappée et confirmé par la côte 2084 W 25 : Port-Brillet [...]. Les archives paroissiales nous indiquant que l'office est réalisé rapidement au sein de cette église.

<sup>141</sup> Voir Annexe 3 : Croquis du monument en hommage à Guy IV de Laval

La décision cléricale est donc avant tout politique. Cependant, elle n'est pas due à la volonté des ouvriers, mais uniquement à celle de leur patron. La dynastie Paillard-Ducléré sait profiter de la situation : elle se donne garante à la fois d'une continuité religieuse, mais également réaménage le territoire afin de mieux correspondre aux besoins de leur époque. De ce fait, ils transforment le village pour mieux correspondre aux besoins économiques et politiques de l'époque.<sup>142</sup>

On pourrait supposer que cette stratégie de complémentarité, entre choix politique et optimisation économique, renforce le lien avec la présence religieuse, mais il n'en est rien. Paradoxalement, alors que la Mayenne est une terre profondément catholique, seule la famille Paillard-Ducléré exploitera pleinement cette relation avec le monde spirituel. La famille Chappée, notamment Armand Chappée, pourtant conservateur assumé, sera bien plus modéré dans sa relation avec les représentants spirituels. En effet, les sources Chappée ne mentionnent que très peu le monde religieux ou de manière très annexe<sup>143</sup>. Sans forcément montrer une opposition particulière, le zèle fait autour du milieu cléricale est bien moins présent à la fin du siècle qu'au début.

Cette situation spirituelle nous donne des pistes d'étude sur une différenciation ouvrière par rapport aux populations paysannes du département. Ainsi, on ne peut pas en conclure que Port-Brillet est une terre anticléricale, au contraire, la pratique religieuse semble globalement se maintenir dans la région et au sein de Port-Brillet. De même, la dynastie Chappée reste attachée à la chrétienté. Néanmoins, il est possible d'avancer que la famille Paillard-Ducléré via son royalisme<sup>144</sup> et son conservatisme assume une relation de proximité avec le milieu catholique alors qu'*à contrario*, les ouvriers, ainsi que la famille Chappée, sans renier le lien cléricale, a embrassé les aspirations républicaines et a mis de côté la religion.

---

<sup>142</sup> C'est l'une des conclusions de la maîtrise de Geneviève Dehu au sujet des relations entre les mondes économiques et politiques. Les deux se soumettent mutuellement à l'autre et tentent de se servir des situations politiques du département au profit de l'intérêt pécuniaire et du renforcement de l'influence des dynasties en place.

Dehu Geneviève. *Évolution économique au 19e siècle des forges de Port-Brillet*. 1967. D.E.S Histoire.

<sup>143</sup> Les vitraux de l'Église de la Madeleine ont été refaits par Jules Chappée par exemple.

<sup>144</sup> Orienté dans la doctrine opportuniste, lorsque le petit fils de la famille Paillard-Ducléré reprend de l'activité sous la IIIème République, ce dernier prend une étiquette conservatrice, mais d'une droite plus modérée et embrasse le républicanisme à son tour.

De façon caricaturale, le rôle religieux du centre du village est simplement déporté au sein du foyer et de la cellule privée. Paradoxalement à cette situation et pendant une large partie de la période, la circonscription où se trouve Port-Brillet est majoritairement sous la domination des députés issus de mouvement démocrate-chrétien. Aussi, la population ouvrière est majoritairement en désaccord avec le reste du territoire du point de vue électoral. Plus surprenant, la famille Chappée n'investit pas davantage la question religieuse, car elle la considère comme marginale au sein des foyers ouvriers. L'importance des clercs dans la commune étant moindre, on peut supposer que la dynastie n'a pas jugé important de valoriser plus que cela la puissance catholique. On pourrait aller jusqu'à affirmer qu'on a affaire à un paternalisme teinté de méfiance sur une place trop grande en ce qui concerne la question religieuse qui pourrait concurrencer les intérêts patronaux. Ainsi, ce gallicanisme patronal répond avant tout à un besoin pragmatique de ne pas créer de concurrence à la domination du fief.

Cette situation, qui mélange politique et religieux, crée un précédent au sein des consciences ouvrières. La scission religieuse de ce territoire explique en partie qu'en 1851 une tentative de scission politique soit tentée au sein des territoires des Forges de Brillet.

### **I.1.II LA TENTATIVE DE SCISSION DE 1851**

Quelques éléments contextuels sont nécessaires pour comprendre cet échec et, également, comment cette situation commence et se termine. À partir de la fin de la monarchie de Juillet, la famille Paillard-Ducléré perd en influence dans la région et essuie plusieurs échecs politiques, ce qui explique un retrait progressif de celle-ci dans les domaines politiques<sup>145</sup>. La famille est toujours l'actionnaire majoritaire des forges, mais ils se soustraient uniquement à des éléments purement économiques.

---

<sup>145</sup> Durant la période de la deuxième république, ces derniers sont totalement absents politiquement et c'est qu'à la fin du Second Empire que Constant-Louis Paillard-Ducléré entame une carrière politique.

On voit un schéma qui va avoir tendance à se répéter à Port-Brillet. On observe une forme de vacances politique<sup>146</sup>. Cela se combine à une situation politique qui se bouleverse à l'échelle nationale avec la mise en place de la deuxième République. La situation économique des forges se dégrade partiellement. Cette situation donne à la fois une certaine liberté aux populations locales, mais également une certaine tension dans la situation politique dans laquelle elles sont. Au-delà des tensions politiques, il a une volonté d'avoir des représentants qui répondent aux besoins des populations ouvrières en opposition à des ruraux portés sur l'agriculture.

Cette situation de tensions politiques s'accroît avec la guerre politique que va provoquer la confrontation entre Bourg-Est et Bourg-Ouest, c'est-à-dire la « confrontation » entre monde agricole et monde ouvrier. Ce sont les comptes-rendus des conseils municipaux d'Olivet qui nous donnent alors l'ampleur du phénomène<sup>147</sup>. Sur l'ensemble des élections qui s'étirent de la fin des années 1840 jusqu'à la scission définitive et l'élection d'une liste nouvelle en 1876, on a la présence systématique de deux listes. La particularité, c'est que ces listes divergent tant politiquement que géographiquement puisqu'en réalité une liste se situe dans le Bourg-Est et une autre dans le Bourg-Ouest. De ce fait, on a une alternance entre des mairies pro-Olivet et des mairies pro-Port-Brillet durant l'ensemble de la période.

Lorsqu'on observe dans le détail, ce sont surtout les données démographiques qui font pencher la mairie d'un côté ou de l'autre de cette relation bipolaire<sup>148</sup>. La population des forges est forte en nombre dû au développement du début du siècle. Plus conséquent démographiquement au début de cette alternance électorale, leur liste

---

<sup>146</sup> La mairie change régulièrement de listes électorales avec de vrais choix qu'on pourrait associer à une forme de « démocratie » effective. En d'autres termes, désormais le maire de la commune n'est pas systématiquement un maître des Forges.

<sup>147</sup> Composé de diverses archives à partir de 1840, on a surtout une très grande production d'échanges de lettres entre la municipalité et le préfet à partir de 1850. On a également, l'attestation de la création de la commission syndicale mixte et le compte-rendu de cette commission.

Archives départementales de Mayenne. E-dépôt 126 3 D 1. Conseil municipal d'Olivet : Modification du territoire. - Création de la commune de Port-Brillet. 1851.

<sup>148</sup> Les données démographiques sont affilées à une zone géographique découpée en Quartier. Port-Brillet étant alors une zone géographique à part, on a une bonne estimation du nombre d'habitants.

Archives départementales de la Mayenne. E-Dépôt 126 1 F 2. Liste nominative de dénombrement de la population.

municipale obtienne plus souvent la majorité au sein de la mairie. Au contraire, vers les années 1860, la dégradation progressive de la situation des forges ainsi que de la baisse de population qui en suit fait que la majorité municipale tombe du côté d'Olivet de façon plus régulière<sup>149</sup>.

Cet évènement précède l'évènement de 1874, il est littéralement un galop d'essai pour la véritable indépendance de la commune. En 1848, l'avènement du nouveau régime républicain induit de nouvelles élections municipales. Ces élections voient la percée d'une gauche républicaine qui se manifeste dans de nombreux territoires. La Mayenne est globalement exclue de cet élan de républicanisme et voit une reconduite de mouvement conservateur sur l'ensemble de son territoire, excepté quelques pôles urbains<sup>150</sup>. Seules quelques communes penchent vers ce républicanisme, c'est le cas d'Olivet (Port-Brillet) où une municipalité issue majoritairement du bourg des Forges est élue. Cette majorité montre une sympathie ouverte auprès du nouveau régime.

En 1850, le projet municipal est arrivé à maturation, la volonté d'indépendance de la nouvelle commune de Port-Brillet est le projet central. La majorité municipale d'Olivet avec le maire adresse une lettre au préfet de Mayenne. Il demande la scission de l'ensemble des éléments des autres communes qui bénéficie de l'influence directe des forges pour faire de Port-Brillet un territoire fort. Cela équivaut à près de la moitié du territoire d'Olivet, près d'un cinquième du territoire de la commune de la Brûlatte<sup>151</sup> et une part conséquente de la commune de St-Pierre-la-Cour.

---

<sup>149</sup> La dernière construction d'ampleur à la forge est attestée en 1860 avec la mise en place d'une laminerie de Fer. On a notamment des échanges conséquents avec le ministre du Commerce et la famille Paillard-Ducléré. La dégradation économique à partir de cette période entraîne la fin de nouvelle construction et réduit l'attractivité de la forge.

Archives départementales de Mayenne. E-Dépôt 126 2 F 1. Forges de Port-Brillet : règlement, correspondance, plan d'une laminerie de fer. 1858-1860.

<sup>150</sup> Laval, Mayenne et Evron sont les trois communes où l'influence républicaine venue de l'Est, notamment de la Sarthe, s'est le plus manifestée durant la période de la deuxième république.

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>151</sup> Les ouvriers ont parfois formé des regroupements d'habitations entre le lac et l'usine. Or, une partie de ces populations est située sur le territoire de la Brûlatte dont une partie est journaliers aux Forges. Ce territoire au nord de la commune sera par la suite nommé "La Charpenterie".

Dans sa lettre, le maire donne deux justifications pour appuyer sa demande. D'abord la mention d'une scission spirituelle actée démontrant l'autonomie des forges par rapport au bourg d'Olivet. Cela confirme l'impact du précédent religieux sur la population locale. Ensuite, il s'appuie sur la loi de 1837 qui codifie l'administration municipale et qui, par extension, donne cette possibilité au brillet-pontins d'émettre leur indépendance. Cette action a deux conséquences. La mise en place d'une commission syndicale mixte composée de 5 membres ayant été élus au sein des habitants, les membres devant donner une recommandation auprès du préfet, et la mise en place d'un plébiscite sur l'ensemble des communes sollicitées par l'affaire<sup>152</sup>.

La demande a été effectuée au préfet en 1850 et la réponse préfectorale est donnée en 1851 accompagnée par le rendu de la commission syndicale, cette dernière répondant défavorablement à la demande des habitants des Forges de Port-Brillet.

La commission donne une conclusion de compte-rendu nuancé :

*“Des difficultés internes aux deux entités sans pour autant trancher en faveur de la découpe territoriale de façon absolue”.*

Cette phrase résume un rapport très détaillé. Elle reconnaît le cas particulier de la population des forges par rapport à son chef-lieu d'Olivet, elle reconnaît une population dépendante économiquement de ses forges ainsi que des relations économiques et professionnelles distinctes du reste du territoire. En même temps, elle émet une réserve en ce qui concerne la scission définitive qui entraînerait des changements drastiques d'un point de vue démographique et économique. La commission préconise davantage la valorisation d'une autonomie interne.

Le rapport du préfet de la Mayenne suit le même discours. Même si les populations ouvrières ont le droit de faire entendre leur demande, celle-ci ne peut être satisfaite. Les différents maires locaux sont unanimement contre. Dans une lettre, le maire de la Brûlatte s'y oppose. L'ensemble du conseil municipal de Saint-Pierre La Cour s'y oppose de manière presque virulente au sein de ces échanges avec le préfet, ces derniers affirmant même que leur territoire est relativement *“Assez moindre”* par rapport à sa population conséquente<sup>153</sup>. Ces éléments sont récupérés par le juge du

---

<sup>152</sup>Chaque demande d'autonomie est suivie d'un plébiscite. Les deux plébiscites ont été réunis dans la même cote d'archives puisque similaires dans la pratique.

Archives départementales de la Mayenne. E-Dépôt 126 1 K 1. Plébiscites des 21 novembre 1852 et 8 mai 1870.

<sup>153</sup> Archives départementales de Mayenne. E-dépôt 126 3 D 1. Conseil municipal d'Olivet : Modification du territoire. - Création de la commune de Port-Brillet. 1851.



canton de Loiron qui fait remonter l'information auprès du ministère de l'Intérieur. Ce dernier confirme les remarques du préfet et donne un refus de la demande de la population du lieu-dit. Deux raisons sont données : le refus des communs alentours et également la maintenance d'une économie stable pour la commune d'Olivet qui se verrait en difficulté en cas de perte des forges.

On peut supposer que le projet est d'autant plus avorté que le nouveau régime est déjà en train de chuter. Le plébiscite est donné à la population en 1852, mais on peut réellement douter de sa fiabilité<sup>154</sup>. En cette période de novembre 1852, le régime républicain est certes toujours en place, mais les résultats de ce plébiscite arrivent auprès des autorités nationales au moment où le régime bonapartiste tente de se consolider. Les autorités républicaines avaient déjà émis des réserves pour des raisons purement locales et économiques, le nouveau régime a tout intérêt à consolider cette affirmation. Le petit pôle à tendance républicaine qui s'est affirmé dans le secteur ayant sûrement fini d'enterrer la question, du moins pour une vingtaine d'années. On peut aussi supposer que le régime bonapartiste ne s'est même pas réellement posé la question au sujet de cette petite commune et aie seulement reconduit la décision prise par le régime précédent. Le Second Empire voit une période de relatif calme dans la région, les ouvriers voyant le refus de leur demande se font discrets, d'autant plus que leur nombre ne cesse de diminuer dû à des réalités économiques difficiles pour une population marginalisée au sein de son propre territoire. Il faudra attendre le retour à la République pour voir Port-Brillet être autre chose qu'un rêve ouvrier.

### **I.1.III Une indépendance tardive**

L'indépendance de Port-Brillet n'a pas été actée d'un point de vue politique. Pour autant, localement et dans les mentalités, la scission est déjà faite. La période de relative alternance municipale entre majorités ouvrières à tendance républicaine en opposition au monde agricole d'Olivet à tendance royaliste ne va que creuser cet écart dans le temps. Les populations, qui déjà en 1792 ne se comprenaient pas réellement, cela provoque progressivement une forme de dégoût mutuel.

---

<sup>154</sup> Certaines données manquent, donc, le résultat précis du plébiscite. Ainsi, on note l'absence de données chiffrées. Cependant, l'information que le non l'a emporté est actée au sein d'une lettre du préfet à la fin de l'année 1852.

Les rapports de la police locale ne mentionnent pas un excès de criminalité<sup>155</sup>, police qui est souvent assistée par des gardes champêtres dont les compétences sont élargies, comme bien souvent à l'époque<sup>156</sup>. L'analyse ne permet que de mentionner seulement la présence de quelques rixes, notamment entre des ouvriers et des pêcheurs : elles sont des cas marginaux dont on ne peut pas tirer de conclusion. De même, lors de la mise en place d'une école publique, des questions de gestion municipale provoquent régulièrement des confrontations de voisinage qui cependant ne dépassent pas le conflit verbal. Le Second Empire semble museler cette envie d'indépendance. Durant l'ensemble de la période, les manifestations indépendantistes semblent presque inexistantes. Cela s'explique en partie par le déclin des forges qui entraîne une mutation de la population. On observe alors une baisse démographique des ouvriers au profit des professions agricoles. Cette affirmation pouvant être confirmée par le fait que, lors de l'avènement de la IIIe République, la majorité municipale est pro-Olivet.

Il faut nuancer ici que l'indépendance de Port-Brillet n'est pas du seul fait des brillet-pontins eux-mêmes, comme il est parfois relaté dans certains écrits<sup>157</sup>. En effet, sous la IIIe République, c'est davantage la population d'Olivet qui demande à être détachée du poids des vieilles forges de Port-Brillet.

La reprise de l'étude des rapports des conseils municipaux<sup>158</sup> montre que, dès 1871, le conseil municipal devient majoritairement pro-Olivet. Le maire adresse alors une pétition aux administrés du bourg d'Olivet : il y demande la séparation avec la partie de Port-Brillet. Un triple argumentaire est mis en place. D'abord le maire revient sur l'argumentaire religieux avec le rappel de la scission paroissiale de 1840.

---

<sup>155</sup> En comparaison de la fin de la période révolutionnaire où il est attesté d'amendes pour blasphème, il n'y a pas d'excès de documents concernant les alentours des forges.

Archives départementales de la Mayenne. E-Dépôt 126 1. Police locale

<sup>156</sup> Fabien Gaveau. « De la sûreté des campagnes. Police rurale et demandes d'ordre en France dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ». *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies*. Vol. 4, n°2. 2000. p-53-76.

<sup>157</sup> Certains anciens syndicalistes affirment que la fondation de la commune est une volonté unique des ouvriers de la future commune.

<sup>158</sup> Au sein des archives départementales de Mayenne dans le E dépôt 126 correspondant à Olivet, la section D peut être sollicitée par une profusion de documents. Notamment le E dépôt 126 1 D 5 pour les registres des conseils municipaux. Également le E dépôt 126 2 D 2 pour la correspondance du maire et le E dépôt 126 3 D 1 déjà cité précédemment en ce qui concerne les éléments relatifs à l'indépendance de Port-Brillet à la fois en 1851 et 1871.

Puis, il évoque des difficultés géographiques, puisque certaines fonctions sont de part et d'autre de la commune et que pour y accéder il faut parfois traverser 3 km de forêt. Enfin, il y expose un argumentaire politique quant à la dominance des brillet-pontins sur les olivétains. Ce dernier argumentaire est quelque peu fallacieux puisque dans les faits, les olivétains ont une plus forte présence politique dans l'opposition et ont même été, occasionnellement, majoritaires dans des conseils municipaux. Il mentionne néanmoins l'idée que la « richesse » des populations des forges par rapport au reste de la commune crée des inégalités qui se creusent et que, *de facto*, ces populations riches pourraient obtenir plus souvent des postes de conseillers municipaux<sup>159</sup>. Cette lettre adressée au préfet par la population du chef-lieu d'Olivet récolte près de 264 signatures<sup>160</sup>. Pour marquer la différenciation des signataires par rapport aux ouvriers, le premier signataire à émarger est le chef religieux local d'Olivet. Cette présence cléricale sert à renforcer l'argumentaire religieux et est encore une norme dans la ruralité mayennaise. Cet élément permet également d'appuyer, pour les habitants d'Olivet, leur opposition avec les ouvriers de Port-Brillet qui ont une image d'anticléricalisme, partiellement extrapolée.

Deux copies de cette pétition sont faites : l'une est gardée au conseil municipal, l'autre est associée à la lettre du maire et adressée au préfet de Mayenne. Ce dernier répond immédiatement aux locaux qu'il prendra en compte de manière sérieuse les situations actuelles et passées qui perdurent. S'en suit une redite des événements de 1850-1851. Une commission syndicale mixte est constituée et doit donner un avis global. Une lettre est adressée aux communes des environs et un plébiscite doit être effectué dans chacun des territoires concernés. La différence avec 1851 est que, cette fois, la majorité des acteurs donnent un avis favorable.

D'abord, les communes de St-Pierre-la-Cour et de la Brûlatte se montrent favorables. Pour ce qui est de la commune de Saint-Pierre-la-Cour, cela s'explique par le fait est que le territoire demandé est largement plus restreint par rapport à 1851. Pour ce qui est de la Brûlatte, son canton nord, la Charpenterie, est largement

---

<sup>159</sup> L'ensemble de la lettre du maire a tendance à extrapoler des réalités. Cependant, cette fois-ci, il minimise un fait déjà observable puisque les ouvriers qualifiés des forges, c'est-à-dire les plus aisés, sont souvent conseillers municipaux pro-Port-Brillet et resteront au sein du conseil municipal de Port-Brillet après l'indépendance de la commune. On l'observe avec la répétition de noms présents aux conseils municipaux des deux communes.

<sup>160</sup> Cela équivaut à environ la moitié de la population du Bourg d'Olivet. De plus, si l'on retire les mineurs et les femmes, cela équivaut à presque les  $\frac{3}{4}$  des votants du Bourg.

dépendant des forges et est également un poids pour la commune en raison de la gestion des non-domiciles fixes. Aussi, la commune sera libérée de ces charges en acceptant la création de Port-Brillet. Surtout qu'un chemin qui mène à la Forge via la future commune de Port-Brillet est en sa possession, le garder reviendrait à handicaper la future commune. Devant le soutien qu'obtient la fondation de la commune, le village de la Brûlatte est obligé de céder.

En parallèle de cette décision, le 12 mars 1873, la commission syndicale confirme la validité de l'argumentaire. Au mois de mars, un plébiscite à l'ensemble des populations concernées qui reprend les modalités de 1850 est organisé. On placarde des affiches, réalise des enquêtes de terrains, on demande aux habitants leurs avis à propos de la scission. Le mois se clôture par un vote largement en faveur de l'émancipation de Port-Brillet<sup>161</sup>.

Pour ce qui est de la commission, sa composition peut donner la tendance de son rapport. En effet, cette dernière est composée d'un "*chaussurier, un petit patron, d'un ouvrier, et de deux journaliers*"<sup>162</sup>. Elle est donc majoritairement constituée d'actifs au sein de la forge. Ainsi, même si la pétition vient des habitants d'Olivet, la population des forges reste, elle aussi, favorable à l'indépendance. Aussi, leur présence au sein de la commission ne fait que confirmer la volonté des deux communautés. Lorsque la commission rend son rapport le 14 avril 1873, il est largement favorable.

Un dernier acteur est à prendre en compte : le conseil général de la Mayenne. Lors de la session du 26 août 1873, il émet un rapport à la suite de cette demande. Il accorde, aux vues de la situation géographique des deux secteurs d'habitations et en considérant qu'une demande avait déjà été étudiée en 1851, l'érection de la commune de Port-Brillet. Surtout il reconnaît une identité particulière aux deux populations. L'une est reconnue davantage portée sur le domaine agricole alors que l'autre est avant tout dirigée vers l'industrie. Les deux parties étant favorables à cette scission, l'enquête a démontré que presque unanimement la population souhaite cette séparation. De plus, la section nord de la Brûlatte est aussi favorable à cette

---

<sup>161</sup> Un premier vote a lieu dans le canton de Port-Brillet au sein d'Olivet. Puis un second vote au sein de la commune du canton nord de la Brûlatte.

<sup>162</sup> Leurs professions sont inscrites sur le document de création de la commission.

Archives départementales de la Mayenne. E dépôt 126 2 D 2 : correspondance de la mairie.

demande en large majorité<sup>163</sup>. Par conséquent, le conseil vote très largement pour cet octroi. Cependant, il alerte sur de possibles problèmes de baisse d'activité économique pour la commune d'Olivet.

Le cabinet du ministère de l'Intérieur et des cultes confirme dans une lettre la demande formulée sur la proclamation de la commune de Port-Brillet. Il émet un avertissement auprès de la commission sur la recommandation faite par la division générale de Mayenne d'assurer le bon fonctionnement économique d'Olivet. Ce qui explique que le préfet demande une réunion d'urgence auprès du syndicat mixte afin de pallier ce problème. Cette réunion aboutissant à un dédommagement financier garanti par la nouvelle commune de Port-Brillet auprès à la fois de la Brûlatte et d'Olivet<sup>164</sup>. En parallèle de cette situation, les forces religieuses présentes, notamment le curé d'Olivet et l'évêque de Laval, redessinent les frontières des paroisses pour correspondre au découpage de la commune.

Le lieu-dit de Port-Brillet devient officiellement la commune de Port-Brillet le 4 août 1874 par décret présidentiel<sup>165</sup>.

La proclamation effective en 1874 n'empêche cependant pas la commune d'être encore régulièrement sollicitée par les autorités sur des questions de rétrocession. De 1875 à 1876, le préfet de Mayenne fait régulièrement appel aux maires des deux communes autour de problématiques d'ordre économique et juridique, le préfet jouant un rôle de médiateur et essayant également d'apaiser les relations entre les deux entités tendues depuis au moins 1851. On a alors plusieurs feuillets, à la fois pour des questions d'ordre du quotidien et de l'individuel. Par exemple, plusieurs ouvriers dans le besoin qui travaillent à Port-Brillet, mais vivent à Olivet, demandent que leur soit accordé les besoins vitaux accordés par la mairie, c'est le cas M et Mme Collet. Malgré la séparation, la problématique ouvrière se maintient dans la commune d'Olivet au moins pendant une dizaine d'années pour ce qui concerne la question des

---

<sup>163</sup> Une autre commission parallèle a été nommée dans le canton nord de la Brûlatte auprès de la population pour connaître leurs avis sur le rattachement à la commune nouvelle de Port-Brillet. Cette commission rend un rapport en octobre 1873 qui démontre que la population de ce canton est largement favorable au rattachement.

<sup>164</sup> Une première réunion est organisée en septembre 1873 à la suite de la lettre du ministère début septembre. Une seconde réunion est organisée début février 1874.

Archives départementales de la Mayenne. E dépôt 126 2 D 2 : correspondance de la mairie.

<sup>165</sup> L'administration, les effectifs et les gestionnaires ayant été mis en place dès février 1874. L'acte d'officialisation de la commune du 8 août étant la présence de la fondation de la commune dans le Journal officiel de la République française.

populations nomades. En dehors de la question ouvrière, la question de la compensation est surtout la principale raison de ces réunions. En 1875, on estime les dépenses de la commune à 71 861 francs pour un revenu de 61 516 francs, soit une perte de 10 345 francs. En comparaison, avant la scission, on estime que, une fois les coûts de dépenses et de revenus effectués, la commune gagnait 37 318 francs.

Sur ces valeurs économiques, on peut faire une remarque : par rapport au début du siècle, il est certain que les revenus des Forges ont largement diminué et sont moins rentables pour les grandes familles bourgeoises. Pour autant, au profit des populations locales, la forge reste une bonne manne financière puisqu'avant la scission les forges représentent au moins  $\frac{1}{4}$  des revenus financiers directs ou indirects de la commune.

On peut également mentionner quelques querelles sporadiques qui auront parfois lieu tardivement. On a par exemple un conflit d'un remboursement d'un dégât de terrain en 1923<sup>166</sup>. Pour ce qui est des archives, leurs répartitions sont actées en 1875. Tous les éléments concernant les forges sont rapatriés à la commune de Port-Brillet, en sachant qu'une partie des archives reste dans le domaine privé et, de ce fait, a été reportée auprès des propriétaires des forges de l'époque. La majorité des affaires courantes et des modalités de scission sont clôturées pour l'année 1876 entre M. Carré, maire d'Olivet et M. Guyard, maire de Port-Brillet.

Désormais, la volonté profonde et politique des ouvriers a été respectée, ils possèdent une autonomie locale, les alentours des forges possèdent leurs propres visions politiques des événements. Cependant, la manière à travers laquelle la commune a été actée, c'est-à-dire par des demandes extérieures, démontre aussi les difficultés que vive déjà les ouvriers de Port-Brillet.

---

<sup>166</sup> C'est le dernier document concernant la séparation des biens de la commune d'Olivet.

Archives départementales de la Mayenne. E Dépôt 126 1 D 5. Registres des conseils municipaux.

## **I.2 UNE DIFFICULTE ECONOMIQUE ACCOMPAGNEE D'UNE ERRANCE POLITIQUE (1874-1882)**

La commune de Port-Brillet est proclamée en 1874. Elle vit alors une nouvelle identité politique, certes très particulière puisque la commune a été proclamée à une période de creux à la fois économique et politique. Toutefois, comme mentionné précédemment, cet événement est dû à longue latence et volonté politique qui remontaient au moins jusqu'aux années 1850.

Au moment de sa proclamation, Port-Brillet compte 633 habitants<sup>167</sup>. La jeune commune est pour le moins en difficulté : la prospérité économique du début du siècle semble bien éloignée, de même la quantité démographique assez faible de la commune témoigne de l'effondrement qui s'effectue. Enfin, l'existence politique de Port-Brillet ne semble pas amorcer une période de prospérité, mais au contraire celle d'une errance qui va durer pour ces débuts. En effet, la proclamation de la commune met davantage en avant une faiblesse des populations ouvrières, puisque la demande n'est pas issue d'eux, même si c'était leur demande. Le fait que ce ne soit pas leur initiative démontre davantage une forme déjà de fragilité de leur état actuel, que ce soit sous la forme politique ou même dans la vie quotidienne de l'ouvrier.

### **I.2.1. Une situation économique et démographique fragilisée**

La maîtrise de Geneviève Dehu détaille plus largement la situation économique de Port-Brillet, vous invitant à vous référer à ses travaux pour plus d'éléments de cette nature, notamment lors de la prise en charge de l'usine par Armand Chappée<sup>168</sup>.

---

<sup>167</sup> Le premier recensement officiel de Port-Brillet sera effectué en 1876. Ce chiffre se réfère au recensement d'Olivet en 1872 soustrait aux nombres d'individus déclarés dans les zones attribuées au bourg de Port-Brillet.

Archives départementales de la Mayenne. E Dépôt 126 1 F 2. Liste nominative de dénombrement de la population 1872.

<sup>168</sup> Dehu Geneviève. *Évolution économique au 19e siècle des forges de Port-Brillet*. 1967. D.E.S Histoire.

D'un point de vue économique, Port-Brillet subit un double élément corrélé. D'abord, un événement d'ordre national : la guerre franco-prussienne de 1870-1871 a fortement impacté les secteurs de l'économie. Or, Port-Brillet fait de l'industrie lourde en produisant de la fonte. Avec la fin définitive des mines de fer en Mayenne vers les années 1835, la fonte a remplacé progressivement presque l'entièreté de la production de fer. De ce fait, lors des difficultés économiques de la fin de la monarchie de Juillet, l'impact sur les Forges avait été relatif, puisque le fer qui avait fortement décoté avait déjà été relativement délaissé au profit de la fonte, certes moins rentable, mais pouvant être produit en plus grande quantité et de manière continue. Cependant, la fonte produite à Port-Brillet a certes une utilité variable, mais elle est surtout utilisée dans le domaine de la guerre. Or, la faillite de l'État entraîne une baisse des achats de la fonte de guerre, ce qui provoque une réduction inévitable de la production, sans pour autant s'écrouler complètement. L'impact est très important en termes de rentabilité, déjà faible pour la fonte, d'autant que les forges ont très peu de liens en dehors des marchés français<sup>169</sup>. Ainsi, si la demande diminue, l'offre, elle, reste, provoquant une chute des prix et impactant ainsi directement les ouvriers.

En parallèle de cela, la situation à Port-Brillet est critique. Depuis 1835, la situation économique a tendance à stagner et va même commencer à baisser dans le tournant des années 1860. La baisse des courbes financières vient d'un désintérêt d'une partie de la grosse bourgeoisie pour ce domaine industriel en déclin. Cette baisse de l'activité économique est visible dans la démographie ouvrière. Jusque dans les années 1860, avec des variations par année, on se situe entre 500 à 800 ouvriers<sup>170</sup>. Ce chiffre est assez variable pour plusieurs raisons. D'abord, par l'emploi régulier de journaliers, qui font que les usines les emploient au jour le jour, en fonction de leurs besoins de main-d'œuvre. Ensuite parce que sont compris dans ces chiffres parfois les ouvriers

---

<sup>169</sup> Via l'utilisation de la ligne de Chemin de fer, l'industrie exporte largement dans les territoires métropolitains et même à la période Chappée dans les colonies.

<sup>170</sup> Selon Geneviève Dehu, données croisées avec celles de l'Abbé Angot et confirmées en partie par les états civils qui nous renseignent sur le nombre de professions de journaliers et l'activité démographique.

Archives départementales de la Mayenne : E dépôt 126 E20 – E21 – E22 (1841-1855).



chargés du bois et de la confection de charbon. Même si l'effectif reste globalement stable, on reste loin des effectifs qui précédaient la Révolution française<sup>171</sup>.

À partir de 1870, on a une chute du nombre d'ouvriers qui se voit de manière considérable. Pour ce qui est de l'année 1870, on doit tenir compte de la mobilisation de l'armée entraînant le départ d'une partie des hommes<sup>172</sup>. S'ajoute à cela, qu'après la scission de Port-Brillet, une partie des ouvriers-bûcherons ne sont désormais plus comptabilisés. Pour mieux évaluer cette chute, il faut reprendre les recensements à partir de 1876<sup>173</sup>.

---

<sup>171</sup> Le nombre d'employés pour la période du XVII-XVIIIe siècle est très variable, mais il est attesté qu'on atteint des pics d'activités avec près de 1000 à 1200 travailleurs, l'emploi d'ouvriers pour le traitement du fer étant très conséquent pour l'époque. À ce titre, l'état civil nous confirme une proportion forte d'ouvriers et de journaliers.

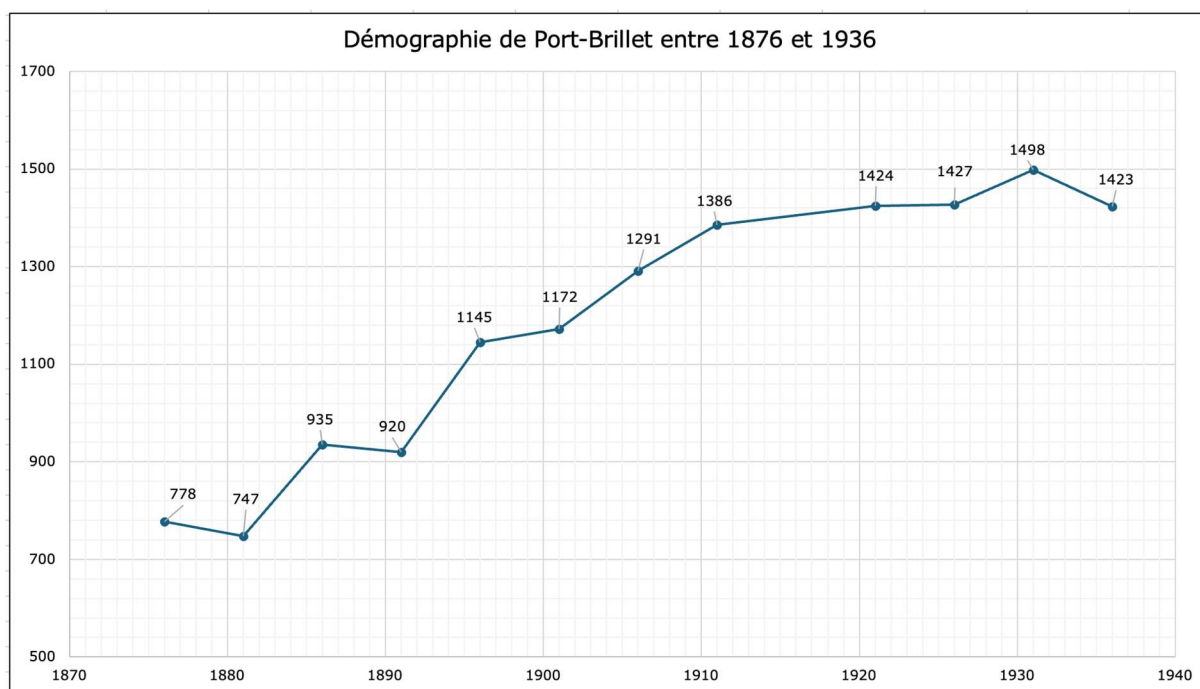
Archives départementales de la Mayenne : E dépôt 126 E7 - E8- E9 BMS (1770-1790)

<sup>172</sup> Seule Geneviève Dehu affirme un chiffre clair de 400 ouvriers. Le recensement effectué en 1872 nous confirme un chiffre proche de celui avancé.

Archives départementales de la Mayenne : E dépôt 126 1 F 1 : Liste nominative de dénombrement de la population

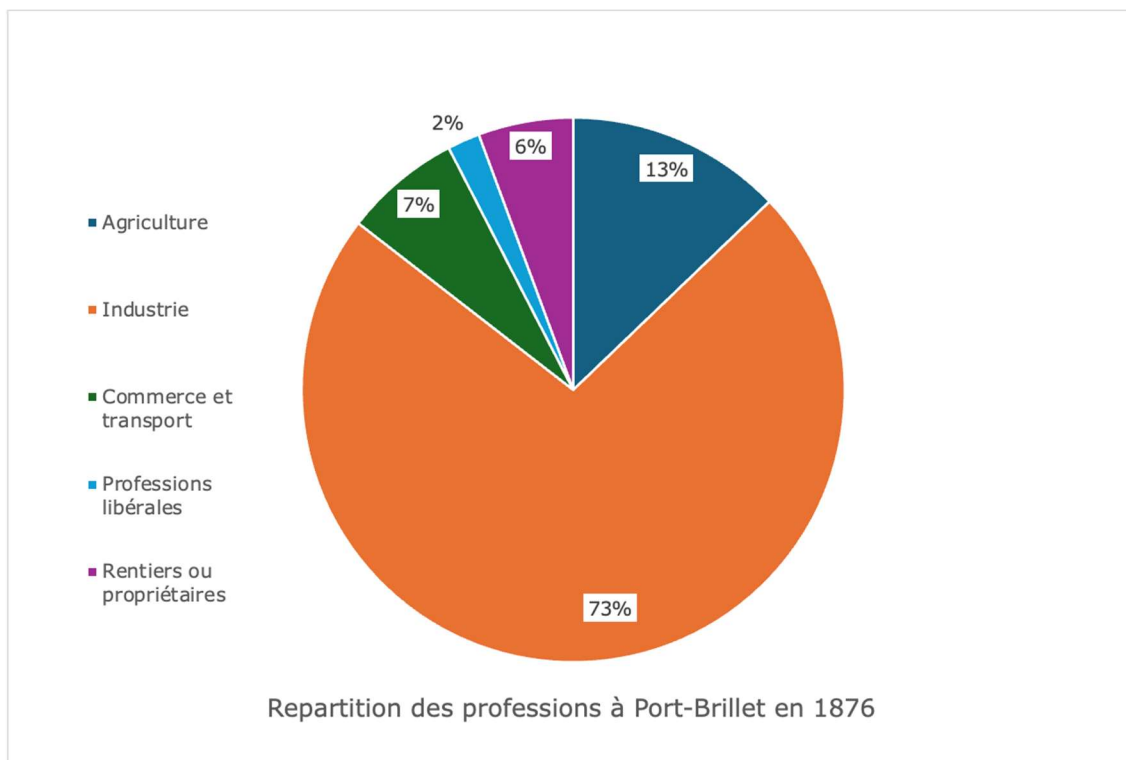
<sup>173</sup> Pour la commune, on possède deux sources pour détailler la démographie. Les listes nominatives désignent les individus, les foyers et les zones de peuplement de 1876 à 1936. Archives départementales de la Mayenne : 6 M 337 : État nominatif Port-Brillet. Mais on possède également des recensements de population de 1876 à 1896 et qui, cette fois, précisent la profession et des éléments annexes sur les individus.

Archives départementales de la Mayenne : E dépôt 245 1 F 1 : Listes nominatives de recensement de population (1876-1896).

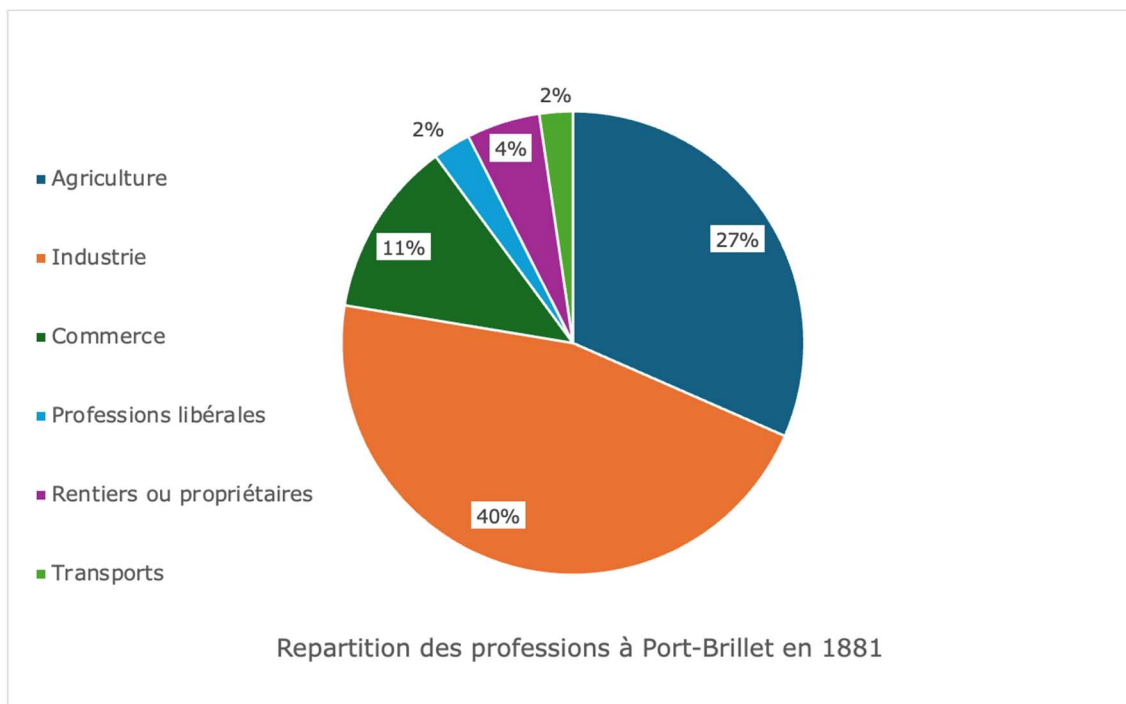


D'un point de vue purement démographique, la population de Port-Brillet ne diminue pas, au contraire, elle croît pendant une période où la Mayenne perd des habitants. De ce fait, la diminution des ouvriers ne vient ni d'une baisse de naissance, ni d'un départ soudain des ouvriers, mais probablement davantage d'une évolution professionnelle nécessaire en cette période économique complexe.

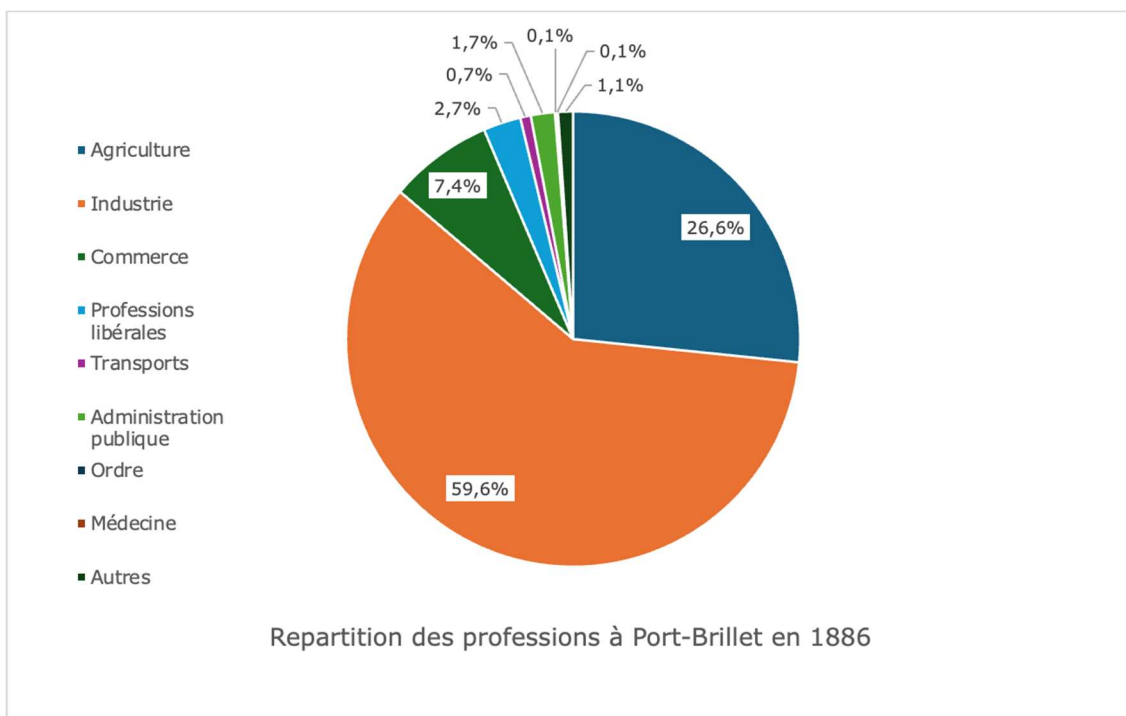
Si l'on reprend les recensements à partir de 1876, il affirme que 778 citoyens font partie de la commune de Port-Brillet. Sur cette population, 565 sont déclarés ouvriers (tout type d'ouvriers), 100 s'affirment agriculteurs, 54 travaillent dans le domaine du commerce et des transports, 15 sont de professions libérales (dont 7 au culte et 3 religieuses) et 44 rentiers ou propriétaires.



De ces chiffres, on peut tirer plusieurs conclusions. Déjà, effectivement, lorsque quelques années plutôt le maire d'Olivet affirmait qu'il existait des "riches" à Port-Brillet, il dit vrai. On remarque une proportion de propriétaires et rentiers plus importante que la moyenne dans ce genre de commune rurale, même s'il faut relativiser la quantité de rentiers qui pourraient représenter des formes de "retraités" qui existent déjà de manière prototype au sein de l'industrie. On observe également une industrie qui reste encore forte et une agriculture qui certes minoritaire est présente. Par rapport aux périodes précédentes, la population ouvrière est plus faible, mais reste donc forte au sein de la population de la commune. Ces chiffres sont d'autant plus parlants si on se décide d'effectuer une comparaison de l'ensemble de la période de difficultés économiques que connaît l'usine.



1881 est sûrement la date la plus marquante, puisqu'elle voit le nombre d'ouvriers chuter considérablement, atteignant le nombre de 296 seulement. En revanche, le nombre d'agriculteurs lui augmente en passant à 203. Le nombre de propriétaires et rentiers baisse également avec 33, pour une population totale de 747 habitants.



Ces statistiques peuvent et doivent être nuancées. En fonction, de l'administrateur qui a effectué la requête de recensement, certaines professions peuvent changer de catégorie. La profession de bûcheron par exemple peut être complexe à catégoriser. Malgré cela, ces données sont pertinentes pour observer l'évolution professionnelle au sein de la commune. La diminution de profession dite ouvrière, témoigne probablement d'une fragilisation du revenu ouvrier, qui pousse une partie de ces derniers à s'orienter vers la profession agricole. À partir de 1886, on voit un retour stable sur un nombre d'ouvriers qui avoisine les 500 à 600 ouvriers en moyenne<sup>174</sup>.

La situation économique difficile de la commune ne l'empêche pas de se doter de professions ainsi que de biens et services nécessaires aux besoins des ouvriers. Ainsi, on observe par exemple en 1881 l'arrivée d'un médecin, ainsi que de sages-femmes. À partir de ce moment, la proportion de fonctionnaires augmente et va distancer la quantité de religieux au sein de la commune. Ces éléments sont à mettre en parallèle avec les évolutions au niveau national, même si la venue d'un médecin est tôt à Port-Brillet. La généralisation des fonctionnaires ainsi que de professions de médecine au sein des campagnes s'effectue sur l'ensemble du territoire au cours du régime républicain.

Ces éléments sont à rapprocher des données qui sont cependant assez faibles durant la période de 1874 à 1882 qui précède la rénovation des fonderies. Ce *statu quo* démographique est alors à mettre en parallèle d'une problématique clairement établie et résiduelle des événements précédents, qu'est la problématique du logement. Dès le XVIIIe siècle, la question du logis est un problème récurrent. De nombreuses lettres sont retrouvées de la part des travailleurs sur création de logements<sup>175</sup>. En effet, on pourrait aller même plus loin, en affirmant que la principale tension qui existe entre les communautés agricoles et les communautés ouvrières ne sont pas les questions politiques pour cette fin de siècle, mais la question des logements.

---

<sup>174</sup> En 1886, on revient à 557 déclarés dans le domaine industriel.

Archives départementales de la Mayenne : E dépôt 245 1 F 1 : Listes nominatives de recensement de population (1876-1896).

<sup>175</sup> Sans être directement des lettres issues des personnes sans domicile fixe, ce sont souvent des comptes-rendus de policiers qui nous alertent sur des plaintes de la part du voisinage.

De nombreuses sources parlent de manière informelle du problème de l'hébergement<sup>176</sup>. Généralement, on a deux types de cas. Soit les ouvriers ne trouvent pas de logements et sont en situation de "vagabondage"<sup>177</sup>, c'est-à-dire qu'ils logent où ils peuvent chez l'habitant par exemple, quand c'est possible, soit dans des baraquements construits de manière informelle proche de l'usine. On a un mécontentement qui est manifeste, à la fois des autorités des communes alentour que ce soient des gardes champêtres ou de la police locale<sup>178</sup> (notamment à St-Pierre-la-Cour qui manque déjà d'habitations pour ses propres ouvriers). En plus d'un mécontentement des autorités, on a le mécontentement des ruraux agricoles qui se plaignent de chapardage ou de "pillage", éléments sûrement extrapolés<sup>179</sup>. Dans d'autres cas, les ouvriers trouvent un logement, soit à Port-Brillet, mais c'est assez rare, soit dans une commune voisine. C'est le cas notamment de la commune d'Olivet. Cette fois, les autorités sont généralement moins regardantes, mais les habitants s'agacent de voir des étrangers au sein de leur commune ce qui vient s'ajouter à la rareté des logements et complexifie parfois les propres situations des ruraux locaux.

La problématique n'est absolument pas nouvelle, mais prend de l'ampleur, comme en témoignent les listes de recensements des maisons établies en 1876<sup>180</sup>. Le chiffre qui en ressort permet alors d'établir le degré du problème. Pour 1881, on estime 747 habitants, soit 212 ménages déclarés pour 129 maisons. C'est-à-dire que sur l'ensemble de la population de la commune, près d'un foyer sur deux ne possède pas

---

<sup>176</sup> C'est par exemple le cas au sein de la commune de St-Pierre-la-Cour où on retrouve dans le registre de recensement plusieurs lettres demandant un logement.

Archives départementales de la Mayenne E dépôt 247 7 F 1 : Registre d'inscription des livrets ouvriers de St Pierre la cours. 1855-1856.

<sup>177</sup> Alors même que le terme est associé à une forme de criminalisation et possède une codification particulière à l'époque, c'est bien le terme de vagabond qui est employé par les forces de l'ordre.

<sup>178</sup> La mairie d'Olivet en 1902 met en place un dépôt de mendicité démontrant la problématique des populations en situation de pauvreté dans la commune.

Archives départementales de la Mayenne. E Dépôt 126 4 I 1. Création d'un dépôt de mendicité.

<sup>179</sup> On a notamment deux lettres du maire d'Olivet qui se plaint auprès du préfet.

Archives départementales de la Mayenne. Archives départementales de la Mayenne. E dépôt 126 2 D 5 : correspondance de la mairie.

<sup>180</sup> Archives départementales de la Mayenne : E dépôt 245 1 F 1 : Listes nominatives de recensement de population (1876-1896).

de logement permanent. Ces logements nous sont décrits<sup>181</sup> : sur 129 maisons, seulement 8 ont un étage, elles sont donc ultras minoritaires. Seulement 16 sont déclarés avec un seul occupant la majorité des foyers par habitations qui sont composées de 5 individus<sup>182</sup>.

La conclusion de ces chiffres et de ces difficultés de logement est la présence d'une pauvreté certaine<sup>183</sup>. Cette population est précaire, en difficulté et même en perte. On peut mentionner un dernier chiffre, sur l'ensemble de ces populations puisque 194 individus sont déclarés comme mineurs et 102 individus ont entre 25 et 29 ans<sup>184</sup>. C'est la dernière notion à prendre en compte : ce sont des populations jeunes, et de ce fait, associées à une certaine clandestinité qui leur vaut largement de favoriser leurs exclusions et leurs désaveux au niveau des communes alentour. L'unique raison du déplacement de ces individus est la recherche de logement, puisqu'il y a un réel manque de réponse des pouvoirs publics, eux-mêmes en situation difficile.

## **I.2. II. Des acteurs politico-économiques discrets**

Mon propos introductif était fortement penché sur les dynasties à la fois de patrons ou d'actionnaires des forges, tant leur importance était marquée. La période de transition de 1874 à 1882 est une période de creux dû à l'absence d'homme fort. C'est ce que semblent laisser transparaître certains récits d'historiens d'une interprétation historiographique très orientée autour de l'Homme providentiel.

La Mayenne est un territoire conservateur et ancré dans des mœurs prônant une vision normée qui met en avant l'homme dominant, l'homme chef de famille, ou l'homme entrepreneur et donc le dirigeant d'une entreprise. De ce fait, lorsque les

---

<sup>181</sup> Toujours au sein des archives départementales de la Mayenne E Dépôt 245 1 F1 : Recensement Port-Brillet.

<sup>182</sup> 54 foyers sont composés de 5 individus.

<sup>183</sup> Qui reste cependant à relativiser par rapport au reste du canton qui est globalement pauvre.

<sup>184</sup> Ces chiffres nous proviennent toujours du recensement de 1876. Archives départementales de la Mayenne : E Dépôt 245 1 F1 : Recensement Port-Brillet.

premiers historiographes et typographes de la Mayenne se sont intéressés à leur territoire, le modèle dynastique à la fois dans le domaine politique et économique se couplait parfaitement avec les visions traditionnelles qu'ils se faisaient de l'Histoire. Un homme "fort" qui prend des décisions et qui mène son entreprise à bien était une vision normée. Il est certain que la famille Chappée, les grands patrons de la Mayenne et de la Sarthe, a partiellement effacé leurs prédécesseurs. Pour autant, il est vrai que l'Histoire ne retient pas ces prédécesseurs aussi parce qu'ils ont été discrets et que, de ce fait, l'historiographie du début du XXe siècle les a invisibilisés. Or, l'historiographie de la seconde moitié du XXe siècle n'entreprend pas non plus de détailler cette courte période. En effet, de la période de la fin de la famille Paillard-Ducléré jusqu'à l'avènement de la famille Chappée, on insiste davantage sur l'instabilité économique qui grandit et de la rotation plus régulière des maîtres des forges plutôt que de la situation politique du territoire et de la crise sociale qui en découle. La proclamation de la commune étant passée presque inaperçue dans l'historiographie économique.

Les sources pour cette période se font assez rares sur qui sont les propriétaires des forges ainsi que le maire de la commune. Seuls les documents officiels nous permettent d'avoir quelques informations. D'abord, les forges tombent dans les mains d'un maître des forges anglais. En effet, dans le recensement de 1876<sup>185</sup>, il est le seul individu déclaré comme "étranger". Alors que la majorité des ouvriers pour cette époque sont issus des villages alentour de Port-Brillet, le directeur des forges est un certain Rees Levis Jean Gustin. Ce dernier est probablement un propriétaire seulement de passage puisqu'il se débarrasse des forges assez rapidement, son nom n'étant mentionné que dans un unique dossier de recensement<sup>186</sup>.

En effet, à ce moment, les forges sont peu rentables, ces dernières sont perçues comme désuètes et en déperdition. De ce fait, les maîtres des forges changent régulièrement alors que les actionnaires disparaissent progressivement ou se retirent. La majorité des actionnaires, ainsi que des propriétaires ou directeurs des forges, ne sont que peut voire pas mentionnés sur les documents compte-tenu de leur non-importance à l'époque. Les forges servent toujours de tremplin économique, mais elles sont largement moins intéressantes et qui même commencent à perdre

---

<sup>185</sup> Archives départementales de la Mayenne : E Dépôt 245 1 F1 : Recensement Port-Brillet.

<sup>186</sup> Au-delà des archives mayennaises, aucune donnée pertinente n'a été trouvée à son sujet.



de la valeur dans une période où l'économie nationale est largement elle aussi fragilisée<sup>187</sup>.

Pour ce qui est de la politique, le maire de la commune est M. Guyard. On possède assez peu d'éléments sur lui. On sait seulement qu'il est nommé directeur de l'usine lors du rachat des forges par Chappée, et ce, pour une courte période<sup>188</sup>. Cela laisse supposer qu'il était avant tout un ouvrier qualifié de l'usine et qu'il possédait un rôle hiérarchique important dans la structure, voire qu'il était déjà nommé à ce poste précédemment. Sa position sociale confirme que la municipalité est avant tout aux mains des ouvriers qualifiés de l'industrie. Pour autant, une fois nommé maire de la commune, Guyard ne tente aucune projection politique ou tentative de redressement de l'industrie. De ce fait, même s'il fait partie des ouvriers qualifiés, il n'a sûrement pas de moyens financiers conséquents et ne tente donc aucune réelle initiative économique ou politique. La seule certitude, c'est qu'il a une descendance qui s'est maintenue dans la commune puisque ce même nom est retrouvé dans les avis de naissance et de décès au sein de Port-Brillet<sup>189</sup>.

On peut tirer assez peu de conclusions de cette situation politico-économique due à un manque de données. La faiblesse des forges, son ancienneté et ses difficultés liées au contexte dans lequel elles évoluent justifient en réalité la situation. L'absence de « chef » n'est pas alors la véritable raison du déclin, mais davantage une conséquence, puisque l'absence de grandes recettes économiques fait fuir les dynasties industrielles pendant un temps. De ce fait, c'est la situation économique du pays et des forges qui voient la disparition des dynasties industrielles importantes et non l'inverse comme sous-entendu dans certains travaux historiques.

Cette situation d'affaiblissement économique entraîne l'affaiblissement de la population ouvrière et donc une rareté des informations à son sujet. Au-delà de la

---

<sup>187</sup> À partir de 1873 s'ouvre la « Grande Dépression », une période de ralentissement économique et de fragilisation de l'économie mondiale. En France, la défaite de 1871 a fortement endetté l'État et impacte l'ensemble du secteur économique national.

Bonin Hubert. La Grande Dépression française à la fin du XIXème siècle : réflexion sur sa datation et sur sa fonction. *Histoire, économie et société*. 1987. N°4. P-509-533.

<sup>188</sup> On le déduit par le fait qu'en 1876 ce dernier dans les listes de recensement a la profession de directeur.

<sup>189</sup> Même si aucune généalogie n'a été effectuée pour la population ouvrière de Port-Brillet, on peut mentionner la présence de nombreux noms de famille qui se retrouvent régulièrement. Ce sont les ouvriers de qualification moyenne dont la présence est la plus régulière.

stagnation démographique relevée, on entre dans une période où l'information sur la population ouvrière se fait rare alors même que paradoxalement c'est la période où les ouvriers possèdent le moins de pression sur leur liberté politique.

On peut même supposer que sans l'intervention d'Armand Chappée, on aurait vu les forges de Port-Brillet être relayées au second plan et finir par s'éteindre durant l'entre-deux-guerres comme de nombreuses extractions mayennaises<sup>190</sup>. Pour ce qui est de la population ouvrière, on peut seulement mentionner son absence dans les sources. Seules les situations de vagabondages sont largement relayées pour cette période, ce qui met en exergue la précarité ouvrière réelle, mais dont les solutions semblent être résolues de manière tardive avec l'intervention de l'industriel Chappée et surtout le redressement économique de la période post 1890. De ce fait, cette période est avant tout une période de creux où les conclusions sont assez maigres. Les évolutions ne seront constatables qu'à l'arrivée de Chappée.

### **I.2.III. La possession et la vente des biens de la forge en 1882**

La vente des forges est quelque chose de régulier dans le cas des forges Port-Brillet. En effet, même lorsque les dynasties d'industriels s'installent, il est rare de voir cette dernière rester davantage plus que trois générations<sup>191</sup>. La nouveauté se trouve dans la situation économique, instable, la valeur économique des forges ayant largement chuté. Ainsi, Geneviève Dehu déclare<sup>192</sup> que lorsque la famille Paillard-Ducléré estime le prix des forges en 1856, il est fixé à 2.602.000 francs. Chappée

---

<sup>190</sup> Les zones industrielles et d'extraction en Mayenne se découpent en deux tendances. Les pôles mineurs qui comprennent des populations ouvrières peu nombreuses et très rurales ont globalement commencé à s'éteindre durant l'entre-deux-guerres. Au contraire, les exploitations au niveau proche de pôle urbain plus grand ou au niveau de la ligne de chemin de fer du Paris-Brest subiront un déclin et une extinction presque totale à la seconde moitié du XXe siècle.

<sup>191</sup> Guy Verron dans ses travaux met bien en évidence un roulement de ces familles dans les différentes exploitations du territoire. De ce fait, les familles tournent entre les différentes exploitations (à la fois à la période proto-industrielle du XVII-XVIIIe siècle que le XIXe pour le cas de la Mayenne).

<sup>192</sup> Ces propos sont affirmés via l'utilisation de la source issue des archives de l'usine où y sont conservés à l'époque : actes civils publics fol.161, verso, case 5

obtient les forges pour un prix de 170.200 francs<sup>193</sup> c'est-à-dire une somme dérisoire par rapport à son estimation près de trente ans plutôt. Ce prix, au-delà du contexte économique, n'explique également pas la péremption des forges et la déliquescence d'un secteur industriel mayennais en déclin.

Même si une partie du matériel a été restauré et réactualisé au milieu du XIXe siècle, ce dernier commence à dater. Sont compris dans le matériel des forges, deux grands fourneaux (qui ne sont pas encore des hauts fourneaux), du matériel d'affinage, des chauffeurs et valets d'affinages ou des marteleurs. Au-delà du matériel, ce sont des ouvriers qui les accompagnent. Selon les propos Geneviève Dehu, chacun des fourneaux demande au moins l'emploi de dix ouvriers, de même chacune des unités d'affinage sollicite des ouvriers affineurs spécialisés, sans oublier les commis qui encadrent les travailleurs et ont des fonctions spécialisées dans certains secteurs. Cependant, à l'arrivée d'Armand Chappée, ces ouvriers sont peu nombreux et manquent de formation et de structuration.

En réalité, l'achat Chappée ne marque pas directement une reprise économique et une période de prospérité, au mieux il annonce une période de relative stagnation de la chute de ce secteur industriel. L'achat des forges n'entraîne pas tout de suite la reprise de dynamisme de l'activité industrielle, elle entraîne dans un premier temps des travaux conséquents, notamment la modernisation des fourneaux. On peut affirmer un avant et un après l'arrivée de Chappée en raison de l'évolution conceptuelle et sémantique de la vision de Port-Brillet. Le terme de "Forges" est tombé en désuétude au profit de "fonderie", au-delà d'être plus juste sémantiquement c'est surtout une volonté de moderniser également dans les mots l'image de l'industrie. Lors de la période de modernisation, Chappée emploie ce terme justement pour donner un élément plus neuf aux vieilles forges. Dans les faits, les sources sont même assez maigres en ce qui concerne cette "modernisation". Celles-ci démontrent avec certitude que les fourneaux ont été modernisés pour devenir de

---

<sup>193</sup> La société Paillard-Ducléré et Cie est dissoute le 12 mai 1881, société composée de plusieurs actionnaires, dont la famille Paillard-Ducléré restait dominante. En plus de la vente des forges, on a deux bois qui sont en pleine propriété des Paillard-Ducléré qui sont également vendus.

Archives départementales de la Mayenne. 1 Mi 321 1 : Bobine n°1 Volume 5. Archives de la Société des forges de Port-Brillet.

hauts fourneaux<sup>194</sup>. En dehors de cet élément, on n'a rien d'autre de construit dans l'immédiateté du rachat, seuls quelques éléments sont précisés sur cette base ouvrière. Cette dernière ne change pas fondamentalement dans sa composition. Le seul élément est la demande de Chappée de faire venir près de dix foyers d'ouvriers qualifiés au sein de l'industrie afin que ces derniers prennent les rôles de commis, c'est-à-dire les rôles de relais patronaux. Ils sont un moyen pour le patron de contrôler de manière indirecte cette population d'ouvriers qui lui sera plus fidèle<sup>195</sup>. Elle démontre aussi l'absence d'ouvriers qualifiés ou de spécialistes dans leurs domaines. Cette absence s'explique probablement par le fait que ce sont régulièrement les maîtres des forges qui font venir les ouvriers qualifiés avec eux, même si ce n'est pas systématique. De même, l'instabilité économique a sûrement entraîné la fuite de ces derniers au profit de secteur économique plus attractif. De fait, c'est la seule catégorie ouvrière qui peut se permettre d'échapper à la précarisation de leur emploi, par une situation économique relativement plus aisée qui leur permet de se déplacer et suivre les mouvements d'exode.

Lorsque Chappée fait venir ces ouvriers, on entre dans une typologie d'ouvriers différente. Au-delà d'être des ouvriers formés qui ont des compétences spécifiques, ils ont déjà cadré de petits groupes et sont issus majoritairement de l'industrie d'Antoigné<sup>196</sup> qui dénote alors avec la masse que représente l'ensemble d'ouvriers de Port-Brillet. De fait, c'est un petit groupe minoritaire, mais qui a une importance dans la structuration de l'industrie et par extension dans le contrôle de la fonderie. En effet, c'est un groupe soumis au cadre Chappée et dont la fidélité est certaine, l'acclimatation à la population brillet-pontine se fera cependant probablement difficilement. De ce fait, Chappée essaie de les introduire de manière douce en proposant ces derniers avant tout pour leurs compétences. Dans les faits, cette

---

<sup>194</sup> La Revue géographique et industrielle de France l'affirme dans son numéro consacré au département de la Mayenne. Un Chapitre est dédié à l'installation des forges puis à la modernisation effectuée par Armand Chappée.

Grégoire Yves (dir). *LA REVUE GÉOGRAPHIQUE ET INDUSTRIELLE DE FRANCE-LE DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE*. 1966.

<sup>195</sup> Les dix foyers d'ouvriers qualifiés sont mentionnés à titre postérieur dans l'ouvrage de Julien Chappée *Notes Historiques : Port-Brillet [...]* et ces propos sont corroborés par la mention de ces ouvriers dans *l'Oribus n°7 : 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet*.

<sup>196</sup> Industrie située à Saint-Jammes sur Sarthe, elle est la première commune où Armand Chappée sera employé en tant que comptable dans un premier temps avant de prendre la direction de cette dernière. Son utilité dans le système Chappée sera davantage développée dans le paragraphe : II.1

démarche permet de mettre en avant la volonté d'encadrement patronale déjà partiellement pensée par Chappée. Ce dernier a besoin de ces ouvriers qui sont des ouvriers qualifiés, mains-d'œuvre qui fait défaut à Port-Brillet en comparaison d'une surreprésentation d'une force ouvrière variable et non experte, qui généralement est issue d'un monde à la jonction entre le secteur agricole et le secteur ouvrier.

### **I.3 LA PARTICULARITE DE L'OUVRIER RURAL DE PORT-BRILLET : L'OUVRIER-PAYSAN**

Le terme "d'ouvrier-paysan" est volontairement générique et ne prend pas en compte la réelle diversification de l'emploi et du revenu d'un ouvrier. Historiographiquement, les travaux de Michel Pigenet autour de l'ouvrier du Cher se sont déjà penchés sur le cas particulier de l'ouvrier industriel dans le milieu rural<sup>197</sup>. Sa démarche au sein de sa thèse retrace alors une forme de réalité ouvrière complexe qui se trouve en mouvement entre monde agricole et monde industriel au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Sans refaire le travail colossal qu'a été le sien, la reprise de cette structure qui donne un cadre particulier à l'ouvrier en fonction de son vécu est pertinente. La démarche cherche à reprendre cette catégorisation vue comme complexe pour ce qui est de l'ouvrier non urbain.

La classification de l'ouvrier dépend davantage d'un concept fluctuant plus que d'une réalité permanente. Les populations rurales abordent alors la question du travail de l'ouvrier de manière sporadique, que ce soit en complément de revenu ou de manière à faire un bénéfice immédiat. Au sein de Port-Brillet, la distinction entre l'ouvrier, le bûcheron et le paysan est parfois floue, due au fait que dans la même année, un individu peut avoir les trois tâches attribuées. Une distinction peut être faite entre l'ouvrier non qualifié et l'ouvrier qualifié vis-à-vis de leurs modes de vie et aspirations politiques, mais surtout à travers une réalité de vie assez distincte.

---

<sup>197</sup> Pigenet Michel. *Les ouvriers du Cher : fin XVIIIe siècle-1914 : travail, espace et conscience sociale*. Institut C.G.T. d'histoire sociale. 1990. 449 p.

### **I.3.I La population travailleuse de Port-Brillet, une évolution constante**

Le XIX<sup>e</sup> siècle ne semble pas avoir bouleversé les habitudes déjà préexistantes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les forges étant déjà des lieux de prémices industrielles, la main-d'œuvre n'a pas évolué, tant dans l'aspect que dans les proportions. L'ouvrier qualifié est largement minoritaire en termes démographiques par rapport à l'ouvrier de masse.

Au sein même de ce groupe, on peut émettre des distinctions. Certains ouvriers, sans forcément être qualifiés, possèdent des apprentissages techniques ou développent des compétences particulières dans certains domaines de l'industrie. Ces derniers sont généralement engagés à plein temps au sein de la structure. De même, l'usine a besoin d'un fonctionnement dit primaire, c'est-à-dire que pour un fonctionnement minimum, on a des ouvriers qu'on pourrait qualifier d'intermédiaires qui existent. Cependant, ces derniers sont associés à la masse ouvrière et sont souvent distingués par les historiens<sup>198</sup>. Ainsi, le marteleur ou l'affineur, lorsqu'il est au sein de ces fonctions les plus précises, est généralement un ouvrier engagé à plein temps. Ces ouvriers sont des éléments charnières de l'industrie<sup>199</sup>.

Ce qui est certain, c'est que l'arrivée de Chappée change assez peu dans un premier temps les conditions des habitants de la commune, bien au contraire. La population ouvrière est difficile à déterminer en termes de nombre, on pourrait l'estimer à la période qui débute en 1874 à environ 400 à 500 individus. La venue de Chappée, moins de 400 individus et, après une rehausse, le groupe stagne pendant un certain temps, autour de 500 individus jusque dans la toute fin du XIX<sup>e</sup>, puisque cette population va évoluer à partir de là. À partir 1889 puis de 1900, le groupe ouvrier grimpe jusqu'à atteindre une sorte de plafond qui est atteint vers le début 1910 avec environ 850 ouvriers permanents. Le cap des 900 n'est jamais franchi, même après-guerre avec un maintien entre 800 à 900 ouvriers maximum. L'après-Seconde Guerre

---

<sup>198</sup> Guy Verron comme Geneviève Dehu les mentionnent sans pour autant en faire une généralité au début du XIX<sup>e</sup> pour le cas de Port-Brillet. Cette classification reste assez floue, puisque les ouvriers qui deviennent réellement compétents dans un domaine précis finissent généralement par obtenir un poste d'ouvrier qualifié.

<sup>199</sup> Cette distinction est un travail intellectuel et n'est pas réellement établie dans les sources. Dans les recensements, seule la catégorie ouvrière est présente. Cette catégorie englobe l'ensemble de la profession.

mondiale verra un chiffre aller au-delà du millier ouvrier, sans dépasser la barre des 1 200 ouvriers.

L'écrasante majorité de ces ouvriers sont des locaux<sup>200</sup> de la région. La majorité est née à Port-Brillet ou dans ses alentours. On a de nombreuses mentions d'Olivet, de Saint-Pierre-la-Cour ou de Launay-Villiers, c'est-à-dire des communes situées dans le spectre proche de l'industrie (moins de 5 km en moyenne). Plus on s'éloigne de ce spectre géographique, plus sont rares les ouvriers venant de zones lointaines (10 km ou plus). Les seules exceptions, ce sont la présence de quelques habitants d'Ile-et-Vilaines qui viennent notamment des environs de Vitré. Au-delà de ça, il est rare de voir des "étrangers" puisque durant toute la période d'Armand Chappée, il n'est pas mentionné de population étrangère. Il faudra attendre la direction de Benoit Chappée pour voir la mention de "portugais" au nombre maigre de cinq dans les années 1930<sup>201</sup>. Ces derniers auront quelques conflits avec les locaux en raison de leur refus de se syndiquer, à leur soumission auprès du patron et à l'acceptation d'un salaire moindre que les autres ouvriers. Cette expérience de faire venir des ouvriers étrangers ne sera cependant pas reconduite durant l'ensemble de la période que ce soit par la famille Chappée ou par la S.G.F qui obtiendra le rachat de l'usine en 1929.

Cette "masse" ouvrière peut être subdivisée en foyers. Le principal objectif de ce foyer est d'obtenir une terre et si possible un logement. Au sein du territoire, la terre possédée en propre est vue comme un luxe et une démonstration de richesse, l'exploitation de la terre elle est vue comme un moyen de subsistance nécessaire. En effet, la grande précarité d'une partie de ces populations les oblige à une exploitation qui ne serait-ce que partielle afin de subvenir aux besoins primaires du foyer. La mendicité, très présente, est vue comme un recul social et est une vision humiliante de la situation.

Ainsi, les populations locales fluctuent dans leurs activités en fonction des besoins immédiats comme l'ont montré les recensements précédemment. De nombreux agriculteurs, pour permettre de subvenir à leurs besoins, n'hésitent pas à intégrer

---

<sup>200</sup> Les recensements de Port-Brillet donnant également le lieu de naissance via les données de l'État civil.

Archives départementales de la Mayenne. E-Dépôt 245 1F2 Recensement de Port-Brillet.

<sup>201</sup> Le conflit est rapporté par plusieurs lettres de la part des ouvriers qui dénoncent l'inégalité du traitement qui existe auprès de l'administration départementale.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 59. Divers rapports non triés de grèves assez diverses et variées.

l'industrie pour une durée limitée, généralement pour des questions salariales, puisque l'industrie rapporte plus d'argent que l'exploitation de la terre, terre d'ailleurs souvent louée. Les périodes de creux industriels voient ces agriculteurs s'éloigner du centre industriel qu'est la fonderie au profit d'une exploitation de la terre. Cette norme du début du XIX<sup>e</sup> est cependant quelque chose qui va se raréfier à la fin du siècle, puisque les industries grandissent et engagent de plus en plus d'ouvriers de façon permanente. Lorsque l'ouvrier obtient un emploi stable de longue durée au sein de l'industrie, cela ne marque pas l'arrêt total de l'exploitation de la terre, elle marque seulement la baisse d'importance de l'agriculture dans cette population qui s'industrialise progressivement au sein de son quotidien professionnel. De ce fait, lorsque ces ouvriers quittent l'usine, ils s'attachent à effectuer des travaux au sein de leurs exploitations personnelles, souvent louées auprès du patron. Ce qui va permettre de distinguer économiquement un ouvrier peu qualifié d'un ouvrier qualifié est le non-besoin immédiat et presque urgent d'exploiter la terre.

### **I.3.II Le cas particulier des ouvriers qualifiés et propriétaires**

Pour la période qui s'étire de 1801 à 1842, Geneviève Dehu classe déjà les ouvriers spécialisés en plusieurs catégories. Les marteleurs, qui sont généralement les mieux payés, les chauffeurs, les affineurs et les valets et s'ajoutent à cela les apprentis qui les accompagnent dans les professions qualifiées et qui sont encore en cours de formation.

On peut supposer que la majorité de ces postes qualifiés n'évolue pas grandement au cours du siècle, du moins pas dans un premier temps<sup>202</sup>. C'est-à-dire qu'avant la spécialisation de l'usine de Port-Brillet au cours du début du XX<sup>e</sup> siècle, les usines Chappée gardent un système de classification d'ouvriers similaire. Du moins cette idée est corroborée par l'emploi de machines et d'un outillage similaire aux périodes précédentes. De ce fait, on a un petit nombre d'ouvriers qui possède des compétences et des capacités dont la valeur est supérieure à la masse ouvrière. Ce

---

<sup>202</sup> Dans sa maîtrise, la chercheuse ne crée pas de nouvelle catégorisation ouvrière entre le début et de la fin de sa période.

Dehu Geneviève. *Évolution économique au 19<sup>e</sup> siècle des forges de Port-Brillet*. 1967. D.E.S Histoire.



décalage entre deux types d'ouvriers se manifeste via les questions de salaire, mais également sur les problématiques de logement et de propriété. Un rapport interne de l'entreprise en 1936 définit d'autres catégories professionnelles données via les grilles salariales<sup>203</sup>. En fonction "qualifiée", nous avons le forgeron, l'ajusteur, les tourneurs et les mouleurs qui s'ajoutent. Individuellement, chaque profession spécialisée gagne une somme supérieure de 1 à 3 francs la journée par rapport au salaire de l'ouvrier moyen.

La question salariale est un élément central dans la distinction entre ouvrier moyen et ouvrier spécialisé. Il faut mentionner plusieurs éléments, ainsi que divers chiffrages. Dans l'ensemble, la Mayenne est pauvre, donc travailler au sein de l'industrie rapporte davantage qu'ailleurs pour autant ces gains restent très modérés. Si l'on prend en compte que la majorité des grèves au sein du territoire de la Mayenne ont été déclenchées pour des questions salariales<sup>204</sup>, on peut savoir que la question salariale est un vrai problème pour la survie de l'ouvrier. En moyenne sur l'ensemble de la période, un ouvrier à la journée touche au début 1 Franc 40, qui monte rapidement à 2 francs avec des périodes où l'on monte jusqu'à près de 3 francs 50<sup>205</sup>.

---

<sup>203</sup> Lors de la mise en place de la première grève des « métallos », la direction locale de la SGF transmet une grille salariale détaillée précisant le revenu à la journée en fonction de la catégorie professionnelle.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58 : Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>204</sup> L'ensemble des grèves effectuées dans la métallurgie en Mayenne ont une origine salariale, seuls les mouvements de grève des Cheminots et des Boulangers relèvent d'autres motifs.

<sup>205</sup> À mettre en perspective avec l'évolution de la valeur du franc durant la période. Le travail à l'heure est à 3,50 francs étant établi pour la période de 1937. En comparaison, un ouvrier parisien touche à la même période au minimum 4,15 à 5 francs la journée.

Ce chiffrage pour le salaire à Port-Brillet s'effectue pour la fin de la période, grâce au document issu de la SGF pour 1936 cité précédemment. Pour le début de la période, il s'effectue par le croisement des données issues de l'*Oribus*, ainsi que des grilles de salaire trouvées au sein de la côte 2084 W 25, où l'on possède une grille de salaire pour un bûcheron/charbonnier et un ouvrier non qualifié. Ces chiffres permettent de dresser une moyenne salariale.

Archives départementales de la Mayenne : 2084 W 25 : Port-Brillet : copies d'articles, numéro spécial de L'Oribus, diplôme d'études supérieures de Geneviève Dehu (1967) [ensemble donné

Ces questionnements d'ordre monétaire et de logement sont une problématique de survie pour l'ouvrier moyen. L'ouvrier qualifié se distingue par le fait qu'il n'a pas de questionnements de cet ordre. Le patron, que ce soit Armand Chappée, ou l'ensemble des industriels qui le précèdent, sait que cette classe ouvrière est vitale à contrôler. À la fois parce qu'elle fait partie des rouages essentiels de l'industrie, mais également et surtout parce que ce petit ensemble d'ouvriers est un moyen de contrôle sur la masse ouvrière beaucoup plus large. Contrôler cette portion d'ouvriers permet de les contrôler tous.

Au-delà des salaires plus élevés, Chappée a tendance à accorder des privilèges à ces ouvriers. D'abord, par la garantie d'un logement, souvent de fonction, qui est donc sous la direction du patron. Soit le patron possède en nom propre le bien, ce qui est récurrent à Port-Brillet, soit le patron paye en partie le loyer pour modérer les dépenses de ces ouvriers. Dans l'ensemble des démarches patronales, que ce soit pour ou par la création d'évènements, d'associations, d'éléments qui forment le collectif ouvrier, Armand Chappée garantit le bon fonctionnement de ce genre d'institution par la présence régulière d'ouvriers qualifiés, généralement des commis c'est-à-dire la main-d'œuvre ouvrière la plus qualifiée, qui structure l'industrie et qui est à la direction de ces satellites patronaux.

On retrouve alors dans la relation patron-ouvrier qualifié une forme de réciprocité. Le patron améliore considérablement les conditions de vie, ainsi que la stature de ces cadres ouvriers afin qu'ils lui soient redevables. En effet, l'élévation d'un ouvrier ne dépend pas uniquement de ses compétences, mais surtout du bon vouloir de Chappée. Ainsi, un illustre inconnu peut devenir le second de l'entreprise à la fois par ses compétences, mais surtout par la mise en avant du patron de l'ouvrier par rapport à la masse.

Cet exemple de valorisation des membres haut placés au sein de l'industrie se démontre par le maire de Port-Brillet, M. Cossé. Les données à son sujet se limitent surtout aux informations données par Armand Chappée lui-même et en moindres mesures aux quelques lettres moins formelles qu'il écrit<sup>206</sup>, d'ailleurs, sans savoir

---

à Dominique Éraud par Jean-Paul Gallard, recenseur à la Conservation régionale des monuments historiques des Pays de la Loire].

<sup>206</sup> La majorité des lettres retrouvées à son sujet sont des échanges avec les autorités départementales ou le préfet pour des aménagements communaux. On a également quelques articles de presse qui rapportent des éléments qui lui sont attribués.

réellement pourquoi M. Guyard est évincé de la mairie<sup>207</sup>. Julien Cossé est d'origine ouvrière, mais d'un secteur ouvrier relativement prospère puisque ce dernier est un ouvrier qualifié lui-même descendant d'ouvrier qualifié. Il montre un zèle assez marqué auprès de son patron et est nommé commis des fondeurs. Issue d'origine de l'industrie de Port-Brillet, ce dernier n'est pas issu des ouvriers amenés par Armand Chappée lors de son rachat de Port-Brillet.

Ainsi, Cossé doit son succès au sein de l'industrie au soutien et la relation qui s'est construite avec son patron. Ce dernier a des atouts préalables, notamment des capacités de leadership démontrées lorsqu'il a dirigé la troupe musicale des forges de Port-Brillet. Lors des élections municipales, Armand Chappée<sup>208</sup> met en avant la candidature de Julien Cossé, son jeune poulain prometteur. Sans surprise, il est élu de façon largement majoritaire n'ayant pas de réelles oppositions. Comme son supérieur, il sera maire de la commune en<sup>209</sup>. Sa fidélité à l'égard de son maître sera indéniable puisqu'il reste un maillon important du système Chappée jusqu'à sa mort.

Cet exemple de la mairie de Port-Brillet démontre bien la fragilité de l'argumentaire de faire de « l'ouvrier » une catégorie unique sans distinction économique et culturelle. Cossé démontre la volonté d'Armand Chappée d'obtenir un contrôle assidu de son territoire. Ce contrôle, Chappée ne souhaite pas le limiter à la seule classe des ouvriers qualifiés en voulant s'ancrer dans la vie ouvrière, et ce de toutes les manières possibles.

### **I.3.III L'urbanisation Chappée et le maintien de l'attache à la terre**

Chappée connaît et comprend sa population ouvrière et surtout ses particularités. En démontre une petite annonce dans le journal *La Mayenne*<sup>210</sup> sur un concours local de jardinage.

---

<sup>207</sup> Deux hypothèses sont plausibles : soit une question d'âge puisque ce dernier décède peu de temps après, soit une question de mauvaise gestion communale qui aurait pu émettre une mise en retraite sous les demandes de Chappée.

<sup>208</sup> L'industriel sera maire de Sainte Jamme sur Sarthe de 1861 à 1900.

<sup>209</sup> Sa dernière réélection sera en 1919 puisque ce dernier décédera peu de temps après.

<sup>210</sup> *La Mayenne* Octobre 1892

En soi, l'information pourrait être considérée comme assez pauvre et proche de l'anecdotique. Au contraire, elle relève le fait que Chappée a compris l'imbrication de sa population ouvrière au sein de la ruralité dans laquelle elle évolue. Le principal raisonnement dans l'ensemble de cet argumentaire est de mettre en avant deux faits.

La population Brillet-pontins est composée d'une population mixte professionnellement, c'est-à-dire de foyers et d'individus qui composent entre période agricole et période ouvrière. Mais lorsque l'individu, et plus généralement le foyer, s'attache à la profession d'ouvrier, l'objectif d'obtenir une terre et de l'exploiter pour subvenir à ses besoins se maintient.

Pour contenter la population, le patron emploie une stratégie bien rodée. Dans les faits, cette dernière se met en place dès l'arrivée de Chappée, mais il faut attendre la période de prospérité économique vers la période de 1897 pour que cette politique se mette réellement en place. L'objectif est triple pour Chappée, dominer politiquement et socialement ses employés, ce qui sera davantage développé dans la prochaine partie, mais également repenser et conceptualiser son fief avec l'urbanisation. Il faut enchaîner l'ouvrier à une terre et à un logement pour que ce dernier ait une attache à la fois personnelle et professionnelle auprès de son employeur.

Chappée donne de la terre. Plutôt, il la loue et la prête. Durant l'ensemble de la période à la veille de la Première Guerre mondiale, son objectif est de contenter ses ouvriers afin que ces derniers lui restent fidèles. De ce fait, la principale demande qu'est l'exploitation de terre est obtenue. Grâce à ses finances personnelles, Chappée investit énormément dans la terre et le logement. Ses possessions sont alors redistribuées, moyennant compensation, loyers ou fidélités. Ces parcelles de terre, situées généralement derrière le logement, ne sont en réalité pas très grandes. Généralement, elles servaient uniquement à subvenir aux besoins du foyer et sont exploitées après la journée de travail. La mention d'un concours de jardinage démontre une double tendance chez Chappée. À la fois l'attache au foyer, la tenue de ce dernier dans un idéal de prospérité. Mais surtout, une forme de compétition qui recherche auprès des ouvriers des moyens de concurrence interpersonnels pour favoriser l'adoption de normes internes vis-à-vis des carcans patronaux. Si le patron offre un concours, c'est à la fois pour voir si ses ouvriers s'en sortent dans leurs exploitations personnelles, et aussi pour inciter les autres ouvriers qui ne possèdent pas encore de jardin à suivre la même lignée, le même objectif. La récompense monétaire à la fin de cet événement n'étant qu'un moyen pour Chappée de rendre attractive cette stratégie.

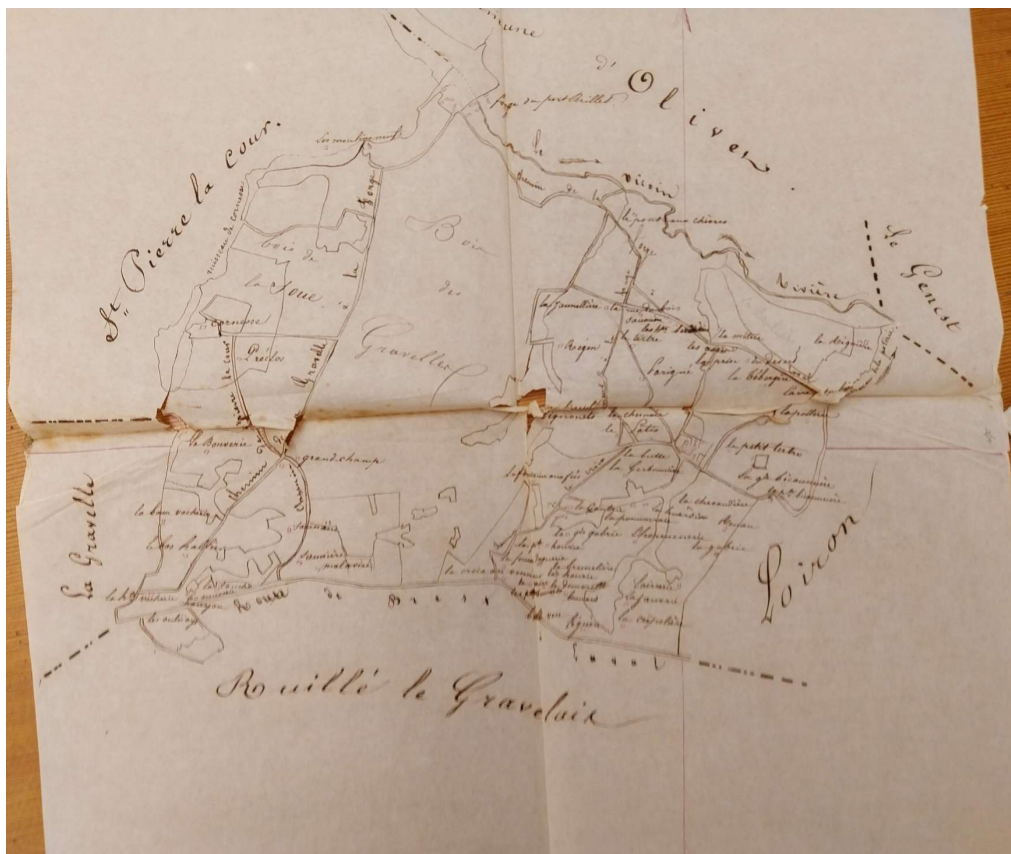
Pour ce qui est de penser, l'urbanisation, Chappée, en soi, n'a que peu de choses à faire, puisqu'il va reprendre la structuration déjà émise par les Paillard-Ducléré. Ces derniers avaient déjà entrepris une restructuration des lieux de vie de la commune<sup>211</sup>. Le village de prime abord n'a alors rien d'exceptionnel. Les Paillard Ducléré ont seulement mis au centre de la commune la mairie, l'école et l'église. Ils ont acheminé le train afin que ce dernier passe auprès de la commune et des forges. Ce qui dénote, c'est la répartition socio-spatiale des logements. En effet, ils sont situés au niveau de la mairie, logements parfois avec étage donc pour des foyers riches majoritairement occupés par des propriétaires terriens et des ouvriers qualifiés. Au contraire, les populations économiquement plus faibles, sont davantage déportées dans la zone au-dessus de chemin de fer et possèdent des baraquements qui, au-delà d'être d'une exacte similitude, sont pensés afin de parquer des typologies de populations à des endroits donnés. Cette mise en place de la commune sera largement renforcée par Armand Chappée. D'abord, par la création de logements structurés de la même façon, mais surtout, par une dichotomie au niveau de la zone de Charpenterie près du lac. Là-bas y est située une poignée de maisons qui démontrent un mode de vie aisé. On y retrouve l'ensemble des propriétaires terriens de la commune. Surtout, la présence d'un manoir, d'un « fief » propriété directe de l'industriel Chappée, qui démontre bien la pensée intrinsèque de vouloir repenser et dominer son environnement, la volonté de se hisser en seigneur de ces lieux vis-à-vis de la géographie de son territoire est clairement établi<sup>212</sup>. Cette séparation géolocalisée est encore perceptible dans l'urbanisme du territoire, même si la commune a évolué dans ce spectre. Ainsi, des cadastres du XIX<sup>e</sup> à la carte satellite, on observe bien un découpage en deux entités.

---

<sup>211</sup> La structuration du bourg, ainsi que le positionnement des logements, avait déjà été pensée. De même la famille Paillard-Ducléré possédait déjà des biens immobiliers qui ont été cédés au moment du rachat des forges.

Archives départementales de la Mayenne. 1 Mi 321 8 : Bobines 18-19. Archives de la Société des forges de Port-Brillet.

<sup>212</sup> Paradoxalement, même si l'*Oribus* détaille les habitations Chappée, la question de la répartition des logements au sein de la pensée de l'urbanisme de la commune n'est jamais réellement abordée ou de manière annexe.



*Cadastre 1 : Auteur et production Inconnu<sup>213</sup>*

Les événements de la fondation de la commune complémentent à la fois notre analyse du monde ouvrier tout comme ils démontrent les limites de cette démarche de recherche. D'un point de vue politique, on a la manifestation la plus directe possible de revendications qui découlent de l'environnement rural et agricole s'opposant à un environnement ouvrier qui s'affirme. Des éléments de l'ordre du religieux, de la relation sociale et économique nous permettent de confirmer à la fois la réalité ouvrière des populations, mais également les événements qui découlent de

---

<sup>213</sup> Le cadastre était lié à un document de Paillard-Ducléré & Cie, donc probablement du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En dehors de la qualité du document, on observe également des erreurs sur le positionnement des noms des communes limitrophes avec un léger décalage, ce qui fait que le document est analysé avec un certain recul.

Archives départementales de la Mayenne. 2084 W 25. Port-Brillet : copies d'articles, numéro spécial de L'Oribus, diplôme d'études supérieures de Geneviève Dehu (1967) [ensemble donné à Dominique Éraud par Jean-Paul Gallard, recenseur à la Conservation régionale des monuments historiques des Pays de la Loire].

cette affirmation de plus en plus appuyée en termes de politique locale. *A contrario*, l'aspect de « l'ouvrier » de Port-Brillet met également en exergue le fait que cette notion, loin d'être uniforme, est très variable en fonction des cas individuels au sein des foyers, mais également en fonction de situations économiques très diverses qui témoignent d'une forme de précarité. Malgré cet ancrage politique, la domination d'un modèle dynastique en lien avec le monde économique et politique avec les forges démontre également le système paternaliste et proche d'une forme d'hérédité de la puissance patronale, qui sans être systématique pour les héritiers des forges est une notion systémique vis-à-vis de la réalité de la possession et l'exploitation des forges. La déstabilisation politique et surtout économique de ce début de période républicaine semble alors assez vite affaiblir l'affirmation ouvrière qui manque parfois de contrôle sur son environnement. Les difficultés économiques fortes, qui se traduisent par une forme de pauvreté, démontrent alors qu'en réalité la population ouvrière est dans une période d'affaiblissement. L'arrivée de Chappée, d'un retour à ce système dynastique ainsi qu'à un paternalisme soutenu changent la donne. Paradoxalement, c'est ce sauvetage économique qui enterre également les racines politiques des ouvriers. Armand Chappée innove dans la réappropriation de la doctrine paternaliste. De l'apport de nouveautés sociales et technologiques à la dominance politique de l'homme providentiel qu'est le patron, Chappée utilise la doctrine paternaliste à son plein potentiel. Au centre d'un schéma de pensée, on retrouve une action politique de paternalisme légitimé dans un premier temps par son action économique et par la domination sociale et politique qu'il entraîne. La particularité de cette dynastie par rapport à celles d'avant est que le "système Chappée" fait en sorte d'avoir une domination totale sur chaque personne : du sevrage de l'enfant à la retraite, tout le monde était redevable envers lui et envers sa personne de patron.

## II. « UN PEUPLE ASSAGI » : LA CONSTRUCTION DU FIEF CHAPPÉE (1882- 1922)

Évoquer l'homme qu'était Armand Chappée permettra de parler de la politique Chappée. Armand Chappée est largement décrit par les sources et les divers éléments biographiques produits par sa famille, par des chercheurs qui ont voulu travailler sur sa vie<sup>214</sup> ou bien dans des éléments issus de son propre travail. Néanmoins, nous manquons d'informations sur sa jeunesse et sur la période précédant sa vie d'industriel<sup>215</sup>.

Il est cependant possible d'affirmer avec certitude qu'il est issu de la moyenne bourgeoisie. En effet, ce dernier naît le 30 avril 1835 à Auteuil. Son père, Michel-Alexandre Chappée, est marchand. Sa mère, Sophie-Joséphine Doré, est issue d'un capital culturel équivalent à celui de son mari. Or, la famille Doré est originaire d'une branche de bourgeois d'exploitants. Victor Doré est le propriétaire des fonderies d'Antoigné, qu'il acquit en 1854. La famille Doré est une jeune famille bourgeoise en pleine expansion dans la région de la Sarthe. L'usine située à Sainte Jamme sur Sarthe est exploitée entre autres par Victor Doré, cette usine étant le principal maillon de la fortune familiale.

Proche de cette famille par sa mère,<sup>216</sup> Armand Chappée entre en 1856 au sein de l'industrie en tant que secrétaire comptable. Ce dernier est alors rattaché à la fonderie Saint-Pavin du Mans dans laquelle Victor a également des actions.

Armand Chappée va récupérer les parts de l'entreprise lors de son mariage le 7 septembre 1858 avec Victorine Doré, l'une des deux filles de Victor Doré. La dot des jeunes mariés est à la hauteur de la fortune des deux familles. Selon Patrice Grégoire, 20 000 francs sont issus de la famille Chappée, quant à la famille Doré, elle met

---

<sup>214</sup> Grégoire, Patrice. "Armand Chappée (1835-1922), grand patron sarthois." *Annales de Normandie*. Vol. 38, no. 2-3. 1988. p-125-130. Ce travail qui se penche de manière approfondie à la fois sur le personnage et sur sa relation entre la commune de Saint-Jammes-Sur-Sarthe dont il était maire et la commune du Mans.

<sup>215</sup> Dans les différents ouvrages qui se penchent sur l'individu, sa jeunesse n'est que rarement évoquée durant plus d'un paragraphe.

<sup>216</sup> Sophie Joséphine Doré étant la cousine germaine de Victor Doré



40 000 francs à la dot. Cela démontre que, même si Armand Chappée est issu de la bourgeoisie, il n'en reste pas moins plus faible financièrement que sa nouvelle belle famille qui a le vent en poupe dans le secteur industriel.

S'en suit en 1860, la fin de la collaboration entre Victor Doré et Joseph Chevé<sup>217</sup> remplacée par Armand Chappée. En 1867, son beau-père subit une paralysie, ce dernier se désengage de l'industrie au profit de Chappée qui n'aura cependant que définitivement la possession de la forge en 1875. À cette date, le père Doré lègue son héritage industriel à ces deux filles. Dans les faits, Chappée avait déjà le contrôle d'une large partie du complexe industriel, notamment au niveau d'Antoigné où il est nommé immédiatement « *Maitre des forges d'Antoigné* »<sup>218</sup>. Grâce à la position de sa femme, il récupère en héritage entre autres cette usine<sup>219</sup>.

Chappée évolue au sein d'une bourgeoisie en essor. Une fois la direction d'Antoigné acquise, il ne rencontre aucune difficulté à prendre le contrôle total de la population ouvrière<sup>220</sup>. Dans l'historiographie comparative, les chercheurs qui s'intéressent à Armand Chappée ont souvent comparé l'industrie d'Antoigné et de Port-Brillet. Dans les faits, ces comparaisons sont souvent émises pour effectuer des distinctions.

Que ce soit le complexe industriel d'Antoigné ou la population ouvrière qui y vit, il y a des points d'opposition avec le modèle de Port-Brillet. La comparaison n'a de sens que pour la présence du modèle politique que Chappée reproduit.

---

<sup>217</sup> Associé avec lequel il a acheté et modernisé des forges, la compagnie s'appelait à l'origine « Doré et Chevé »

<sup>218</sup> Dans sa série d'ouvrages sur le patronat de la fin du XIXe, Dominique Barjot nous propose également une biographie sur Armand Chappée. Cette biographie ne s'écarte qu'assez peu de celle effectuée par Patrice Grégoire, mais nous renseigne plus précisément sur la réception de l'héritage Doré.  
Dominique Barjot (dir). *Les Patrons du Second Empire : Anjou, Normandie, Maine*. Éditions Picard. 1991. p266.

<sup>219</sup> L'autre fille Doré récupérant les parts de marché que possédait son père au sein d'autres industries mancelles.

<sup>220</sup> Dans l'*Oribus* les auteurs relatent une biographie plus légère qui revient sur les mêmes points de passage, c'est-à-dire ces origines sociales et son lien avec la famille Doré.  
Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

Pour approfondir sur l'usine d'Antoigné, outre les travaux de Patrice Grégoire et l'ouvrage de Dominique Barjot, on a également la présence d'un musée au sein du territoire de l'ancienne usine qui retrace l'histoire de ce lieu. Dans le cadre de ce sujet, Antoigné sera seulement mentionné de manière annexe afin de mieux comprendre les choix effectués par Chappée.

Il subsiste quand même des points communs entre les deux industries. Ces dernières sont toutes les deux des forges historiques de la région du Maine exploitée dès la toute fin du Moyen-Âge. Ces deux sites s'inscrivent dans un territoire géographique similaire, puisque Sainte-Jamme-sur-Sarthe se situe également dans une zone rurale dans la grande agglomération du Mans.

Lors de la gouvernance Doré, les forges d'Antoigné ont largement été restaurées, les bâtiments ainsi que les aménagements ont été pensés pour durer. Lorsque Armand Chappée récupère les forges d'Antoigné, il est un patron riche qui gère une forge, certes qui elle aussi décline, mais largement moins que les forges de Port-Brillet. De plus, la commune est dotée d'une usine spécialisée dans la tuyauterie et la fumisterie. L'usine détient une expertise généraliste, mais ne se spécialise pas dans un domaine en particulier. Pour ce qui est du nombre d'ouvriers, il est largement moindre, on l'estime à 111 ouvriers lors de la reprise Chappée, ce chiffre étant à remettre dans le contexte économique national<sup>221</sup>.

Antoigné, territoire d'origine de Chappée, est à la fois un lieu d'expérimentation politique et économique, mais également un lieu de consolidation industrielle. S'adaptant aux besoins et à la demande du marché, les usines d'Antoigné changent parfois de secteur de spécialisation. Cette adaptation se traduit par une augmentation de la masse salariale : en 1885 avec 500 ouvriers, ces derniers dépassent les 1 000 ouvriers en 1910 et atteindront un pic de près de 1 300 ouvriers au début de l'entre-deux-guerres. Dès le Second Empire, Antoigné est le lieu d'expérimentation des idées

---

<sup>221</sup> Comme déjà mentionner précédemment la décennie 1870 s'ouvre par la Grande Dépression, une période de déclin de l'économie mondiale. Cette difficulté économique se maintient au moins jusqu'à la fin de la décennie 1880 voir jusqu'à la toute fin du siècle.

Bonin Hubert. La Grande Dépression française à la fin du XIXème siècle : réflexion sur sa datation et sur sa fonction. *Histoire, économie et société*. 1987. N°4. P-509-533.

Chappée : le paternalisme politique<sup>222</sup>. De ce fait, les idées qui parviennent régulièrement à Port-Brillet sont issues de Sainte Jamme avec quelques années de décalage.

À partir de la succession des deux fils Chappée, l'usine d'Antoigné semble atteindre un plafond de verre. Sans décliner économiquement, cette dernière atteint le maximum de sa production. Les querelles familiales sont également accompagnées d'évolution politique. Port-Brillet ne semble que totalement sombrer politiquement en 1937, Sainte-Jamme lui a emboité le pas, puisque la mairie devient socialiste en 1933 alors que les idées socialistes et surtout communistes se sont déjà largement propagées dans un département où la vague rouge commence à faire son effet<sup>223</sup>.

## **II.1 UNE DOMINATION AVANT TOUT POLITIQUE ET ECONOMIQUE**

Armand Chappée aimait probablement la politique. Régulièrement durant la période de prospérité, notamment de 1899 à 1910, il effectue de très nombreux discours auprès de ses ouvriers. Ces grands discours, souvent partiellement scénarisés, servent tant économiquement que politiquement de vitrine auprès de ses ouvriers. Dans ses monologues, le patron exprime assez librement ses

---

<sup>222</sup> La biographie d'Armand Chappée évoque brièvement cette notion de paternalisme. Pour autant ce n'est pas une exception, mais une norme dans la direction patronale.

Dominique Barjot (dir). *Les Patrons du Second Empire : Anjou, Normandie, Maine*. Éditions Picard. 1991. p266.

<sup>223</sup> Durant l'entre-deux-guerres, le département de la Sarthe va connaître une évolution politique complexe. Une montée de mouvement socialiste, mais également une vague plus forte qu'en Mayenne de mouvement d'extrême droite. De ce constat on émet parfois l'hypothèse d'une fracture politique dans le département. La proportion d'ouvrages concernant cette période étant assez restreinte.

Adrien Champroux. *Le Parti social français, des ligues à son héritage poujadiste en Sarthe (1932-1958)*. Sciences de l'Homme et Société. 2019

positionnements politiques, ainsi que ses désaccords ou accords avec le gouvernement en place. Sa doctrine peut être résumée par ses propres mots<sup>224</sup>.

D'abord un rejet de l'étatisme au profit d'une doctrine libérale ou la relation patronale et ouvrière est de prime à bord mis en avant vis-à-vis d'un étatisme trop prenant :

*« L'État en agissant ainsi a détruit tout ce qui faisait la liaison entre la Direction et le Travail : par des lois il a rendu obligatoires des institutions qui grèvent lourdement les budgets ouvriers et patronaux. Sans apporter aucune amélioration à la classe ouvrière, bien au contraire [...] ces lois contribuent à creuser un fossé entre le patronat et l'ouvrier en soulevant des réclamations, en occasionnant des revendications. »*

S'en suit un rejet total de toute forme de doctrines socialistes et de revendications syndicalistes. Le patron souhaite avoir un droit de regard sur la formation de groupes syndicaux ou politiques qui viendraient entraver sa démarche paternaliste :

*« Dans la période agitée que nous traversons, nous voyons des hommes intéressés à troubler les rapports entre patrons et ouvriers, qui représentent le patron comme un exploiteur, un homme sans cœur et sans pitié. Vous jugerez ces hommes comme ils le méritent ; vous savez trop bien qu'en exposant de semblables théories, ils cherchent à vous exploiter et à ne vivre qu'à vos dépens »*

Dans l'ensemble de la démarche de Chappée, ces deux doctrines de rejet sont systématiquement présentes dans la mentalité politique de l'industriel concernant l'ensemble de ses groupes ouvriers. La doctrine du « père-patron » mêle alors deux visions : celle de donner aux ouvriers, de manière individualisée, vue comme une donation afin que les ouvriers voient en leur patron leur protecteur, ceux à qui ils doivent tout. *A contrario*, le patron qui garde avant tout une domination à la fois sociale et politique, voire plus, entreprend une volonté de canaliser et de réduire toute forme d'opposition, peu importe comment cette dernière se manifestera.

---

<sup>224</sup> Les deux citations qui suivent sont également exploitées dans *L'Oribus* n°7 et sont tirées de deux discours d'Armand Chappée en 1903.

Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

Bibliothèque Nationale de France. FRBNF30221612. Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondateurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur

## II.1.I Un contrôle municipal et plus encore

La domination la plus directe et la plus visible est la domination politique. La municipalité traduit cet ancrage. Durant l'ensemble de la période de 1882 à 1937, la mairie est systématiquement sous l'influence directe des industriels Chappée et par la suite de la S.G.F.

Le cas de monsieur Cossé ayant déjà été évoqué, il faut parler du vote ouvrier et de l'emprise patronale sur la mairie. Quelques chiffres sont à mentionner : la première élection de Cossé le fait élire avec 346 votes<sup>225</sup>, c'est-à-dire qu'il obtient un 1/3 des votants de la commune. Ces votes sont majoritairement des votes ouvriers et en moindre mesure ceux des professions libérales amenées par Chappée. Dès le début de l'industrie, les ouvriers prennent l'habitude de voter pour le directeur de l'entreprise. En dehors de ce vote, Julien Cossé obtiendra systématiquement la majorité des votes<sup>226</sup>. Sur l'ensemble de la période, la mairie est patronale. Cependant, le vote ouvrier évolue durant l'ensemble de la période. Durant la domination d'Armand Chappée, c'est-à-dire de 1882 à 1922, les votes pour le conseil municipal mettent Cossé largement majoritaire, écrasant même la possibilité d'une opposition. Lors de l'éclatement des dissensions familiales, cette opposition se manifeste davantage par un renouvellement municipal plus faible. À cet instant, à chaque nouvelle élection municipale, le vote pour la majorité pro patronale diminue de façon constante. S'observe alors une opposition par une abstention qui se renforce. Sans jamais perdre de façon directe les élections municipales, c'est l'effritement constant de ce pouvoir qui démontre l'impopularité grandissant du patronat auprès de ses ouvriers<sup>227</sup>.

---

<sup>225</sup> Malgré l'absence des archives municipales, les résultats électoraux ont été conservés au sein des archives modernes dans la section 3 M (Plébiscites et élections).

Archives départementales de la Mayenne. 3 M 544. Élection municipale Port-Brillet.

<sup>226</sup> En réalité, si on omet les enfants et les femmes qui ne peuvent voter, la mairie est presque automatiquement réélue.

<sup>227</sup> De 1919 à 1925, Louis Gonand remplace Julien Cossé. Puis de 1925 à 1935, Benoît Chappée est élu. Louis Gonand n'est pas systématiquement celui qui obtient le plus de voix sur la liste et Benoît Chappée est même celui qui individuellement reçoit le moins de voix sur la liste municipale plafonnant à 276 voix pour 1935.

Archives départementales de la Mayenne. Élection municipale Port-Brillet. 3 M 545 à 560.

En ce qui concerne la composition municipale, sans avoir de détails précis<sup>228</sup>, il est possible d'affirmer sans crainte que le conseil municipal est majoritairement composé d'ouvriers qualifiés ou de commis confortant alors leur place au sein de l'industrie et dans le cadre politique. Se met en place une situation de codépendance entre le patron et les membres du conseil municipal. La fidélité est récompensée au grand dam de l'opposition qui se voit marginalisée.

Il est alors possible de se demander pourquoi Armand Chappée n'a pas tenté d'élargir ce contrôle politique comme a pu le faire la famille Paillard-Ducléré. C'est justement la famille Paillard-Ducléré qui va freiner l'ascension de Chappée. En 1877, monsieur Armand Chappée tente d'être élu au conseil général de la Sarthe, il est battu par le candidat républicain Paillard-Ducléré<sup>229</sup>. Cette situation est bloquante politiquement pour Armand Chappée alors que ce dernier consolide encore son fief d'Antoigné. Cet échec marque un arrêt dans la tentative de conquête politique. Ce dernier décide de ne pas prendre part au jeu des partis, et n'essaie pas de récupérer une étiquette politique claire, cela a probablement conforté son opinion sur le fait qu'il serait difficile de déboulonner les candidats récurrents qui sont situés dans les cantons mayennais et sarthois.

De plus, certains éléments ont probablement manqué à Armand Chappée. D'un point de vue politique, ce dernier a sous-estimé certains paradigmes politiques du territoire, comme l'influence des propriétaires terriens qu'il n'a pas réellement convaincus. Chappée n'est pas particulièrement compétent pour dominer des territoires majoritairement agricoles là où ces dominations politiques se limitent à des fiefs industriels dispersés. Il semble n'avoir que peu d'intérêt pour la politique. Le libéralisme économique a le vent en poupe dans les milieux industriels auprès des patrons et des candidats politiques, majoritairement de droite. Armand Chappée suit cette courbe politique d'une partie de la droite aux attrait du libéralisme. Or, dans cette vision, la politique est parfois largement relayée au second plan au profit de l'économie, le pouvoir du capital économique devenant plus atteignable que le capital politique pour Armand Chappée.

---

<sup>228</sup> La mairie de Port-Brillet a confirmé que l'ensemble de ces documents avaient été transmis aux services départementaux. On peut supposer qu'une partie de ces documents sont restés aux mains de la famille Chappée. De ce fait on possède peu d'éléments concrets sur la composition des listes.

<sup>229</sup> Information extraite de *l'Indépendant de l'Ouest* de novembre 1877.

Même si aucune autre tentative purement politicienne n'est réalisée, Armand Chappée n'en reste pas moins influent politiquement, et ce de plusieurs manières possibles. Il utilise l'économie pour dominer politiquement ses adversaires. Il entre dans la chambre du commerce du Mans en 1888 avant d'en devenir vice-président en 1904 consolidant son appui dans le secteur sarthois<sup>230</sup>. Au niveau national, il devient président du syndicat général des fondeurs de France. Cette place lui permet d'avoir voix au chapitre dans des ministères tel que celui de l'Industrie et du Commerce. En parallèle, fort de son succès, il devient administrateur au sein de la Banque de France. La majorité de ses possessions de dominance lui sont accordées ou acquises durant la période de 1900 à 1910. Cette position dominante s'explique, en partie, par une réelle stratégie de pensée de l'individu, également par un redressement économique de ses industries qui font de lui un homme célèbre, ainsi que par les propositions qu'il effectue durant les expositions universelles.

## **II.1.II Le levier économique : argumentaire fort en période de prospérité (1899-1914)**

En 1882, la période de modernisation de l'industrie ne va que partiellement freiner l'hémorragie économique de Port-Brillet. La population ouvrière se consolide et se restructure. Là où Antoigné connaît une réelle période de prospérité plus tôt, il faut attendre la fin du siècle pour voir un tournant à Port-Brillet<sup>231</sup>.

D'un point de vue démographique et économique, à partir du début de la décennie 1890, on voit que les chiffres repartent à la hausse. En réalité, Port-Brillet, ne fait que suivre la tendance nationale. La période de dépression économique qui avait suivi la guerre franco-prussienne est désormais loin et l'industrie comme les marchés

---

<sup>230</sup> Cette prouesse lui permet de devenir l'un des industriels les plus puissants du Mans. De ce fait l'obtention de ces postes est relayés à la fois dans les biographies à son sujet, mais également dans la presse.

Information extraite de *L'Indépendant de l'Ouest* en mars 1888.  
Grégoire, Patrice. "Armand Chappée (1835-1922), grand patron sarthois." *Annales de Normandie*. vol. 38, no. 2-3. 1988. p-125-130.

<sup>231</sup> La situation économique de la Mayenne est fragile puisque seules trois usines métallurgiques survivent à la dépression économique : Port-Brillet, Moncor et Orthe en 1876.

Archives départementales de la Mayenne. 3PE496. Annuaire administratif du département de la Mayenne, 1877.

en France sont repartis à la hausse due à une stabilisation de la III<sup>e</sup> république initiée à la fin de la décennie 1880.

Cette situation économique prospère se traduit par les prix, les concours et les diverses médailles. En effet, sous le régime républicain, pour valoriser à la fois la refonte du pays, la productivité et le secteur industriel, le nombre de concours et de prix dans le secteur économique augmente. Pour Chappée, cela lui permet de galvaniser la force ouvrière qui se voit récompensée pour son travail tout en faisant une publicité pour les produits qu'il confectionne. Cette récompense permet une réelle augmentation de la productivité de l'entreprise, mais également renforce la venue de potentiels investisseurs ou acheteurs. Chappée, dans sa politique paternaliste, met en œuvre un contrat tacite de prospérité entre lui et ses ouvriers.

La première mention de ce genre de concours commence dès l'année 1888<sup>232</sup> :

*En exécution du décret du 16 juillet 1886, le ministre du Commerce et de l'Industrie a accordé une médaille d'honneur en argent à M. Chanteaux (Constantin), ouvrier mouleur dans la maison Chappée, à Port-Brillet (Mayenne).*

Ce genre de chronique dans les journaux locaux se multiplie<sup>233</sup>. L'investissement des ouvriers est de ce fait récompensé, voire doublement couronné puisque la récompense salue le travail de l'ouvrier et il s'y ajoute une prime pécuniaire. Se greffent également les cadeaux de Chappée qui se veut charitable puisqu'il accorde généralement des bénéfices en bien ou en nature<sup>234</sup>. Le décret du 16 juillet 1886 démontre également la fidélité des ouvriers envers leur patron, fidélité qui est parfois obligatoire<sup>235</sup>. Par exemple, la revue *La Croix de la Mayenne*<sup>236</sup> du 12 août 1894

---

<sup>232</sup> Extrait de la « Chronique de l'Ouest » de *l'Indépendant de l'Ouest* du 2 janvier 1888.

<sup>233</sup> Le décret du 16 juillet 1886 décerne une médaille d'argent aux employés ou ouvriers français ayant effectué trente ans de service au sein de la même industrie ou du même commerce. C'est un système de récompense qui favorise les exploitations ouvrières conçues comme des concentrations ouvrières de longue durée.

<sup>234</sup> Amélioration généralement qui bénéficie à l'ensemble du foyer. Soit par l'amélioration du logement (ou de la terre associée) soit par une meilleure prise en charge et de potentielles allocations.

<sup>235</sup> Les ouvriers dont le mouvement entre les secteurs industriels est le plus restreint sont souvent les ouvriers dont la condition économique est faible.

<sup>236</sup> Journal mayennais éphémère. Il prône une ligne éditoriale catholique conservatrice proche même des idées antirépublicaines en opposition aux mouvements démocrates-chrétiens qui commencent à émerger.



énonce que sur l'ensemble des médaillés du décret, c'est-à-dire onze, six sont issus des usines Chappée<sup>237</sup>. Au-delà de ces médaillés, le nombre de prix obtenus par les usines Chappée permet à l'industriel de se faire une place dans le paysage industriel français. En témoignent les expositions universelles de 1889 et 1900, des événements qui finissent de consolider la réputation de la marque Chappée.

Ces événements sont très intéressants à étudier, car Chappée y présente ses innovations s'offrant alors une vitrine commerciale. De plus, les ouvriers expriment leur avis sur ces expositions dans des feuillets qui nous sont parvenus.<sup>238</sup>

Les expositions universelles sont des moyens pour les patrons et industriels de mettre en avant de nouvelles technologies ou de nouveaux types d'industries qui plairont à un public large. Armand Chappée va se servir de cela pour projeter un prestige sur son complexe industriel. Pour ce dernier, les deux expositions universelles sont des tremplins pour ses projets.

L'exposition universelle de 1889 ne fait que confirmer la place de Chappée<sup>239</sup>. En effet, même si la production de fonte reste la principale manne financière, elle est aussi utilisée à des fins diverses, parfois même « artistiques », selon Francis Laur.

La première distinction obtenue par les industries Chappée a lieu à Angers en 1877, s'en suit d'autres en 1879 à Paris et en 1880 au Mans. L'influence de ces industries est alors perceptible dans l'ensemble de ces villes. La portée de Chappée s'élargit à l'international, puisque ce dernier obtient des prix à Sydney, Melbourne, Amsterdam et Vienne à la suite de cette exposition universelle. Sa réputation le précède déjà, il commence à s'élargir à l'international. Le compte-rendu vante allégrement le narratif Chappée : un bon patron qui aide ses ouvriers à obtenir logis et protection sociale. Aucune contestation du pouvoir Chappée n'est émise, bien au contraire, son stand de 8 mètres est décrit comme monumental et largement salué

---

<sup>237</sup> Voir Annexes n°4 : Extrait *La Croix de la Mayenne* d'août 1894

<sup>238</sup> On possède deux carnets distincts d'une dizaine de pages à peine, écrits par les ouvriers sélectionnés pour l'exposition universelle de 1900.

Archives départementales de la Mayenne : Archives Privées de la C.G.T, section Mayenne. 303 J 14. Rapports des délégués ouvriers de la ville de Laval, Exposition universelle, 1900.

<sup>239</sup> Le compte-rendu global de l'exposition détaille assez bien à la fois la présence de Chappée au sein des industriels français et sa manifestation personnelle au sein de l'exposition.

Francis Laur. *Les mines et Usines en 1899, étude complète sur l'Exposition universelle de 1889*. Paris. 1890.

par la diversité des produits, certaines pièces de fonte se faisant remarquer, notamment la fontaine monumentale :

*« Au centre s'élève dans sa majestueuse beauté, une reproduction en fonte d'une fontaine monumentale due au ciseau de Chapu, et qui est la propriété exclusive de la maison. Sur un vase du style Louis XVI, s'appuie une grande vasque d'où émerge une nymphe accroupie et renversant une urne. »*<sup>240</sup>

Cette première exposition lui vaut le grand prix de Fonderie de l'Exposition universelle. Aucune donnée n'est cependant attestée en ce qui concerne les ouvriers, il faut attendre celle de 1900 pour avoir des informations concrètes.

Lors de l'exposition de 1900, Armand Chappée reproduit les événements de sa première participation à la fois dans la grandeur et dans la démonstration de puissance. Cette exposition est l'occasion pour Chappée d'embrasser la modernité puisqu'il propose au public la première production de radiateur de fonte issu de ces usines pour l'occasion. Il dévoile également tout un étalage de nouveaux produits à base de fonte dont son industrie se dote à la veille de cette exposition. Le narratif Chappée continue. Cette exposition est l'occasion de mettre en lumière les premières traces d'archives rédigées par les ouvriers eux-mêmes.

En réalité, le feuillet est une demande de l'État français, de ce fait, les écrits sont largement soignés, corrigés et vérifiés. Ces écrits sont alors composés de rapports des délégués ouvriers de la ville de Laval<sup>241</sup>.

On a 13 délégués désignés, majoritairement des tisserands, des menuisiers et de diverses autres professions, généralement des professions du secteur de l'artisanat ou de la petite industrie. Cela représente bien le pôle industriel intermédiaire qu'est la ville de Laval. Les membres désignés doivent rapporter leurs découvertes, ainsi que les nouvelles machines qui pourraient faciliter leurs techniques et leurs travaux sans détailler plus que nécessaire leurs besoins réels. C'est-à-dire que les rapports, sans être codifiés, font majoritairement les louanges de cette exposition et ces aspects positifs.

Comme il est précisé explicitement, les ouvriers choisis pour aller à l'exposition l'ont été à la fois au sein de l'industrie par les ouvriers eux-mêmes, mais avec l'aval

---

<sup>240</sup> Francis Laur. *Les mines et Usines en 1899, étude complète sur l'Exposition universelle de 1889*. Paris. 1890.

<sup>241</sup> Les écrits sont composés à la fois de Lavallois, mais également de nombreuses communes des alentours qui composent un ensemble d'ouvriers mayennais.

patronal pour payer ledit voyage. On a donc affaire à des ouvriers largement acquis au patronat. Leurs écrits sont contrôlés et composés en trois parties, des témoignages, des avis plus structurés de la part d'ouvriers délégués, puis divers professionnels détaillant les soutiens qui leur ont été apportés afin qu'ils puissent aller à l'exposition et les remercient. On a des précisions par les auteurs : il s'agit des syndicalistes cotonniers, du bâti et du livre, à la fois de Laval et de Roche Fort sur Mayenne.

L'un d'entre eux, l'ouvrier métallurgiste Foucault est à relever. On n'a presque aucune information sur lui. Pour autant, ce qui est sûr, c'est que la famille Foucault va travailler de génération en génération au sein de l'entreprise Chappée. Or, le foyer Foucault va se syndicaliser à la période de l'entre-deux-guerres au sein de l'industrie de Port-Brillet. L'écrit de l'individu pourrait avoir de l'intérêt. Pour autant, il ne dénote alors pas de ces camarades, bien au contraire, on constate une véritable soumission au patron. Ces rapports témoignent d'une part de réalité, mais ne témoignent qu'assez peu de la réalité ouvrière. Les seuls éléments d'aspects sociaux décrits servent avant tout alors à dépeindre un patron omniprésent dans les récits et dont la présence ne cesse de grandir. Armand Chappée au-delà de consolider sa position l'élargit au travers du contrôle des écrits.

### **II.1.III Le cas particulier de la Grande Guerre**

La vision politique d'Armand Chappée ne dépassera pas sa commune. Les idées politiques de ce dernier ont tendance à rester de marbre dans le temps. C'est-à-dire que là où une partie du spectre politique évolue, que ce soit vers la gauche ou vers la droite, Chappée restera un conservateur radical. Sans jamais avoir été royaliste, ce dernier semble être un républicain par choix du moment<sup>242</sup>. Pour autant, son spectre nationaliste évolue. Durant la période des années 1910, il est généralement

---

<sup>242</sup> Patrice Grégoire affirme à travers un rapport préfectoral de 1899 que ce dernier se montre hostile au régime républicain jusqu'en 1885 avant de prendre une position de Libéral conservateur. Même s'il y a assez peu de doute sur les positions conservatrices et libérales de l'individu, la source originelle n'ayant pas été retrouvée, cette information reste à nuancer. Grégoire, Patrice. "Armand Chappée (1835-1922), grand patron sarthois." *Annales de Normandie*. Vol. 38, no. 2-3. 1988. p-125-130.

proche des gouvernements qui se constituent par intérêt professionnel. D'un point de vue personnel, son conservatisme le fait alors parfois questionner certains gouvernements qu'il juge trop sociaux. La Grande Guerre est un cas particulier pour ce qui est des événements qui y ont lieu au sein de la population de la commune. Elle démontre la jonction entre libéralisme, nationalisme et réflexion de la pensée d'opportunisme économique et politique<sup>243</sup>.

Un dépouillement des archives a déjà été effectué par Houel et a donné une production<sup>244</sup>. Ces dites archives sont composées de données des deux industries qu'est celle d'Antoigné et de Port-Brillet. Les ouvriers de Port-Brillet comme la majorité de populations sont mobilisés pour la Grande Guerre. Sur l'ensemble de la population ouvrière, 57 décéderont sur le front<sup>245</sup>. De son côté, Armand Chappée, comme l'ensemble du corps des patrons français, soutient l'État. La particularité est la prise de décision du patron pour soutenir l'effort de guerre et de la participation de ses usines. En effet, le gouvernement sollicite les industries de France afin que la production de matériels de guerre augmente.

On a une évolution des usines Chappée vers des usines de guerre. Les deux industries se spécialisent dans la création d'obus, et en moindre mesure, de la production de grenades.

La majorité des ouvriers sont sur le front, au-delà des personnages âgés et des dispensés du front, ce sont les femmes qui entrent dans l'usine.

La question des femmes permet d'interroger la situation du genre au sein de l'industrie de Port-Brillet. Si on l'on reprend les données des recensements de Port-Brillet<sup>246</sup>, la population féminine compose un peu moins de la moitié de la commune.

---

<sup>243</sup> Un article de la Chronique Locale dans la « *Mayenne* » d'avril 1897 nous précise que M. Chappée est « *nommé dans la réserve d'officier d'administration adjoint de 2<sup>e</sup> classe* ». On a une volonté militariste qui s'est donc manifestée avant-guerre.

<sup>244</sup> Houel Bernard. « Des obus pour la guerre ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. Hors-série. 2007.

<sup>245</sup> Les archives de ces décès ont été partiellement regroupées. Sur les 57 décès au front, 53 décès ont été confirmés à la fois par le lieu et la raison du décès.

L'ensemble de ces données est retrouvable dans les documents liés à la conscription obligatoire depuis 1905.

Archives départementales de la Mayenne. R 1295. Registres militaires.

<sup>246</sup> Archives départementales de la Mayenne. 6 M 337. Recensement : États Nominatifs Port-Brillet.

Pour autant, les tâches professionnelles sont majoritairement masculines. Pour ce qui est de la composition ouvrière, il existe cependant une présence féminine. Cette présence féminine avant-guerre existe, mais est maigre d'un point de vue des sources<sup>247</sup>. Sur l'ensemble de la période, aucune mention de femme n'est faite que ce soit au sein des ouvriers qualifiés, des associations ou des éléments rattachés aux Chappée. Les femmes sont reléguées à des plans secondaires ou à des tâches journalières et sont invisibilisées. Armand Chappée ne cite les femmes que pour l'indemnité qu'il accorde aux veuves dans certaines circonstances. Cette situation étant mise en place avant l'entrée en guerre.

Dès 1914, Chappée sollicite les ouvrières afin que l'industrie redémarre. Ces dernières répondent à la demande, sûrement en raison du manque de rentrées d'argent en l'absence de leurs maris. Pendant l'ensemble de la guerre, les femmes sont mobilisées économiquement afin de répondre à la demande de l'État. Pour autant, ces dernières n'occupent pas forcément des postes importants, puisque Armand Chappée fait revenir une partie de ces ouvriers du front. Durant l'ensemble de la guerre, selon B. Houel, près de 350 ouvriers sur plus de 800 ouvriers sont démobilisés afin de consolider la production d'obus. Cet auteur parle d'ailleurs « d'âge d'or des fonderies Chappée ». La production atteint des sommets puisque 3 000 obus sont produits quotidiennement dans le complexe industriel. Cette production est accompagnée d'un chiffre d'affaires colossal puisque pour chaque année de la guerre, la compagnie Chappée fait un bénéfice estimé entre 4 à 5 millions de francs.

La parenthèse de la guerre est alors avant tout une période bénéfique pour Chappée qui voit ses réserves économiques bondir. D'autant, qu'une fois la guerre finie, seule une semaine de temps de repos sera accordée aux ouvriers : un bilan très positif pour l'industriel.

Pour ce qui est de la population ouvrière, la parenthèse est davantage douloureuse. D'abord, par les décès, mais aussi par un système industriel qui les a broyés.

---

<sup>247</sup> Dans les recensements la femme lorsque la profession est précisée possède régulièrement le rôle de "Ménagère"

Archives départementales de la Mayenne. 6 M 337. Recensement : États Nominatifs Port-Brillet.

L'exploitation d'enfants est attestée puisqu'on mentionne à plusieurs reprises leur âge. Ainsi, on retrouve des ouvriers âgés de 12 ans<sup>248</sup>.

Le retour dans l'industrie des hommes n'efface pas les femmes pour autant<sup>249</sup>. Ces dernières assez peu présentes avant-guerres comblent une partie des ouvriers perdus de l'industrie. Même si une partie de ces femmes retourne à la gestion du foyer, de la terre et des enfants, une grande partie d'entre elles reste dans l'usine. Le paradoxe est qu'à la sortie de la guerre, il y a plus d'ouvriers au sein de l'usine de Port-Brillet qu'au début de guerre par l'apport des femmes.

Pour autant, la position des femmes reste minoritaire, y compris dans les mentalités. Les femmes seront systématiquement absentes des organes dirigeants syndicaux dans un premier temps en tous cas, même si plusieurs particularités locales feront évoluer cette situation<sup>250</sup>.

La sortie de la guerre amorce plusieurs problématiques. Même si l'industrie en elle-même en ressort presque renforcée, la main-d'œuvre ouvrière en ressort désabusée. Le modèle Chappée fonctionne encore largement et fera en sorte de temporiser ses ouvriers désabusés. Pour autant, sans parler de transitions syndicales ou politiques, une partie des forces ouvrières de Port-Brillet a probablement déjà les germes d'une

---

<sup>248</sup> Le recensement nominatif de 1919 nous confirme la présence d'individus très jeunes, généralement 15 ans sans confirmer l'âge ici évoqué de 12 ans. En effet Bernard Houel ne donne pas d'éléments archivistiques pour confirmer cet élément précis. Il faut rester vigilant sur les dires de l'auteur même s'il est vraisemblable que de très jeunes gens aient travaillé durant cette période.

Archives départementales de la Mayenne. 6 M 337. Recensement : États Nominatifs Port-Brillet.

<sup>249</sup> Certaines femmes obtiennent des tâches au sein de l'entreprise. Ainsi en 1921, on voit des femmes avec des professions comme mouleuse, tourneuse ou râpeuse même si la présence de ménagères reste conséquente.

Archives départementales de la Mayenne. 6 M 337. Recensement : États Nominatifs Port-Brillet.

<sup>250</sup> À la sortie de la guerre en 1919 à Laval, on voit l'apparition d'un contre syndicat de typographie féminin, environ une trentaine de femmes qui demandent le droit d'être membre du syndicat C.G.T typographe. Le 9 juillet 1919, leur demande est accordée. S'en suit dans la région de Laval une transition assez rapide avec une augmentation de la présence de femmes au sein des différents syndicats rattachés ou proches de la C.G.T.

Archives départementales de la Mayenne. 303 J2. 1906-1962 (12 cahiers) Archives Privées C.G.T. Travailleurs du Livre.

revendication qui risque d'être davantage poussée par des acteurs extérieurs. Les ouvriers ne renient pas pour autant le modèle Chappée dont ils ont besoin pour leur survie.

## **II.2 LE PATERNALISME TOTAL : ENTRE MUTUALISME ET GROUPE ASSOCIATIF CONTROLE**

La politique peut-être quelque chose d'abstrait en comparaison de la réalité des individus. Pour ce qui est de la doctrine Chappée, la réalité est visible pour les ouvriers en raison de l'ensemble des éléments associatifs et de contributions qu'il emploie. Ces contributions servent autant à garantir le besoin des ouvriers que le besoin de Chappée à soumettre les ouvriers. Par exemple, c'est Armand Chappée qui accorde les indemnités de chômage, une mutuelle ou une retraite : s'opposer à lui revient à renoncer à tous ces avantages.

Si on reprend la chronologie, le logis est d'abord les premiers arguments donnés par Chappée. Ce dernier construit des logements ou favorise la construction de logements. Ces habitations, à loyer modéré, permettent d'obtenir un hébergement pour la large majorité des ouvriers de la décennie des années 1890, même si quelques faits de vagabondage subsistent avec le mouvement d'une partie de la masse ouvrière.

Les ouvriers sont sous la tutelle de leur patron, puisque sans l'intervention de ce dernier, les loyers seraient largement au-dessus de leurs moyens. Même si dans les faits la majorité des logements est sous sa tutelle, sa « clémence » doit cependant s'élargir. Garantir un logement ne peut suffire pas au maintien des ouvriers dans le rang. Au-delà de la soumission des ouvriers, il veut que chaque moyen de subsistance indirect ou direct soit passé par un contrôle de l'industrie. La première démarche est la mutuelle.

## II.2.I Le mutualisme et l'aide au chômage à la méthode Chappée

Le modèle de mutuelle patronale n'est pas nouveau. La réactualisation du principe de coopération mutuelle nous vient de Robet Owen<sup>251</sup> au début du XIX<sup>e</sup> siècle. À l'époque, le mutualisme patronal n'a pas réellement de réglementation précise. En effet, la loi Chapelier de 1791 qui interdit toute forme de réunion professionnelle, notamment pour les ouvriers, condamne la possible formation de mutuelle ouvrière. Comme nous le rappelle Dreyfus Michel,<sup>252</sup> la loi est *de facto* toujours existante, mais peu respectée. Déjà, le Second Empire avait vu une récupération étatique du droit de mutualité. De ce fait, le droit au mutualisme s'écarte des idées syndicalistes auprès d'autres organes de puissance. Malgré l'intervention des républicains modérés pour une autorisation de l'intervention syndicale à la formation d'une mutuelle à partir de 1884, ces derniers restent, dans un premier temps, distants du mutualisme.

En Mayenne, l'absence syndicale permet au patron de remplacer ce rôle de la venue mutualiste. Elle est vue alors pour les républicains, indépendamment du camp politique comme un moyen « d'apaisement social » nécessaire. De ce fait, le patronage conservateur accède à la demande mutualiste, voire l'encourage au vu du contrôle qu'elle donne.

Armand Chappée fonde la société de secours mutuels dès le 9 juillet 1882<sup>253</sup><sup>254</sup>. Ce dernier est élu de manière unanime à sa présidence<sup>255</sup>. Dans les faits, ce dernier n'est cependant pas présent aux réunions trimestrielles, puisque c'est souvent Julien Cossé qui anime ces dernières.

---

<sup>251</sup> Du moins il mentionne dans ses écrits de façon directe dans les principes corporatifs le besoin de la création d'une forme de mutuelle.

<sup>252</sup> Dreyfus Michel. *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme (1852-1967)*. Paris. Éditions de l'Atelier. 2001.

<sup>253</sup> Information issue de *L'Indépendant de L'Ouest* d'août 1883.

<sup>254</sup> L'un des rares documents rentrés dans le domaine public en ce qui concerne la maison Chappée et Fils est un exemplaire d'un feuillet des allocations patronales de 1903. On y retrouve toutes les mentions des allocations données par Chappée. Ainsi que des montants chiffrés et des dates de fondations.

Bibliothèque National de France. FRBNF30221612. Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondateurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur.

<sup>255</sup> Foucault Rémy nous donne le chiffre de 99 votes pour sur 100.



Le lien à la mutualité sera la trace Chappée qui dura le plus longtemps. Armand Chappée lègue la direction à son fils Louis Chappée le 21 février 1901. Lorsque ce dernier est totalement évincé de l'appareil mutualiste par son frère, son neveu Benoit reprend la présidence en 1927. Benoit, même si exclu politiquement en 1937, ne quittera la direction de l'organisme qu'en 1945, Pavin Chappée ayant même eu la direction pendant la courte période de 1945 à 1947. Lors de la mort de Julien Cossé et étant donné que les Chappée ne participent presque jamais aux réunions, la direction de celles-ci est assurée par Louis Gonand, curé puis maire de la commune de Port-Brillet<sup>256</sup>. Cette situation de dominance sur ce service de mutuelle n'en reste pas moins défailante sur certains aspects économiques, et ce dès 1883, un déficit de 365 francs ayant été constaté<sup>257</sup>.

RECETTES	DÉPENSES		
Cotisations des membres honoraires	190 F	Honoraires des médecins	327, 80 F
Cotisations des membres participants (1 F par mois)	828, 50 F	Frais pharmaceutiques	434, 55 F
Amendes	9, 75 F	Frais funéraires	118 F
Reçu de l'usine de Port-Brillet (amendes)	125, 80 F	Hommes 642 journées à 1 F	642 F
Subventions	278, 10 F	Hommes 183 journées à 0,50 F	91,50 F
		Femmes 437 journées à 0,50 F	218, 50 F
TOTAL : 1 467, 15 F	TOTAL : 1 832, 35 F		

---

<sup>256</sup> Les curés de Port-Brillet sont systématiquement présents au sein du conseil d'administration de la société de secours mutuels, démontrant le lien que conservent les Chappée avec les religieux locaux.

<sup>257</sup> Le tableau ci-dessous étant tiré d'une reproduction issue de l'*Oribus* n°7 Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

Devant cette situation, la cotisation passe de 1 franc à 1,5 franc, ce qui fait chuter le nombre d'adhérents. On essaie alors de faire baisser les coûts, par exemple, on diminue le nombre de journées d'indemnités pour les femmes<sup>258</sup>. On peut d'ailleurs estimer qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, il y a probablement moins de femmes dans l'entreprise qu'au moment de l'arrivée de Chappée, ce qui s'explique par une baisse des journaliers au profit d'une main-d'œuvre ouvrière plus constante et plus masculine.

Plusieurs décisions sont prises pour réduire les coûts et optimiser l'allocation. En 1907, par exemple, une période d'absence pour maladie de moins de trois jours n'est pas indemnisée. Au-delà de cette période, la journée est indemnisée de 1 franc par jour. Pour ce qui est du médecin, il est logé, nourri et payé par Chappée, les sages femmes qui l'accompagnent sont également sous la tutelle du patron.

Dans les faits, la rentabilité d'une société de mutualité est impossible pour Chappée. La principale raison, c'est que tout simplement, les ouvriers n'ont pas un niveau de revenu suffisant pour payer un prix aussi élevé pour l'adhésion à la mutuelle. Ainsi, une faible proportion d'ouvriers c'est-à-dire moins d'une moitié y participe en continu. Cependant, l'objectif pour Chappée n'est pas nécessairement la rentabilité, mais le contentement de la population ouvrière, ainsi que d'établir un moyen de surveillance. Tous les six mois, une douzaine d'ouvriers était nommée à des secteurs précis de l'industrie pour surveiller et signaler les arrêts maladie, à la fois pour garantir les francs perçus auprès de ses sinistrés, mais surtout pour vérifier de la véracité de ladite maladie. Toute situation irrégulière était systématiquement sanctionnée de pénalités. Dans les faits, les faux arrêts maladie sont rares, puisqu'ils entraînent une absence de revenu pour 3 jours, suivi d'une indemnisation qui ne représente même pas la moitié d'un salaire, donc inenvisageables pour un ouvrier moyen.

---

<sup>258</sup> En 1883, 437 journées d'indemnités contre 642 pour les hommes. En 1903, plus aucune journée d'indemnités n'est donnée aux femmes. Au-delà de marginaliser le genre, on marginalise leurs droits.

Bibliothèque National de France. FRBNF30221612. Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondeurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur.

Devant une efficacité très modérée de cette mutuelle, Chappée consolide cette caisse par la mise en place d'une caisse maladie<sup>259</sup>. Cette caisse est beaucoup plus abordable pour la large majorité des ouvriers, car moyennant une retenue de salaire étalée sur près de 4 semaines de près de 0,65 franc, elle permet le minimum médical c'est-à-dire la venue d'un médecin ainsi que la délivrance de médicament gratuitement. Toutefois les chiffres sont moins nombreux au sujet de cette caisse.

Tout de même une part des ouvriers refusent de participer à ces caisses et préfèrent travailler malades plutôt que de perdre une rente financière. Il faut également mentionner les pratiques de Chappée pour ce qu'il qualifie de médicament de « *luxe* », ce dernier cherchant à garder le contrôle sans pour autant dépenser abusivement des sommes extraordinaires. Cela lui vaut d'ailleurs une condamnation en 1900<sup>260</sup> : un ouvrier s'était blessé à l'usine du Genest<sup>261</sup> et réclamait un dédommagement, ce qu'il obtient avec une rente viagère de 312 francs. En dehors de ce cas, on n'a pas ou peu d'éléments corroborant des formes de plaintes récurrentes contre les services Chappée. Plusieurs éléments nous confirment cependant le fait que les ouvriers subissaient régulièrement des blessures et que donc que les deux caisses étaient régulièrement sollicitées. Le taux de décès n'était pas forcément plus élevé que d'autres populations<sup>262</sup>, mais le taux de blessures était largement supérieur à d'autres professions dans la région<sup>263</sup>.

---

<sup>259</sup> On n'a pas de date précise de fondation, mais il faut supposer que cette caisse maladie ait été constituée peu de temps après la mutuelle.

Bibliothèque National de France. FRBNF30221612. Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondateurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur.

<sup>260</sup> *La Mayenne* Juin 1900 procédure judiciaire entre Chappée et l'ouvrier Oliviero

<sup>261</sup> Commune située entre Port-Brillet et Laval, Armand Chappée y possède des mines d'anthracite.

<sup>262</sup> Les actes civils de Port-Brillet qui ont été partiellement étudiés ne démontrent pas un nombre conséquent de décès indépendamment de la période à partir de 1881. Ces derniers n'ont été fouillés que partiellement et pourraient relever parfois de cas à part.

Archives départementales de la Mayenne. 4 E 345 1 à 4 États civils de Port-Brillet.

<sup>263</sup> Les articles de journaux se font régulièrement le relais de fait divers à Port-Brillet en ce qui concerne les accidents les plus marquants au sein de l'usine Chappée. La diminution ou l'augmentation de ces articles permet de donner une tendance en termes d'accident. Au début

La particularité de ce système économique et médical, c'est qu'il est certes bénéfique pour le patron, mais également pour la population ouvrière. Cela explique d'ailleurs certainement pourquoi la famille Chappée se maintient au sommet de cet organisme aussi longtemps. Ce service est régulièrement sollicité afin de pourvoir aux besoins ouvriers. En effet, une partie de la base ouvrière juge ce système bénéfique, du moins on peut estimer qu'il est vu comme plus utile que le cas de la pension de retraite.

## **II.2.II Un système de retraite volontairement inefficace**

Armand Chappée donne des garanties sociales inefficaces ou vouées à être limitées dans leurs actions et dans les coûts. Les ouvriers n'ont alors que peu de recours, puisqu'en soi leur patron leur donne des moyens de subsistance autre, mais dont les actions sont volontairement limitées. Ainsi, les ouvriers « bénéficient » de droits qu'ils n'obtiendront probablement pas.

Comme pour le système des mutuelles, le service des retraites est quelque de chose de connu à l'époque, mais qui n'est pas une norme et encore moins encadrée par l'État. La fondation de cette caisse de retraite est cependant une norme moins forte dans le département de la Mayenne. Cette mention du régime de retraite est relatée dans un article de *L'Indépendant de L'Ouest*<sup>264</sup> qui est le suivant :

---

de l'année 1900, on constate par exemple une légère hausse des accidents. Puisque le journal *La Mayenne* nous relate un premier fait divers en juin 1900 puis un second en février 1902. Ces accidents violents se font donc assez rares au sein de la fonderie.

<sup>264</sup> Les montants peuvent évoluer. En 1903 on est à 360 francs pour 30 années dans la maison et 180 francs par an pour 20 années.

Bibliothèque National de France. FRBNF30221612. Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondeurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur.

**Voulant témoigner mon attachement et ma reconnaissance aux ouvriers des usines d'Antoigné et du Port-Brillet, j'accorde une pension de retraite de :**  
365 francs par an à tout ouvrier, âgé de 60 ans, ayant travaillé pendant 30 années dans la maison.  
150 francs par an à tout ouvrier, âgé de 60 ans, ayant travaillé pendant 20 années dans la maison.  
Cette pension de retraite sera payée mensuellement et lorsque les titulaires cesseront de travailler.  
Pour y avoir droit, il faudra dorénavant que les titulaires fassent partie de la Société de secours mutuels, à moins d'empêchements justifiés.  
Le Mans, 15 mai 1884.  
**A. CHAPPÉE.**

Image 1 : *L'Indépendance de l'Ouest* mai 1884

D'apparence, la démarche est louable, dans les faits peu d'individus bénéficient réellement de cette retraite. Déjà, parce qu'il faut pouvoir effectuer 20 ou 30 années au sein de l'entreprise, ce qui n'est pas forcément chose aisée. Et surtout parce qu'il faut atteindre les 60 ans d'âge, sans problème de santé, blessure ou diverses complications. Autrement dit, la majorité des ouvriers qui peuvent y avoir accès sont généralement des ouvriers qualifiés, dont les tâches, sans forcément être moins dures, sont moins pesantes sur l'état de vie. En 1913, de nouveau selon Rémy Foucault<sup>265</sup>, seuls 41 individus avaient bénéficié de la caisse de retraite depuis sa création. Enfin, il faut relever un élément discriminant dans la conception même de la caisse : les plus précaires ne peuvent y participer. Imaginons que les trente années de service ont été remplies, et que l'ouvrier dispose de la possibilité d'obtenir une rente qui équivaut à 1 franc par jour. En comparaison, continuer à travailler, rapporte au minimum 2 à 3,50 francs. Que ce soit la gestion du foyer, le paiement du logement ou diverses obligations financières, l'ouvrier ne peut généralement pas se permettre de diminuer ainsi son revenu : il doit renoncer à sa retraite pour éviter de rentrer

---

<sup>265</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

dans une précarité encore plus prononcée. Ainsi, les capitaux les plus élevés peuvent se permettre d'obtenir une retraite, les capitaux les plus faibles y renoncent.

Armand Chappée reproduit à plusieurs reprises ces mesures fantômes qui n'aident pas réellement l'ouvrier. Elles donnent l'aspect d'une forme d'évolution sociale, d'élévation même, mais en réalité ne bénéficient qu'à un groupe restreint d'individus, généralement déjà plutôt privilégiés. Il réitère lorsqu'il propose la mise en place d'une caisse d'épargne.

La caisse d'épargne est mise en place en mai 1891<sup>266</sup>. De nouveau, A. Chappée donne l'impression de donner du crédit aux nouvelles idées qu'on lui propose et d'émettre cela à ses ouvriers. La pratique est la suivante, de manière mensuelle, l'ouvrier met 2,50 francs sur un livret, Armand Chappée verse la même somme sur un autre livret. Une fois que le capital atteint la somme de 1000 francs, l'ouvrier obtient la somme totale, ce qui lui fait un bénéfice de 500 francs avec une perte de la même somme pour le patron. Cette pratique sert presque de rôle éducatif d'un capitalisme positif pour les ouvriers. Dans les faits, Chappée essaie le moins possible de fournir de l'argent. D'abord, la somme de 2,50 francs par mois représente une somme considérable pour un ouvrier moyen qui vit au jour le jour. Ensuite, des aveux de Chappée lui-même révèlent qu'une fois la barre des 70 francs atteints, on observe généralement un retrait du livret dû à des aléas de la vie quotidienne. Cependant, pour montrer en quoi son projet est une réussite, il estime que lorsque ceci est bien fait et que l'on dépasse la somme des 150 francs, généralement le contributeur va jusqu'au bout de la somme à atteindre<sup>267</sup>. Toujours selon *L'Oribus* n°7<sup>268</sup> en 1903, le nombre d'épargnants ayant réussi ce projet était de 12 et en 1913 seulement 151 personnes pour l'ensemble des usines Chappée.

---

<sup>266</sup> Dans son livret des allocations, l'épargne est mise en avant dans un discours largement élogieux et dans une volonté de démontrer son efficacité.

Bibliothèque National de France. FRBNF30221612. Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondeurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur.

<sup>267</sup> Ces propos sont rapportés dans ses allocutions où il vante allégrement les bienfaits du système capitaliste.

Bibliothèque National de France. FRBNF30221612. Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondeurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur.

<sup>268</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

Ainsi, même si le projet d'épargne réussit par moment, il est probable que ce projet réussisse auprès des ouvriers les plus qualifiés, mais ne soit pas atteignable auprès de la masse ouvrière globale. Il est difficile d'estimer à quel point les ouvriers pensaient ou non à la possibilité d'évoluer personnellement grâce à Chappée. Ce qui est certain, c'est que les propositions économiques de Chappée, que ce soit épargnant et usuel du travail, ne convainquent qu'assez peu la majorité des ouvriers par rapport aux besoins médicaux qui, eux, ont un succès plus prononcé face à un besoin ouvrier quotidien.

La stratégie de Chappée va alors évoluer, même si de manière sporadique les aides et allocations continuent à profiter aux travailleurs<sup>269</sup>. Chappée cherche d'autres moyens, à la fois des services et des éléments primaires, pour influencer la population ouvrière tout en étant bénéfique aux besoins patronaux. On voit une multiplication d'éléments annexes comme des associations pour permettre de dominer les aspects de la vie ouvrière.

## **II.2.II La domination satellitaire**

Le terme de « domination satellitaire » est à définir. Dans la doctrine du paternalisme, au-delà du père-patron, c'est surtout l'apport de ce dernier aux éléments de la vie du quotidien qui lui permet d'encadrer la population ouvrière. Ainsi, au-delà d'avoir un organe centralisé qui contrôle tout, Chappée met en place un organe industriel au centre et délaisse d'autres opérations à divers satellites qui restent cependant sous son contrôle indirect. Ainsi, un mauvais ouvrier peut être impacté à la fois dans sa vie professionnelle, mais également dans l'ensemble des éléments qui dictent sa vie.

Cette domination satellitaire s'effectue notamment dans le logement, dans les commerces de proximité et dans les postes au sein de clubs ou d'associations accordés aux ouvriers « bénévoles ».

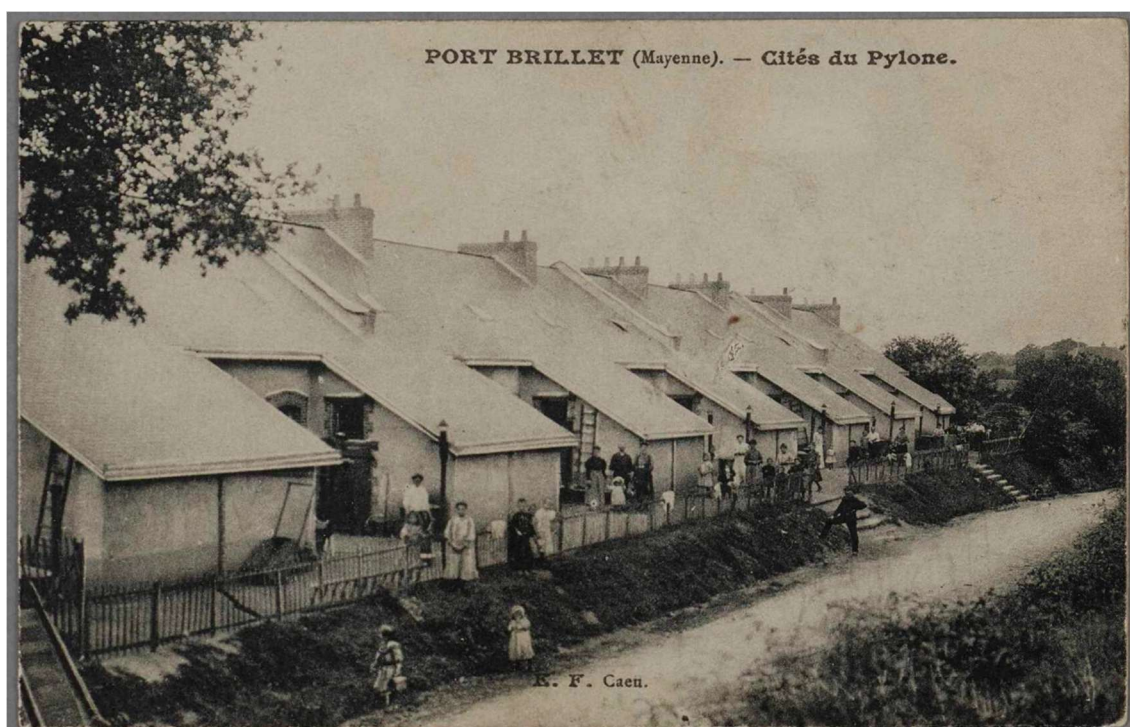
La question du logement ayant déjà été traitée de manière annexe, nous allons y revenir de façon à détailler avec quelques chiffres. Le « loyer Chappée » est de 60

---

<sup>269</sup> Ce sont globalement des allocations qui vont dans le sens de la pensée de Chappée ou qui découlent des besoins nationaux comme la mise en place d'une allocation pour les foyers de réserviste. 2,50 francs par jour pour les journées mobilisés. Mis en place en 1912, cette allocation est à mettre en perspective des évolutions du devoir de réserve d'abord en 1905 puis 1913.



francs à l'année<sup>270</sup>. Un ouvrier moyen peut payer son logement avec un peu plus de deux semaines de salaire, ce qui fait qu'on a des logements très attractifs. Chappée possède en propre près de 40 maisons. De la période de 1882 à 1900, il en produit 40 nouvelles et près de 87 de 1900 à 1913. Après la guerre le niveau de construction se maintient et passe à 4 ou 5 logements par an<sup>271</sup>. Les maisons Chappée sont codifiées, possédant trois pièces, un jardin, une cave et un grenier. Chaque lot de maisons possède une borne-fontaine et des buanderies sont installées dans une maison sur deux. Il existe une forte similitude entre les logements qui sont faits par quartier. Cependant, les maisons se distinguent réellement en fonction du quartier dans lequel le foyer ouvrier s'installe.



*Photographie 2 : Port-Brillet : cités du Pylone. 5 Fi 164/62.*

Ces logements, Chappée sait que c'est sa principale arme de domination sur les ouvriers. De ce fait, il essaie à tout prix de contenter ces derniers. Lorsque Benoit Chappée tente de reprendre la même politique que son grand-père, ce dernier

---

<sup>270</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

<sup>271</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982



décidera en 1927 de permettre d'avoir accès à l'eau courante et l'électrification afin de doter ces maisons des derniers ajustements de la modernité<sup>272</sup>.

Ce logement à bas coût est accompagné par des biens de première nécessité assurés par Chappée. Il existe déjà dans la commune une boulangerie et un boucher. Armand Chappée les laisse en place, valorise même leur installation, mais négocie avec ces derniers pour faire en sorte que les prix soient calculés au rabais en rapport avec les moyens des ouvriers. Les produits ne devaient coûter à l'ouvrier que la valeur du produit d'origine, sans la plus-value du commerçant.

Ainsi, lorsqu'un ouvrier veut se procurer des biens tels que de la viande ou du pain, il note sur un carnet de l'usine ces besoins alimentaires, retire chez le marchand ces produits et c'est le comptable de l'usine qui compense la somme du produit du dit commerçant. Ainsi on estime que le pain est 11% moins cher et la viande 22% moins chère pour l'année 1900 par rapport au reste du département<sup>273</sup>. Ces prix plus bas que la moyenne se maintiendront jusque dans les années 1930. Armand Chappée pour surveiller les commerçants distribuent des balances afin que les ouvriers s'assurent de ne pas payer plus qu'il ne faut. Presque naturellement l'ensemble des commerces communaux suivent la tendance imposée par Chappée. Pour autant, ce dernier ne valorise pas l'achat outre mesure, il rappelle régulièrement l'importance du jardinier et de cultiver soi-même. Cette opération de régulation est bénéfique pour Chappée, car même si cela revient à négocier avec les commerçants et à déboursier une certaine somme, l'utilité est de pouvoir éviter de devoir augmenter les salaires des ouvriers. Cette réclamation salariale est alors canalisée par des produits qui restent abordables pour eux.

Donner un logement à prix réduit, ou faire en sorte de baisser les prix des besoins de première nécessité représente alors un coût bien moins élevé que d'augmenter les salaires tout en permettant toujours de faire transparaître une image positive de sa personne.

En fait, ce qu'on constate est que dans la vie d'un ouvrier, le service municipal comme les besoins procurés par Chappée ne font qu'un dans un ensemble global qui reste sous sa domination quoi qu'il arrive. *A contrario*, devant l'absence de certains

---

<sup>272</sup> Archives départementales de la Mayenne. 256 W 142 Demande de concessions des syndicats intercommunaux 1926

<sup>273</sup> Delmouly Michel. "L'évolution du coût de la vie en Mayenne, 1930-1940". *L'Oribus Histoire et Société en Mayenne : Catholique de la Mayenne contre Cartels des gauches*. N° 6, juin 1982.

services publics, Chappée utilise les ouvriers comme des employés polyvalents à des fins diverses. Naturellement, ces ouvriers sont récompensés en nature par des privilèges.

Le cas le plus explicite de ce service Chappée est la brigade des sapeurs-pompiers. Le schéma de pensée est simple. La fonderie, du fait de son fonctionnement, de la création de charbon local pendant un temps, de l'utilisation de matière inflammable, a tendance à provoquer régulièrement des feux. Dans les sources, on a la mention de deux feux importants l'un en 1888 et l'autre en 1891<sup>274</sup>. Le premier incendie provoque la destruction d'un moulin dont la valeur est estimée à près de 35 000 francs.

Se doter d'un service de pompiers devient alors avantageux pour Chappée. La compagnie de sapeur-pompier se sera mise en place dans la fin de la décennie 1890. Cependant, les sources sont plus conséquentes à son sujet à partir de 1903 et complétées par une série d'informations dans le courant 1913-1914<sup>275</sup>. On sait qu'à cette période les pompiers sont composés de 33 individus. Armand Chappée a besoin de cette main-d'œuvre expérimentée afin d'éviter tout problème logistique et de coûts supplémentaires dus à des destructions possibles. De ce fait, comme souvent, le patron donne un régime privilégié aux ouvriers dont il a besoin<sup>276</sup>. Ces derniers sont régulièrement exonérés de tâches de travail que ce soit en période d'exercice, ou lors de voyages où l'intégralité des frais est prise en charge par le patron, c'est-à-dire les frais de déplacement, de logement et de nourriture. Ce traitement s'accompagne d'une contrepartie qu'est une participation à de nombreux concours de sapeur-pompier. Armand Chappée oblige ces derniers à participer à ce système de concours à des fins personnelles. Pour renforcer le prestige de son entreprise, mais également pour faire affaire durant ces déplacements, qui reste le principal objectif de Chappée. L'intérêt est aussi de souder les ouvriers qui participent à ces

---

<sup>274</sup> Les deux incendies sont mentionnés respectivement dans « *L'Indépendant de l'Ouest* » en décembre 1888 et novembre 1891

<sup>275</sup> Voir Annexe 6 : Photographie des sapeurs-pompiers de Port-Brillet à la main-d'œuvre.

<sup>276</sup> Armand Houtin (secrétaire du syndicat des ouvriers métallurgistes de Port-Brillet de la C.G.T. de 1937 à 1945) dans un témoignage oral télévisé précise s'être engagé en tant que pompier afin d'obtenir une maison plus confortable.

"À Port-Brillet : Histoire de l'usine Chappée / 1er volet de 1882 à 1945". *Institut National de L'audiovisuel*. JT Le Mans Soir. 28.12.1982. Consulté le 19/05/2025. Disponible sur : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/rxc9709030462/a-port-brillet-histoire-de-l-usine-chappee-1er-volet-de-1882-a-1945>

concours afin de faire en sorte qu'une unité se crée entre eux au-delà du simple cadrage professionnel de l'usine. Cette systématisation du rôle des concours interprofessionnels que Chappée exploite allégrement aura un succès certain par son utilisation pour diverses sociétés et organes associatifs. C'est notamment le cas de la Société musicale des fondeurs de Port-Brillet qui ressort largement récompensée de ce système.

## II.3 CONTROLE CULTUREL ET INTELLECTUEL DE SON FIEF

Armand Chappée, que ce soit directement ou indirectement, fonde et reprend divers clubs, associations, regroupements d'ouvriers interprofessionnels<sup>277</sup>. On peut supposer que l'homme a un réel attrait pour ce genre de choses, mais on peut surtout mettre en avant l'atout stratégique que présente ce genre de formation : c'est sûrement l'une des principales motivations de genre d'outil, le contrôle<sup>278</sup>. Déjà, par le fait que le patron sait où sont ses employés. Passer du temps à l'entraînement de pompier, de musique, ou ne serait-ce que dans son jardin force à passer du temps sur une activité précise qui peut les éloigner de rapprochement d'autres genres entre ouvriers comme le syndicalisme. C'est un contrôle indirect qui semble donner une « liberté » à l'ouvrier au sein de ses loisirs, mais qui dans les faits le soumet aux services et loisirs donnés uniquement par le patron. Au-delà de garder un œil sur ses employés, la population ouvrière a tendance à apprécier ce genre de démarche, du moins elle ne le rebute pas<sup>279</sup>. À la fois parce que cela peut améliorer leur condition

---

<sup>277</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondeurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

<sup>278</sup> Le paternalisme est avant tout une doctrine venant de la sphère du travail et qui tend à intégrer l'individu dans un cycle afin de dominer l'ensemble des aspects intrinsèques de sa vie.

Gueslin André. "Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIXe siècle, début du XXe siècle)". *Genèses*, 7, 1992. pp. 201-211.

<sup>279</sup> Le paternalisme doit donner des garants sociaux ou culturels, sa réussite passe par une forme d'adhésion du travailleur à la doctrine paternaliste.

Lévy-Leboyer, Maurice (dir). *Le patronat de la seconde industrialisation*. Cahiers du "Mouvement social". Les Éditions Ouvrières. 1979. 320 p.

de vie, mais également par le prestige individuel que cela peut amener. Ces évènements renforcent le lien paternaliste. L'ouvrier ne vit alors qu'à travers un bon vouloir patronal.

Ce patron sait que ses ouvriers ont une demande à la fois dans les domaines du loisir et de la culture<sup>280</sup>. Chappée répond à cette demande à la fois par des apports classiques de la culture et du loisir, mais également innove dans son approche par des essais culturels. Lorsque l'ouvrier sort de l'usine, Chappée l'accompagne encore, que ce soit vers un club d'activité ou tout autre élément collectif. On pourrait même dire que dès ses premiers pas, un enfant dans le fief Chappée est déjà sous la tutelle de l'entreprise puisqu'on intériorise que les ouvriers et leur patron ne font qu'un dans un ensemble que sont les fonderies de Port-Brillet.

### II.3.I De la société de musique au Cinéma

La domination culturelle de Chappée n'est visible que dans le détail des sources grâce à des éléments qui redécoupent des informations. De prime à bord, la société de musique ne semblait pas forcément avoir de lien avec Chappée lors de l'apparition de cette dernière<sup>281</sup>.

Plusieurs éléments se juxtaposent. D'abord, presque naturellement, le dirigeant de cette troupe de musique est Julien Cossé, le fidèle bras droit du patron. On a un contrôle direct de ses membres. Ensuite, on a une construction logique de ce groupe. D'abord ouvert aux amateurs, c'est une proposition du patron auprès de ses

---

<sup>280</sup> Au-delà du paternalisme basé sur les apports économiques ou idéologiques, André Gueslin parle d'une approche culturaliste. C'est-à-dire le besoin du patron de croire qu'il possède une mission à accomplir. Ce genre d'approche étant selon lui plus marquée au sein du patronat chrétien.

Gueslin André. "Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIXe siècle, début du XXe siècle)". *Genèses*, 7, 1992. pp. 201-211.

<sup>281</sup> Les données sur la troupe musicale sont à la fois tirées de l'*Oribus* n°7, mais également des articles de presse qui mettent en avant les réussites de concours et des données récoltées par la conservation régionale des monuments Historiques.

Archives départementales de la Mayenne. 2084 W 25. Port-Brillet : copies d'articles, numéro spécial de L'Oribus, diplôme d'études supérieures de Geneviève Dehu (1967) [ensemble donné à Dominique Éraud par Jean-Paul Gallard, recenseur à la Conservation régionale des monuments historiques des Pays de la Loire].

employés. De prime à bord, on peut faire une remarque sur la composition puisque la troupe regroupe avant tout des employés supérieurs au sein des ouvriers. En effet, en plus de M. Cossé on y retrouve M. Verron, sous-directeur des usines de Port-Brillet. Sa composition est d'environ 80 membres en 1900 et passe à près de 104 membres après-guerre. On passe très vite d'une compagnie d'amateurs à un cadre semi-professionnel, excellence Chappée oblige, on a tendance à évincer les moins bons et à mettre en avant ceux qui « travaillent » leur art, sous-entendant que le travail récompense systématiquement.

Un élément est à préciser, la création de la compagnie est antérieure à l'arrivée de Chappée, puisqu'elle est fondée en 1878. Ce modèle de compagnie musicale n'était pas une norme au sein des modèles ouvriers, mais avait quand même une certaine récurrence dans leur existence au sein des milieux industriels. À préciser que Cossé est déjà chef de la troupe avant l'arrivée de Chappée. On peut même aller plus loin, en supposant que lorsque Armand Chappée a dû choisir au sein des commis quels ouvriers qualifiés il prendrait pour diriger la fonderie, voir Julien Cossé déjà dirigeant d'un groupe associatif attaché à l'industrie a fait pencher son choix naturellement vers cet individu.

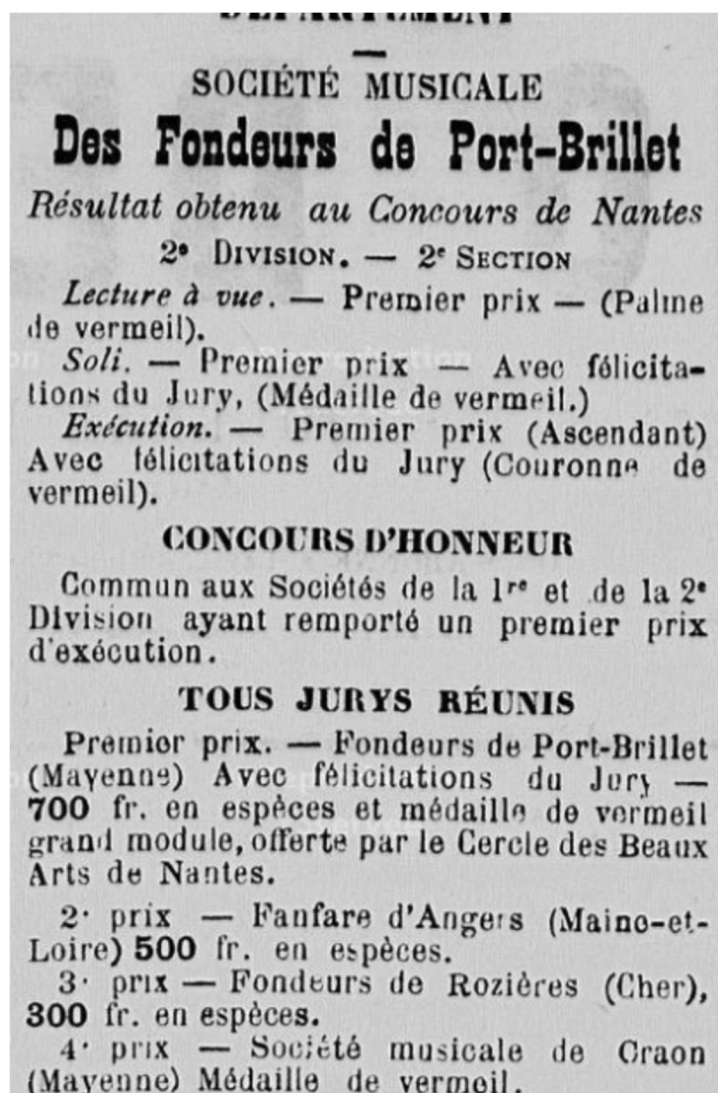


Image 2 : L'Écho de la Mayenne de mai 1891

La société de musique, avant même la société des sapeurs-pompiers, est la vitrine de la marque Chappée. De ce fait, maîtriser des instruments de musique devient presque un critère afin d'être promu dans les sphères des postes de bureau et des commis. Ainsi, lors des voyages (là aussi pris en charge par Chappée), on n'hésite pas à engager des individus ayant des compétences musicales. Ces compétitions se multipliant à l'époque, notamment dans le nord dans la France, la société de musique va effectuer près de 35 compétitions, elle en remportera près de 15 prix<sup>282</sup>. On peut supposer que c'est l'une des rares associations à ne pas valoriser systématiquement les ouvriers qualifiés. Cependant, pour avoir le temps de s'entraîner jeune pour

---

<sup>282</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

l'utilisation d'instruments de musiques, être issu d'une famille aisée doit aider à l'apprentissage.

Même si l'ouvrier doit pouvoir être utilisé en dehors du cadre de l'entreprise, Chappée effectue quand même des concessions en ce qui concerne le bien-être ouvrier, on entre de nouveau dans une forme de « clémence patronale » vis-à-vis des besoins ouvriers. Divers loisirs sont accordés aux ouvriers, de manière récurrente ou de manière exceptionnelle.

Le cas des fêtes est analysé par ce prisme, comme un élément exceptionnel, mais réfléchi. Comme n'importe quelle commune il existe des fêtes communales. Les fêtes religieuses, les fêtes locales ne font que reproduire ce qui se fait déjà en Mayenne<sup>283</sup>. La particularité des fêtes patronales est à souligner. Elles ne sont pas régulières, mais démontrent des célébrations spécifiques pour des événements précis. Ces fêtes visent parfois un groupe d'ouvriers précis, comme des associations qui gagnent des concours ou des événements de même portée. Généralement, ces fêtes patronales sont les rares divertissements donnés aux ouvriers, elles rythment les moments de joie au sein de la population ouvrière. Chappée donne un côté presque familial dans ces manifestations populaires, en démontre les mariages de ses fils.

---

<sup>283</sup> L'arrivée des syndicats ne met pas fin à ces fêtes, bien au contraire. La fête de la « Saint Jean », c'est-à-dire le soliste d'été, qui reste encore marqué religieusement, est encore fêtée par des fédérations syndicales. Archives départementales de la Mayenne.

Archives 303 J 1 : C.G.T. Livre de sectionne Mayenne, 17 janvier 1897-21 juin 1905.





Image 3 : Extrait de l'Écho de la Mayenne du 28 novembre 1898

Armand Chappée marie ces deux fils à d'importantes filiations de bourgeois exploitants. Cela lui permet de nouer des alliances et garantir ainsi la prospérité de son entreprise, ainsi que d'assurer sa descendance. Ces mariages organisés par Chappée sont célébrés. Le mariage en lui-même est fait au sein d'un comité privé. Pour que les ouvriers s'intéressent à la vie personnelle des fils de patrons, donc futur patron, Chappée attache ce lien à la fête. Ainsi, la célébration du mariage veut dire réjouissance, mais surtout, nourriture gratuite et débauchage plus tôt, ce qui est rare et donc doit être mentionné. Ce genre d'événements reste rare et ne doit pas permettre de sortir du cadre, puisque le lendemain les ouvriers sont invités à reprendre le travail. On a une grande quantité de sources au sujet de ces fêtes. Régulièrement des notes, que ce soit au sein de la police ou des membres de l'industrie, précisent aux employés d'éviter d'abuser de la boisson afin de pouvoir reprendre convenablement le travail le lendemain<sup>284</sup>. Plusieurs de ces notes précisent

---

<sup>284</sup> Des chefs de brigade de gendarmerie effectuent parfois des rapports relatant des événements d'ivresses ou de bagarre. Ce genre d'événements assez marginal reste quelque chose proche du fait divers, d'où on ne peut tirer de réelle conclusion. Les articles de journaux nous relatent par moment ces événements c'est le cas de *La Mayenne* en mars 1901.



que les agitations à Port-Brillet sont souvent dues à des problèmes d'alcool. Ces remarques dans les notes de la police relèvent à la fois de faits qui montrent de réelles problématiques avec l'alcool, mais également de préjugés possibles face à la véritable consommation des populations ouvrières. Hormis ces éléments, la présence des fêtes patronales est généralement appréciée et réclamée par la population ouvrière qui y voit un plus dans leur vie quotidienne. La teinte familiale donnée à ces fêtes sert surtout à renforcer la politique Chappée et le narratif « familial » qui en découle. La famille Chappée dans son ensemble et la population ouvrière ne devant faire qu'un dans cet idéal patronal.



*Photographie 3 : Une Fête à Port-Brillet. 1901. 5 Fi 164/36*

Au-delà des fêtes, d'autres événements ont lieu. De manière récurrente, on voit la mise en place d'une troupe amateur qui effectue des spectacles aux périodes de fête. Rien d'exceptionnel n'est à développer à ce sujet. Rémy Foucault nous précise seulement le fait que cette compagnie est composée majoritairement de commis malgré qu'elle n'ait pas un but compétitif. La véritable nouveauté est l'apport du cinéma.

Au contraire des propos de Rémy Foucault<sup>285</sup>, le cinéma arrive avant la période de la Grande Guerre. Les premières mentions du cinéma étant dans des articles de journaux qui font remonter ce dernier au moins au début des années 1909 et de manière récurrente à partir de 1910-1911. Au sein de *L'Écho de la Mayenne*, on a une chronique régulière qui nous présente les nouveautés cinématographiques amenées par le cinéma à Port-Brillet<sup>286</sup>. Ce dernier est dirigé par monsieur Lorin, venant en moyenne toutes les deux semaines à Port-Brillet projeter un à deux films, généralement le samedi avec des exceptions parfois le vendredi soir ou le dimanche<sup>287</sup>. Le projectionniste est naturellement démarché par Chappée dont il est l'un des proches, pour autant ce dernier n'est probablement pas payé puisque les séances sont payantes pour les ouvriers à raison de 0,50 franc la place<sup>288</sup>.

L'invention du cinéma est quelque chose de très récent. Son arrivée précoce au sein de la Mayenne rurale lui fait obtenir un certain succès auprès de la population ouvrière qui s'y rend dans sa majorité<sup>289</sup>. Cela devient presque une institution normée, étant vu comme « l'excès » de loisir que se permettent les ouvriers. Par rapport aux compagnies de musique ou de sapeur-pompier, le prestige est sûrement moindre. Cependant, elle permet de proposer un loisir qui plait à un large public et de distraire la population ouvrière à la fois petite et grande. La disparition de ce cinéma durant l'après-Armand Chappée provoquera un sentiment de vide dans l'exercice de ces loisirs. En effet, la propagation d'éléments culturels tels que le cinéma est un véritable renouveau pour la population ouvrière qui voit dans cet accès un plaisir. Chappée, lui, y voit une manière d'éduquer cette population ouvrière. Il insiste pour

---

<sup>285</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

<sup>286</sup> Il serait ici impossible de citer l'ensemble des articles de journaux. *L'Écho de la Mayenne* consacrant en moyenne une chronique cinématographique à Port-Brillet toutes les deux semaines avec une parution de la fin 1910 jusqu'à vers 1917 avec une absence de chronique de 1914 à début 1915.

<sup>287</sup> La chronique nous précise son nom, mais également les jours de parution. Ainsi l'écrasante majorité des séances sont le samedi. À partir de 1913, on a parfois deux séances et durant la guerre la période des séances varie.

<sup>288</sup> Des prix exceptionnels sont parfois faits lorsque le directeur M. Cossé en fait la demande. Les enfants bénéficiant également d'un prix à la baisse. Ces prix exceptionnels sont de nouveau relayés par *L'Écho de la Mayenne*.

<sup>289</sup> La normalisation du cinéma durant la période 1890 et surtout l'après 1900 s'effectue surtout autour de la capitale, même si le genre se développe doucement en dehors.

la diffusion d'œuvre d'auteur contemporain ou de renouveau de pièces classiques<sup>290</sup> pour permettre à la masse ouvrière de s'éduquer au-delà des comédies de divertissements. Le cadre éducatif, que ce soit pour enfants ou adultes, filles ou garçons, est l'une des pensées paternalistes primaires dans la vision de Chappée.



Photographie 4 : Port-Brillet : salle du cinéma, Pathé, Lorin, Directeur. 5 Fi 164/33

### II.3.II L'œuvre Chappée une réussite éducative

Armand Chappée a un précédent avec l'éducation. Lors de son implantation dans la grande banlieue mancelle, ce dernier comprend assez rapidement que d'avoir des ouvriers éduqués lui permet d'avoir des ouvriers spécialistes dans certains secteurs professionnels. Comme nous le rappelle Grégoire Patrice, il est le fondateur de l'école professionnelle du Mans et inspecteur de l'enseignement technique.<sup>291</sup> Cette école professionnelle est décrite comme prospère et d'une grande réussite pour ce qui est

---

<sup>290</sup> Dans les chroniques, le genre de l'œuvre est donné, on a généralement, un élément comique ou dramatique jumelé à des œuvres cinématographiques issues d'adaptation de genre littéraire. *L'Écho de la Mayenne* soulignant généralement l'apport donné par Armand Chappée.

<sup>291</sup> Grégoire, Patrice. "Armand Chappée (1835-1922), grand patron sarthois." *Annales de Normandie*. Vol. 38, no. 2-3. 1988. p-125-130.

des besoins de main-d'œuvre qualifiée au sein du département de la Sarthe. Cette réussite éducative, Armand Chappée souhaite la reproduire en Mayenne.

Lorsque ce dernier reprend en charge la commune, seule une petite école primaire<sup>292</sup> donne l'enseignement scolaire obligatoire. La création d'une école pour filles est également mentionnée dans la monographie communale<sup>293</sup> pour l'année 1860 même si au moment de la reprise Chappée cette dernière n'est pas en fonctionnement.

Or, Armand Chappée cherche à utiliser l'éducation pour mieux former les ouvriers aux besoins de l'industrie. Sa logique paternaliste s'emploie à améliorer ce système éducatif, à le cadrer et à faire en sorte qu'il réponde aux besoins de l'entreprise<sup>294</sup>.

Les deux écoles primaires sont réaménagées en 1874 et en 1879, l'école des filles étant sous la gestion des sœurs du chœur d'Evron. En 1883 Armand Chappée crée en plus une école maternelle dont il donne la gestion aux sœurs<sup>295</sup>.

De ce fait, du sevrage à leurs 5 ans, les enfants sont détachés du foyer familial au profit des premiers acquis éducatifs. Ils sont complétés par une éducation primaire dès 6 ans jusqu'au 13/14 ans<sup>296</sup>. L'ensemble des écoles est regroupé au niveau du centre urbain, c'est-à-dire proche de l'église de la commune. Jusqu'à cet âge, l'école est obligatoire et ne diffère qu'assez peu entre jeune homme et jeune femme. En

---

<sup>292</sup> Envisagée dès 1835 par la famille Paillard-Ducléré qui disposait sûrement des mêmes besoins, cette dernière est finalement construite lors de la reconstruction de l'église communale en 1845 étant sous la gestion des religieux.

Archives départementales de la Mayenne. 2084 W 25 extraits de « 1844-1944 Centenaire de l'Église de Port-Brillet » : extraits des archives de la paroisse

<sup>293</sup> Archives départementales de la Mayenne. MS80 6/12. Monographie générale des communes de Mayenne 1899-1900 : Port Brillet.

<sup>294</sup> Le paternalisme indépendamment de ces conditions idéologiques ou culturistes répond avant tout à un besoin économique. Ainsi, la doctrine peut muer en fonction des besoins patronaux.

Gueslin André. "Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIXe siècle, début du XXe siècle)". *Genèses*, 7, 1992. pp. 201-211.

<sup>295</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

<sup>296</sup> Cela reprend le système éducatif obligatoire émis au niveau national et ne relève pas une grande particularité.

1899, 230 enfants<sup>297</sup> sont scolarisés, c'est-à-dire presque l'intégralité des enfants de la commune qui a une démographie largement en hausse par rapport au reste du territoire.

S'ajoutent à cela d'autres écoles que fonde Chappée. Pour les jeunes hommes, il fonde deux écoles consécutives. D'abord une école de dessin, puis une école d'apprentis.

Armand Chappée a besoin de contremaîtres et d'ouvriers spécialisés au fur et à mesure de l'augmentation de la population ouvrière. D'abord en 1897, il ouvre une école de dessin. Elle sert aux besoins de la géométrie élémentaire, à la construction de dessins et de croquis. Elle sert donc à spécialiser et rendre plus compétents des ouvriers. Les jeunes gens de 13/14 ans ont déjà commencé à être employés dans l'usine<sup>298</sup>. De ce fait, les cours sont donnés quatre fois par semaine de 5 heures à 7 heures du soir.

Les cours d'apprentis arrivent quant à eux en 1900 et sont destinés là aussi aux jeunes ouvriers de 13 à 18 ans. Quatre sections d'apprentissage existent pour les besoins de l'industrie : fonderie, modelage, ajustage et chaudronnerie. Les apprentis sont payés 1 franc la journée, étant encadrés par des ouvriers spécialisés et des contremaîtres dans leurs actions d'apprentissage. De ce fait, ils touchent moins de salaires qu'un ouvrier dans un premier temps, afin de toucher un meilleur salaire par la suite.

Ces deux écoles sont autant un moyen de professionnalisation de compétences chez les jeunes gens que de rendre ces derniers dociles vis-à-vis de la bonne morale Chappée. Les cours et apprentissages sont systématiquement donnés par des ouvriers favorables au patron. De même, la majorité des enfants qui effectuent un cursus scolaire plus long sont eux-mêmes des fils d'ouvriers qualifiés, ces derniers ayant un capital culturel, éducatif et économique plus favorable. De ce fait, l'école ne favorise pas tant l'émancipation des travailleurs qu'elle reproduit le capital économique et culturel des parents des apprenants. Dans cette situation, Chappée

---

<sup>297</sup> Les données sont à croiser avec les recensements démographiques.

Archives départementales de la Mayenne. 6 M 337. Recensement : États Nominatifs Port-Brillet

<sup>298</sup> Dans les sources on leur associe le qualificatif d'apprenti à la différence d'ouvrier. La proportion d'ouvriers étant plus élevée que la proportion d'apprentis.

Archives départementales de la Mayenne. 6 M 337. Recensement : États Nominatifs Port-Brillet.



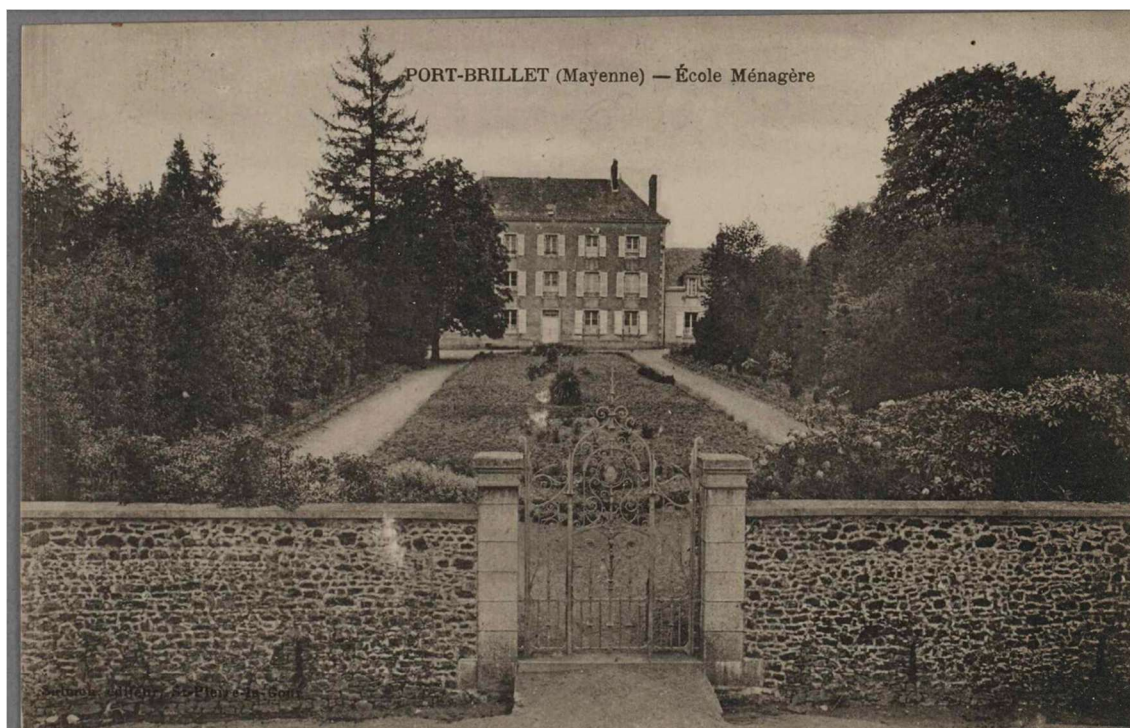
n'a même pas besoin d'intervenir dans un système qui s'autoalimente pour les besoins de l'industrie. Ainsi, il est rare de voir des ouvriers non qualifiés devenir qualifiés, même lors de transition de génération. Même si ces cas doivent exister, ils ne sont pas présents au sein des sources et doivent rester largement minoritaires<sup>299</sup>. De plus, ces derniers doivent probablement privilégier leur ascension personnelle comme un mérite et surtout une ouverture vers une vie meilleure grâce à Chappée.

Pour ce qui est des filles, celles-ci obtiennent la création d'une école ménagère au niveau du quartier de la Charpenterie vers 1911 avec un effectif avoisinant la centaine<sup>300</sup>. Une forme de cursus en deux étapes est conçue. En primaire, on apprendait les « essentiels » des travaux pratiques. Puis, dans le second cycle, l'apprentissage de la couture, du jardinage, de l'hygiène, des soins de première nécessité et de l'entretien du logis. Au-delà de la gestion du foyer, les débouchés « professionnels » sont proches de l'inexistant. On peut supposer que quelques-unes ont pu devenir couturières, en fonction des besoins de la région, mais les sources n'affirment rien dans ce sens. La réelle problématique de cette école, c'est qu'elle répond à la vision que Chappée a de la femme et non à la réalité des choses. En effet, à la veille de la Grande Guerre, l'école ménagère est globalement désertée. D'abord, on pourrait s'interroger de la réelle utilité de l'école pour un apprentissage qui peut s'effectuer au niveau familial. Surtout, la réalité est qu'une partie des femmes de la commune, certes minoritaire, mais quand même existante, sont ouvrière et travaille au sein de l'industrie et sont bien loin de la réalité domestique que souhaite dépeindre Chappée. Les événements de la guerre confirment alors ces positions du délaissement de cette école pour filles.

---

<sup>299</sup> Les activités extraentreprises sont sûrement le moyen le plus efficace d'améliorer sa situation de base

<sup>300</sup> On a assez peu de sources en ce qui concerne son fonctionnement. Le bâtiment de ces jeunes filles étant devenu la mairie de Port-Brillet par la suite. On connaît seulement son existence et son abandon progressif.



*Photographie 5 : Port-Brillet : école ménagère. - 1923 (avant). 5 Fi 164/30.<sup>301</sup>*

Le système scolaire, dans sa conception, donne un aspect méritant, mais est comme le reste du modèle Chappée, profondément inégalitaire. La nourriture donnée gratuitement au sein de ces écoles ne suffit pas à faire en sorte que les élèves de catégorie ouvrière basse prolongent leur cursus scolaire. En effet, en dehors de l'apprentissage, ces formations sont du temps où les jeunes gens ne gagnent pas d'argent, ou moins qu'en tant qu'ouvrier. Or, les ouvriers les plus précaires ne peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants dans des formations où l'argent rentre moins. Ainsi, par la grande précarité ouvrière, le système scolaire Chappée ne fait que reproduire des états de fait sociologique. L'objectif de la politique Chappée n'est pas d'élever socialement des individus, mais de reproduire des codifications sociales et sociologiques similaires afin de faire perdurer le système. Avant tout, c'est un moyen de contrôle. La reproduction des carcans sociaux et la non-évolution possible des ouvriers sont des éléments qui ne font que conforter la situation déjà mise en place, c'est-à-dire la domination patronale. La domination culturelle et éducative de

---

<sup>301</sup> Sur cette photographie se trouve le bâtiment créé pour l'école ménagère situé entre le cimetière et le bourg. Délaissé et en sous-effective, le bâtiment sera réemployé par la suite pour être la mairie de la commune.

Chappée permet un contrôle de la population ouvrière. Dans la durée, Chappée tente de dominer intellectuellement ses ouvriers par des prismes historiques notamment.

### **II.3.III D'Armand à Jules Chappée, écrire et récrire sur son territoire**

L'Histoire prend une place importante au sein de la famille Chappée. Armand Chappée semble être un admirateur d'Histoire, là où Jules Chappée essaiera d'en faire en partie son métier<sup>302</sup>. Le début du XX<sup>e</sup> siècle est une période où les autorités étatiques comme locales tentent de documenter et de structurer les récits et histoires autour de l'ensemble du territoire. On est dans une forme de continuité de la volonté républicaine d'unicité territoriale qui passe par une meilleure connaissance de ce territoire. La période de prospérité Chappée se situe alors au centre de cette période de recherche archivistique et historique grandissante. Armand Chappée lui-même n'est pas forcément le plus porté sur l'exercice puisqu'il rédige assez peu d'ouvrages<sup>303</sup> et ces derniers concernent davantage sa vie de patron et traitent de manière annexe l'Histoire.

Jules, dit Julien Chappée, se penche davantage sur la question de l'Histoire du territoire mayennais. Avant d'être une forme de « domination », c'est avant tout une mode de l'époque et probablement un réel attrait personnel pour la matière. Peintre de formation, sa jeunesse ne le fait se consacrer que tardivement à la question historique. Jules rédige plusieurs ouvrages mélangeant des recherches archivistiques, des reprises historiographiques et de réelles réactualisations historiques. Ses ouvrages traitent alors des éléments qui entourent son quotidien. On a des travaux sur l'évêché du Mans<sup>304</sup>, sur la Cathédrale<sup>305</sup> plusieurs abbayes locales ainsi que des travaux généalogiques du côté de sa mère avec une étude sur

---

<sup>302</sup> Autodidacte, ce dernier n'a jamais réellement été reconnu par les pairs de l'époque puisqu'il se penchait davantage sur une histoire du très local qui n'intéresse qu'assez peu les historiens.

<sup>303</sup> Il a essentiellement rédigé des traités de commerce ou des éléments qui relèvent de son activité patronale. Il tenait également un journal intitulé *Notes sur ma Vie* qui, même s'il n'a jamais été rendu public, il a été transmis aux héritiers Chappée.

<sup>304</sup> Ces premiers ouvrages s'intéressent davantage à l'histoire de la période médiévale. Chappée, Jules. *Un sceau inédit de l'évêque du Mans, Adam Chastelain, 1398-1438*. 1893.

<sup>305</sup> Son dernier ouvrage publié concerne cette dernière. Jules Chappée. *Les vieilles pierres de la cathédrale du Mans*. 1927.



les Doré<sup>306</sup>, des travaux sur les secteurs industriels de son père, Saint Pavin, Antoigné et tout naturellement Port-Brillet.

Port-Brillet a été avant tout étudié dans un spectre économique ou pour le cas de cet amateur d'histoire, s'intéressant uniquement à la production et non à la population ouvrière. Aucune mention presque autocritique de l'influence de la vision du père Chappée concernant ses propres travaux n'a été faite, bien au contraire.

De même, Julien Chappée est resté dans l'Histoire pour deux raisons distinctes. D'abord sa production de peinture lui permet un succès limité au niveau national dont il a quand même souvent l'opportunité d'exposer jusqu'à la fin des années 20. Cela lui permet d'avoir du temps et d'effectuer des voyages où il fouille les archives nationales, mais également pour son travail archivistique. En effet, lorsqu'il loge à Cognier, il va construire les archives de Cognier qui sont un regroupement d'éléments archivistiques très divers, allant du début du bas Moyen-Âge jusqu'à l'époque contemporaine. À la fin de la production de ses ouvrages, il fait don de ses archives au département de la Sarthe et à la Bibliothèque de France. Ces archives composées de près de 408 boîtes distinctes en font une richesse incroyable. Pour autant, les normes mises en place à l'époque ont fait que ces dernières ont été partiellement dispersées et sont parfois composées de manière anarchique en fonction des sujets et des périodes<sup>307</sup>.

Ces deux activités que sont la peinture et l'archivage sont largement retranscrites dans des ouvrages scientifiques consacrés à l'histoire de l'art ou à l'archivage autour de la personne de Jules. Pour autant, pour ce qu'y est des ouvrages historiques de l'homme, force est de constater que le travail historique est maigre alors que l'influence de tels ouvrages dans le paysage historiographique est assez importante. Lorsque Julien Chappée publie en 1895 :

*Port-Brillet. Notes historiques sur le prieuré de la Magdeleine du Plessis-Milcent (1100), la forge du Port-Brillet et ses dépendances (1452), la chapelle des forgerons (1558), la paroisse (1828) et la commune (1874)*

On a affaire à un marqueur dans le temps. L'ouvrage reprend les codifications de l'époque. De ce fait, on a un ouvrage par le « haut » qui parle avant tout des élites locales. On a des explications sur les détails dynastiques, que ce soient des

---

<sup>306</sup> Jules Chappée. *Filiation Doré*. 1908.

<sup>307</sup> Les archives de Cognier sont classées par période de dons et non par période d'étude. Ainsi, on a parfois des archives composées d'éléments qui n'ont que peu de rapport entre elles.

industriels, des curées qui y vivent ou des tendances politiques ou paroissiales. L'abbé Angot reproduira en partie des écrits similaires à ceux de J. Chappée notamment avec la reprise de listes de clercs, de maitres des forges.

Justement, le travail de l'Abbé Angot complète, si ce n'est qu'il améliore, les travaux de Chappée. D'ailleurs à ce titre, de nombreux historiens comme Guy de Verron qui travaillent sur l'histoire des maitres des forges se penchent davantage sur le travail de l'abbé plus complet que celui de Chappée<sup>308</sup>.

Pour autant, minimiser l'impact de Julien Chappée serait grossier. D'abord, parce que l'abbé Angot salut lui-même un travail riche. Ensuite et surtout parce que Chappée va imposer intellectuellement son histoire de Port-Brillet. Cette histoire Chappée est reprise immédiatement par la monographie communale qui est très clairement inspirée par ce dernier<sup>309</sup> et jusque dans les travaux de Geneviève Dehu<sup>310</sup>, on retrouve des réflexions, des annotations historiographiques qui reviennent et sont issues des travaux de J. Chappée.

Ce n'est pas quelque chose de forcément voulu directement, mais force est de constater que l'historiographie de la commune, et de la période qui s'étend de la Révolution française au Chappée devient une forme de propriété intellectuelle Chappée, avec ses bienfaits et ses biais. Or, il y a un biais très évident dans l'écrit de Julien : où sont les ouvriers ?

---

<sup>308</sup> Dans ces travaux Guy de Verron nomme assez peu Julien Chappée alors même que la chronologie dynastique de Chappée semble assez juste.

Verron Guy. *Maitres de forges et ouvriers au Port-Brillet (Mayenne) avant et après 1789*, mémoire de maitrise. 1965.

<sup>309</sup> Deux sources sont citées dans la monographie. La première d'entre elles et l'ouvrage de Julien Chappée, la seconde source étant les écrits du religieux local. Archives départementales de la Mayenne. MS80 6/12. Monographie générale des communes de Mayenne 1899-1900 : Port Brillet

<sup>310</sup> La fin de sa maitrise qui traite du rachat d'Armand Chappée, Geneviève Dehu traite brièvement de la fondation de la commune. Ce court passage reprend presque trait pour trait l'apport donné par Julien Chappée sur son analyse de la fondation de la commune. Notamment, le fait qu'en 1871, ce sont les « métallos » qui ont insisté pour fonder leur propre commun.

Dehu Geneviève. *Évolution économique au 19e siècle des forges de Port-Brillet*. 1967. D.E.S Histoire.

Julien Chappée fait partie de la classe dominante au sein de l'industrie, il est le descendant indirect de ces dynasties des « maitres des forges de Port-Brillet ». Donc selon lui, traiter le sujet de ces maitres rentre dans une logique : il existe un lien personnel entre lui et ces individus dans une forme de continuité par rapport à la façon dont il voit la domination de Port-Brillet. De même, son intérêt pour l'archéologie s'explique parce qu'il se penche sur les bâtisses issues de la commune. Mais cette historiographie, parfois reprise jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle, invisibilise totalement les travailleurs. La seule mention de ces derniers n'arrive alors que pour la création de la commune. Sans être mis de côté, Chappée n'effectue aucune démarche de compréhension de ces individus, il ne pose pas de questions autour de la période de la proclamation de la commune, il n'effectue même pas de recherches sur l'échec des forgerons en 1851.

En effectuant ces écrits où l'ouvrier est effacé au profit du chef presque éclairé, il ne fait que reproduire le schéma familial. Schéma qui perdure dans l'historiographie de ce que des écrits qualifient la commune de « VilleChappée »<sup>311</sup>. Il faut aller plus loin dans l'affirmation puisqu'on est dans une pensée intellectuelle de domination légitime autour de la production historique qui met au centre le dominant et marginalise les dominés dans un processus qui vise à faire de Chappée le centre de tout. On peut même questionner si cet effacement de la vision de l'ouvrier n'est pas plus prononcé chez Julien par rapport à son père et explique que ce dernier soit assez vite écarté de la direction patronale, jugé trop détaché de la masse travailleuse.

Ainsi, traiter des populations ouvrières de Port-Brillet oblige de passer par la figure patronale, puisque c'est elle qui est avant tout décrite et analysée dans son milieu, dans lequel elle évolue. Paradoxalement, ses écrits intellectuels omettent des éléments structurants du quotidien ouvrier. Le fait que, lors de son écrit, Julien ne pense pas à cela démontre son détachement des ouvriers au profit du discours paternaliste de son père qui se met au centre de la réussite d'un tel projet

---

<sup>311</sup> À ce titre, le musée d'Antoigné qualifie également la commune de Sainte-Jamme-sur-Sarthe de « Ville-Chappée ». Pour la commune sarthoise, le terme se normalise rapidement. Port-Brillet reçoit de nombreux surnoms, mais il ne semblerait pas que celui-ci soit donné immédiatement par les contemporains. Ce titre a sûrement été attribué par les syndicalistes à la fin de la période Chappée. Les membres de *l'Oribus* employant le terme sens retenu.

Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

professionnel. Julien Chappée traite des sujets d'Histoire avec un maître comme dominant de la masse, puisqu'il a été éduqué ainsi par son père. Le prisme paternaliste chez les enfants Chappée est l'un des héritages de l'industriel et cela explique en partie le décalage que ressentit par les nouveaux maîtres de Port-Brillet en opposition à une population ouvrière qui évolue.

Armand Chappée décède en septembre 1922 à l'âge de 87 ans. Le chevalier<sup>312</sup> avait entamé ses projets de successions assez tôt dans sa vie. Dès 1895, la société Chappée et Fils est fondée avec son aîné Louis Chappée<sup>313</sup>. Son fils Louis devient alors co-responsable de l'ensemble industriel, il est également associé à la mutuelle de Port-Brillet dont il obtient la direction assez vite. Jules, le deuxième fils, avait été écarté pendant un temps de la succession, ce dernier s'intéressant assez peu à l'industrie et davantage à des études artistiques. Finalement, Julien devient également co-responsable avec une évolution de la société en 1905<sup>314</sup> qui lui permet de l'intégrer. Il n'empêche que Louis reste le successeur légitime puisque son père l'a préparé à reprendre l'industrie à sa charge. Dans la vision conservatrice de Chappée, sa vision peut être résumée ainsi « le père est mort, vive le fils ». En fait, ce qu'il souhaite réellement, c'est que son empire perdure, mais que ses idées également ne s'éteignent pas dans la tombe.

La doctrine paternaliste de Chappée n'est pas juste pensée, elle est alors un outil de domination permanente sur les travailleurs. S'opposer à Chappée revient à s'opposer à une quantité de privilèges, mais surtout renoncer à des biens de première nécessité ainsi qu'à des moyens de subsistance nécessaires. Au-delà de perdre un salaire plutôt avantageux pour la région, c'est perdre une assurance, un toit, une terre, des groupes de sociabilisation et voire inévitablement une marginalisation de l'individu au sein du groupe ouvrier défini par leur soumission. Cette soumission passe par des besoins et des réalités de groupes différents. Là où l'ouvrier précaire

---

<sup>312</sup> Armand Chappée est nommé à la Légion d'honneur en mai 1891.

Voir Annexes n°7 : Légion d'Honneur Armand Chappée

<sup>313</sup> *L'Écho de la Mayenne*, *La Mayenne* et *L'Indépendant de l'Ouest* couvrent l'ensemble du processus de succession démontrant l'importance de l'homme et de son industrie dans le territoire. Pour *L'Écho de la Mayenne* en septembre 1895 avec le changement des statuts de l'entreprise avec la fondation de "Chappée et Fils" puis *La Mayenne* en septembre 1901.

<sup>314</sup> De nouveau relaté dans la presse dans *L'Écho de la Mayenne* d'Octobre 1905.

se soumet par nécessité, l'ouvrier qualifié se soumet davantage en espérant obtenir des privilèges, qu'il obtient d'un patron qui sait récompenser ses fidèles. Armand Chappée n'emploie pas quelque chose de nouveau, la mutation du paternalisme ainsi que la soumission presque naturelle des Mayennais pour ce qui du pouvoir patronal sont des éléments conjoncturels qui peuvent expliquer une telle réussite du projet Chappée. De même, on ne peut que mentionner la personnalité de celui qu'on décrit avant tout comme une figure du « père-patron ». Conservateur avéré, il reste un stratège qui a su s'adapter à la situation et aux évolutions de son temps, sans pour autant s'écarter de ses objectifs économiques. Sans parler de doctrine libertarienne qui de toute façon est anachronique pour l'époque, Chappée a une vision où l'État s'efface au profit d'une relation individualisée entre le patron et l'ouvrier. Cette relation « individuelle » démontre davantage les logiques de domination qui s'effectuent au sein de l'industrie. Cette réussite locale ne cache cependant pas les échecs Chappée, peu nombreux, mais existants. Que ce soient ces échecs politiques, ces rares échecs d'extensions économiques, Armand Chappée ne connaît pas pour autant de revirements significatifs. Même si dans les faits, ce dernier est largement en retrait une fois la Grande Guerre passée.

Pour autant, Armand Chappée va échouer à deux reprises lorsqu'on observe son bilan. D'abord l'échec de la succession qui ouvre une brèche dans la direction patronale. Ensuite et surtout politiquement, Chappée a essayé de cantonner la population ouvrière à son fief et a attaché ces derniers à sa personne. La clémence et la sympathie qu'il essaie de démontrer sont alors des atouts pour faire en sorte de voir l'ouvrier contribuer à ce système de domination. Sa vision n'a pas anticipé que son fief se verrait introduit de part et d'autre par des incursions d'une opposition politique qui se radicalise et surtout qui vient d'une base ouvrière extérieure. La population ouvrière se fédère dans un système de classe qui les unit autour d'une seule notion, celle de « l'ouvrier ».

### III. L'EXTENSION SYNDICALE ET LES TENTATIVES D'AFFIRMATIONS POLITIQUES (1922-1936)

La Grande Guerre est un marqueur évolutif d'un point de vue politique. Elle marque une période "d'entre-deux-guerres" qui fera place à une véritable violence politique qui va initier toutes les strates de la société<sup>315</sup>. Cette normalisation, à la fois de la radicalité et de la violence politique, va même influencer des territoires jusque-là épargnés par l'agitation politique qui existait déjà à la toute fin du XIX<sup>e</sup>. La Mayenne, à sa façon, va vivre cette transformation politique. Pour autant, comme elle a tendance à le faire, le département va vivre un moment de décalage<sup>316</sup>. La période de l'immédiateté de l'après-guerre est une période de trouble. Même si la France n'est pas dans la situation des perdants qui voient leur intégrité morale et territoriale fracturée, il n'empêche que des agitations se manifestent, et cela indépendamment du camp politique et de la classe sociale. En Mayenne, du moins, dans un premier temps, on voit peu d'évolution dans les territoires profonds<sup>317</sup>. Cependant, l'avènement de nouveaux groupes politiques, à l'échelle du département, ainsi que de nouvelles formations sociales démontre des évolutions dans un territoire jusque-là dans une certaine continuité.

---

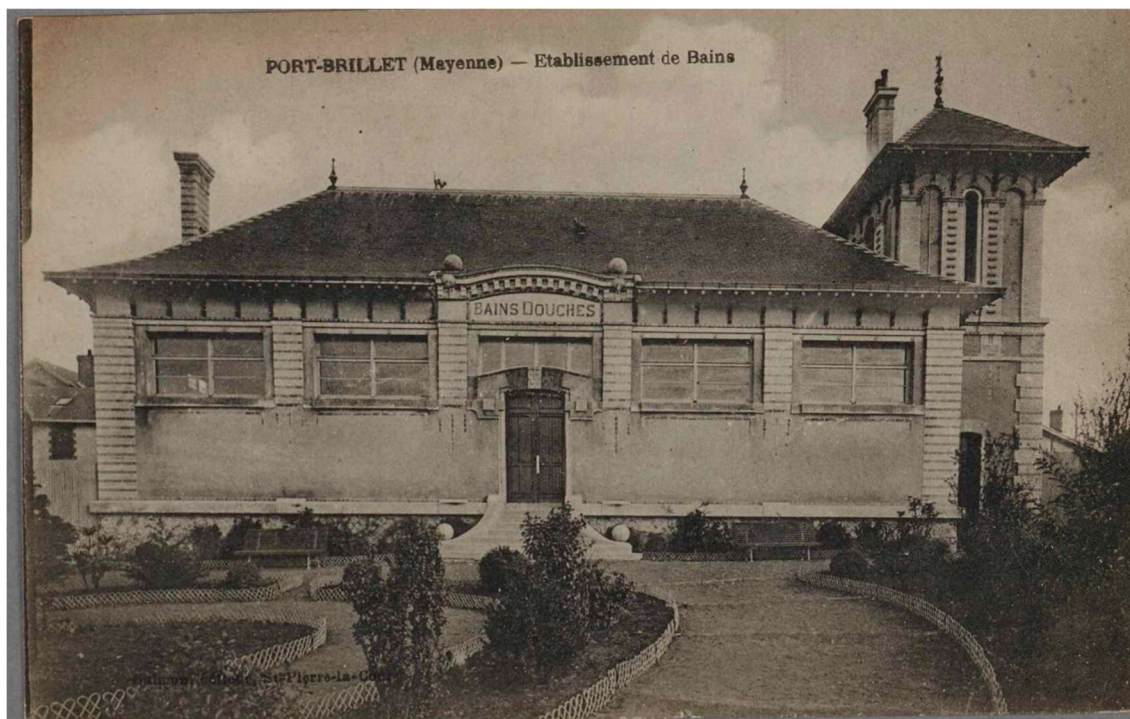
<sup>315</sup> Sans vouloir donner l'impression que cette période n'est qu'une longue période d'attentes purement téléologiques, il faut voir l'après-Grande Guerre comme une période de frustration à la fois guerrière, mais également politique dans des territoires parfois fracturés. Sans entrer dans le débat sur la réalité d'une "brutalisation" post guerre, on peut parler de radicalité des opinions.

Le Gac Julie et Patin Nicolas. "Chapitre 6. L'entre-deux-guerres". *Les guerres mondiales : Le désastre et le deuil 1914-1945*. 2022. Armand Colin. p. 157-199.

<sup>316</sup> Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>317</sup> Laval étant un cas à part puisque la poussée de la gauche à la fois modérée et radicale avant-guerre ne fait que confirmer un positionnement communal qui change de repère d'un point de vue des champs politiques historiques.

La population ouvrière de Port-Brillet semble alors relativement épargnée dans un premier temps par ces changements fondamentaux. Les profits effectués par la société Chappée et Fils permettent même l'amélioration des conditions de vie des ouvriers avec la création de bains-douches communaux.



Photographie 5 : Port-Brillet : établissement de bains. 5 Fi 164/28

La courte période qui s'étend de la fin de la guerre jusqu'à la mort de Chappée voit une certaine absence de documentation. Ainsi, il est assez difficile de savoir comment la suite de l'immédiate après-guerre a accompagné le reste des moments de vie des ouvriers. En tous cas, les usines Chappée délaissent l'obus pour reprendre une reproduction d'avant-guerre et semblent vouloir reprendre le même modèle que précédemment. On souhaite maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire la concession d'éléments d'amélioration du quotidien des ouvriers, voire des privilèges au profit d'un interdit informel en termes d'opposition politique et économique. La mort de Chappée est alors davantage symbolique. Elle marque la mort d'une période et presque d'un temps révolu, puisqu'elle va coïncider avec l'arrivée des premiers mouvements de questionnement du système Chappée, ainsi que de la percée de nouvelles idées au sein du département.

Ces percées politiques sont alors rarement du fait des populations ouvrières de la Mayenne. En effet, les idées, les théories, les activités militantes viennent généralement en dehors du département issu de zones plus actives et influent sur le département. Lorsqu'on regarde les rapports d'activités des diverses activités



syndicales<sup>318</sup> d'avant-guerre, on relève alors des relations très étroites avec l'activité industrielle du Mans et de Rennes qui sont les deux secteurs qui influencent le plus le territoire.

### **III.1 L'INFLUENCE EXTERIEURE DANS LES PREMIERES CONTESTATIONS POLITIQUES**

Les premières agitations au sein du territoire de la Mayenne peuvent remonter au milieu du XIX<sup>e</sup>. Elles ne relèvent que rarement des Mayennais en eux-mêmes puisque ces situations de grève sont issues de mouvement de cheminots et parfois de mouvements au sein des mineurs<sup>319</sup>.

Ces rares cas de contestations sociales ont généralement deux points communs. D'abord, elles traitent d'éléments portant sur la valeur du travail. L'écrasante majorité de ces grèves sont issues de questions salariales soit pour une augmentation de salaire, soit pour une harmonisation entre certains secteurs professionnels. Ensuite ces mouvements sont rarement provoqués de la Mayenne elle-même, sauf exception, c'est-à-dire que lorsque l'industrie ou l'exploitation a tendance à faiblir, on a des cas de grève interne au sein d'exploitations mayennaises<sup>320</sup>. Malgré,

---

<sup>318</sup> Ces syndicats souvent dans des secteurs industriels de l'artisanat comme les tisserands ou de l'imprimerie avec surtout des secteurs corporatistes. Fondés à la toute fin du XIX<sup>e</sup> se souvent des regroupements professionnels qui tiennent des cahiers hebdomadaires de leurs réunions syndicales.

Archives départementales de la Mayenne. Archives Privées de la C.G.T. 303 J 2 : 1906-1962 (12 cahiers).

<sup>319</sup> En 1898 le mouvement de grève des cheminots est lancé au niveau national. Ce mouvement est très suivi par les autorités puisque les fonctionnaires ne peuvent pas se syndiquer ou se mettre en grève. Le schéma se répétant en 1906 pour les P.T.T.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 51 : Grèves dans les mines et carrières. 1850-1939 et 10 M 57 : Grèves des cheminots (1898-1938) et des postiers (1906-1909)

<sup>320</sup> Avant la Grande Guerre, la seule grève retranscrite, issue de la Mayenne elle-même est un mouvement des boulangers lavallois sur la demande de la mise en place d'un prix plafond pour le blé. Cette grève spontanée ne relevant pas d'interventions syndicales, mais est davantage liée à un besoin professionnel immédiat.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).



l'absence de ce genre de cas, la majorité des mouvements préfigurant les cas de grève est issue de d'autres syndicats qui viennent d'autres lieux que la Mayenne.

Ainsi, les rares cas de manifestations au sein de la fonction publique sont généralement des mouvements issus de grèves au niveau national. Sans systématiquement être suivis par l'ensemble des travailleurs mayennais, on voit des typologies de population allant de manière générale plus souvent dans l'affirmation publique.

Les populations ouvrières et de l'artisanat sont les populations qui se mettent le plus souvent en grève, suivi du secteur de la fonction publique<sup>321</sup>. Pour autant, si l'on reste dans le territoire de la Mayenne, il y a des décennies entières sans aucun mouvement de grève de quelque sorte que ce soit.

Ces premiers mouvements de grève ne sont pas apolitiques, mais ne sont pas idéologiquement très marqués au sein de leurs revendications. Ces mouvements répondent davantage à des attentes et revendications qui relèvent du quotidien. Ainsi les mouvements de grève des boulangers<sup>322</sup> lavallois répondent à un besoin de régulation des prix afin de pouvoir subvenir à leurs besoins professionnels primaires.

Les apports, qu'ils soient d'ordre politique ou syndical, ont tendance à influencer dans un premier temps les communes qui sont soit limitrophes à d'autres départements, soit au cœur du département : Laval. Les ouvriers de Port-Brillet obtiennent un complément de bagage idéologique et surtout syndical à la fois par l'influence lavalloise, mais également par des influences multiples qui consolident une remise en question d'un modèle Chappée tombé en désuétude.

### **III.1.I Les agitations lavalloises**

La Préfecture de la Mayenne en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle est en dichotomie totale avec le reste de son territoire. Là où la Mayenne, notamment dans les zones rurales du Sud ou de l'Ouest du département, est associée au conservatisme, aux héritages de la chouannerie, Laval est un cas à part dans son territoire. D'ailleurs, ce sont les historiens de la chouannerie et de la contre-révolution en Mayenne qui remarquent

---

<sup>321</sup> En dehors de ces trois souches professionnelles qu'est le secteur de l'artisanat, de l'industrie et de la fonction publique, les rapports sur des situations de grève autres sont assez rares.

<sup>322</sup> Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58 : Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

en premier lieu ces états de fait. Ainsi, Daniel Pichot<sup>323</sup> évoque de manière annexe le cas des communes ouvrières de Port-Brillet et Chailland où la population s'oppose à la chouannerie. Mais surtout, il prend le temps d'exposer que le cas de la chouannerie n'entre que peu à Laval. Les rares individus de la population lavalloise participant à ces activités contre-révolutionnaires sont dans un premier lieu des populations pauvres, notamment les artisans tisserands pour ce qui est de la préfecture.

Il existe un décalage entre le chef-lieu du département et le reste de son territoire. C'est un élément constant sur l'ensemble de la période du XIX-XX<sup>e</sup> siècle. Cette situation s'explique par de multiples facteurs. Une population proto-ouvrière puis ouvrière importante, la présence de nombreux artisans et commerçants qui représentent une petite bourgeoisie cultivée qui juxtapose avec un monde ouvrier présent dans la banlieue de la ville pouvant déjà émettre une sociologie particulière.

Laval connaît de nombreux rebondissements au sein du XIX<sup>e</sup>. De façon non exhaustive, on peut mentionner un début de siècle relativement prospère. La construction d'éléments nouveaux, comme entre autres la préfecture ou l'hôtel de ville qui renforce la construction du chef-lieu du département<sup>324</sup>. Cette période faste atteint son apogée avec la mise en place de la voie ferrée Paris-Rennes qui voit l'avènement de la création de la gare en 1855. On peut assez facilement dire que Laval se connecte au reste du territoire national. Cette expansion atteint alors ses limites à partir de 1863 qui marquent l'annexion des communes du Grenoux et d'Avesnières par Laval<sup>325</sup>.

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> est alors une longue et douloureuse chute pour la ville. La baisse démographique s'entame à la fin du dernier quart du siècle, entraînant une forme de plafond de verre. La ville comme le département ont une production qui

---

<sup>323</sup> On y apprend uniquement que les deux industries ont confectionné de la fonte pour l'armée républicaine durant la période révolutionnaire.

Daniel Pichot, « Aspects de la première chouannerie mayennaise », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*. P194-195. 2010.

<sup>324</sup> Le département de la Mayenne sans être une construction pure de la Révolution est une réappropriation d'une pensée d'un territoire qui, dans sa conception d'origine, n'a pas la même construction territoriale.

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. « Une contre-société ». *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>325</sup> Salbert Jacques (dic), Denis Michel. « Une contre-société ». *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

repose sur des professions et des situations économiques de la petite industrie. Ainsi, l'industrie des tisserands, du tannage et des fonderies<sup>326</sup> perdent en puissance par rapport au reste du territoire métropolitain plus attractif.

Cette situation à la fois démographique et économique donne lieu à deux choses. La ville vote davantage à gauche que le reste du territoire<sup>327</sup>. Ensuite, Laval sera l'une des premières villes en Mayenne à être dotée de syndicats.

D'un point de vue politique, Laval est dans une position qui évolue de façon modérée. La présence de républicains sympathisants est attestée avant même l'arrivée de la III<sup>e</sup> République alors que le reste du territoire reste encore attaché au royalisme modéré. En témoigne la présence du parti radical et d'un journal qui lui est associé : le « *Laval-Républicain* »<sup>328</sup>. Pour autant, même si les habitants de la commune votent plus à gauche, on reste en Mayenne, ainsi les mouvements trop prononcés vers la radicalité sont proscrits. On a la présence dans un premier temps de mairies et de politiques d'une gauche modérée ou de républicains modérés. Cette présence n'empêche pas dans de rares cas, notamment dans certains domaines professionnels la présence d'une droite modérée, elle aussi républicaine. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le parti radical s'impose dans la commune alors que deux nouvelles forces émergent. D'abord par l'implantation de militants de la S.F.I.O., ainsi que la venue de syndicalistes.

Dans les deux cas, que ce soit syndical ou politique, cette présence a été attestée via des personnalités et militants, dont le recensement, confirmé par le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social<sup>329330</sup>.

Grâce à ces profils, on sait que les catégories professionnelles intermédiaires et de la fonction publique sont largement syndiquées.

---

<sup>326</sup> Saint Berthevin au niveau de la banlieue de la ville possède une exploitation minière qui fait vivre une partie du secteur industriel de Laval. La ville bénéficie alors des rares exploitations minières du département au sein de sa grande banlieue.

<sup>327</sup> Dès la deuxième république, on voit la jonction entre des sympathisants républicains, des radicaux et de premiers militants issus de la démocratie chrétienne.

<sup>328</sup> Même si ce dernier n'apparaît qu'en 1909.

<sup>329</sup> Chacun des profils « militants » ayant été construits par des données d'archives issues des Archives départementales de la Mayenne.

<sup>330</sup> Sauf mention contraire, l'intégralité des biographies citées ci-dessous et provenant du *Maitron* est écrite par Jacques Omnès.

Le profil de Louis DUFRENOY<sup>331</sup> est un cas d'école du militantisme étant donné son parcours de vie. Issu d'un milieu précaire entre industrie et ruralité, il passe une partie de la fin de son enfance comme métallurgiste avant de suivre le parcours du paternel et de devenir cheminot. De père syndiqué et ouvertement socialiste, il suit alors ses traces. Au-delà de sa présence au congrès de Tours en 1920 en tant que l'un des représentants de la Mayenne, ce dernier est à la fois syndicaliste depuis 1912 et va être à de nombreuses reprises, à partir de 1920, candidat aux diverses législatives comme candidat socialiste puis communiste, même si ce dernier est absent en 1926 alors que la cellule communiste de Mayenne est en plein tremblement.

Cette fracture de la cellule communiste en 1926 est due à la disparition d'un homme : Alphonse BOUCHARD<sup>332</sup>. Les informations sur sa vie sont assez maigres, mais il est très important pour la consolidation, ainsi que pour la chute de la première cellule communiste en Mayenne. Dirigeant d'une boulangerie corporatiste au sein de Laval, il est décrit comme un « dirigeant socialiste militant »<sup>333</sup>, candidat dès 1919 au sein d'une S.F.I.O. qui se structure encore. En effet, la cellule départementale socialiste de la Mayenne n'est fondée qu'en 1920, donc tardivement, due à un faible nombre de militants au sein du département<sup>334</sup>. Bouchard va être la voix révolutionnaire active du département. Adhérant à la IIIe internationale, il est élu au secrétaire du parti communiste de la section de la Mayenne et devient également le secrétaire de la CGT-U Mayenne. De 1919 à 1925, Bouchard est le représentant communiste et syndicaliste du département. Il est cependant largement minoritaire au sein du département, mais également minoritaire au sein des propres institutions communistes qui, à leurs débuts, ont tendance à privilégier des candidats ouvriers<sup>335</sup>.

---

<sup>331</sup> Sources exploitées par le *Maitron* : Archives départementales de la Mayenne. 1 W 467, 534, 535, 538, 540, 2879, 2884, 2892, 2922 ; M 2822 ; 3 M 2810, 2816, 2826, 3550.

Cette fiche ayant été produite en 2011, une partie de ces cotes peuvent être obsolètes.

<sup>332</sup> Sources exploitées par le *Maitron* : Archives départementales de la Mayenne. 1 W 534, 535, 2884 et M 3054, 240 J 37.

Cette fiche ayant été produite en 2010, une partie de ces cotes peuvent être obsolètes.

<sup>333</sup> Information recueillie par J. Omnès concernant une lettre adressée du préfet auprès du ministère de l'Intérieur en 1911.

<sup>334</sup> À la sortie de la guerre, on peut estimer que le nombre de militants s'affirmant socialistes ne dépasse pas la centaine et se concentrait dans des zones très spécifiques du département.

<sup>335</sup> Cela explique pourquoi une partie des membres actifs du prototype du parti communiste en Mayenne ne sont pas choisis par le parti pour les premières élections législatives. Des candidats d'origine ouvrière, mais d'autres départements étant sûrement privilégiés.

Il n'empêche qu'il exerce une influence sur le petit groupe d'individus qui le suit. L'année 1925 marque l'arrêt total du développement du groupe communiste. D'abord la fin de sa boulangerie ainsi que le départ de Bouchard pour la région nantaise font mourir alors pendant un temps le parti communiste. S'ajoutent à cela d'importantes manifestations de catholiques conservateurs à Laval en réponse à l'action du cartel des gauches rejetées par une droite conservatrice en pleine mutation<sup>336</sup>.

De ces deux profils, on peut déjà tirer des conclusions. La présence syndicale à Laval est bien antérieure à la période de la Première Guerre mondiale. En effet, on retrouve des traces de syndiqués dès la fin des années 1890 avec notamment des syndicats dans les domaines des cheminots et des ouvriers ou mineurs<sup>337</sup>. Ces syndicats se multiplient au début des années 1900 avec la syndicalisation de nombreuses professions dites intermédiaires, c'est-à-dire une petite bourgeoisie et une petite population ouvrière alentour. Pour autant, avant-guerre, en dehors de la présence du parti radical, aucun parti politique de gauche n'est présent sur le territoire y compris à Laval. L'apparition rapide de parti socialiste après-guerre suppose l'existence préalable d'un noyau dur de militants, cependant trop peu nombreux pour réussir à fonder une cellule de parti ou avoir de quelconques succès électoraux avant 1920. La présence de militants de la S.F.I.O. se fait notamment ressentir avec une présence socialiste qui se manifeste progressivement avec l'arrivée de ces profils militants<sup>338</sup>. D'abord réticents, une large partie des représentants socialistes mayennais adhèrent à la III<sup>e</sup> internationale après le congrès de Tours ce qui entraîne une nouvelle radicalité avec l'avènement de mouvement communiste à Laval. L'apparition du parti communiste se fait alors que le parti socialiste n'est même pas encore réellement installé. Ainsi, le mouvement communiste est ridiculement petit, notamment par son nombre d'adhérents en comparaison avec d'autres territoires voisins comme l'Ille-et-Vilaine.

---

<sup>336</sup> La contre-attaque conservatrice ayant été étudiée partiellement par Michel Denis. Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. pp 296-354. 1984.

<sup>337</sup> Il n'y a pas de mise en place de préavis de grève puisque dans un premier temps illégal à cette époque, mais ce sont des organisations syndicales qui mènent les mouvements de grève. Archives départementales de la Mayenne. 10 M 57. Grèves des cheminots (1898-1938) et des postiers (1906-1909)

<sup>338</sup> Le *Maitron* ne nous procure aucune fiche précédente des militants politiques et ouvriers avant la période d'avant la Grande Guerre. Les sources allant globalement dans le même sens.

Là où la première vague touche le monde de l'artisanat et du petit commerçant, la seconde vague, plus radicale, essaie d'élargir sa base à d'autres milieux et secteurs professionnels. Cet élargissement et cette radicalité poussent les membres de ces fédérations à se renseigner auprès des restes industriels du département, c'est-à-dire auprès des populations ouvrières. Sans approcher directement les ouvriers de Port-Brillet, les socialistes puis les communistes emploient des outils tels que la presse afin d'essayer de rallier le milieu ouvrier rural qui jusque-là délaissé par ces groupes politiques.

Laval par son rôle de préfecture obtient la création en 1900 de la Bourse du travail, ainsi que par la suite la création d'une Université populaire<sup>339</sup>. Ces deux éléments expliquent le vivier militant qui se crée au sein de la commune, ainsi que le renforcement très lent de ces groupes. Cependant, d'un point de vue politique, les socialistes comme les communistes se heurtent à des limites face à ce qui est de la réalité du territoire. La Mayenne, y compris Laval, reste un territoire conservateur. De ce fait les partis ont du mal à prendre de l'ampleur politiquement. Laval est un pôle important pour ces groupes politiques qui y concentrent leurs actions même si celles-ci restent limitées. Cependant, les idées de progrès social, ainsi que d'amélioration de la vie ouvrière, rentrent dans les mentalités. Leurs réussites politiques, se manifesteront dès les années 1930 avec la propulsion de candidats apparentés socialistes en tant que députés. Au contraire des partis, le monde syndical se développe voire se manifeste plus rapidement notamment à travers la confédération générale du travail.

---

<sup>339</sup> Fondée également en 1900, elle affirme ouvertement un objectif d'éduquer les masses ouvrières et s'ancre pleinement dans une pensée sociale et républicaine de l'éducation. On possède une grande quantité de sources en ce qui concerne son rôle de médiateur de la population travailluse, notamment le fait est que la majorité des cadres syndicalistes, socialistes et communistes sont passés par ces rangs grâce aux cartes des membres.

Archives départementales de la Mayenne. 240 J 1. Dossier administratif : statuts, modifications aux statuts, absorption de La Ruche Lavalaise, titres de propriété, correspondance.

### III.1.II L'implantation de la C.G.T

Que ce soit la bourse du travail, l'université populaire ou la dizaine de syndicalistes mayennais répertoriés comme exerçant une influence au sein des comités mayennais, tous ont un point commun, ils sont rattachés directement ou indirectement à la C.G.T.<sup>340</sup>

Ces rattachements cégétistes s'effectuent dès la période avant-guerre. On voit alors un schéma se répéter : un groupe professionnel, plutôt porté sur des idées républicaines, voire proches du socialisme, fonde dans un premier temps un syndicat local qui a un succès modéré, ensuite il se déploie, parfois à d'autres industries, et se structure idéologiquement une fois son rattachement à la C.G.T.

Pour ce qui est de Laval, si l'on prend l'exemple du syndicat des typographes<sup>341</sup>, les ressources à son sujet sont riches. Fondé dès 1897, le syndicat regroupe divers ouvriers typographes travaillant dans diverses manufactures et lieux d'impression. Structuré avec les codes syndicaux, on a déjà la présence d'une hiérarchie ordonnée avec la présence d'un secrétaire, d'un trésorier, etc. Son rattachement à la C.G.T est acté en 1919 sous le mandat d'un certain DALIBARD<sup>342</sup>. Ce rattachement change des éléments dans la conception même du syndicat, notamment dans sa prise de position idéologique. En atteste la disparition du mot « confrère » au profit de « camarade »<sup>343</sup>.

La bourse du Travail ainsi que l'Université Populaire sont des lieux de fermentation des idées. Indirectement, elles renforcent la présence du seul syndicat de niveau national qui s'implante en Mayenne, la C.G.T.

En effet, hormis la C.G.T, aucun syndicat n'est présent avant-guerre et ne sera présent durant l'entre-deux-guerres<sup>344</sup>. La C.F.T.C ne s'implantera que réellement en

---

<sup>340</sup> La période de scission avec la CGT-U fera que certains représentants communistes seront rattachés à cet organisme concurrent.

<sup>341</sup> On a l'ensemble des comptes-rendus de leurs réunions hebdomadaires, ainsi que les bulletins d'adhésions individuels. Archives départementales de la Mayenne. Archives 303 J 2 : C.G.T. Livre de section (12 cahiers) 1906-1962.

<sup>342</sup> Sa notice dans le *Maitron* possède quelques lacunes qui pourraient être enrichies avec des informations complémentaires disponibles dans les archives.

<sup>343</sup> Ce processus s'effectue à partir de 1919 et démontre une forme d'évolution de la perception du syndicat dans ces secteurs professionnels non ouvriers.

<sup>344</sup> On omet ici le cas particulier de la CGT-U et du conflit entre les deux syndicats.

Mayenne durant l'immédiate après Seconde Guerre mondiale et sera rejointe assez vite par F.O dès sa création. Cette fermentation de la période d'avant-guerre permet à la C.G.T de s'implanter dans l'ensemble des syndicats de Laval<sup>345</sup>. Une fois chose faite, l'organisme tente d'aller au-delà de la ville et de s'implanter dans le territoire du département. Cependant, le territoire étant majoritairement conservateur, la C.G.T tente des implantations dans des secteurs professionnels précis. Ainsi, les branches du syndicat trouvent durant la période de l'après-guerre des échos au sein des petits bassins ouvriers mayennais encore en place.

Pour le cas des ouvriers de Port-Brillet, la datation précise de la fondation du syndicat est imprécise, car tout simplement, il n'existe pas d'informations sur la création du syndicat avant son rattachement auprès de la C.G.T. Ce qui peut être affirmé avec certitude, c'est que la fondation du syndicat des Métallurgistes de Port-Brillet est une fondation tardive<sup>346</sup> puisqu'elle est faite bien après la prise de pouvoir de Benoit Chappée en 1936<sup>347</sup>. Cependant, quelques éléments questionnent sur une fondation plus précoce. Une lettre du capitaine Coumeyragues<sup>348</sup>, nous donne la piste d'une fondation vers les années 1923, soit juste après la mort d'Armand Chappée. Ce dernier, encadrant une grève de chauffeur de tramway, atteste d'un mouvement de grève des chauffeurs sur tout le réseau auprès du préfet. Dans une de ses lettres, il insiste sur la surveillance qu'il faut effectuer au niveau de Port-Brillet en tant que forte zone active. Or, malgré la présence de population ouvrière depuis déjà un moment, c'est la première fois que les autorités insistent sur la surveillance à apporter autour de cette population.

---

<sup>345</sup> L'écrasante majorité des syndicats artisanaux, ouvriers et de profession plutôt urbains se rattache à la C.G.T. Au contraire, les syndicats agricoles notamment n'adhèrent à aucun moment à la C.G.T. Pour les milieux l'artisanat la séparation est moins claire, mais pour les secteurs industriels et agricoles on voit une démarcation nette.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 61. États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936

<sup>346</sup> Les mines et exploitations du territoire notamment de Renazé ou même de St-Pierre-La-Cour a déjà entamé une syndicalisation. Le premier syndicat à Renazé date de 1890.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>347</sup> Archives départementales de la Mayenne. 10 M 61. États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936

<sup>348</sup> Archives départementales de la Mayenne. 10 M 57 : Grèves des cheminots (1898-1938) et des postiers (1906-1909)



Il est difficile à partir de cette maigre information de dire qu'il y a fondation syndicale, ou même projet d'ordre proto-syndical<sup>349</sup>. Pour autant l'évolution du regard des autorités publiques concernant la population de la commune donne un indice sur un changement de perspective.

Si on revient en 1936<sup>350</sup>, l'implantation de la C.G.T a un certain succès auprès de la population ouvrière. Cet élan syndical n'est pas nouveau et possède un précédent qu'est le mouvement de 1928. Ce mouvement sera davantage détaillé dans le III.2 et III.3 concernant les percées communistes.

Sur la composition de ces ouvriers contestataire, on remarque des éléments qui nous permettent de mieux cerner qui sont ces revendicateurs. D'abord, ce groupe d'ouvriers est plutôt jeune. Lors de la manifestation de 1928, ce que l'on remarque directement au sein de la liste du bureau du syndicat des métallurgistes c'est une jeunesse marquée<sup>351</sup>. Sur la liste syndicale, on a des individus nés en 1886 et 1889, mais on a surtout un nombre conséquent d'individus nés après 1900 voire largement au-delà de cette date<sup>352</sup>. On a, de ce fait, affaire à des individus qui ont vécu dans le modèle Chappée, mais qui ont assez peu connu Armand Chappée lui-même. Ce sont des individus qui ont connu alors les avantages Chappée, mais qui ont aussi vu la normalisation de ces éléments au sein de l'État républicain<sup>353</sup>.

Ensuite, au-delà de la question salariale, les syndicats explosent les carcans conservateurs au profit de questionnements plus profonds. Un manifeste de la CGT-U<sup>354</sup> effectue diverses réclamations, dont entre autres :

---

<sup>349</sup> Réunion de manière informelle d'ouvriers à des fins d'intérêts communs.

<sup>350</sup> L'historien Michel Denis confirme l'implantation syndicale en 1936. Il le fait même figurer dans les éléments importants du département durant la période de l'entre-deux-guerres.

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>351</sup> On possède les âges de ces individus puisque lorsqu'ils forment une liste syndicale ils précisent alors leurs dates de naissance auprès du préfet de la Mayenne.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>352</sup> On a 1904, 1909, 1911 et le plus jeune, 1913.

<sup>353</sup> Le Cartel des gauches en 1924 n'effectue pas un changement législatif important qui permet une protection ouvrière forte, mais gracie certains grévistes des années précédentes et autorise les fonctionnaires à se syndiquer ce qui crée des avancés dans le camp travailleur.

<sup>354</sup> La date est cependant inconnue, mais a été produite sûrement vers l'année 1926-1927.

« *LES JEUNES, LES FEMMES accomplissent des travaux insalubres et doivent porter des fardeaux bien trop lourds pour leur force* ». <sup>355</sup>

Le titre appelle aux « *Ouvriers, Ouvrières* ». Même si les femmes sont toujours associées à un rôle plus faible que l'homme, c'est-à-dire à une forme de sexisme intériorisé et normalisé pour l'époque, ces dernières sont mentionnées dans les tracts qui visent une population ouvrière où la présence des femmes depuis la Grande Guerre s'est renforcée.

Cette défense des femmes et des jeunes est le maillon qui permet au syndicat d'avoir une légitimité auprès de populations que le système Chappée avait ignorées. Le carcan conservateur avait mis de côté les minorités dans la population ouvrière. De ce fait, le syndicat s'adresse à l'ensemble de la population ouvrière, indépendamment de considérations individualistes et souhaite adresser son message de manière non distincte. La présence de la femme, qui jusque-là n'avait jamais été considérée dans le système Chappée, crée un décalage avec le discours du dominant patronal.

Un élément peut surprendre pour l'époque, c'est la présence de la CGT-U, c'est-à-dire d'un organe syndical à tendance révolutionnaire. On a alors un autre élément qui explique la transition effectuée par les ouvriers de Port-Brillet, l'influence communiste.

### **III.1.III La presse rennaise : la gauche radicale**

Là où Laval se radicalise par sa gauche et voit une partie de ces sympathisants socialistes s'attacher aux idéaux communistes, ces derniers sont largement minoritaires au sein de la population <sup>356</sup>. Au contraire, la vague rouge de Rennes est bien plus puissante et contestataire <sup>357</sup>.

---

<sup>355</sup> C.G.T.U « Union locale Unitaire de Laval » 17<sup>e</sup> U.R *Ouvriers Ouvrières de l'Usine Chappée*

<sup>356</sup> La majorité des socialistes de Laval, déjà au sein de mouvements radicaux pour le territoire, s'affilie assez vite à la III<sup>e</sup> internationale. Ainsi, sur la dizaine d'individus socialistes dont les biographies figurent dans le *Maitron*, seul François ACAMBON, président de la Bourse du Travail de 1901 à 1926, garde son étiquette S.F.I.O.

<sup>357</sup> Pour approfondir les éléments concernant les évolutions politiques de la Bretagne et de Rennes, les deux historiens que sont Christian Bougeard et Dimitri Manassis sont conseillés. Le premier étant spécialiste de la Bretagne d'un point de vue politique, le second étant

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Rennes est une ville en mutation. La ville connaît une démographie en hausse et commence à se distinguer des autres villes de taille moyenne comme Laval. D'un point de vue démographique, on a affaire à un chef-lieu qui passe de 30 000 à 80 000 individus, dont sont composés des populations à la fois du monde rural et du petit artisanat. La nuance entre Rennes et Laval, c'est que la ville bretonne connaît un exode beaucoup plus fort, à la fois des entrées par la venue de paysans bretons venue de l'ensemble de la Bretagne, et des sorties, notamment vers Paris<sup>358</sup>.

Avant la Grande Guerre, il existe des pôles minoritaires au sein des centres urbains composés de socialistes radicaux, parfois proches des idées anarchistes. Pour autant, que ce soit les individus issus du social-radicalisme, ou les socialistes de la S.F.I.O., ces derniers ont du mal à s'imposer face à une droite bretonne encore assez forte<sup>359</sup>. La présence d'une fédération socialiste de Bretagne (FSB) structure le mouvement socialiste en un bloc hétérogène composé d'une gauche, voire d'une gauche radicale. S'ajoute à cela, l'arrivée de la C.G.T. qui compose avec des populations urbaines qui s'engagent dans une forme anarcho-syndicalisme qui explique l'explosion d'une gauche radicale durant l'entre-deux-guerres notamment au niveau de Rennes, mais également au niveau de communes plus restreintes comme Saint-Brieuc entre autres. Cette période marque alors l'éclatement d'une part de la S.F.I.O. jugée pour s'être jointe à l'union sacrée. Ainsi, plusieurs sections au sein de la Bretagne se montrent ouvertement hostiles envers les instances socialistes. Pour autant, la réaffirmation d'une radicalité d'une part des adhérents (qui restent faibles au sein du territoire) n'entraîne pas immédiatement une adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Ainsi,

---

davantage spécialisé dans la constitution des mouvements communistes provinciaux et marginaux.

Bougeard Christian. *Les forces politiques en Bretagne : Notables, élus et militants (1914-1946)*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes. 2011.

Manassis Dimitri. *Les secrétaires régionaux du Parti communiste français (1934-1939)*. Éditions Universitaires de Dijon. 2023. 336 pp.

<sup>358</sup> Christian Bougeard définit Rennes comme un carrefour de population ce qui explique qu'on y trouve des populations hétéroclites.

Bougeard, Christian. *Les forces politiques en Bretagne*. Presses universitaires de Rennes. 2011.

<sup>359</sup> Bougeard Christian (dir). *Un siècle de socialismes en Bretagne : De la S.F.I.O. au PS (1905-2005)*. Éditions du Centre de recherche bretonne et celtique/Presses universitaires de Rennes. 2008. 324 pp.

en 1920, seule la section du Finistère affirme souhaiter adhérer à la nouvelle internationale, cela provoque un schisme qui va se propager dans l'ensemble du territoire breton et national. Dans un certain désordre et brouhaha politique au sein de la gauche, on voit l'émergence de nombreux groupuscules et partis communistes sur le territoire breton<sup>360</sup>.

Cette histoire exhaustive de la propagation du communisme breton va cependant avoir un impact sur les régions limitrophes de la Bretagne. Les populations ouvrières de Port-Brillet sont alors une cible parmi tant d'autres de cette politique de propagande communiste qui visent avant tout les populations ouvrières. Ainsi, comme pour Laval, Port-Brillet reçoit une maigre propagande socialiste qui est assez vite remplacée par une propagande communiste issue de groupes encore indirects et en formation<sup>361</sup>.

Cette propagande est retranscrite de plusieurs manières, mais c'est la presse qui nous en dévoile le plus. On a alors deux temps : de 1920 à 1924, on a une première approche de la propagande communiste, puis une période de creux qui s'explique par l'affaiblissement du proto-parti/groupe communiste de Laval, ainsi que la restructuration du mouvement communiste à Rennes. Suivi, d'une seconde vague qui elle est plus courte, mais plus forte se concentrent notamment autour des années 1926 à 1928.

On a alors deux sources qui corroborent ces informations. D'abord, la source policière, puisque la venue de gendarmes au sein du territoire de Port-Brillet est plus sollicitée par Julien, puis Benoit Chappée<sup>362</sup>. Ces rapports de police sont assez

---

<sup>360</sup> Certains de ces partis bretons n'effectuent pas une scission claire, en démontre le congrès du 14 décembre 1920 à Saint-Brieuc avec la présence de parti dit « social-communiste » au sein d'un congrès de la S.F.I.O.

<sup>361</sup> Ce sont les années 1930 qui démontrent une structuration plus centralisée autour du Parti communiste française. Ainsi le début des années 1920 est une période où les organisations et organes communistes relèvent davantage d'initiatives locales ou régionales qui se forment de manière quelque peu prototypique.

Manassis Dimitri. *Les secrétaires régionaux du Parti communiste français (1934-1939)*. Éditions Universitaires de Dijon. 2023. 336 pp.

<sup>362</sup> Pour ce qui est de 1924 les renseignements des agents de l'ordre son très maigre, puisqu'on a une lettre de Julien Chappée qui demande la surveillance d'une activité inappropriée au sein de l'usine qui se conclut par une lettre d'un officier auprès du préfet qui

maigres en comparaison des informations issues des milieux militants. Les forces de l'ordre étant généralement des officiers et gendarmes mobilisés pour surveiller les abords de l'usine. Dans leurs rapports, ces derniers indiquant l'activité militante, et les débordements ou non aux abords de l'usine. En dehors de ces éléments, on a souvent peu d'autres informations, les notes de services se résumant à constater la distribution de journaux. Ces journaux, c'est la presse militante qui se massifie au cours de la période.

Sur l'ensemble de la période, quatre journaux rennais ont été recensés sur le territoire de Port-Brillet :

- *La Voix communiste*, un bimensuel créé à Rennes à la fois communiste et syndicaliste. Publiant du 4 mars 1922 au 14 janvier 1923<sup>363</sup>.

- *Le Syndicaliste de l'Ouest*, organe de propagande de la C.G.T de Rennes publié entre 1922 et 1923<sup>364</sup>.

- *La Bretagne communiste* fusion du journal *La Voix communiste* et *Germinal*<sup>365</sup>. Journal du parti communiste de l'interfédération de l'Ouest. Publiant du 10 février 1923 jusqu'au 4 décembre 1926<sup>366</sup>.

- *La République ouvrière et paysanne*, issue du *Prolétaire de l'Ouest* parut de 1927 à 1930<sup>367</sup>.

Pour les deux premiers journaux, on est dans une production militante et très locale, le parti communiste n'exerce qu'une influence limitée sur ces publications. À l'inverse, les deux journaux suivants sont directement sous la direction de la branche

---

indique une faible activité militante. Pour 1928, on a une série de lettres et de rapports beaucoup plus conséquents.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>363</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-93335

<sup>364</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-25435

<sup>365</sup> Journal de propagande communiste issu des Côtes-du-Nord (Côtes-d'Armor).

<sup>366</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-93464

<sup>367</sup> Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. Site François-Mitterrand : JO-94292

régionale du parti communiste. De plus, hormis *La Bretagne Communiste*<sup>368</sup>, aucun n'est directement dédié à un public mayennais. De ce fait, ces journaux parlent assez rarement de Port-Brillet<sup>369</sup>. Pour autant, ces journaux sont retrouvés au sein de la commune de Port-Brillet et sont largement distribués que ce soit par les organes syndicaux ou par des organes politiques extérieurs<sup>370</sup>.

Ces deux vagues communistes ont un réel impact sur la population de Port-Brillet, comme en témoignent les liasses de journaux vendues à la sortie de l'usine. Pratique courante durant l'ensemble de la période, il est régulier de voir une distribution de ces journaux à la sortie directement de l'usine. Ainsi, en 1928, le commissaire de police M. Cailleau surveille l'activité de l'usine. Il décrit alors une ambiance de « déprime » qui pourrait profiter au militant communiste rennais puisque ce dernier atteste la distribution du dernier numéro de « *La République ouvrière et paysanne* ». Selon une estimation du policier, environ 400 numéros ont été vendus le 16 juin 1928<sup>371</sup>. Cette activité communiste inquiète à la fois les forces de police et l'ensemble de l'outil répressif du département avec des échanges entre la fonderie Chappée et les services de sûreté générale.

Ainsi, même si durant la période de 1921 à 1924, l'agitation est superficielle, les mœurs et les pensées évoluent. L'ouverture d'une partie de l'industrie et donc des ouvriers au monde extérieur a fait évoluer les mentalités ouvrières de l'époque. Armand Chappée étant mort, le modèle social qui en découle semble désuet et en inadéquation avec les normes de l'époque ainsi que les revendications qui émergent au sein de ces populations ouvrières. La présence et la consolidation rapide de militant au sein de la majorité de classes ouvrières, suivies de propagande

---

<sup>368</sup> Le Journal de *La Bretagne communiste* possède une chronique mayennaise qui vise directement Port-Brillet.

<sup>369</sup> *La République ouvrière et paysanne* parle seulement deux fois de Port-Brillet.

<sup>370</sup> Archives départementales de la Mayenne. 10 M 77 : Syndicats ouvriers de Métallurgie : syndicat des ouvriers métallurgistes d'Ernée (1911 - 1912) ; chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et similaires de Laval (1926-1928) ; syndicat des ouvriers métallurgistes de Port-Brillet (1936) ; syndicat professionnel des fondeurs de Port-Brillet (1938).

<sup>371</sup> Cette surveillance est tenue secrète à la demande du préfet. Environ une à deux fois par semaine à partir de juin 1928, le commissaire envoie des rapports au préfet qui n'attendent pas de réponse.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

communiste qui questionne le rapport au patron, perturbent alors les carcans politiques traditionnels de la région.

Cependant, l'ouverture politique vers des idées nouvelles ainsi qu'une radicalité par la gauche ne se témoigne pas au niveau électoral, du moins dans un premier temps. Cette ouverture d'idées nouvelles à plusieurs origines : la suite de la Grande Guerre, l'émergence d'un communisme qui a le vent en poupe après la révolution bolchévique, la structuration de syndicats à l'échelle nationale, sont autant d'éléments extérieurs qui ne dépendent pas réellement de la situation spécifique à Port-Brillet. Une fracture spécifique à l'usine et qui va laisser cette liberté aux ouvriers est la fracture familiale entre les fils de Chappée.

### **III.2 LA SUCCESSION DIFFICILE D'ARMAND CHAPPEE : LA BRECHE COMMUNISTE**

La mort du « père-patron » marque la fin de la période d'apogée de l'usine, du moins sous les Chappée. Prévoyant, il avait anticipé sa mort et avait préparé sa succession. Introduit tôt au sein de l'industrie, Louis Chappée était le fils légitime pour diriger la succession patronale, il était l'ainé. Il avait été adoubé à la fois par son père et par la masse ouvrière lors de sa prise de direction de la mutuelle patronale<sup>372</sup>, puis progressivement de l'ensemble des satellites autour de l'usine.

Julien s'était quand même manifesté, il a rejoint l'industrie en 1905 en tant également qu'associé, mais dans les faits était assez éloigné du travail de l'industrie. La querelle qui va éclater entre eux semble alors relever d'un conflit personnel entre les deux frères. Cette situation de conflit, les frères ne la cachent pas, bien au contraire, elle sera exposée auprès de tous. C'est cet état de fait qui va provoquer une accroche auprès des ouvriers pour constater que les fils ne sont pas aussi bons que le père. Ces ouvriers, n'étant pas habitués à une vacance patronale, ils profitent des événements pour tenter de se détacher de leur patron et afin de mieux répondre à leurs besoins via des voies nouvelles que sont celles de la revendication syndicale.

---

<sup>372</sup> Il prend la direction de l'organisme en 1901. Ce dernier est présent donc au sein de la mutuelle et est le second actionnaire lors de la formation de Chappée et Fils.

Bibliothèque Nationale de France. FRBNF30221612 Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondeurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur.

### III.2.I La guerre ouverte : Louis contre Julien

Les sources sont assez parcellaires pour la période de reprise de l'industrie. Cela vaut pour la presse, ainsi que pour les organes ouvriers naissants qui sont le relais de ces événements. Pour autant, c'est en interne au sein de la famille que le conflit a réellement lieu. Or, les archives Chappée ont globalement été conservées par les membres de la famille qui ont sûrement essayé d'effacer ou de diminuer l'importance de cet événement fâcheux. Ce qu'on peut affirmer avec certitude, dans un premier temps, c'est que Louis Chappée reprend l'ensemble industriel, notamment Port-Brillet et Antoigné<sup>373</sup>. Pendant une durée plus ou moins longue, la situation est stable, les deux frères représentent alors deux facettes de l'archétype bourgeois. Louis, le fils aîné, est vu comme le repreneur de son père et la continuité, il est décrit comme entrepreneur et dirigeant de société. À son opposé, Jules, dit Julien a effectué des études artistiques et de lettres. Ainsi, il étudie l'art<sup>374</sup>, l'histoire fait un peu d'archéologie, on a affaire à un homme là aussi plutôt cultivé, mais davantage dans les sciences sociales et artistiques et presque à la limite du bourgeois bohémien.

Pour une raison inconnue, ce *statu quo* évolue dès la fin de l'année 1922. Julien souhaite reprendre de l'importance dans l'industrie paternelle. Au vu du profil de l'individu, on peut supposer que l'attrait personnel pour l'industrie vienne d'une forme d'idéalisation du monde ouvrier, ainsi que la volonté de s'imposer comme légitime en comparaison de son frère. Possédant la moitié des parts de l'entreprise, il est alors tout à fait possible pour lui de prétendre à ses parts au sein de l'action de la fonderie.

Rémy Foucault <sup>375</sup>affirme également des hypothèses, sans pour autant avoir une version claire de la réalité et sans pouvoir citer des sources qui aillent dans ce sens<sup>376</sup>. Il émet deux hypothèses, soit un échec de la vie d'artiste par des peintures trop peu

---

<sup>373</sup> Une manifestation à Genest confirme également que Chappée garde cette industrie, mais pour ce qui est de Saint Pavin, on n'a aucune information claire puisque le nom de Chappée y est bien mentionné, mais cette mention est due aux travaux de fouilles archéologiques de l'église de St Pavin, fouille probablement entreprise par Julien.

<sup>374</sup> Il co-fonde une société d'amateurs d'art de la vallée de la Loire comme nous le rapporte *L'Écho de la Mayenne* en août 1901

<sup>375</sup> Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

<sup>376</sup> On a une unique source orale citée, Bernard Houtin qui concrètement ne permet pas d'affirmer grand-chose et dont la retranscription manque quelque peu de scientificité.



reconnues, soit l'influence de sa femme Similienne Levesque<sup>377</sup> qui demande la reprise industrielle. La problématique pécuniaire est également évoquée par rapport à un train de vie au-dessus de ses moyens. En réalité, ces hypothèses ont assez peu d'importance. L'important se trouve dans la symbolique de l'échec du patronat.

1922 marque la mort de l'autorité légitime, la figue du « père-patron » laisse place à des querelles familiales qui fait évoluer l'image de la famille Chappée. Désormais, les Chappée sont réduits à de simples individus qui connaissent des querelles, des difficultés, des mésaventures à la fois internes mais également judiciaire avec plusieurs menaces de procédures judiciaires pour contenter les deux frères<sup>378</sup>. Cette situation a naturellement favorisé l'évolution sociale et politique des ouvriers. Face à l'absence d'une autorité légitime, cette domination intériorisée se revoit questionnée, sans pour autant être directement attaquée. Ainsi, la faille Chappée se démontre par une personnalisation de l'industrie qui fait que lorsque l'individu n'est pas compétent ou démontre des failles, le spectre de l'industrie auprès de l'ouvrier n'est plus vu comme omnipotent. Indépendamment de la conclusion du conflit, une brèche s'est construite au sein d'une mentalité ouvrière. Cela entraîne une évolution du rapport de domination qui s'assouplit et d'une soumission qui reste, mais se change et questionne un rapport patronal. Les ouvriers par les communications syndicales prennent probablement conscience que la norme n'est plus la même.

Le conflit est clos en 1926 avec la démission de Louis Chappée. En réalité ce dernier est poussé à la sortie puisqu'il quitte le conseil d'administration le 1<sup>er</sup> mai 1926 et quittera également la société de mutuelle dont il avait la direction depuis 1901, les membres du conseil ayant intégralement démissionné et ayant menacé de saboter le fonctionnement de l'industrie<sup>379</sup>.

L'exclusion de Louis Chappée se démontre par l'organisation d'un pot de départ qui s'effectue non pas au sein de l'industrie, mais au sein de l'hôtel-restaurant de la commune. Ce qui donne le ton de la gravité soit l'exclusion puisque ce dernier

---

<sup>377</sup> La famille Levesque est une famille issue de propriétaires terriens nantais du XVIII<sup>e</sup> siècle qui au XIX<sup>e</sup> siècle devient une famille d'industriels importants au sein de la métropole nantaise.

<sup>378</sup> Aucune procédure judiciaire n'est encourue, mais la rumeur d'une attaque judiciaire fait un certain écho puisque l'un des articles de *La Bretagne Communiste* sens fait le relais et sens moque ouvertement en 1925.

<sup>379</sup> Même si on ne sait pas exactement pourquoi Julien a battu Louis et a convaincu les ouvriers, selon toujours uniquement sur le témoignage de Bernard Houtin, Louis malgré ces compétences à montrer des faiblesses dans la gestion de l'entreprise.

n'effectue même pas ce pot de départ à l'usine. L'utilisation de la fête comme marque de pouvoir semble alors quelque chose de déjà assez lointain, puisque son départ ne marque pas une fin, mais bien une continuité d'une difficulté familiale. Ainsi, alors que Julien avait poussé à la démission son frère, ce dernier se retire rapidement auprès de son fils aîné Benoit Chappée, un enfant plein d'ambition. La génération de Louis et de Jules est finalement assez vite évincée<sup>380</sup>.

Une autre hypothèse est à soulever. L'éjection rapide des deux frères qui clôture la querelle relève peut-être simplement d'une forme d'incompétence qui entraîne une situation économique qui stagne. Les informations sur Louis manquent, donc l'hypothèse peut être questionnée. Pour Jules, il est certain qu'il n'a absolument pas le profil d'un patron, ce qui expliquerait son échec personnel à garder la direction de l'entreprise.

L'arrivée de Benoit Chappée ne marque qu'un retour à la normale en demi-teinte. Le secteur économique subit un léger déclin depuis la période de la mort d'Armand Chappée. La population ouvrière qualifiée a suivi ces mouvements de rejet patronaux, sûrement dû à une forme d'incompétence qui au-delà d'être un sentiment est partiellement réel<sup>381</sup>. Cette situation de mauvaise gestion patronale entraîne une brèche dans le système Chappée.

### **III.2.II Les premières agitations et mouvements sociaux**

Au-delà de la politisation ou syndicalisation de la population ouvrière, on a surtout une fin d'ère Chappée au profit d'une période creuse. Le flottement familial Chappée se fait en parallèle d'une situation économique qui, au mieux, stagne voire décline doucement. Cette situation explique alors l'accusation d'une part des ouvriers de la mauvaise gestion des fils, puis des neveux Chappée.

---

<sup>380</sup> Louis qui séjourne au Château d'Antoigné effectue comme Jules une production d'ouvrages d'histoires locales, même si sa production est bien plus maigre.

<sup>381</sup> Le seul document qui va dans ce sens est un rapport de direction de 1928 qui s'effectue en parallèle de la situation communiste, provenant d'un inspecteur général du travail, il nous révèle que Louis, comme Julien, ont montré des lacunes à la direction de l'entreprise, sans rentrer dans le détail. Archives départementales de la Mayenne 10 M 36 : Rapport de l'Inspection du Travail

Durant cette période, les Chappée tentent de contenir l'agitation ouvrière et de reproduire le modèle du grand-père. Ainsi, dès la situation de Benoit stabilisée, ce dernier met en place l'électrification et l'eau courante afin de contenter une population ouvrière à qui il doit donner des gages.<sup>382</sup>

Cette réponse de Benoit Chappée reprend en partie le principe de paternalisme, qui est remis à l'ordre du jour, mais de manière plus modérée et avec une affirmation du conservatisme et de l'antisocialisme plus discret<sup>383</sup>, ayant sûrement conscience que les doctrines politiques ouvrières ont évolué.

Cependant, le jeune maître ne semble pas avoir pris en compte certains paramètres de la réalité de son territoire.

D'abord, pour ce qui est de la Mayenne, le territoire communique davantage avec le reste des mouvements nationaux. Même s'il faudra attendre la seconde moitié des années 1930 pour observer des grèves de masse coordonnées pour ce qui est du département, on observe déjà durant la période des années 1920 des situations de grève coordonnées entre mouvements syndicaux. La présence de ces syndicats justement évolue. Présents avant la Grande Guerre au sein du territoire, ces derniers avaient été jusque-là plutôt discrets avec des manifestations en Mayenne très pondérées et qui suivaient assez peu les mouvements nationaux. La tendance s'inverse, malgré une réponse du syndicalisme de droite avec la coordination des mouvements syndicaux agricoles.

La considération politique et syndicale du moment explique également une forme de radicalité nouvelle. Alors que les radicaux ont normalisé leur position en Mayenne tout comme les mouvements chrétiens qui suivent la doctrine sociale, la présence de socialistes<sup>384</sup> se renforce et l'arrivée de premières tentatives communistes expliquent

---

<sup>382</sup> En réalité, la période d'électrification du territoire a déjà été entamée, c'est juste que Port-Brillet aura ces services plus rapidement que le reste du territoire mayennais si on excepte Laval.

Archives départementales de la Mayenne. 256 W 142. Demande de concessions des syndicats intercommunaux 1926.

<sup>383</sup> Les grandes allocutions patronales comme faisait Armand Chappée ont laissé quelques traces et retranscriptions. On n'a pas de sources à ce sujet concernant Benoit Chappée.

<sup>384</sup> Le parti socialiste se cantonne à environ 5% des bulletins exprimés jusqu'en 1924 et le parti communiste ne dépassera que rarement le 1% sur l'ensemble de la période. Il faut attendre les alliances entre le centre gauche et la gauche pour réellement voir le vote socialiste percer.

en partie la montée de mouvements réactionnaires à tendance catholique conservateur ou nationaliste héritier du milieu royaliste. Ainsi, même si le territoire ne voit pas de confrontation directe, on subit une forme de résurgence des luttes entre une droite conservatrice et un centre gauche qui essaie de s'affirmer. Cette situation politique s'observe à Port-Brillet. Située à gauche et qui s'affirme progressivement dans un territoire ouvertement encore conservateur. Ainsi les rares groupes d'ouvriers qui vivaient dans un relatif autonomisme, au sein même du département, se rencontrent au sein d'assemblées générales, notamment de la 96<sup>e</sup> section de la C.G.T.

Cette réponse politique découle elle-même d'une récompense syndicale qui provient d'un malaise en Mayenne, même si la période qui s'étend de 1880 à 1914 est une relative période de *statu quo* pour le territoire, voire de prospérité pour un certain secteur précis comme l'usine Chappée. La période post guerre voit un territoire en difficulté, notamment en termes d'économie<sup>385</sup>. La mort d'une partie de l'économie de l'industrie moyenne et du secteur tertiaire explique alors que ces réalités économiques complexes entraînent à la fois une hausse du chômage et un exode qui monte en puissance. Également, la connexion de la Mayenne, de façon plus forte au reste du territoire, force une concurrence violente par rapport à un territoire peu compétitif.

Ainsi, lorsque Benoit Chappée introduit en 1928 la venue de 5 ouvriers portugais en règle<sup>386</sup>, la fronde ouvrière et syndicale est directe. Au-delà d'un fond xénophobe probable au sein de la population ouvrière qui n'a connu aucune venue étrangère, la non-volonté de ces derniers de rentrer dans le syndicat et surtout la question de leur salaire vaut un rejet presque total de la part d'ouvriers qui voient une concurrence salariale énorme.

La politique n'est pas le premier maillon de la fronde populaire, la question du salaire est à évoquer. Lorsque de nombreux industriels s'installent en Mayenne durant la fin

---

<sup>385</sup> Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>386</sup> Plusieurs lettres nous confirment la demande de représentant ouvrier d'engager des ouvriers qui ne sont pas payés de la même façon. Archives départementales de la Mayenne. 10 M 59. Divers rapports non triés de grèves assez diverses et variées.

du XIX<sup>e</sup> siècle, la raison est salariale. Les Mayennais coûtent assez peu cher et réclament peu par rapport aux autres populations du territoire national. Ainsi, pour Armand Chappée, ils sont un « peuple assagi », mais surtout un peuple qui coûte relativement peu cher à entretenir. Cette situation salariale n'évolue qu'assez peu durant l'ensemble de la période puisque les Mayennais restent globalement moins bien payés que leurs confrères à un même poste<sup>387</sup>. La période de crise que subit la Mayenne durant la période du milieu des années 20 jusque dans la fin des années 30<sup>388</sup> impacte assez peu directement les ouvriers de Port-Brillet qui gagnent quand même mieux leur vie qu'une bonne partie des Mayennais. Cependant, la prise de conscience du coût d'un ouvrier d'autres régions, ainsi que l'augmentation du coût de la vie à partir des années 1930 entraînent une revendication qu'on retrouve presque systématique à chaque levée de grève : l'augmentation des salaires.

Chaque aspiration syndicale est marquée par une demande de salaire. Pour la situation de l'Industrie Chappée, chaque demande est systématiquement refusée, le préfet ainsi que le ministre de l'Industrie étant régulièrement sollicités, du moins pendant un temps où Chappée est encore écouté auprès des instances de l'État. En 1924, la direction cède pour la première fois avec 0,50 d'augmentation sur le salaire par jour, ce qui est une hausse assez importante<sup>389</sup>.

Ces concessions ne sont pas dues à la seule volonté patronale, en parallèle de ces augmentations, le parti communiste entame une conquête du monde politique ouvrier. Devant le creux qui se crée entre la population ouvrière et le patron, ce sont

---

<sup>387</sup> Les statistiques de Geneviève Dehu dès 1882 démontrent qu'un ouvrier à Port-Brillet coûte généralement 1 à 2 francs moins chers qu'un ouvrier à Paris.

Dehu Geneviève. *Évolution économique au 19e siècle des forges de Port-Brillet*. 1967. D.E.S Histoire.

<sup>388</sup> Il existe un contexte international qu'est la crise boursière puis financière de 1929. Mais indépendamment de cette crise, l'économie locale est largement fragilisée par ce qui va se retranscrire dans les moyens des populations.

Delmouly Michel. "L'évolution du coût de la vie en Mayenne, 1930-1940". *L'Oribus Histoire et Société en Mayenne : Catholique de la Mayenne contre Cartels des gauches*. N° 6 juin 1982.

<sup>389</sup> Il y a peu d'informations concernant les mouvements de 1924. Une lettre de Julien Chappée adressé au préfet précise juste que la situation est retournée à la normale après une augmentation salariale accordée à l'ensemble des ouvriers.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

les communistes qui tentent une percée tant politique que philosophique dans les mœurs de la population ouvrière.

### **III.2.III La venue de figure communiste locale**

Deux tentatives d'implantations communistes sont effectuées, une première en 1924 et une seconde en 1928<sup>390</sup>. Ces deux tentatives reflètent assez bien comment la réussite du groupe communiste rennais dans certains secteurs clés a permis d'élargir le spectre d'actions des groupes militants. Elles démontrent également les débuts de la centralisation des groupes divers se réclamant du parti communiste ainsi que les réalités diverses. Les deux périodes et les deux tentatives communistes qui emploient des techniques assez similaires sont des échecs toutes deux. En effet, on voit une correspondance entre les deux tentatives de séduction de la population ouvrière au moment des élections, on peut affirmer qu'il existe un agenda électoraliste puisque 1924 voit l'apparition du groupe communiste en Mayenne avec une liste « Bloc Ouvrier-Paysan ». Pour 1928 on est davantage une forme de période d'évaluation des capacités de redressement du parti qui s'est effectué durant les années 1928.

Pour 1924, les sources et informations sont davantage parcellaires puisqu'elles ont été documentées presque uniquement que par les communistes eux-mêmes<sup>391</sup>. La principale source qui nous est donnée est l'un des rares extraits de *La Bretagne Communiste* dédié directement à Port-Brillet<sup>392</sup>. En dehors de cette source, la documentation se fait rare, ce sont des éléments biographiques des militants communistes qui nous renseignent davantage sur les éléments militants. Avant

---

<sup>390</sup> L'ensemble des événements ont été catégorisés dans le registre des grèves même si ces événements ne sont pas réellement à proprement uniquement des mouvements de grèves. L'ensemble des autorités, notamment le préfet et les gendarmes ayant effectué des rapports des situations.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>391</sup> La faible proportion de documents issue des forces de l'ordre pour 1924 démontre la faiblesse du mouvement par rapport à 1928 où concrètement les forces de l'ordre se préparent à intervenir à plusieurs reprises.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58 : Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>392</sup> Annexe n°7 : Extraits du journal *La Bretagne communiste* du 8 mars 1924

même d'évoquer les faits, on voit des défaillances dans le fonctionnement communiste du département.

D'un point de vue numérique, le parti communiste n'a presque aucun adhérent au sein du département et possède seulement quelques sympathisants. Ainsi, la faiblesse de la section au sein de son département explique que ce soit la section de Rennes qui intervienne<sup>393</sup>. Cette vague communiste est également suivie par une vague « syndicaliste », en réalité les communistes tentent d'implanter des syndicats CGT-U qui leur sont favorables. En témoigne en 1924 la fondation de la chambre syndicale des métaux et similaire à Laval.

Vers juin 1924, des journaux de presse de *La Bretagne Communiste* sont distribués au niveau de l'usine. On a plusieurs hypothèses sur les raisons de cet envoi de presse : une simple proximité géographique ; le fait est que les élections de mai 1924 ont démontré que les votants communistes étaient de Port-Brillet ; ou simplement parce qu'on a affaire à une usine, donc à une population ouvrière. Une réunion devait être organisée par des cadres communistes bretons. Cependant la réunion est avortée. Les raisons de cet abandon sont floues, un désintérêt ouvrier ou une pression patronale, cela est difficile à dire. En tous cas, la stratégie communiste prend peu<sup>394</sup> et ils se reportent sur à Laval où ils se chargent de réinvestir un parti communiste. Ainsi le militant Émile KERVRAN tourneur au chemin de fer nous donne des éléments de cette refonte de la section mayennaise. Il fait partie des rares militants en Mayenne qui sont restés fidèles à la CGT-U lors de la scission de la C.G.T. Il sera notamment l'un des militants à la base de la refonte de la section communiste de Mayenne en 1926.

Le regain d'intérêt des communistes pour les ouvriers de Port-Brillet arrive en 1928. Émile KERVRAN, secrétaire de la section départementale, se présente aux élections législatives. Il obtient un score de 0,8% avec 96 votes exprimés sur 12 097 votants<sup>395</sup>. La surprise se fait dans le canton de Loiron où le candidat communiste

---

<sup>393</sup> Il n'y a même pas de certitude que Alphonse Bouchard, réélu en tant que secrétaire du parti communiste dans la section de Mayenne en 1923, ait été en contact et ait échangé sur la stratégie des communistes d'Ille-et-Vilaine.

<sup>394</sup> Les événements 1924 sont assez flous dans la compréhension des événements. On sait qu'à deux reprises le journal *La Bretagne communiste* est distribué et qu'une hausse de salaire est effectuée, en dehors de ces éléments, tous relèvent de l'hypothèse.

<sup>395</sup> Les données sont issues du *Maitron* et se basent sur les données des élections législatives. Archives départementales de la Mayenne. 1 W 535. Élections, 1928.

Marcel Perdereau<sup>396</sup> qui obtient 4,3% des voix. Ce score va surprendre en réalité les forces communistes, puisqu'en dehors de Laval composé d'une quinzaine de communistes adhérents, il n'y a pas d'autres poches d'adhérentes au parti. Le groupe politique comprend qu'il existe une poignée de sympathisants au sein du territoire qui pourraient vouloir adhérer au parti. Or, dans le canton de Loiron, ceux qui peuvent sympathiser le mieux avec les communistes, ce sont les ouvriers de Port-Brillet, une minorité importante.

La section de Rennes entreprend de relancer une campagne de propagande<sup>397</sup>, la principale cible étant Port-Brillet où le mécontentement ouvrier se fait de plus en plus fort. Ce sont cette fois les rapports du commissaire de la Police, M. Cailleau, qui nous renseigne sur cette période trouble de 1928<sup>398</sup>. Les élections sont en avril. À partir de juin au sein de ces notes de service, il confirme la présence de la distribution du journal rennais « *La République ouvrière et paysanne* ». La venue de deux militants communistes le 24 et 30 juin semble passer inaperçue auprès des autorités<sup>399</sup>, mais semble conforter la stratégie communiste de l'outil de presse et de la venue de militants qui se poursuit durant le reste de l'année 1928. L'objectif des militants communistes à travers cette manœuvre est la création d'une cellule à Port-Brillet. Ainsi, régulièrement, presque tous les dimanches, des militants débarquent et vendent le journal. Son succès, qui, pour rappel, est estimé de 300 à 400 journaux vendus<sup>400</sup>. On observe une partie du monde ouvrier se pencher autour de la question communisme. Ainsi, on a les journaux conservés du 22 juillet, du 5 août et du 30

---

<sup>396</sup> La faiblesse du parti en Mayenne ou la méfiance envers des non-ouvriers faits qu'on fait venir des candidats extérieurs puisque ce dernier est un métallurgiste et membre de la CGT-U de la Sarthe depuis 1926. Information issue du *Maitron*.

<sup>397</sup> Même si la propagande communiste faiblit entre les deux dates, celle-ci reste présente de manière pondérée comme le démontre un article de *La Bretagne communiste* du 6 novembre 1926.

<sup>398</sup> Ces rapports commencent au début du mois de mai 1928, soit juste après les élections et font un état des lieux hebdomadaire de la situation auprès du préfet de Mayenne.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

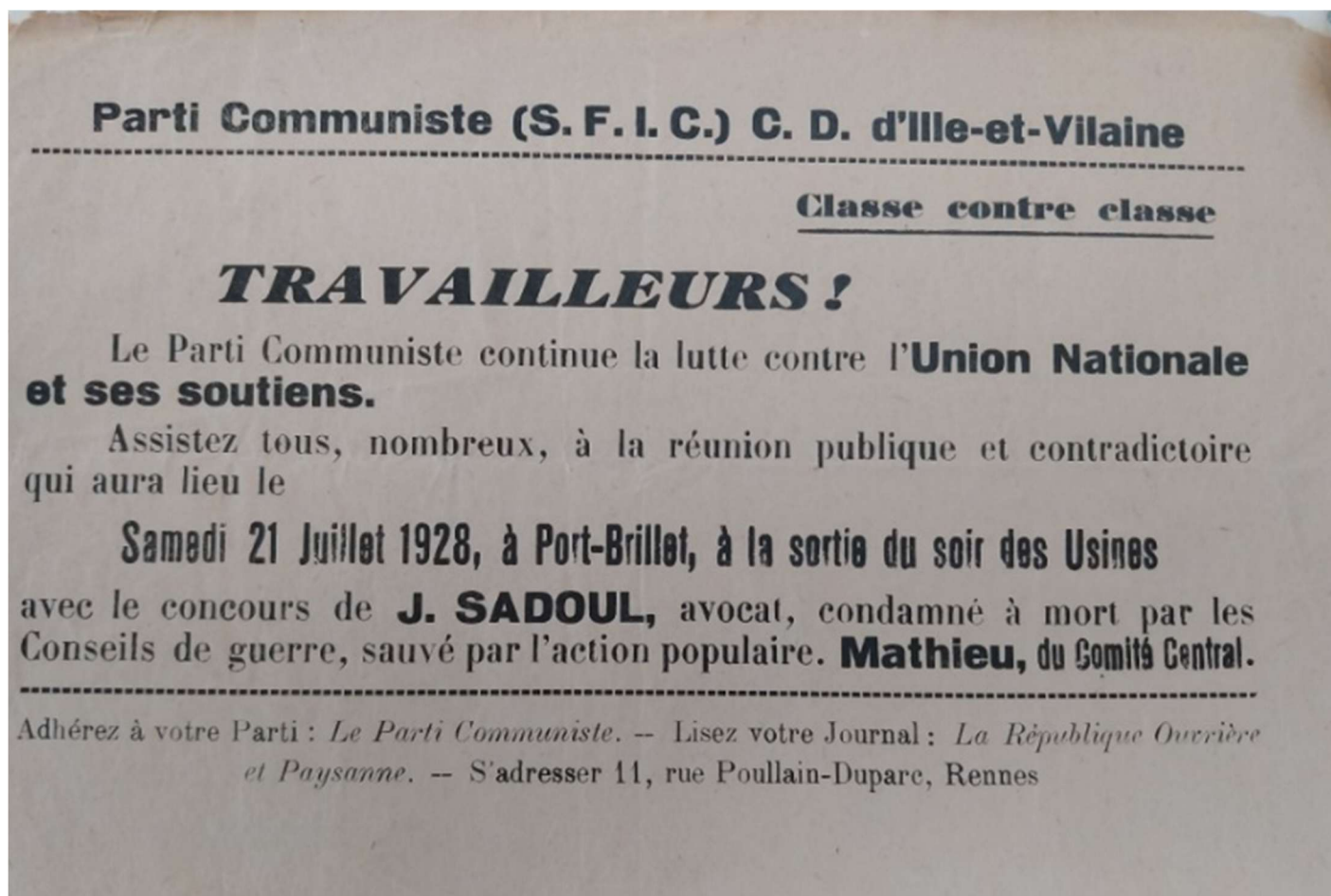
<sup>399</sup> Aucune mention dans les notes de services de la gendarmerie.

<sup>400</sup> M. Cailleau donne un chiffre de vente autour de 300 au début de juin, qui monte en août à près de 500 et qui stagne autour de 300 à 400 vendus. Ces chiffres étant à nuancer, car basé uniquement sur l'estimation se base uniquement sur sa propre observation.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).



septembre<sup>401</sup>. Les Chappée sollicitent régulièrement l'aide du préfet, notamment dans une lettre du 23 décembre 1928<sup>402</sup>. Dans une lettre de réponse, le préfet se montre réticent à intervenir, considérant que son rôle serait d'agir si les communistes empêchaient le bon fonctionnement de la production. En plus de la vente de journaux, régulièrement, des communistes viennent faire acte de présence. Une conférence est envisagée avec le communiste Jacques Sadoul<sup>403</sup> le 21 juillet,



Tract 1 : Parti communiste annonce de Réunion publique le 21 Juillet 1928

---

<sup>401</sup> Ce sont les journaux conservés par les autorités, qui montrent davantage les périodes d'activités des militants.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>402</sup> Benoit Chappée rédige une lettre où il fait part de crainte concernant la situation à la sortie de l'usine.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>403</sup> Militant communiste de la première heure, il est une figure centrale du parti communiste en 1924 avant d'être éloigné de celui-ci dû à sa proximité avec Trotski.

finalement annulée, il sera remplacé par Géry, membre du parti communiste de la région Ouest.

Cette activité de propagande assez massive obtient alors un retour timide, mais quand même présent puisqu'une trentaine d'individus adhère à la section communiste. En Mayenne, ces adhésions représentent près de la moitié de l'effectif militant du département, puisqu'une soixantaine d'individus adhèrent au parti communiste<sup>404</sup>.

Pour autant, dès 1929, la situation bascule avec l'échec communiste et une situation Chappée qui évolue. Malgré la création d'un syndicat CGT-U, la réalité du territoire mayennais fait que la cellule militante met peu de temps avant d'être disloquée.

### **III.3 L'ÉCHEC COMMUNISTE ET LA CONSOLIDATION DE LA C.G.T : LA GREVE**

La documentation sur la situation en 1928 nous informe que cet élan communiste dans le département est assez limité. En dehors de Port-Brillet, aucune action d'envergure n'est effectuée. De plus, même si la population ouvrière se politise, cette dernière souhaite des avancées indépendamment des considérations politiques, c'est la question du salaire qui est l'élément central de contestation au sein de l'industrie Chappée. La grève de 1928 n'est pas réellement une grève, elle est catégorisée ainsi par les autorités, mais n'en est pas une. En effet, les ouvriers se détournent du discours patronal et viennent à écouter des discours alternatifs, notamment communistes. Pour autant 1928 ne voit qu'assez peu d'agitations dans un territoire où il n'est pas coutume de se mettre en grève. Ainsi, l'échec communiste est avant tout un échec dans la mise en place de mode d'action qui ne trouve pas d'échos dans cette population. Par la suite, la réussite socialiste au sein de la commune démontre davantage des réalités pratiques que de réels fondements idéologiques poussés.

---

<sup>404</sup> Ces données sont confirmées par les cartons d'adhésions.

Archives départementales de la Mayenne. 312 J 1. Fonds du Parti communiste français (section de la Mayenne).

### **III.3.I L'Échec communiste au profit des socialistes du territoire**

La période de 1924-1928 est très représentative d'une évolution des mœurs au sein du territoire de la Mayenne. On observe une multiplication des manifestations conservatrices lors des élections de 1924 qui démontre un affaiblissement du camp conservateur au sein des territoires urbains de la Mayenne<sup>405</sup>. Dans ce genre de cas, les manifestations sont des objectifs de sauvegarde de leur électorat. Ainsi, Port-Brillet est un cas à part dans son département. Les rares communistes du département sont en grande majorité de Port-Brillet, mais restent ultras minoritaires dans le paysage politique. Dans les faits, on observe bien une bascule électorale, avec une augmentation des députés issus du milieu du social-radicalisme qui penchent vers un centre gauche. Ainsi, le député César Chabrun, issu des bancs du républicanisme de gauche et du parti radical, se rallie au parti socialiste en 1928<sup>406</sup>. Cet affrontement entre une gauche modérée et un conservatisme voit la gauche progressivement avancer et aboutit en 1932 à l'absence totale de députés issus de la droite, cas exceptionnel pour le département.

Ce processus d'installation d'une partie de la gauche au sein du territoire s'explique en partie par des profils de députés non clivants issus d'un milieu de la gauche non révolutionnaire et rattachés à des partis satellites de gauche assez divers sans être rarement des membres directs de la S.F.I.O.<sup>407</sup>. La période du cartel des gauches a également normalisé la présence de cette aile gauche modérée dans le paysage mayennais. Ainsi, la présence d'idées proches du socialisme et de ses dérives a su conquérir en partie les ouvriers de Port-Brillet. Même si électoralement ces derniers

---

<sup>405</sup> La période 1925 voit de grandes manifestations des milieux conservateurs catholiques en Mayenne qui voient leurs positions se réduire électoralement.

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

<sup>406</sup> Députés élus durant l'ensemble de l'entre-deux-guerres, il représente le profil type des politiques issus des rangs de la Mayenne.

<sup>407</sup> Le département voit notamment l'arrivée du Parti socialiste français, c'est-à-dire l'aile droite de la S.F.I.O., exclu en 1919 dû au désaccord pour des candidatures républicaines et qui est mis sous la direction indirecte du parti radical de gauche.

votent dans un premier temps communiste, on observe que leurs votants se reportent généralement sur les candidats socialistes<sup>408</sup>.

En Mayenne, la disparition tardive des mouvements royalistes privilégie l'arrivée d'une droite républicaine après la Grande Guerre. Ce qui différencie la droite et la gauche, en Mayenne, encore durant la période de l'entre-deux-guerres, c'est la question religieuse<sup>409</sup>. La droite cherche à reconquérir la place jugée légitime des forces de l'église au sein de la société, alors que la gauche républicaine acte la fin de la question religieuse avec la séparation de l'État et de l'Église. Ainsi, de 1905 jusqu'au début des années 1930, la principale agitation qui bouleverse la société mayennaise est la question religieuse. Les ouvriers de Port-Brillet sont assez loin de ces considérations religieuses, auxquelles ils accordent assez peu de crédit au moment où l'emploi du qualificatif « *La Rouge* » se forme pour désigner leur commune. En effet, aucun élément, aucune source, ne met en avant le fait que les ouvriers se penchent sur cette question.

Malgré cette autarcie des communistes de Port-Brillet, la fin de l'année 1928 marque l'échec du communisme au sein du territoire de la Mayenne. L'échec pourrait être assez peu surprenant : les idées radicales, proches d'une vision antisystème qui attaquent même en partie les acquis républicains vus comme un régime « bourgeois », sont presque systématiquement rejetées par la population mayennaise. Mais, pour Port-Brillet, pour ces « métallos » cet échec est plus surprenant puisque le parti communiste réemploie une doctrine idéologique où l'ouvrier est central dans son discours politique.

Pour autant, ce n'est ni l'État ni le patron qui va réellement freiner cette accélération communiste. En effet, le préfet dans ses lettres adressées auprès du maire de Port-Brillet, Benoît Chappée, semble au contraire laisser libre cours à l'emploi de la liberté politique tant que celle-ci ne provoque pas de débordement<sup>410</sup>. Ainsi, le préfet

---

<sup>408</sup> Lors des seconds tours, les votants brillet-pontins permettent parfois aux candidats socialistes de gagner.

<sup>409</sup> Au niveau de l'État, la dissension se maintient également jusqu'en dans les années 1930 puisqu'une partie de la droite demande la remise au centre de valeurs et de racines chrétiennes. C'est le cas notamment de la coalition conservatrice « Union Nationale » qui mène plusieurs gouvernements au début de l'entre-deux-guerres.

<sup>410</sup> Le préfet refuse toute intervention dès lors que ces derniers s'emploient en dehors de l'usine, et ce même si ce dernier précise bien qu'il surveille leurs agissements de mai à décembre 1928.

prévient le capitaine Dieulangard de préparer sa troupe en cas de trouble à l'ordre public à la suite d'agitations<sup>411</sup>. À plusieurs reprises des tracts CGT-U ou du Parti communiste sont retrouvés aux abords de l'usine<sup>412</sup>.

La mairie, généralement validée par la préfecture, restreint à plusieurs reprises le droit de réunion publique devant l'usine notamment. Ces réunions n'étant pas déclarées, ou pouvant nuire au bon fonctionnement de l'usine selon la mairie. Pour autant, aucun des communistes venus dans la commune n'est arrêté et aucun débordement n'est même attesté. Le préfet effectue uniquement une surveillance de ces partis extrémistes de sans pour autant intervenir outre mesure pour l'époque. Benoit Chappée, tente d'interdire l'hebdomadaire communiste, sans succès, ce qui lui vaudra d'ailleurs une certaine moquerie de la part de ces derniers dans un numéro de leur revue<sup>413</sup>. Cela est cependant un échec et le patronat est obligé d'admettre la publication de la revue peu de temps après.

---

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>411</sup> Le préfet par deux reprises prévient les forces de l'ordre d'une potentielle intervention d'abord fin juin, ce qui s'explique par une profusion de venues de militants communistes. Puis autour du 22 juillet, avec la multiplication de réunions, dont une qui pour cette date n'est pas déclarée auprès de la préfecture.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>412</sup> Ces tracts annoncent les orientations du parti, les réunions publiques ou des exigences de la part du syndicat comme la mise en place d'une augmentation de salaire.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>413</sup> *La République Ouvrière et Paysanne* de juillet 1928.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

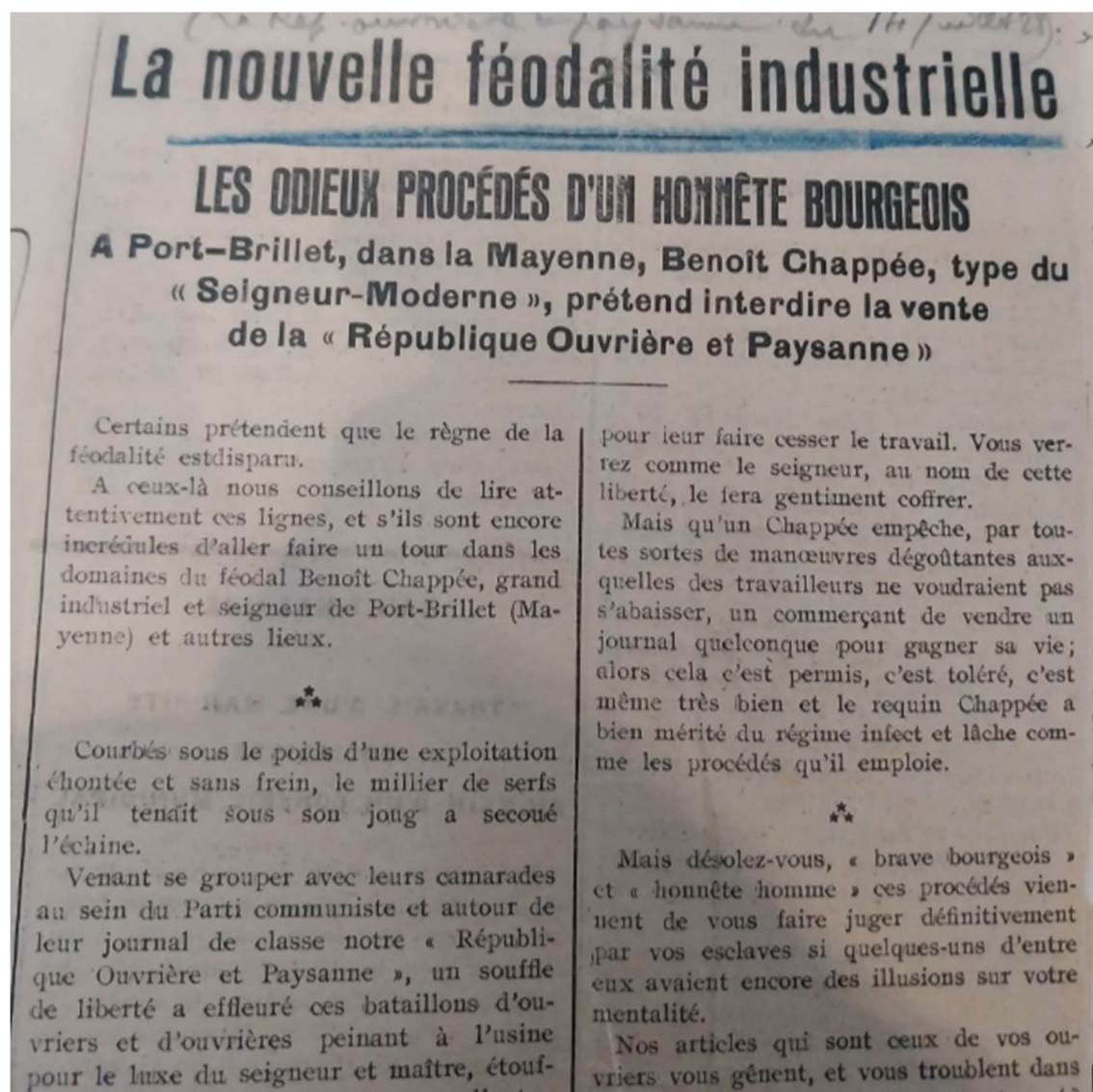


Image 5 : Extraits de La République Ouvrière et Paysanne de juillet 1928.

Si le patronat a du mal à freiner la percée communiste et si les autorités départementales réagissent que timidement, on peut légitimement se poser la question de qu'est ce qui explique que les communistes n'ont pas réussi à définitivement s'implanter. La première raison de cet échec, c'est le désengagement de la cellule de Rennes. Les raisons ne sont pas réellement explicables, un échec partiel peut-être selon les Rennais avec seulement 30 membres pour près de 900 ouvriers. Également, l'investissement des militants en temps et argent avec un résultat minime est probablement un frein. On peut également supposer que même si le conservatisme Chappée est rejeté, les ouvriers ne souhaitent pas forcément écraser leur modèle social, qui certes a été repris en partie par l'État, mais qui ne va pas forcément dans le sens des discours des Rennais. On a une myriade d'hypothèses, mais assez peu d'explications en ce qui concerne cet arrêt soudain.



Concrètement, cela se traduit à partir de 1929 par la disparition de la publication du journal militant, puis par la dislocation peu de temps après de la cellule communiste<sup>414</sup>. Une note du préfet du 19 novembre 1929 nous précise que le syndicat a été rapidement dissout. On peut seulement mentionner dans les sources, à la marge, la présence de la revue *Le Travailleur unitaire*<sup>415</sup> en septembre 1929, mais présente une unique fois à Port-Brillet.

On peut aussi questionner le réel attrait des ouvriers ruraux quant aux idées communistes. Ces derniers, par leurs origines idéologiques, sont davantage proches d'une forme de républicanisme de gauche. L'idéal d'un état qui les soutient et les aide socialement est globalement perçu comme positif dans la commune. Après le départ de Benoit Chappée, sans surprise, la normalisation d'élus socialistes s'effectue à la fois à l'échelle municipale, mais également au niveau des différentes strates cantonales ou départementales où la présence de candidat de centre gauche est régulièrement attestée. On peut questionner si la présence de candidat socialiste n'a pas satisfait une population ouvrière moins radicale que sa cousine rennaise.

On peut également s'interroger sur la mutation des idées de ces ouvriers. La Mayenne est en décalage avec le reste de son territoire, voire parfois à contre-courant<sup>416</sup>. Les ouvriers ne font pas exception. Que ce soit la combativité contre les chouans, la proclamation de la commune ou la contestation du paternalisme patronal, on est dans des situations où les métallos réagissent plus tardivement que la moyenne. Or, l'arrivée tardive de groupe socialiste de gauche voire de gauche radicale au sein du territoire mayennais, fait que ces derniers sont assez vite supplantés par des groupes communistes, du moins dans certains secteurs. On peut estimer alors que cette

---

<sup>414</sup> Le syndicat a probablement été fondé lors de la première vague, mis en veille, voire disparu, puis réactivé lors de la seconde vague. Il est peu probable que le syndicat se soit maintenu en continu de 1924 à 1929.

<sup>415</sup> Journal associé à la section rennaise de la CGT-U.

Bibliothèque nationale de France : Presse locale Ancienne. JO-51609. *Le Travailleur Unitaire*.

<sup>416</sup> Michel Denis emploie ce terme pour qualifier le territoire de la Mayenne de la période des années 1880 à 1914.

Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. P-296-354. 1984.

transition vers le communisme s'est faite de manière décalée. Au vu des données que nous avons, il est tout à fait possible d'affirmer que les ouvriers de Port-Brillet sont plus modérés à la fois dans leurs revendications comme dans leurs situations idéologiques ainsi que dans la contestation patronale qui s'entame réellement qu'une fois que le modèle social Chappée décline et montre ses limites au début des années 1920.

L'adhésion d'une poignée d'ouvriers à la vague communiste en 1928 peut alors s'expliquer de différentes manières. D'abord, l'œuvre de propagande qu'effectue, pendant près d'un an, la section de Rennes est un argument de poids. De même, sans partager un fond idéologique, les membres du parti communiste avancent quand même des idées favorables à l'ouvrier, ce qui explique également qu'un certain nombre d'entre eux y porte une oreille. Il ne faut pas non plus minimiser une présence d'ouvriers patronaux ou de conservateurs opposés aux idées socialistes qui luttent à limiter l'adhésion ouvrière à ce genre de programme. Cette opposition proche de l'extrême droite se fera d'ailleurs sentir durant les événements de 1936-1937 avec la fondation d'un contre syndicat à celui de la C.G.T.<sup>417</sup>

La C.G.T va alors paraître comme un compromis parfait entre une forme de revendication et de radicalité et une tendance proche du réformiste dans les débuts du syndicat. On observe quand même une nette acceptation de ces idées auprès des ouvriers après une absence syndicale longue, très longue.

---

<sup>417</sup> Archives départementales de la Mayenne. 10 M 61. États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936.



### **III.3.II La C.G.T position dominante dans les relations ouvrières**

La C.G.T. est implantée dans le territoire mayennais à la sortie de la Grande Guerre. Pour autant, paradoxe de l'époque, la principale usine, l'usine Chappée ne possède aucun syndicat en son sein, alors qu'elle est la plus grande exploitation ouvrière du département.

Jusqu'en 1924 il n'existe pas de syndicat, du moins aucune source ne prouve la présence de syndicat avant cette période. Après 1924, certaines informations font changer la donne avec un prototype issu de la CGT-U avec la tenue de réunions ouvrières régulières. Les sources militantes concernant cette entité sont limitées,<sup>418</sup> ce sont des échanges entre Chappée et les autorités préfectorales qui font sous-entendre la possibilité de l'existence d'un syndicat<sup>419</sup>. Cependant, l'absence réelle de source ne permet pas d'affirmer une reconnaissance officielle d'un syndicat. On peut supposer que c'est la première campagne de propagande communiste qui a donné lieu à ces manifestations, qui n'en restent pas moins très discrètes, même auprès des ouvriers. De ce fait, il y a un réel doute sur l'existence de groupes de négociations qui seraient allés au-delà d'échanges et qui auraient formé quelque chose de réellement concret.

1928 marque un tournant dû à deux événements : d'abord la présence effective de la C.G.T-U, ensuite une implantation de la C.G.T à la suite de ces événements.

Pour ce qui est de la C.G.T-U, elle est vue comme une association satellite du parti communiste, elle suit le même parcours que les communistes à Port-Brillet. La présence de tracts ainsi que de militants brillet-pontins permet d'affirmer que la

---

<sup>418</sup> La vague de 1924 étant peu documentée, on a assez peu d'éléments qui nous donnent à croire qu'une formation syndicale a bien eu lieu, aucune production hebdomadaire n'a été retrouvée à ce sujet.

<sup>419</sup> Aucun document ne démontre que le préfet a mobilisé les forces de l'ordre pour surveiller cette activité, on a seulement une lettre de Julien Chappée début février 1924 qui nous indique la formation de groupe d'ouvriers autour d'une revue ouvrière. Cette agitation ayant abouti à l'augmentation de salaire accordé par l'usine, confirme dans une lettre également adressée au préfet.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936

fondation de la cellule communiste s'accompagne de la fondation de la branche de la C.G.T-U qui cependant ne survit pas à l'arrêt de la propagande communiste qui entraîne *de facto* une mort rapide et la dissolution de l'antenne en moins d'un an<sup>420421</sup>.

Le rachat de la S.G.F, ainsi que la situation économique plus complexe du début des années 1930, semble alors entériner pendant une courte période la question du syndicalisme et des grèves. Un syndicat associé à la C.G.T ne sera créé qu'à partir du 20 juin 1936 avec la création du « Syndicats des ouvriers métallurgistes de Port-Brillet »<sup>422</sup>, celui-ci répondant à la vague du Front Populaire<sup>423</sup>.

Ce qui surprend lorsqu'on regarde le syndicat de 1936, c'est la présence dès sa fondation de 680 membres<sup>424</sup> sur une population ouvrière de près de 800 à 850 individus. Cela veut dire que près de  $\frac{3}{4}$  des ouvriers ont immédiatement adhéré au syndicat, là où en 1928 seulement une trentaine avait adhéré. On peut supposer que

---

<sup>420</sup> Les tracts, déjà mentionnés précédemment, sont soit du parti communiste, soit de la CGT-U, voire des deux, mais on a bien la présence de tract issu de la CGT-U indépendamment des communistes d'Ille-et-Vilaine.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>421</sup> Une lettre du préfet concernant le maintien de ce syndicat nous indique en mai 1929 que ce dernier a été « rapidement dissolu ». Ce qui d'ailleurs confirme qu'il avait bien été déclaré auprès des autorités, même si le document attestant de sa décélération d'existence n'a pas été retrouvé.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 61. États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936

<sup>422</sup> Le syndicat envoyant directement une lettre auprès du préfet, déclarant à la fois son existence, les membres qui la composent et son rattachement d'office à la C.G.T.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>423</sup> Lors de l'élection 1936, une vague de grève sans précédent se lance dans la majorité des secteurs industriels, avant, pendant et après les élections afin que le Front Populaire applique les réformes sociales promises. Le succès de ces grèves entraîne un renforcement des syndicalisations au niveau national. La fondation du syndicat à Port-Brillet est fortement liée à cet événement, puisque juin 1936 voit la première grève des « métallos ».

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>424</sup> Archives départementales de la Mayenne. 10 M 61. États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936

lors de sa fondation en 1936, de nombreuses idées ont mûri au sein de la population ouvrière et que celles-ci semblent plus acceptables qu'une dizaine d'années auparavant. Cela voudrait alors dire que le petit groupe d'ouvriers sympathisant adhère aux idées révolutionnaires, ou du moins aux idées sociales apportées par les événements de 1928 aurait réussi à élargir leur base. Base qui même si elle n'avait réussi qu'à faire adhérer une trentaine d'individus avait obtenu l'achat de journaux militants à près de 300 à 400 individus.

Indépendamment de ces éléments, l'arrivée plus progressive de la C.G.T. qui combine à la fois radicalité d'actions et exigence professionnelle, ainsi que la reprise de la volonté des ouvriers, notamment sur la question salariale, fait que, sans surprise, le syndicat s'impose au sein de la population ouvrière. Ainsi, l'écrasante majorité des ouvriers de Port-Brillet est syndiquée au sein de la C.G.T. Une minorité ne prend pas position au sein d'un syndicat et une minorité s'inscrit dans un contre-syndicat « Syndicat professionnel des fondeurs de Port-Brillet » qui compte 39 membres<sup>425</sup>, dont une seule femme, syndicat qui se déclare indépendant, mais qui dans les faits se rattache à des idées proches de l'extrême droite<sup>426</sup> mayennaise en ce début de l'année 1938.

Le terme de « Ville-Chappée », peu utilisé, mais quand même présent va alors progressivement être délaissé au profit du surnom « *La Rouge* », terme dont l'origine est incertaine. Ce mot commence alors à être employé une fois le syndicat des métallurgistes installé définitivement. Dans les faits, le terme se normalise durant l'après 1945, notamment lorsqu'une partie de la direction du syndicat adhère au parti communiste qui récupère pendant une courte période une influence au sein de la commune<sup>427</sup>.

---

<sup>425</sup> En dehors du document de déclaration de l'existence de syndicat, on ne possède aucune autre donnée. Ce dernier ne s'engage pas dans les mouvements de grève initiés par le syndicat des métallurgistes de Port-Brillet.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 61. États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936

<sup>426</sup> Cette information est à nuancer puisqu'elle est rapportée par l'*Oribus* qui nous est rapporté par le témoignage de Armand Houtin.

Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondeurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982

<sup>427</sup> Le syndicat se désunira de la direction du parti communiste au début des années 1950 pour des raisons d'alliances électorales avec la S.F.I.O.

Ce rattachement syndical se ressent au sein d'une population ouvrière qui aboutit à une politisation plus approfondie qui avait commencé à la fin de grande Guerre et qui se témoigne de façon plus prononcée durant l'après-Seconde Guerre mondiale<sup>428</sup>. Cette syndicalisation s'accompagne alors des premiers mouvements de grève qui sont structurés et pensés de manière plus poussée par rapport au mouvement de 1928.

### **III.3.III Les premières grèves**

Au sein des archives des grèves des métallurgistes<sup>429</sup>, nous avons plusieurs recensements de grève pour certains secteurs. Pour ce qui est des ouvriers de Port-Brillet, on retient davantage les dates de 1928, 1937 et 1938.

Même si 1928 est répertoriée comme une situation dite de « grève » dans les faits, on ne peut pas réellement appeler ça un mouvement de grève. Sur fond de propagande communiste, une pression est effectuée sur le patron Chappée. Pour autant, malgré les appels à la grève de la CGT-U<sup>430</sup>, il n'y a pas de réels mouvements de masse, tout au plus, une situation latente sur fond de crise politique. La situation de grève est probablement évitée par la réaction de Benoit Chappée qui augmente de 0,30 franc l'ensemble des salaires horaires des ouvriers<sup>431</sup>. En comparaison les

---

<sup>428</sup> Une partie des syndicalistes rentre dans la clandestinité tandis que l'usine reste active malgré des bombardements pour stopper la production de cette dernière durant la guerre.

Archives départementales de la Mayenne. 445 W 256. Dommages de guerre • Guerre 1939-1945.

<sup>429</sup> La documentation concernant 1924 étant associée avec le même dossier que 1928.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>430</sup> Les appels à faire grève ne sont pas directs, mais est régulièrement émis dans des chroniques ouvertement anti-Chappée. On appelle à mettre fin à la « féodalité Chappée » par exemple, ce qui est une manière détournée de réclamer une évolution de l'entreprise.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>431</sup> Benoit Chappée annonce auprès des ouvriers cette augmentation qui est suivie par une lettre adressée au préfet qui met en évidence la raisonnable de Chappée dans son action de compréhension des ouvriers à la fin toute fin de l'année 1928.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

responsables de la CGT-U demandaient une augmentation de 0,50 franc<sup>432</sup>. Cette réaction de Chappée a sûrement expliqué l'accalmie qui s'amorce après 1928. Même si on peut relever dans un premier temps la surprise de Chappée dans plusieurs de ses correspondances<sup>433</sup>, puisque malgré la hausse des salaires, l'agitation communiste ne redescend pas immédiatement.

Cette formation de grève, même si elle n'aboutit pas en étant pilotée par les forces de la CGT-U, est une première dans l'histoire de Port-Brillet. Auparavant, en dehors de quelques cas individuels, aucune opposition directe ne s'était jamais produite dans l'usine, 1924 n'étant pas réellement une situation de grève. Le manque de présence de militants actifs, ainsi que le patron pliant partiellement face aux exigences, explique la retenue qu'on eut les ouvriers. Toutefois, cet évènement crée un précédent chez les ouvriers. En effet, la population jusque-là assagie de Port-Brillet se raccroche en forme syndicale, mais également dans l'air de son temps en adoptant une politique de confrontation et de négociation par la menace. Ainsi, la grève de 1937 reprend parfaitement les codes d'une grève ouvrière : lettre de la direction syndicale adressée à la direction patronale<sup>434</sup>, tentative de négociation et de

---

<sup>432</sup> Du moins c'est ce qu'il revendique sur un tract publié vers la mi-août.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>433</sup> Benoit Chappée continue d'écrire au préfet jusqu'en février 1929 puisque l'activité communiste ne commence à diminuer que vers décembre.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>434</sup> Le syndicat transmettant une copie de cet acte au préfet pour qu'il soit averti de la situation de mise en préavis de grève le 25 septembre 1937. Cette lettre composée de quatre revendications a comme premier point l'augmentation des salaires.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

discussion avec un acteur tiers<sup>435</sup>, échec de la négociation<sup>436</sup> et mise en place d'une grève. Même si dans les faits, cette grève est éphémère<sup>437</sup>.

En réalité, l'ensemble des situations de « grève » se règle globalement pacifiquement et de façon assez courte pour cette population ouvrière qui ne cherche pas réellement le conflit. Ainsi, les périodes de négociation et de réclamation peuvent durer plusieurs mois avant l'aboutissement final, la grève n'est qu'un moyen de pression et non une norme. Les ouvriers se mettent assez rarement en grève soit parce que le patron plie, soit parce que la population ouvrière tente davantage de négocier, ou attend d'avoir des revendications plus fortes pour effectuer des demandes au-delà de la question salariale qui reste cependant le moteur de presque l'ensemble des grèves au sein des syndicats métallurgistes<sup>438</sup>.

Cette utilisation de l'outil de grève, comme du repère syndical<sup>439</sup> s'explique en partie par le rachat de la S.G.F qui a fait évoluer les rapports patronaux. Depuis le début de la querelle fraternelle des Chappée, les usines Chappée, sans décliner

---

<sup>435</sup> Le préfet sollicite la mise en place d'une commission, sans consulter la direction locale de la S.G.F ce qui va irriter Benoit Chappée qui fait entendre sa stupeur de ne pas avoir été prévenu au préalable de cette mise en place dans une lettre fin septembre.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>436</sup> Dans un document transmis par la commission auprès du ministère de l'Intérieur. La commission établit des données « neutres » avec les salaires donnés par Chappée, l'augmentation du coût de la vie qui passe de 99,50 francs en février 1937 à 111,44 francs en août 1937 et le nombre d'adhérents du syndicat qui est de 680 membres.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>437</sup> La mise en grève, ne serait-ce que partiel des syndiqués, peut ou pourrait paralyser presque l'entièreté de l'industrie : la menace de la grève devient un levier puissant pour les syndicalistes.

<sup>438</sup> Chacun des mouvements de grève de 1928, 1937 et 1938 est amorcé d'un préavis de grève qui fixe les demandes. La première demande est systématiquement une augmentation ou harmonisation des salaires.

Archives départementales de la Mayenne. 10 M 58. Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).

<sup>439</sup> Le syndicat devient une norme auprès de la population ouvrière puisqu'il répond aux attentes des ouvriers, se syndiquer devient une action au sein de l'entreprise qui se normalise au sens où l'écrasante majorité des ouvriers se syndique.

économiquement, se maintiennent difficilement dans la course économique<sup>440</sup>. Ainsi, les usines Chappée restent prestigieuses dans leur domaine, mais sont largement moins compétitives et efficaces que des secteurs industriels du nord ou de l'est de la France. Face à cette situation, de lentes baisses de compétitivité accompagnées par une fragilisation de l'économie Chappée, Benoit Chappée ne souhaite pas prendre de risque et vend le complexe industriel de son grand-père en 1929 après un an de négociation. La Société Générale de Fonderie est un complexe industriel lourd composé d'environ une trentaine d'usines sur l'ensemble du territoire, notamment dans le nord. Cette dernière effectue durant la période de l'entre-deux-guerres des acquisitions de plusieurs secteurs industriels afin de renforcer son importance dans le marché de la fonderie et de devenir leader du secteur. Ce qui intéresse les actionnaires de la société, ce ne sont pas tant les usines en elles-mêmes que le nom qui y est associé et le prestige qui font le maintien de cette appellation pendant encore une longue durée<sup>441</sup>.

Benoit Chappée ne quitte cependant pas totalement le secteur industriel. Il négocie des parts au sein de l'industrie afin de devenir actionnaire minoritaire de la Société Générale de Fonderie. De même, il garde certains droits sur son fief, notamment la direction de l'usine et certaines possessions qui lui sont reversées personnellement<sup>442</sup>.

On peut supposer que tout en sauvant ses actifs économiques et sa domination politique, Benoit Chappée souhaite garder un contrôle, ne serait-ce que partiel, sur ce qu'il voit encore comme son fief, Port-Brillet et Antoigné. En réalité, cette démarche aboutit en 1929 aux accords de vente et à la mort définitive du paternalisme Chappée, ce qui explique en partie le recul de la symbolique patronale au profit des syndicats. Le paternalisme de Chappée repose sur la figure du patron, c'est-à-dire qu'il se base sur une relation qui se pense de manière individuelle. La S.G.F au-delà d'être une grande société dans son secteur industriel est surtout une

---

<sup>440</sup> La production de fonte a augmenté avec près de 50 000 tonnes pour l'ensemble de Chappée et Fils, mais cela ne suffit pas à rattraper les complexes industriels du nord et de l'Est.

Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.

<sup>441</sup> Les productions d'Antoigné et de Port-Brillet qui produisaient dans l'entreprise Chappée et Fils deviennent les productions Chappée S.G.F.

<sup>442</sup> Il conserve la majorité des acquis locaux, il est cependant désormais sous la tutelle d'une entreprise.

société déshumanisée composée d'actionnaires et d'un directeur bien lointain. Ainsi, même si Chappée garde une partie du rôle qu'il a, il n'a en réalité plus de réel pouvoir d'action pour ce qui est du don de sa personne auprès de l'entreprise. Ainsi, les cadeaux, les privilèges Chappée n'existent plus, la contrepartie qui retenait les ouvriers à l'attache de leur système n'existe plus. Le patron Chappée ne devient qu'un acteur de contrôle de l'entreprise et de la commune, sans jamais dépasser ce cadre. Le patron continue de côtoyer ses ouvriers, mais il n'est désormais qu'un simple subordonné et n'a plus qu'un pouvoir d'action limité.



L'expansion syndicale au sein de l'entreprise relève de deux logiques parallèles qui se développent de manière conjointe. D'abord, une mauvaise gestion de l'entreprise, que ce soit des frères Louis et Jules Chappée, ou bien de Benoit le petit-fils Chappée. Cette mauvaise gestion est probablement due à une forme de désintérêt pour les tâches de l'industrie. Cela provoque un vide et un creux au sein de l'exploitation Chappée et Fils. Ensuite, par l'intervention des communistes, qui tentent à deux reprises de s'intégrer à la société ouvrière de Port-Brillet, avec des résultats très limités, voire proches de l'échec total. Puis dans un second temps une vague plus modérée composée à la fois de forces syndicalistes, mais également de mouvements de centre gauche qui vont s'emparer d'une partie du département. Ces deux éléments, combinés à des paramètres extérieurs, comme la situation de tension politique de l'entre-deux-guerres ou l'augmentation des violences dans le domaine de la politique, forment alors une gangrène qui va progressivement dénigrer un modèle Chappée vieillissant. La mort d'Armand Chappée est alors vue comme le croisement entre ces deux phénomènes. Pour ce qui est des ouvriers en eux-mêmes, la politisation du groupe dans son ensemble reste globalement modérée, mais présente quand même des formes de noyau dur d'un début de militantisme politique et d'une syndicalisation. Malgré son importance dans le département, étant la 1<sup>ère</sup> industrie de métallurgie de Mayenne, la mise en place du modèle Chappée a retardé une syndicalisation et une politisation des individus qui est arrivée tardivement auprès de ces ouvriers, même pour la Mayenne. Cette situation explique alors une forme de « rattrapage » des idées politiques, ce qui explique une forme d'accélération des idées radicales de manière rapide<sup>443</sup>. En réalité, les ouvriers passent assez vite d'une pensée républicaine au communisme et sans réellement passer par l'étape intermédiaire du socialisme. Cette politisation des ouvriers est cependant à nuancer sur l'ensemble de la période. En effet, les revendications ne sont qu'assez peu idéologiques, même si empreintes d'une part minime d'idéologisation. Ces revendications relèvent davantage de mesures d'amélioration du quotidien ouvrier. Aussi, l'instauration des grèves par l'ensemble de la population ouvrière, que ce soit à Port-Brillet, Saint-Pierre-La-Cour ou le Lotin relève avant tout d'une demande salariale qui correspond aux besoins primaires des ouvriers. Ainsi, il

---

<sup>443</sup> Avant la mort d'Armand Chappée, on a peu d'éléments qui montrent une politisation ouvrière. Dès avril 1924, les ouvriers sont abondés d'une production communiste qui crée une culture militante alors jusque-là inexistante. La quintessence de cette culture militante arrivant sûrement lors des événements de 1937.

faudra attendre 1936 et la marche du 1<sup>er</sup> mai 1937 pour voir une grève à base idéologique et politique dominée les demandes d'Armand Houtin, secrétaire du syndicat des métallurgistes de Port-Brillet et provoquer le départ de Benoit Chappée et la chute du système Chappée.

## CONCLUSION

Les évènements du mouvement de masse de 1937 semblent bien moins surprenants que l'absence syndicale durant l'écrasante majorité de la période. Port-Brillet est la plus grande fonderie du département de la Mayenne. C'est un haut lieu d'exploitation et de production qui est largement ancré dans son territoire. À l'origine, il s'agit d'une zone d'exploitation et de transformation du fer, mais dont l'industrie s'élargit à d'autres activités, dont la fonte au XVIII<sup>e</sup> siècle. Sa taille, sa rentabilité et son prestige en font le principal pôle d'emplois proto-industriels à la veille du siècle de l'industrialisation. Cependant, le maintien de dynasties de « maître des forges » durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne suffira pas à enrayer son déclin économique. L'industrie de Port-Brillet est déclassée et relayée au second plan à cause de la montée en puissance de la concurrence des autres fonderies de France et à cause de l'arrêt de la production du fer, tout cela sous fond de crise économique.

Cette situation économique complexe explique que la population communale ouvrière vive à la jonction du monde paysan et du monde industriel. En effet, la population rurale de Port-Brillet se voit obligée de cumuler plusieurs activités pour subvenir à ses besoins. Cette précarisation de la population se traduit par des faits de vagabondage et par un salaire ouvrier moyen en dessous du niveau national, mais au-dessus du salaire moyen mayennais.

Cependant, l'économie n'est pas le seul élément qui structure le groupe social ouvrier. La politique s'immisce aussi comme un élément majeur. Historiquement, la main-d'œuvre ouvrière est souvent invisibilisée, mais les évènements de la Révolution française mettent en lumière un contraste politique complexe des ouvriers par rapport à d'autres populations rurales. Ainsi, l'ouvrier, porté par des idées plus progressistes, plus égalitaristes et cherchant à améliorer son quotidien parfois complexe, penche rapidement à gauche en contraste à un territoire mayennais traditionnellement à droite.

De plus, la question politique fait des sursauts pondérés dans la vie ouvrière, d'abord en 1794, puis en 1851 lors de la première demande d'instauration municipale, et de nouveau en 1874. Cela démontre une sociologie ouvrière en contraste avec le monde agricole. Paradoxalement, l'ouvrier et le paysan sont assez proches, mais ils se distinguent sociologiquement par des identités bien distinctes. L'ouvrier mayennais est relativement modéré dans son action et ne cherche pas une portée au-delà des bancs de l'usine, du moins dans un premier temps. L'affirmation

de l'ouvrier rural durant la III<sup>e</sup> République se fait de manière discrète en raison de la mort d'une partie de cette industrie.

La production des forges de Port-Brillet se marginalise au niveau national malgré une production de fonte soutenue. Ainsi, avec elle l'ouvrier se marginalise : ils ont moins nombreux et moins influents. Aussi, sans l'action d'intervenants extérieurs comme Chappée, la mort de l'industrie était un élément probable. Paradoxalement, ce dernier est aussi la principale raison de la mise en sommeil de la revendication ouvrière. Armand Chappée comprend et apprend de ses ouvriers : il s'emploie à diriger de manière centralisée avec un ton paternaliste assumé. Il reprend les codes conservateurs préexistants et les adapte aux besoins industriels. Ainsi, le « père-patron » construit une relation individualisée qui laisse croire à l'ouvrier que tout ce qu'il possède est assujéti au bon vouloir de son patron. Bien qu'elle ne soit pas totalement vraie, cette croyance de l'ouvrier n'est, pour partie, pas entièrement fausse. En effet, l'éducation, les activités extra-professionnelles, les clubs, les associations et différentes caisses et allocations proviennent tous directement ou indirectement de monsieur Chappée. Par ce schéma de pensée, il soumet les ouvriers face à la normalisation de sa domination et la rend non contestable. L'objectif de Chappée est de posséder à la fois un enjeu économique et un enjeu politique. En effet, sa recherche du profit nécessite l'utilisation de la main-d'œuvre mayennaise qui est bon marché, auto-suffisante et dont la mise sous son emprise se maintient facilement. De son vivant, ce projet est une réussite qui se traduit par le bon fonctionnement de son industrie. Le patron arrive à bloquer le développement des idées étatiques, socialistes et syndicalistes. La réussite de son paternalisme se voit à travers l'absence totale de revendications d'ordre politique. Sa mort en 1922, signe la fin à cette omniprésence patronale et l'émergence d'idées politiques nouvelles.

Les événements de 1924 à 1928 sont initiés par des acteurs extérieurs au département et impactent les travailleurs mayennais. En effet, la majorité des figures, qu'elles soient socialistes, communistes ou syndicalistes, sont dans un premier temps, extérieures au milieu mayennais. Elles ne prennent pas totalement en considération la réalité ouvrière des brillet-pontins basée sur leurs origines rurales et le paternaliste écrasant des quarante dernières années.

La relation supposée entre l'ouvrier et son patron a été brisée en partie à Port-Brillet à cause de l'échec de la succession Chappée, des difficultés économiques de l'entre-deux-guerres et la normalisation de certains privilèges patronaux repris par l'État. Néanmoins, la mutation politique des ouvriers reste limitée au sein de la section mayennaise qui voit une large partie de sa population rester distante du

communisme, sans le rejeter pour autant. Cependant, il faut nuancer cette distance par l'arrivée de candidats communistes qui ont un écho notable à Port-Brillet.

En 1929 le rachat par la S.G.F réduit les agitations politiques. Le départ du dernier Chappée en 1937 donne le point final de l'idéal Chappée. Nonobstant, l'héritage Chappée ne s'efface pas totalement sous l'arrivée de la S.G.F et le départ concomitant de Benoit Chappée. Le nom Chappée jouit d'une bonne réputation au sein de l'industrie, ce qui explique qu'il soit conservé par la S.G.F. Ce nom perdure dans le langage et l'histoire de l'ouvrier. L'empreinte des Chappée se maintiendra au-delà de leur passage, notamment au travers du cinéma, des bains-douches ou de certains acquis sociaux qui se maintiendront jusque dans les années 1960. La famille Chappée a donc offert aux ouvriers des droits et des infrastructures utiles au quotidien.

Ce sujet d'étude reprend la base de recherche scientifique émise par la thèse de Michel Pigenet et tente de reproduire une démarche similaire à une plus petite échelle. L'exploitation d'une période longue, comme le travail sur les ouvriers du Cher, est nécessaire pour détailler des considérations ouvrières basées sur des éléments sociaux, culturels et politiques au sein d'un large amas de considérations ouvrières. Néanmoins, la particularité de ce sujet réside dans le paradoxe territorial et politique. En effet, monsieur M. Pigenet avait cherché à comprendre le développement du département « rouge » qu'est le Cher. Ce travail repose à *contrario*, sur la prise en compte d'un pôle « ouvrier » en Mayenne déjà existant et qui, du fait de l'historicité de son territoire ainsi que de leurs propres positions politiques, ne connaît pas d'évolution majeure, mais reste au contraire dans une sorte de modérantisme. De manière caricaturale, la Mayenne est un territoire « blanc » qui progressera vers le « bleu » sans jamais atteindre le « rouge ». Port-Brillet est cependant un cas à part dans le paysage du département, étant l'un des rares relais dits « Rouge ». Cela vaudra d'ailleurs à la commune le surnom de "*La Rouge*" après la Seconde Guerre mondiale.

Ce genre de cas, au-delà de leur individualité, est à ancrer dans une réflexion plus large. L'Ouest de la France connaît des pôles ouvriers, certes moins importants que l'Est et le Nord, mais qui restent conséquents pour la période du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces pôles sont composés d'individus reclus sous forme de groupes et largement repliés sur eux-mêmes. Cet enfermement provoque parfois un décalage politique avec le reste de leur classe sociale. Cependant, ces industries sont souvent interconnectées

par des liens patronaux leur permettant de communiquer entre elles. Ces cas régionaux ont souvent été délaissés ou traités de manière non comparative : c'est-à-dire que l'étude de l'objet historique a été réalisée sans être épaulée par d'autres études à plus large échelle. Au contraire, la Bretagne au début du XX<sup>e</sup> siècle a été mieux traitée par les spécialistes du monde ouvrier. Sans universaliser les conclusions à toute la zone géographique, il serait pertinent d'effectuer une étude plus globale qui entreprend de voir si ces situations sont uniques dans leur façon d'être ou s'il peut être tiré un ou plusieurs points communs. Si ces pôles ouvriers ont des particularités communes, il serait alors intéressant de chercher à comprendre à la fois les raisons de leur marginalisation et celles de leurs échecs politiques au sein des sociétés conservatrices de l'Ouest. Au-delà de l'intérêt scientifique, cette comparaison permettrait de combler un vide historiographique. En effet, les questions ouvrières et sociales ayant été traitées de manière trop marginale, elles ne peuvent être exploitées au-delà de leurs individualités, d'un ensemble géographique et politique plus global pour en déduire des éléments de systématisation.

Le syndicalisme de l'Ouest français pourrait alors s'éloigner de l'historiographie locale et juridique afin de pousser plus en détail son Histoire sociale et politique.

De fait, l'historien Jacques Salbert l'affirmait déjà en 1984, il faut arrêter de croire qu'il ne s'est rien passé tant politiquement que socialement au sein de ces territoires délaissés de l'Ouest français auxquels appartient la Mayenne. Au contraire, ces territoires dominés semblent mener des actions non frontales sur les territoires dominant au moyen de logiques sociales et politiques relevant d'un particularisme qui leur est propre. L'historiographie, ainsi que les historiens doivent donc faire évoluer leur regard au sujet de la force syndicale ouvrière de l'Ouest trop souvent marginalisée face à des élites conservatrices en raison de leur calme apparent.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages généraux :

- Artières Philippe, Gros Frédéric *et al.* *Michel Foucault*, Édition des Cahiers de l'Herne. 2011.
- Bonin Hubert. La Grande Dépression française à la fin du XIXème siècle : réflexion sur sa datation et sur sa fonction. *Histoire, économie et société*. 1987. N°4. pp 509-533.
- Bourdieu Pierre. « Entretien avec deux jeunes gens du nord de la France ». *L'ordre des choses*. Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 90. Décembre 1991.
- Foucault Michel. *Surveiller et punir : Naissance de la prison*. Paris, Gallimard. 1975.
- Gaveau Fabien. « De la sûreté des campagnes. Police rurale et demandes d'ordre en France dans la première moitié du XIXe siècle », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies*. Vol. 4, n°2. 2000. pp-53-76.
- Gorz André. *Adieux au prolétariat*. Éditions Galilée. Coll. "Les Essais". 1980. 192 p.
- Le Gac Julie et Patin Nicolas. "Chapitre 6. L'entre-deux-guerres". *Les guerres mondiales : Le désastre et le deuil 1914-1945*. 2022. Armand Colin. p. 157-199.
- Lévy-Leboyer, Maurice (dir). *Le patronat de la seconde industrialisation*. Cahiers du "Mouvement social" Les Éditions Ouvrières. 1979. 320 p.
- Nora Pierre, Le Goff Jacques, et Duby Georges. *Essais d'ego-histoire*. Gallimard, 1987.
- Pitou Frédérique (dir), *et al.* *Élites et notables de l'Ouest : XVIe-XXe siècle : entre conservatisme et modernité*. Presses Universitaires de Rennes. 2003. 301 p.
- Siblot Yasmine, Cartier Marie *et al.* *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Paris. Armand Colin. « Collection U ». 2015.

### Ouvrages généraux d'Histoire sociale :

- Bougeard Christian (dir). *Un siècle de socialismes en Bretagne : De la S.F.I.O. au PS (1905-2005)*. Éditions du Centre de recherche bretonne et celtique/Presses universitaires de Rennes. 2008. 324 p.
- Bougeard, Christian. *Les forces politiques en Bretagne*. Presses universitaires de Rennes. 2011.
- Dreyfus Michel. *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme (1852-1967)*. Paris. Éditions de l'Atelier. 2001.
- Dreyfus, Michel. *PCF. Crises et dissidences : De 1920 à nos jours*. Éditions Complexe, 1990.
- Ducange Jean-Numa (dir), Keucheyan Razmig, Roza Stéphanie. *Histoire Globale des Socialismes XIXe-XXIe siècle*. Presses Universitaires de France. 2021.
- Gallois, Nicolas. "Robert Owen (1771-1858) : L'industriel philanthrope". *100 penseurs de l'économie*, Éditions Sciences Humaines, 2020.
- Gueslin André. "Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIXe siècle, début du XXe siècle)". *Genèses*, 7, 1992. pp. 201-211.
- Manassis Dimitri. *Les secrétaires régionaux du Parti communiste français (1934-1939)*. Éditions Universitaires de Dijon. 2023. 336 p.
- Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle et al. *Histoire des mouvements sociaux en France : De 1814 à nos jours*. Paris, La Découverte. « Poche / Sciences humaines et sociales ». 2014.
- Pigenet Michel. *Les ouvriers du Cher : fin XVIIIe siècle-1914 : travail, espace et conscience sociale*. Institut C.G.T. d'histoire sociale. 1990. 449 p.
- Pigenet Michel. *Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles*. Cahier / Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. 2011.

### Ouvrages sur le syndicalisme :

- Belchem John. *Industrialization and the Working Class: The English Experience, 1750–1900*. Brookfield, VT: Gower Publishing. 1990.
- Boll Friedhelm, Prost Antoine, Robert Jean-Louis. *L'invention des syndicalismes*. Éditions de la Sorbonne, 1997.



- Dreyfus, Michel. *Histoire de la C.G.T: cent ans de syndicalisme en France*. Éditions Complexe, 1995.
- Geslin, Claude. "Le Syndicalisme Ouvrier en Bretagne Avant 1914." *Le Mouvement Social*. N°127. 1984. pp 45–64.
- Sagnes Jean (dir) et al. *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*. Éditions Privat. 1994. 575 p.
- Sirot, Stéphane. *Les syndicats sont-ils conservateurs ?* Éditions Larousse. Coll. « À dire vrai ». 2008.

### **Ouvrages et articles spécialisés autour de la Sarthe du XIX-XX<sup>e</sup> siècle :**

- Belhoste Jean-François. *La métallurgie du Maine de l'Âge du Fer au milieu du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Éditions du Patrimoine. 2003. 408 p.
- Champroux Adrien. *Le Parti social français, des ligues à son héritage poujadiste en Sarthe (1932-1958)*. Sciences de l'Homme et Société. 2019.
- Dominique Barjot (dir). *Les Patrons du Second Empire : Anjou, Normandie, Maine*. Éditions Picard. 1991. 266 p.
- Foucault Pierre. « Ruptures et continuités du militantisme catholique dans la Sarthe de part et d'autre de la Séparation ». *Militants catholiques de l'Ouest*. Édité par Brigitte Waché. Presses universitaires de Rennes, 2004.
- Grégoire, Patrice. "Armand Chappée (1835-1922), grand patron sarthois." *Annales de Normandie*. Vol. 38, no. 2-3. 1988. pp 125-130.
- Truillet Jonathan. « Paysages de l'industrie en Sarthe ». *303 : arts, recherches et créations*. N°91. 2006. pp.49-55.

### **Ouvrages et recherches spécialisés autour de la Mayenne du XIX-XX<sup>e</sup> siècle :**

- Angot, Alphonse-Victor. *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne*. Tome III, Éditions Imprimerie de la Mayenne, 1907.
- Angot, Alphonse-Victor. *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne*. Tome IV, Éditions Imprimerie de la Mayenne, 1909.
- Blottière Gérard, *Aspects de la première chouannerie mayennaise*, Siloë, Laval, 2010, 189 p.

- Denis Michel. *Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIXe-XXe siècle)*. Paris. C. Klincksieck. 1977
- Denis Michel. *L'église et la République en Mayenne : 1896-1906*. Paris. C. Klincksieck. 1967.
- Deseuche Vincent. *Tableau politique de la Mayenne au XIXe siècle*. Thèse de Doctorat. Université de Poitiers, UFR de droit et sciences sociales. 2009.
- Laurain Ernest. *Notice biographique sur l'abbé A. Angot*. Laval. Librairie Goupil. 1919. 157 p.
- Pautrel Martine. *Le syndicalisme agricole et la politique en Mayenne de 1919 à 1939*. 1987. UCO Institut lettres-Histoire. Mémoire de maitrise d'Histoire.
- Salbert Jacques (dic), Denis Michel. *La Mayenne des origines à nos jours*. Éditions Bordessoules. pp 296-354. 1984.

#### **Articles spécialisés sur Port-Brillet :**

- Dehu Geneviève. *Évolution économique au 19e siècle des forges de Port-Brillet*. 1967. D.E.S Histoire.
- Verron Guy. « Les structures sociales d'un établissement sidérurgique avant la révolution industrielle. La forge du Port-Brillet (Mayenne) », *Le Mouvement social*, n°58, p. 63-95. 1967.
- Verron Guy. *Fontes et fers au bois : production et commerce du fer aux établissements de Port-Brillet avant la Révolution industrielle (1727-1840)*. MemHOuest. 1965. D.E.S Histoire.
- Verron Guy. *Les structures économiques et sociales de la forge du Port-Brillet (Mayenne) du xve au xixe s*. Caen. 1964. Mémoire d'histoire économique.
- Verron Guy. *Maitres de forges et ouvriers au Port-Brillet (Mayenne) avant et après 1789*, mémoire de maitrise. 1965.

#### **Reuves associatives :**

- Delmouly Michel. "L'évolution du coût de la vie en Mayenne, 1930-1940". *L'Oribus Histoire et Société en Mayenne : Catholique de la Mayenne contre Cartels des gauches*. N° 6 juin 1982.
- Foucault Rémy, Omnès Jacques, Houel Bernard. « 1882-1982 Fondateurs à Port-Brillet ». *L'Oribus Histoire et société en Mayenne*. N°7. 1982.
- Houel Bernard. « Des obus pour la guerre ». *L'Oribus, Histoire et société en Mayenne*. Hors-série. 2007.

**Conférences :**

- Emmanuel Fureix, Emmanuel BELLANGER, Muriel COHEN, Marie-Hélène BACQUE. Fabrice Langrognet. *Histoire des quartiers populaires : la parole aux habitants (XIXe-XXIe siècles)*. 12/10/2024. Les Rendez-Vous de l'Histoire Édition 2024 : La Ville.
- Pascal Ory. *Populisme et souveraineté populaire*. 07/10/2022. Édition 2022 : La Mer

## SOURCES EXPLOITÉES

### **Archives départementales de la Mayenne :**

### **Archives municipales :**

E-dépôt 126 3 D 1	Conseil municipal d'Olivet : Modification du territoire. - Création de la commune de Port-Brillet. 1851
E-dépôt 126 E 7	BMS 1770-1779
E-dépôt 126 E 8	BMS 1779-1784
E-dépôt 126 E 9	BMS 1785-1791
E dépôt 126 E 20	NMS 1841-1845
E dépôt 126 E 21	NMS 1846-1850
E dépôt 126 E 22	NMS 1851-1855
E-dépôt 126 2 F 1	Forges de Port-Brillet : règlement, correspondance, plan d'une laminerie de fer. 1858-1860
E-dépôt 126 1 F 2	Liste nominative de dénombrement de la population.
E-dépôt 245 1 F 1	Port-Brillet recensement
E dépôt 247 7 F 1	Registre d'inscription des livrets ouvriers de St Pierre la cour. 1855-1856
E dépôt 126 4 I 1	Création d'un dépôt de mendicité
E-dépôt 126 1 K 1	Plébiscites des 21 novembre 1852 et 8 mai 1870.
E-dépôt 332 F 1	Port-Brillet : règlements d'eau, procès-verbal de bornage. 1860-1910

4 E 345 1	États Civils de Port-Brillet (1881-1891)
4 E 345 2	États Civils de Port-Brillet (1891-1901)
4 E 345 3	États Civils de Port-Brillet (1901-1911)
4 E 345 4	États Civils de Port-Brillet (1911-1921)

**Administration générale :**

3 M 544-560	Élection municipale Port-Brillet
6 M 337	Recensement : États Nominatifs Port-Brillet
7 M 150	Agriculture. Eaux et forêts : SYNDICATS ET ASSOCIATIONS AGRICOLES [Neau - Ruillé-le-Gravelais]
10 M 36	Rapport de l'Inspection du Travail
10 M 51	Grèves dans les mines et carrières. 1850-1939
10 M 52	Grèves bassin ardoisier de Renazé. 1848-1935
10 M 57	Grèves des cheminots (1898-1938) et des postiers (1906-1909)
10 M 58	Grèves des boulangers (1879-1930) ; grèves dans la métallurgie (1904 - 1938).
10 M 59	Divers rapports non triés de grèves assez diverses et variés
10 M 61	États récapitulatifs des syndicats industriels et agricoles. 1881-1936
10 M 77	Syndicats ouvriers Métallurgie : syndicat des ouvriers métallurgistes d'Ernée (1911 - 1912) ; chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et similaires de Laval (1926-1928) ; syndicat des ouvriers métallurgistes de Port-Brillet (1936) ; syndicat professionnel des fondeurs de Port-Brillet (1938).

MS80 6/12	Monographie générale des communes de Mayenne 1899-1900 : Port Brillet
-----------	-----------------------------------------------------------------------

1 V 14	État nominatif. 1819-1821
5 V 778	Culte : Comptabilité - Fondation de messe - Rente - Fabrique 1894-1903

3PE496	Annuaire administratif du département de la Mayenne 1877
--------	----------------------------------------------------------

**Archives de la Société des forges de Port-Brillet :**

1 Mi 321 1	Articles 1-8
1 Mi 321 2	Article 9
1 Mi 321 3	Articles 10-11
1 Mi 321 4	Articles 12-13
1 Mi 321 5	Article 14
1 Mi 321 6	Articles 15-16
1 Mi 321 7	Articles 16-17
1 Mi 321 8	Articles 18-19

**Archives contemporaines :**

256 W 142	Demande de concessions des syndicats intercommunaux 1926
445 W 256	Dommages de guerre - Guerre 1939-1945
2084 W 25	Port-Brillet : copies d'articles, numéro spécial de L'Oribus, diplôme d'études supérieures de Geneviève Dehu (1967) [ensemble donné à Dominique Éraud par Jean-Paul Gallard, recenseur à la Conservation régionale des monuments historiques des Pays de la Loire].

**Archives privées :**

40 J 1	Fonds Julien Chappée : Don 1921
312 J	Archives de la Fédération de la Mayenne du PCF.
365 J 1	Fonds René Moreau (Forgeron à Ménil)

**Archives privées de la Maison du Peuple :**

240 J 1	Dossier administratif : statuts, modifications aux statuts, absorption de La Ruche Lavalloise, titres de propriété, correspondance
240 J 37	Procès-Verbaux des assemblées Générales de l'Émancipatrice lavalloise

**Archives privées C.G.T. Travailleurs du Livre :**

303 J 1	17 janvier 1897-21 juin 1905
---------	------------------------------

303 J 2	1906-1962 (12 cahiers)
303 J 14	Exposition universelle 1900
304 J 17	Bulletins de convocation (en blanc) à la Maison du Peuple à Laval

### **Archives période moderne et révolutionnaire**

125 J 58	Dons des archives de la Sarthe : Lettres commerciales adressées au sieur Bazouin, Paillard et Collet maitre des forges à Port-Brillet
127 J 36	Dons des archives de Maine et Loire : Famille Bourdais : Baptêmes (...), mariages (...), succession et mémoire de René Bourdais

### **Archives iconographiques : Photographies sur cartes postales dites "anciennes" :**

5 Fi 164/77	Port-Brillet : L'église
5 Fi 164/62.	Port-Brillet : cités du Pylone.
5 Fi 164/36	Une Fête à Port-Brillet.
5 Fi 164/33	Port-Brillet : salle du cinéma, Pathé, Lorin, Directeur.
5 Fi 164/28	Port-Brillet : établissement de bains.

### **Archives départementales de la Sarthe :**

#### **Fond du Don Julien Chappée :**

6 J 63	Correspondance adressée aux maitres de forges de Port-Brillet, Paillard Dubignon et Constant Paillard-Ducléré, celui-ci également député, à leurs associés, commis, agents et hommes d'affaires. Lettre d'affaires et lettres personnelles, en majorité des lettres de Paillard-Dubignon à son frère.
--------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

6 J 64	Forges de Port-Brillet. Titres de propriété, mémoires et procédures, gestion, comptabilité, contributions, bois, affaires diverses. - Papiers personnels des maitres de forges (correspondance, faire-part, prospectus et pièces diverses). 1774-1846
--------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Bibliothèque Nationale de France :**

JO-25435	<i>Syndicalisme de l'Ouest</i> 1923-1924
JO-93464	<i>La Bretagne communiste</i> 1923-1926
JO-93335	<i>La Voix communiste</i> 1922-1923
JO-94292	<i>La République ouvrière et paysanne</i> 1927-1930
JO-51609	<i>Le Travailleur unitaire</i> 1929-1934

FRBNF30221612	Institutions patronales de la maison Chappée et Fils, fondeurs-constructeurs, Le Mans (Sarthe)... [Texte imprimé] : allocution de M. A. Chappée, fondateur
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Bibliothèque Albert Legendre : fonds patrimoniaux de la ville de Laval :**

<https://www.fondspatrimoniaux.laval.fr/archive/recherche/presse/n:101>

ISSN 2129 - 5212	<i>L'Indépendant de l'Ouest</i>
ISSN - L 2126 - 290X	<i>L'Écho de la Mayenne</i>
ISSN - L 2125 - 2394	<i>La Croix de la Mayenne</i>
ISSN - L 2131 - 9553	<i>"La Mayenne"</i>

MICR D-1140	<i>Laval Républicain</i>
-------------	--------------------------

**Sources audiovisuelles :**

"À Port-Brillet : Histoire de l'usine Chappée / 1er volet de 1882 à 1945". *Institut National de l'audiovisuel*. JT Le Mans Soir. 28.12.1982. Consulté le 19/05/2025. Disponible sur :



<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/rxc9709030462/a-port-brillet-histoire-de-l-usine-chappee-1er-volet-de-1882-a-1945>

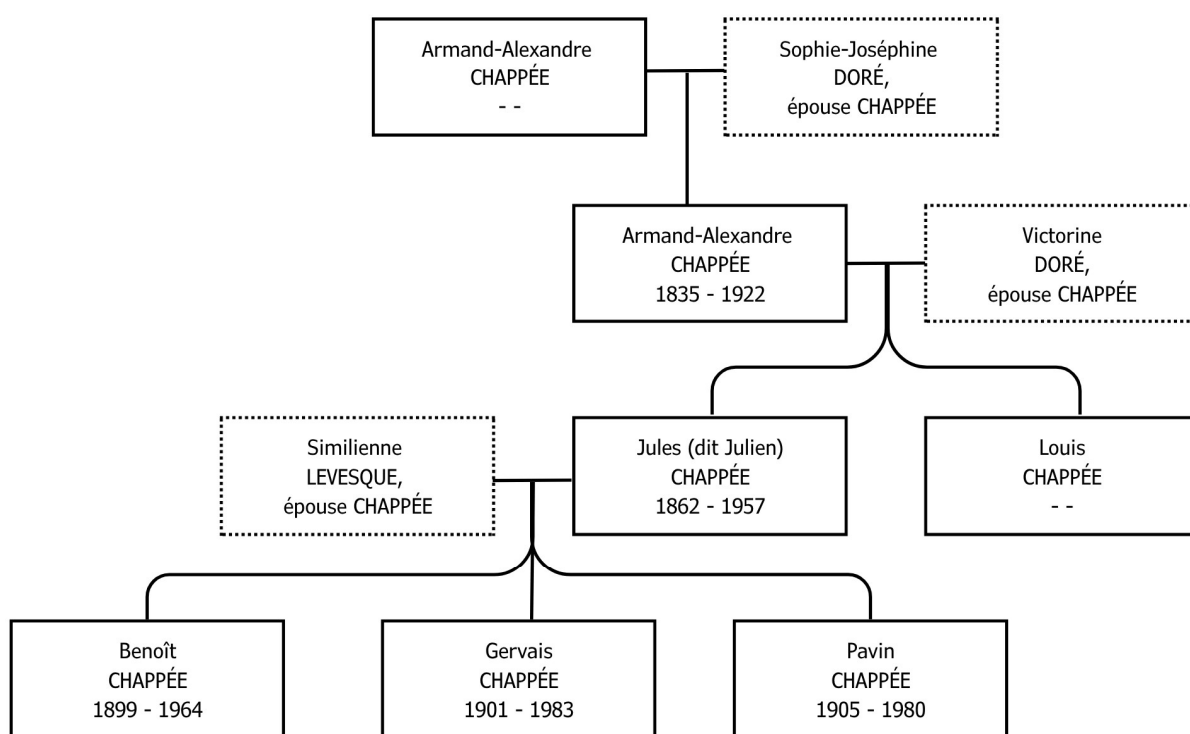
## ANNEXES

### ANNEXE 1 : ARBRE GENEALOGIQUE DE LA FAMILLE

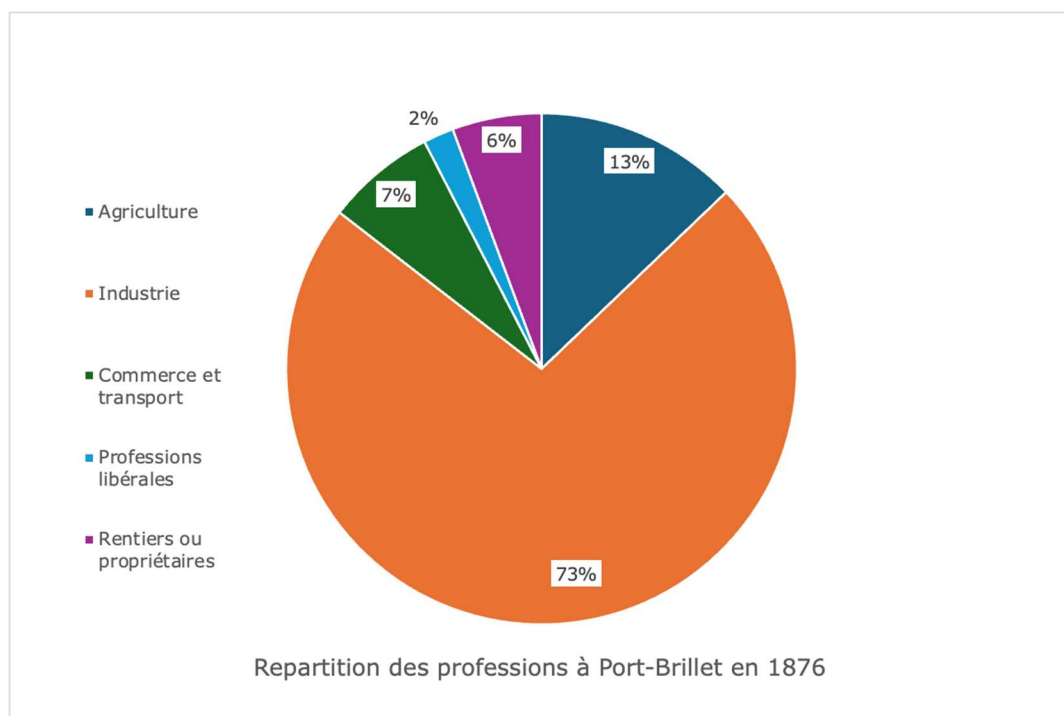
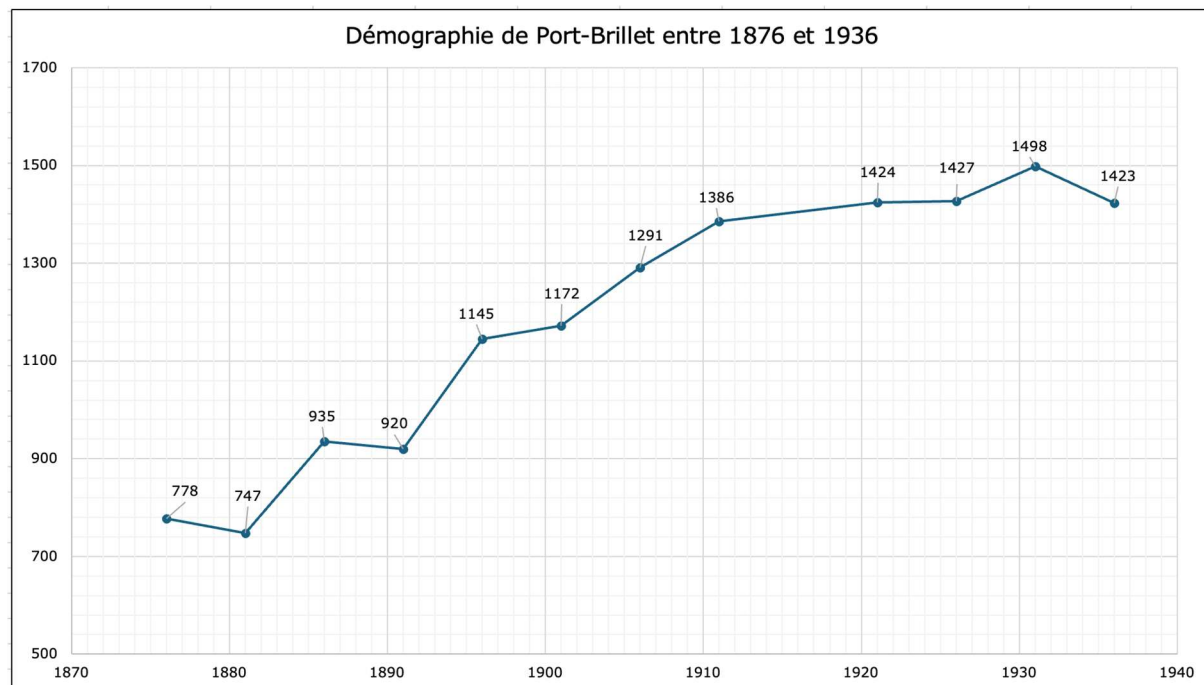
#### CHAPPEE

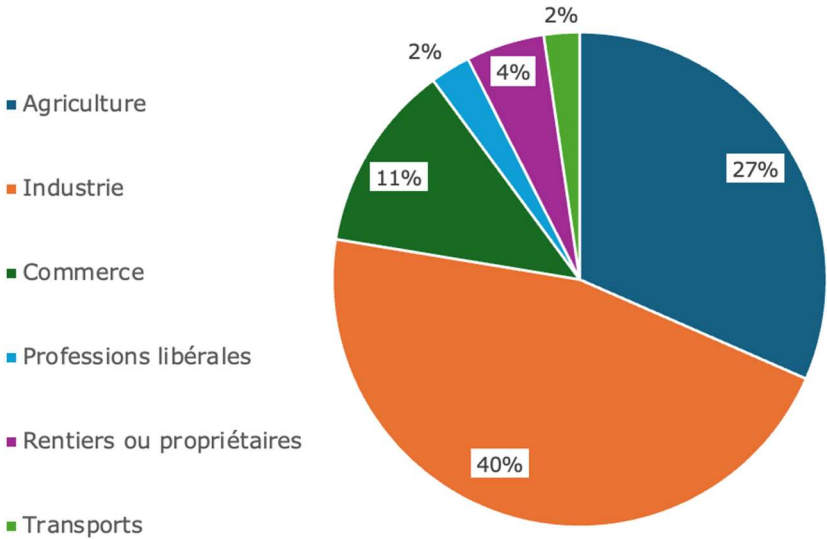
L'arbre généalogique ci-dessous se limite au besoin de cet objet d'étude, de ce fait il est volontairement parcellaire pour ne mettre en avant que les membres de la famille Chappée évoqués dans cette étude.

#### Arbre généalogique de la famille Chappée

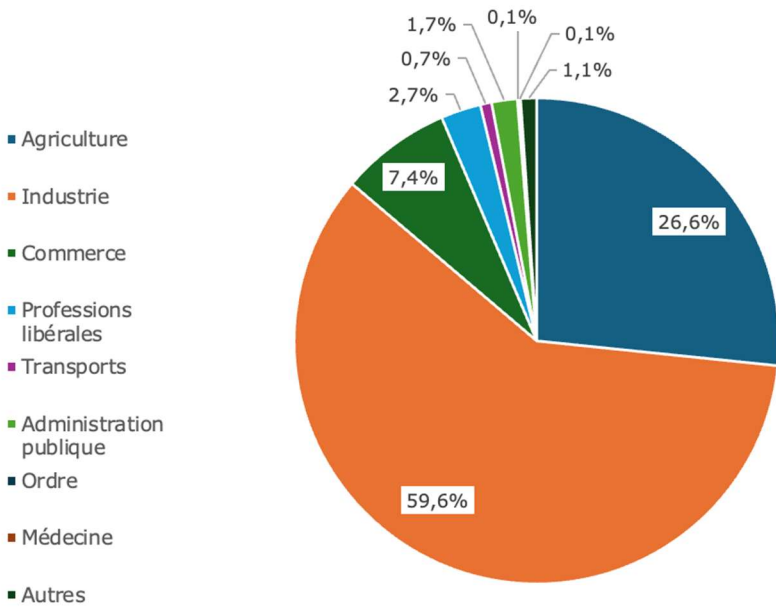


## ANNEXE 2 : RECENSEMENT DEMOGRAPHIQUE ET PROFESSIONNEL DE LA COMMUNE DE PORT-BRILLET





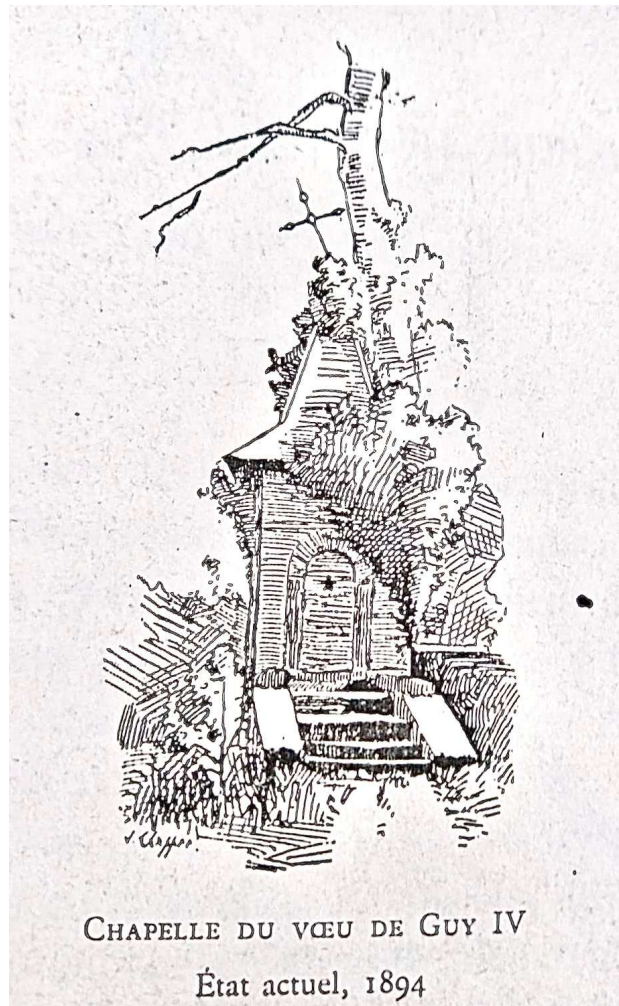
Repartition des professions à Port-Brillet en 1881



Repartition des professions à Port-Brillet en 1886

## ANNEXE 3 : CROQUIS DU MONUMENT EN HOMMAGE A L'ANCIENNE ÉGLISE

Source : Chappée Julien. « *Notes Historiques sur le Prieuré de la Magdeleine du Plessis-Milcent (1100), la Forge du Port-Brillet et ses Dépendances (1452), la Chapelle des Forgerons (1558), la Paroisse (1828) et la Commune (1874). Avec Plans, Vues, Blasons* ». Goupil. Laval. 1895.



## ANNEXE 4 : EXTRAIT DU JOURNAL *LA CROIX DE LA MAYENNE* D'AOÛT 1894

**Médailles d'honneur.** — En exécution du décret du 16 juillet 1886, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes a accordé des médailles d'honneur aux ouvriers et employés dont les noms suivent et qui comptent plus de trente années de services consécutifs dans le même établissement :

M. Barbot (Avit), mouleur dans la maison **Chappée**, à Port-Brillet.

M. Chanteux (Auguste), mouleur dans la maison **Chappée**, à Port-Brillet.

M. Chubilleau (René-Etienne), maître-mineur aux mines de Montigné, à Montigné.

M. Clet (Clément-Adolphe), machiniste aux mines de Montigné, à l'Huissierie.

M. Gasté (Hippolyte), maître-mineur aux mines de Montigné, à Montigné.

M. Gossin (Clément), mouleur dans la maison **Chappée**, à Port-Brillet.

Mme Jubault (Sophie), ouvrière dans la maison Coulon, à Saint-Brice.

M. Monoré (Marie-Jacques), forgeron aux mines de Montigné, à l'Huissierie.

M. Boutruche (Constant), ouvrier dans la maison **Chappée**, à Mayenne.

M. Legrand (Louis), mouleur dans la maison **Chappée**, à Port-Brillet.

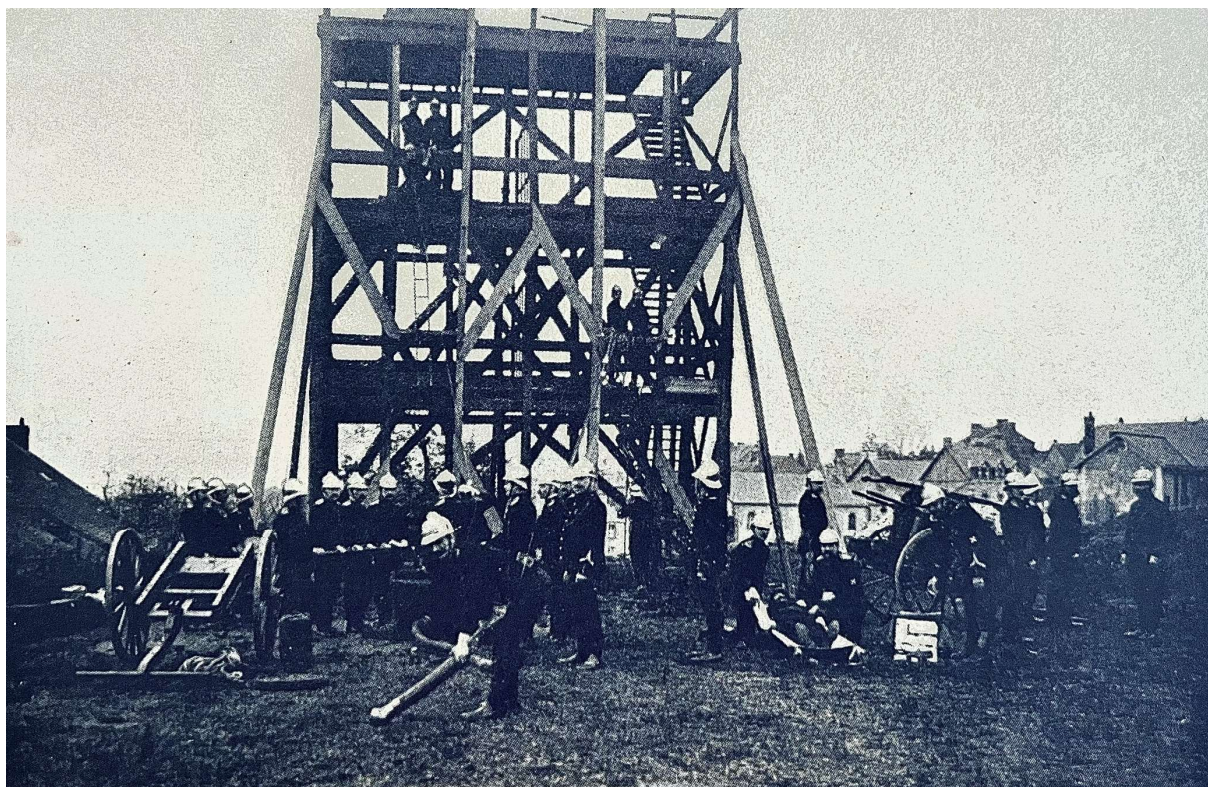
M. Ragot (François), chef de fabrication dans la maison **Chappée**, à Port-Brillet.

## ANNEXE 5 : TABLEAUX ET RECETTES DE LA SOCIETE DE SECOURS MUTUELS.

RECETTES	DÉPENSES		
Cotisations des membres honoraires	190 F	Honoraires des médecins	327, 80 F
Cotisations des membres participants (1 F par mois)	828, 50 F	Frais pharmaceutiques	434, 55 F
Amendes	9, 75 F	Frais funéraires	118 F
Reçu de l'usine de Port-Brillet (amendes)	125, 80 F	Hommes 642 journées à 1 F	642 F
Subventions	278, 10 F	Hommes 183 journées à 0,50 F	91,50 F
		Femmes 437 journées à 0,50 F	218, 50 F
TOTAL : 1 467, 15 F	TOTAL : 1 832, 35 F		



## **ANNEXE 6 : PHOTOGRAPHIE DES SAPEURS-POMPIERS DE PORT-BRILLET A LA MAIN-D'ŒUVRE.**

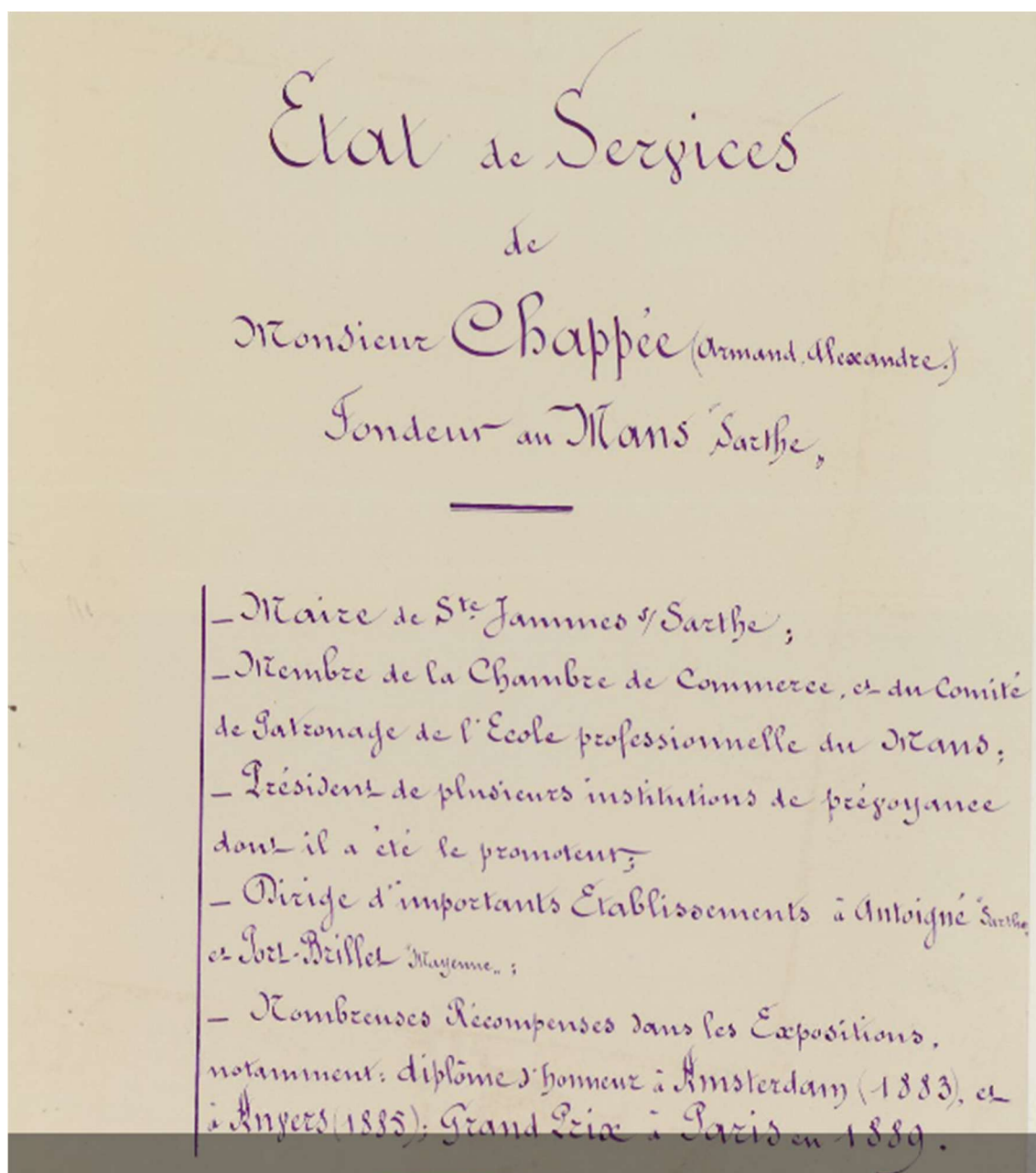




## ANNEXE 7 : LEGION D'HONNEUR ARMAND CHAPPEE

Les documents concernant la réception de la Légion d'honneur, ainsi que l'État de service d'Armand Chappée sont disponibles dans les archives nationales issues de la base de données Léonore, soit via la notice (L0484064) ou par l'utilisation de la cote (LH//484/64). Disponible également en ligne sur l'adresse électronique suivant :

<https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/74870>



**LÉGION D'HONNEUR.**

NUMÉRO D'ORDRE  
DES MATRICULES: 43987

Nom : Chappée

Prénoms : Ernaud, Alexandre

Qualité  
ou  
grade { Foureur au Haut (Sartre)  
Maire de St-Jamves / Sartre

né le 30 avril 1835

à Cuteuil (Seine et Oise)

a été nommé **Chevalier** de la Légion d'honneur

par décret du 11 juillet 1891 rendu sur le rapport

du Ministre de Commerce

pour prendre rang du 1<sup>er</sup>

Date du départ de la décoration 3 août 91

Idem du brevet 24 1<sup>er</sup> 91

Date du décès Centenaire

**484**

**64**

## **ANNEXE 8 : EXTRAITS DU JOURNAL *LA BRETAGNE* COMMUNISTE DU 8 MARS 1924**

*« Il existe à Port-Brillet une apathie difficile à secouer. La maison Chappée, du Mans, dont les bénéfices ont été décuplés du fait de la destruction des usines du Nord et de l'Est effectuant le même travail, donne à ses ouvriers des salaires supérieurs à ceux de la région. Mais est-ce à dire que les ouvriers touchent dû. Là est la question. Sont-ils réellement heureux. Certes, la direction exercée par M. Montigny, maire-député, a prévu des moyens de réjouissance et a installé un cinéma. Le cinéma dans les mains des hobereaux et des maitres est un bon moyen de façonner les esprits pour le capitalisme. Est-il vrai que jamais, dans cette cité essentiellement ouvrière, il n'y jamais de réunions publiques ?*

*Est-il vrai que jamais on n'a expliqué aux ouvriers que malgré ce qui est accordé par leurs patrons ils sont les victimes du régime. Nous profiterons des élections, espérons-le, pour toucher ce coin intéressant où, par le système de l'économat, de nombreux ouvriers touchent en nature le produit de leur travail, n'ayant rien ou presque rien à revenir les jours de paie. Des renseignements cependant nous parviennent. Nous reviendrons sur ce sujet. »*

# TABLE DES MATIÈRES

Avertissement .....	2
Engagement de NON-PLAGIAT.....	3
Remerciements .....	4
Liste des abrÉviations.....	5
Sommaire .....	6
Introduction .....	7
« Les ouvriers » .....	9
« Le milieu rural » .....	12
« Le syndicalisme » .....	16
« Port-Brillet » .....	20
“ModÉrantisme politique et identitÉ de classe” .....	24
Historiographie :.....	30
I. Les prÉmices et prÉrequis historiographiques connus .....	30
I.1 L’universitÉ et la pensÉe de l’Historiographie dÉmarche épistémologique .....	31
I.2 La pluridisciplinaritÉ en sciences sociales : les éléments non historiques. ....	33
I.3 Une connaissance de l’historiographie politique .....	36
II. Un hÉritage historiographique et bibliographique : l’Histoire sociale .	39
II.1 Une historicitÉ de l’Histoire sociale.....	39
II.2 L’hÉritage historiographique.....	42
II.3 L’Histoire sociale : élément de comprÉhension de Port-Brillet .....	45
III. La particularitÉ de l’historiographie locale .....	48
III.1 La Mayenne prise d’assaut par l’Historiographie Économique.....	49
III.2 L’utilisation de l’Histoire politique : De la Mayenne à Port-Brillet	51
III.3 Port-Brillet et les productions historiques universitaires.....	53
III.4 Port-Brillet et les productions historiques non universitaires.....	56
PrÉsentation des sources ÉtudiÉes .....	61

I. ....	État Archivistique ...	61
II. ....	Archives institutionnelles ...	63
III. Les sources militantes et syndicales .....		65
IV. Les Journaux.....		66
Sources identifiées pour le Master 2.....		69
I.LA FONDATION D'UNE COMMUNE : LES PREMIÈRES REVENDICATIONS (1874-1882).....		71
I.1 La difficile scission avec la commune d'Olivet : les revendications des métallos (1874).....		71
I.1.I La scission religieuse de l'Église de la Madeleine du Plessis .....		72
I.1.II LA TENTATIVE DE SCISSION DE 1851 .....		77
I.1.III Une indépendance tardive .....		81
I.2 Une difficulté économique accompagnée d'une errance politique (1874-1882).....		87
I.2.1. Une situation économique et démographique fragilisée.....		87
I.2. II. Des acteurs politico-économiques discrets .....		95
I.2.III. La possession et la vente des biens de la forge en 1882.....		98
I.3 La particularité de l'ouvrier rural de Port-Brillet : l'ouvrier-paysan.		101
I.3.I La population travailleuse de Port-Brillet, une évolution constante		102
I.3.II Le cas particulier des ouvriers qualifiés et propriétaires.....		104
I.3.III L'urbanisation Chappée et le maintien de l'attache à la terre		107
II. « UN PEUPLE ASSAGI » : LA CONSTRUCTION DU FIEF CHAPPÉE (1882-1922) .....		112
II.1 Une domination avant tout politique et économique .....		115
II.1.I Un contrôle municipal et plus encore .....		117
II.1.II Le levier économique : argumentaire fort en période de prospérité (1899-1914) .....		119
II.1.III Le cas particulier de la Grande Guerre .....		123
II.2 Le paternalisme total : Entre Mutualisme et groupe associatif contrôlé .		127
II.2.I Le mutualisme et l'aide au chômage à la méthode Chappée...		128

II.2.II Un système de retraite volontairement inefficace .....	132
II.2.II La domination satellitaire .....	135
II.3 Contrôle culturel et intellectuel de son fief .....	139
II.3.I De la société de musique au Cinéma.....	140
II.3.II L'œuvre Chappée une réussite éducative.....	147
II.3.III D'Armand à Jules Chappée, écrire et récrire sur son territoire	152
III. L'EXTENSION SYNDICALE ET LES TENTATIVES D'AFFIRMATIONS POLITIQUES (1922-1936) .....	158
III.1 L'influence extérieure dans les premières contestations politiques	160
III.1.I Les agitations lavalloises.....	161
III.1.II L'implantation de la C.G.T .....	167
III.1.III La presse rennais : la gauche radicale .....	170
III.2 La succession difficile d'Armand Chappée : la brèche communiste	175
III.2.I La guerre ouverte : Louis contre Julien .....	176
III.2.II Les premières agitations et mouvements sociaux.....	178
III.2.III La venue de figure communiste locale .....	182
III.3 L'échec communiste et la consolidation de la C.G.T : La Grève...	186
III.3.I L'Échec communiste au profit des socialistes du territoire.....	187
III.3.II La C.G.T position dominante dans les relations ouvrières ....	193
III.3.III Les premières grèves .....	196
Conclusion .....	203
Bibliographie .....	207
Sources exploitées.....	212
Annexes .....	218
Annexe 1 : Arbre généalogique de la Famille Chappée.....	218
Annexe 2 : Recensement démographique et professionnel de la commune de Port-Brillet .....	219
Annexe 3 : Croquis du monument en hommage à l'ancienne Église....	221
Annexe 4 : Extrait du Journal <i>La Croix de la MAYENNE</i> D'AOÛT 1894 .	222
Annexe 5 : Tableaux et recettes de la société de secours mutuels. ....	223

Annexe 6 : Photographie des sapeurs-pompiers de Port-Brillet à la main-d'œuvre. ....	224
Annexe 7 : Légion d'Honneur Armand Chappée .....	225
Annexe 8 : Extraits du journal <i>La Bretagne Communiste</i> du 8 mars 1924.....	227
Table des matières .....	228
RÉSUMÉ .....	232
Abstract .....	233

## RÉSUMÉ

Les ouvriers dans un milieu rural : Port-Brillet (XIX-XX<sup>e</sup> siècles)

Entre modérantisme politique et identité de classe

La commune de Port-Brillet est fondée tardivement, seulement en 1874. Cette date est importante pour ce qui est de l'affirmation de l'identité politique de cette population ouvrière rurale. Au cœur de la commune, les Forges de Mayenne, devenues les forges de Port-Brillet, sont les vestiges d'un complexe industriel de la période moderne. Plus grands pôles ouvriers en Mayenne, le XIX<sup>e</sup> siècle est une période d'instabilité et de déclin pour ce site métallurgique. La reprise par l'industriel Armand Chappée relance le dynamisme économique dirigé par un paternalisme politique fort. Cette étude montre comment les ouvriers, républicains dès la Révolution française, ont évolué différemment par rapport au reste de la population départementale avant d'être pris en charge par une politique conservatrice, chaperonnée par le patronat. Le décès du fondateur Chappée acte une rupture dans la vie ouvrière du plus grand bastion industriel mayennais. Alors, l'arrivée de la politisation et de l'idéologisation s'accompagne de celles de figures et de presses communistes et socialistes au cœur du territoire mayennais. Ainsi, de la masse assagie par le père Chappée, la population se convertit doucement à la contestation politique et sociale tout en gardant des droits sociaux et culturels offerts par le patronat. Cette étude tente donc de comprendre les éléments qui ont permis à cette population ouvrière de devenir un lieu très politisé qui par la suite fera du surnom de la commune « *La Rouge* ».

Mots-clefs : Histoire contemporaine. Mayenne. Ouvriers. Conservatisme. Paternalisme. Socialisme. Communisme. Syndicalisme.



## ABSTRACT

### The Workers in a Rural Environment: Port-Brillet (XIX-XX<sup>e</sup> siècles) — Between Political Moderation and Class Identity

The commune of Port-Brillet was founded relatively late, in 1874. This date also marks the beginning of the political identity of a rural working-class population. At the heart of the commune, the Forges de Mayenne—later known as the Forges of Port-Brillet—are the remnants of a modern-era industrial complex. They declined at the end of the 19th century, but their revival by the industrialist Armand Chappée reignited economic dynamism under strong paternalistic political leadership. This study explores how the workers, initially staunch republicans, lived within this politically conservative atmosphere overseen by the factory management. However, the death of the founder, Chappée, marked a turning point in the working-class life of the largest industrial stronghold in the Mayenne region. The arrival of politicization and ideological influence brought with it communist and socialist figures and press into the heart of Mayenne. Thus, from a workforce pacified by Father Chappée, the population gradually shifted toward political and social protest, while still retaining the social and cultural benefits provided by the management. This study therefore seeks to understand the factors that enabled the transformation of the working-class population into what would later be known as “*La Rouge*”.

Key words: Contemporary history, Mayenne, Workers, Conservatism, Paternalism, Socialism, Communism, unions